

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR D'ARBITRAGE

F. 2001 — 2748

[C – 2001/21473]

Arrêt n° 114/2001 du 20 septembre 2001

Numéro du rôle : 1990

En cause : le recours en annulation de l'article 29 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, introduit par la commune de Lontzen.

La Cour d'arbitrage,

composée du président M. Melchior, des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot et L. Lavrysen, et conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, du président émérite H. Boel et du juge émérite E. Cerexhe, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 27 juin 2000 et parvenue au greffe le 28 juin 2000, la commune de Lontzen, maison communale, 4710 Lontzen, a introduit un recours en annulation de l'article 29 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs (publiée au *Moniteur belge* du 30 décembre 1999).

II. *La procédure*

Par ordonnance du 28 juin 2000, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 12 juillet 2000, la Cour a décidé que l'instruction aurait lieu en français.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 28 août 2000.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 5 septembre 2000.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 9 octobre 2000.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 21 novembre 2000.

La partie requérante a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 20 décembre 2000.

Par ordonnances des 29 novembre 2000 et 29 mai 2001, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 27 juin 2001 et 27 décembre 2001 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 6 février 2001, la Cour a complété le siège par le juge L. Lavrysen.

Par ordonnance du 7 mars 2001, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 28 mars 2001.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 8 mars 2001.

A l'audience publique du 28 mars 2001 :

— ont comparu :

. Me G. Zians, avocat au barreau d'Eupen, pour la partie requérante;

. Me O. Vanhulst, qui plaide également *loco* Me P. Hofströssler, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

— les juges-rapporteurs E. Cerexhe et L. Lavrysen ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

- A -

Quant à l'intérêt

A.1. A l'appui de sa requête, la commune de Lontzen fait valoir qu'il n'a pas été tenu compte d'elle pour attribuer les neuf casinos alors qu'un casino était établi sur son territoire de 1935 à 1947.

L'intérêt de la commune de Lontzen est aussi légitime, compte tenu de la loi du 7 mai 1999. Il n'est pas exact que le principe de l'existence de droits historiques ne pourrait pas entrer en ligne de compte pour assurer la légitimité de son intérêt.

A.2. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt à agir de la partie requérante à défaut de l'existence d'un intérêt licite et suffisant.

La commune de Lontzen n'accueillant pas à ce jour de casino, le fait que la disposition litigieuse lui interdise d'en accueillir un ne l'affecte pas de façon directe et certaine dans sa situation.

L'intérêt dont se prévaut la partie requérante est par ailleurs illicite compte tenu d'une série de dispositions législatives qui interdisent les jeux de hasard et l'ouverture d'un casino. La partie requérante admet d'ailleurs que le casino établi sur son territoire ne faisait l'objet que d'une tolérance qui lui fut enlevée par une décision du procureur général de Liège, le 7 juillet 1947.

A.3. Au Conseil des ministres qui fait valoir qu'elle n'a pas d'intérêt concret, la partie requérante réplique qu'elle est située à un endroit géographique (les "trois frontières") propice pour attirer du public. Plusieurs démarches témoignent d'ailleurs de l'intérêt des investisseurs et des responsables politiques locaux pour la réouverture d'un casino.

Quant au premier moyen

A.4.1. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution ainsi que des articles 52 et suivants du Traité C.E.

A.4.2. Le choix des neuf communes autorisées à exploiter un casino n'a pas été dicté par des considérations historiques et l'on n'a pas tenu compte du passé de Lontzen : à cet égard, Bruxelles n'a aucun passé en la matière alors qu'elle pourra exploiter un casino.

La légitimation *a posteriori* par le législateur de situations jusque-là illégales a pour conséquence de réserver un traitement plus favorable aux communes qui étaient dans ces situations illégales. On aurait pu fixer des critères objectifs sur la base desquels n'importe quelle commune belge aurait pu obtenir une licence d'exploitation par arrêté royal.

Par ailleurs, le fait que l'attribution d'un casino sur la base de critères objectifs n'est envisagée que par rapport aux dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale et non pas par rapport aux autres communes du Royaume cause préjudice à ces dernières. Même si l'on pouvait, à juste titre, estimer qu'il fallait limiter le nombre de communes pouvant exploiter un casino, on aurait dû faire les choix sur la base de critères objectifs applicables à toutes les communes.

Le législateur n'a pas tenu compte non plus de l'éventualité de la fermeture d'un casino : on a donc en ce sens créé une discrimination à l'égard de la situation actuelle comme à l'égard de la situation future.

A.5.1. Le Conseil des ministres tient d'abord à constater que le premier moyen est irrecevable en tant qu'il invoque la violation des articles 52 et suivants du Traité de Rome à défaut d'indiquer en quoi ces articles seraient violés.

A.5.2. Il faut rappeler les deux principes de la loi du 7 mai 1999. D'abord, l'exploitation de jeux de hasard reste *a priori* interdite. La seule exception, ensuite, concerne les jeux ou établissements autorisés par la loi ou ses arrêtés d'exécution, moyennant une licence écrite préalable.

Les objectifs recherchés par la loi relèvent tous de l'intérêt général et de la protection de la santé publique (Doc. parl., Sénat, 1997-1998, n° 1-419/4, pp. 24-25). En ce qui concerne plus particulièrement les casinos, le législateur a estimé que "la limitation du nombre de casinos doit permettre d'endiguer de manière raisonnable le danger social que peuvent représenter ces établissements de jeux de hasard par rapport à l'importance de la population nationale" (Doc. parl., *ibid.*, p. 26). La Cour a d'ailleurs rappelé ces objectifs dans son arrêt n° 52/2000.

C'est par la voie d'un consensus avec les communautés et les régions que le nombre de casinos a été fixé à neuf (Doc. parl., Chambre, 1998-1999, n° 1795/8, p. 52). Par ailleurs, le législateur a estimé devoir accorder aux communes qui avaient déjà un casino sur leur territoire la possibilité de régulariser leur situation (Doc. parl., Sénat, 1997-1998, n° 1-419/4, p. 35).

A.5.3. Le moyen manque en droit en tant qu'il reproche à la loi de ne retenir que neuf communes qui peuvent accueillir un casino sur leur territoire. Le législateur s'est expliqué sur la nécessité d'une limitation, d'une part, et sur le fait, d'autre part, que les communes qui bénéficiaient d'une tolérance auraient un privilège dans la législation compte tenu de ce qu'elles disposaient déjà de l'infrastructure nécessaire ainsi que du personnel compétent.

A.5.4. En ce qui concerne l'illégitimité invoquée d'une légalisation *a posteriori* d'une situation tolérée, il faut considérer que le législateur peut abroger les lois et les remplacer par d'autres.

A.5.5. Le législateur n'a pas voulu prendre de risque en permettant à n'importe quelle commune de solliciter l'ouverture d'un casino : c'est pourquoi il a retenu les huit communes qui accueillent déjà un casino. En ce qui concerne le casino qui peut voir le jour à Bruxelles, la disposition entreprise prescrit des avis et études afin d'éviter les effets non désirés.

De manière plus précise, non seulement le législateur a retenu des critères objectifs aux termes desquels une des dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale pourra être éventuellement retenue - ce que reconnaît d'ailleurs la partie requérante -, mais en outre, la commune de Lontzen et celle de la Région de Bruxelles-Capitale qui pourra accueillir un casino ne se trouvent pas dans une situation comparable. La loi entreprise prévoit expressément que les casinos exercent des activités socioculturelles pour lesquelles il est nécessaire de pouvoir s'adresser à un large public.

A.5.6. Le reproche qui est fait à la loi de ne pas tenir compte de la fermeture d'un casino est irrecevable à défaut de l'existence d'un intérêt né et actuel, aucun casino visé n'étant aujourd'hui fermé. Il manque aussi en droit dans la mesure où, en cas de fermeture d'un établissement, il est prévu que la commune puisse conclure avec un autre candidat une nouvelle convention d'exploitation.

Quant au second moyen

A.6.1. Le second moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec les articles 48, 52, 66, 85, 86 et 90 du Traité C.E.

A.6.2. La disposition entreprise viole les dispositions du Traité, puisqu'elle interdit à tous les citoyens de l'Union européenne de s'établir librement sur son territoire pour y exploiter un casino. Ainsi, aucun citoyen d'un autre Etat membre ne pourrait-il venir ouvrir un casino sur le territoire de la commune de Lontzen.

A.6.3. La disposition entreprise a aussi pour effet de faire naître des positions monopolistiques inadmissibles au regard des articles 85 et 86 du Traité C.E.

A.6.4. Dans son mémoire en réponse, la partie requérante suggère de poser une question préjudicielle à la Cour de justice des Communautés européennes.

A.7.1. Le Conseil des ministres tient d'abord à relever que le moyen est irrecevable en tant qu'il invoque l'interdiction pour un ressortissant de l'Union européenne de s'établir sur son territoire. La requérante ne démontre pas, en effet, en quoi la disposition entreprise lui causerait un préjudice; elle n'établit pas qu'un ressortissant de l'Union européenne souhaite s'établir sur le territoire de la commune.

A titre subsidiaire, le moyen manque en droit : la partie requérante ne démontre pas, en effet, en quoi la mesure violerait le Traité C.E.

La disposition entreprise ne contient en effet aucune discrimination directe ou indirecte sur la base de la nationalité du candidat-exploitant d'un établissement de jeux de hasard. La liberté d'établissement garantie par le Traité n'est d'ailleurs pas absolue : l'article 39 prévoit que des limitations peuvent être justifiées à des fins d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique, ce que le Conseil des ministres a démontré dans l'examen du premier moyen.

A.7.2. Pour les mêmes motifs, le moyen est également irrecevable en tant qu'il invoque la violation du principe de la liberté d'établissement.

A titre subsidiaire, il est non fondé puisque l'objectif de santé publique recherché par le législateur justifie qu'on limite le nombre de casinos.

A.7.3. Sur la naissance de positions monopolistiques liées à l'application de la disposition entreprise, non seulement le moyen est irrecevable en cette branche pour les mêmes motifs que pour les deux autres "branches" précédentes, mais il est également non fondé dans la mesure où la loi entreprise ne constitue nullement une mesure qui entend favoriser de quelque façon que ce soit les établissements de jeux de hasard.

- B -

La disposition en cause

B.1. L'article 29 attaqué de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs dispose :

« Le nombre total des établissements de jeux de hasard de classe I autorisés est limité à 9.

Un établissement de jeux de hasard de classe I ne peut être exploité que sur le territoire des communes de Blankenberge, Chaudfontaine, Dinant, Knokke-Heist, Middelkerke, Namur, Ostende, Spa ainsi que sur le territoire d'une des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale. Après avis du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et sur la base des possibilités d'implantation et d'infrastructure ainsi que sur la base de l'impact social de l'implantation d'un établissement de jeux de hasard de classe I, le Roi désigne, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, la commune, parmi les communes de la Région de Bruxelles-Capitale qui ont posé leur candidature par lettre recommandée à la poste adressée au ministre de la Justice dans les trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Un seul établissement de jeux de hasard de classe I peut être exploité par commune. A cette fin, chaque commune conclut une convention de concession avec le candidat exploitant.

Le Roi peut déterminer par arrêté délibéré en Conseil des ministres les conditions auxquelles doit répondre la convention de concession. »

Quant à la recevabilité

B.2.1. Le Conseil des ministres considère que la requérante ne justifie pas d'un intérêt concret à agir. N'accueillant pas, à ce jour, de casino, elle ne serait pas affectée directement et de façon certaine par la disposition attaquée. Par ailleurs, l'intérêt dont se prévaut la requérante serait illicite, l'exploitation des jeux de hasard étant passible de sanctions pénales conformément à la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu.

B.2.2. La disposition attaquée par la partie requérante énumère de manière limitative les neuf communes sur le territoire desquelles un casino pourra être exploité. La partie requérante est une commune qui ne figure pas sur un des neuf territoires définis par la loi. Elle a donc un intérêt suffisant pour attaquer la disposition litigieuse.

Quant à la licéité de l'intérêt, la Cour constate que la loi du 7 mai 1999 précitée dont l'article 29 est en l'espèce attaqué maintient le principe de l'interdiction des jeux de hasard mais l'assortit de dérogations, parmi lesquelles l'article 29 attaqué autorise neuf communes à exploiter un casino sur leur territoire. Dès lors que le législateur admet de telles dérogations, l'intérêt de la partie requérante ne peut être tenu pour illicite.

L'exception n'est pas fondée.

Quant au premier moyen

B.3. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution ainsi que "des articles 52 et suivants du Traité C.E. » .

Non seulement le choix des neuf communes autorisées à exploiter un casino n'aurait pas été dicté par des considérations historiques mais, en outre, la légitimation *a posteriori* par le législateur de situations jusque-là illégales aurait pour conséquence de réserver un traitement plus favorable aux communes qui étaient dans des situations illégales. La partie requérante considère aussi que le fait que le choix d'une commune pouvant accueillir un casino n'est envisagé sur la base de critères objectifs qu'en ce qui concerne les dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale et non en ce qui concerne les autres communes du Royaume lui causerait préjudice alors que cette manière de faire aurait pu et dû être décidée pour la désignation de l'ensemble des casinos. Enfin, le législateur n'aurait pas tenu compte de l'éventualité de la fermeture d'un casino, ce qui aurait pour effet de permettre une discrimination dans l'avenir.

B.4. En tant que le moyen est pris de la violation directe de dispositions du Traité C.E., la Cour n'est pas compétente pour en connaître.

B.5.1. L'article 29 attaqué de la loi du 7 mai 1999 vise à endiguer de manière raisonnable par rapport à l'importance de la population nationale, le danger social que peuvent représenter les établissements de jeux de hasard. Outre cet objectif de protection sociale, le législateur a souhaité, par la voie d'un contrôle efficace, identifier, éviter et combattre "[les] possibles effets secondaires indésirables [des jeux de hasard] (dépendance, blanchiment d'argent, criminalité, fraude fiscale et financière)" (Doc. parl., Sénat, 1997-1998, n° 1-419/4, pp. 25, 26 et 36; id., n° 1-419/7, pp. 5 et 6; Doc. parl., Chambre, 1998-1999, n° 1795/8, p. 4).

B.5.2. A la lumière de tels objectifs, la limitation à neuf du nombre de casinos procède d'une appréciation qui n'est pas déraisonnable, fondée à la fois sur un rapport au nombre de la population, sur une répartition géographique des casinos sur tout le territoire du Royaume, répartition établie en consensus avec les communautés et les régions (Doc. parl., Chambre, op. cit., p. 52), et sur des considérations historiques et de rentabilité justifiées notamment en ces termes :

"Le Gouvernement a choisi d'énumérer dans la loi les communes où un casino peut être exploité. Le choix des 8 communes citées dans cet article et d'une seule commune pour la Région de Bruxelles-Capitale s'explique de manière objective par les droits historiques nés à l'égard d'un certain nombre de communes ainsi qu'à l'égard de la capitale du Royaume (cf. exposé général). Ces droits sont d'ailleurs étroitement liés à la situation géographique ou à la fonction de ces communes, ainsi qu'à une forme particulière de tourisme qui agit comme une force d'attraction sur la clientèle des casinos, ce qui entraîne la présence d'une infrastructure adaptée et d'un personnel compétent. » (Doc. parl., Sénat, 1997-1998, n° 1-419/4, p. 35)

B.5.3. Il résulte de ce qui précède que, contrairement à ce que soutient la partie requérante, le législateur a tenu compte de considérations historiques pour déterminer les huit communes sur le territoire desquelles il autorise l'exploitation d'un casino, et qu'il a raisonnablement pu avoir égard à d'autres considérations tenant notamment à la rentabilité, à l'existence de l'infrastructure nécessaire et à celle d'un personnel compétent.

B.5.4. En ce qui concerne le choix de la neuvième commune, celle qui, pour des raisons d'équilibre sociologique et géographique, devait se situer dans la Région de Bruxelles-Capitale, le législateur a pu raisonnablement retenir un autre mode de choix que pour les huit communes expressément énumérées dans l'article 29 attaqué de la loi précitée dans la mesure où il ne pouvait, en l'occurrence, être fait référence, en ce qui concerne l'existence de casinos sur le territoire de cette Région, à des considérations historiques de même nature (B.5.2). En revanche, la Cour constate, ce que la partie requérante ne conteste d'ailleurs pas, que le législateur a retenu des critères objectifs sur la base desquels serait déterminée laquelle des dix-neuf communes bruxelloises serait retenue, prescrivant de surcroît que soient rendus des avis et que soient faites des études d'incidence afin d'éviter les effets particuliers non désirés par l'établissement d'un casino.

B.5.5. En ce qui concerne la critique selon laquelle les critères qui sont employés pour choisir la commune de la Région de Bruxelles-Capitale où un casino peut être exploité ne sont pas applicables en dehors de cette Région, il faut observer que, contrairement aux autres régions, aucun casino n'était jusqu'à présent exploité dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Le législateur, qui a entendu limiter à neuf le nombre total de casinos en Belgique, pouvait, sans violer les articles 10 et 11 de la Constitution, fonder le choix des huit communes des deux autres régions sur la situation de fait, qui est le résultat d'une évolution historique, et faire dépendre d'autres critères la désignation de la commune de la Région de Bruxelles-Capitale, puisqu'aucun casino n'avait jusqu'à présent été exploité dans cette Région.

Le premier moyen n'est pas fondé.

Quant au second moyen

B.6. Le second moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec les articles 39, 43, 55, 81, 82 et 86 (ex-articles 48, 52, 66, 85, 86 et 90) du Traité C.E.

L'article 29 attaqué établirait des discriminations prohibées par les articles précités du Traité C.E., parce qu'il interdirait à tous les citoyens de l'Union européenne de s'établir librement sur le territoire de la commune de la partie requérante pour y exploiter un casino et parce qu'il ferait naître des positions monopolistiques contraires aux articles 85 et 86 du Traité précité.

La partie requérante demande aussi qu'une question préjudicielle soit posée à la Cour européenne de justice de Luxembourg.

B.7. L'article 39 (ex-article 48) du Traité C.E. porte sur la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté. La Cour n'aperçoit pas en quoi la disposition entreprise - qui se borne à limiter à neuf le nombre de casinos pouvant être exploités en Belgique, à indiquer les communes où ceux-ci peuvent être exploités et à habiliter les administrations communales concernées à conclure les conventions de concession requises - porterait atteinte de manière directe ou indirecte aux droits garantis par cette disposition, en particulier l'interdiction de discrimination fondée sur la nationalité des travailleurs des Etats membres en ce qui concerne l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail.

Dès lors que la disposition entreprise n'implique nullement que les casinos en question ne puissent être exploités que par des Belges ou par des entreprises belges, l'on n'aperçoit pas davantage en quoi l'article 43 (ex-article 52) du Traité C.E., relatif au droit d'établissement, et l'article 55 (ex-article 66), relatif à la libre prestation des services, seraient violés.

Les articles 81 (ex-article 85) et 82 (ex-article 86) du Traité C.E., dans la mesure où ils visent des accords entre entreprises ou un comportement abusif d'une ou de plusieurs entreprises en position dominante, sont aussi entièrement étrangers au régime entrepris.

L'article 86 (ex-article 90) du Traité C.E., qui concerne les entreprises auxquelles sont accordés des droits spéciaux ou exclusifs, pourrait quant à lui s'appliquer en l'espèce, mais la partie requérante n'indiquant pas en quoi cette disposition, combinée avec les articles 10 et 11 de la Constitution, serait violée, le second moyen sous cet aspect est irrecevable.

Il n'y a donc pas lieu de poser une question préjudicielle à la Cour de justice des Communautés européennes.

B.8. Le moyen ne peut être accueilli.

Par ces motifs, la Cour rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 20 septembre 2001, par le siège précité, dans lequel le juge émérite E. Cerexhe est remplacé, pour le prononcé, par le juge L. François, conformément à l'article 110 de la même loi.

Le greffier,

L. Potoms

Le président,

M. Melchior

ARBITRAGEHOF

N. 2001 — 2748

[C — 2001/21473]

Arrest nr. 114/2001 van 20 september 2001

Rolnummer 1990

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 29 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, ingesteld door de gemeente Lontzen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit voorzitter M. Melchior, de rechters P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot en L. Lavrysen, en overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, emeritus voorzitter H. Boel en emeritus rechter E. Cerexhe, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 27 juni 2000 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 28 juni 2000, heeft de gemeente Lontzen, gemeentehuis, 4710 Lontzen, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 29 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1999).

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 28 juni 2000 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 12 juli 2000 heeft het Hof beslist dat het onderzoek in het Frans wordt gevoerd.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 28 augustus 2000 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 september 2000.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 9 oktober 2000 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 21 november 2000 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 20 december 2000 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 29 november 2000 en 29 mei 2001 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 27 juni 2001 en 27 december 2001.

Bij beschikking van 6 februari 2001 heeft het Hof de zetel aangevuld met rechter L. Lavrysen.

Bij beschikking van 7 maart 2001 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 28 maart 2001.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 8 maart 2001 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 28 maart 2001 :

— zijn verschenen :

. Mr. G. Zians, advocaat bij de balie te Eupen, voor de verzoekende partij;

. Mr. O. Vanhulst, tevens *loco* Mr. P. Hofströssler, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

— hebben de rechters-verslaggevers E. Cerexhe en L. Lavrysen verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

Ten aanzien van het belang

A.1. De gemeente Lontzen doet tot staving van haar verzoekschrift gelden dat met haar geen rekening werd gehouden bij de toewijzing van de negen casino's, ofschoon op haar grondgebied een casino heeft bestaan van 1935 tot 1947.

Het belang van de gemeente Lontzen is eveneens wettig, rekening houdend met de wet van 7 mei 1999. Het is niet correct dat het principe van het bestaan van historische rechten niet in aanmerking zou kunnen komen om de wettigheid van haar belang aan te tonen.

A.2. De Ministerraad stelt dat de verzoekende partij geen oorbaar en voldoende belang heeft om in rechte te treden.

Aangezien de gemeente Lontzen op dit ogenblik geen casino heeft, wordt ze niet op rechtstreekse en vaststaande wijze in haar situatie geraakt doordat de bestreden bepaling haar verbiedt er één te hebben.

Het belang dat de verzoekende partij doet gelden is overigens ongeoorloofd, rekening houdend met een reeks wetsbepalingen die de kansspelen en het openen van een casino verbieden. De verzoekende partij geeft overigens toe dat het casino gevestigd op haar grondgebied slechts het voorwerp uitmaakte van een tolerantie die werd opgeheven bij een beslissing van de procureur-generaal te Luik op 7 juli 1947.

A.3. Aan de Ministerraad, die doet gelden dat zij geen concreet belang heeft, antwoordt verzoekende partij dat zij zich op een geografische plek (het "drielandpunt") bevindt die gunstig is voor het aantrekken van publiek. Verschillende stappen die werden ondernomen getuigen overigens van de belangstelling van investeerders en van plaatselijk politiek verantwoordelijken voor de heropening van een casino.

Ten aanzien van het eerste middel

A.4.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet alsmede van de artikelen 52 en volgende van het E.G.-Verdrag.

A.4.2. De keuze van de negen gemeenten gemachtigd tot het uitbaten van een casino werd niet ingegeven door historische overwegingen en er werd geen rekening gehouden met het verleden van Lontzen : in dit opzicht heeft Brussel geen enkel verleden ter zake, terwijl het wel een casino zal kunnen uitbaten.

Het door de wetgever *a posteriori* legitimeren van voorheen bestaande illegale situaties heeft tot gevolg dat een gunstiger behandeling wordt voorbehouden voor gemeenten die zich in die illegale situaties bevonden. Men had objectieve criteria kunnen vastleggen op grond waarvan welke Belgische gemeente ook bij koninklijk besluit een uitbatingsvergunning had kunnen verkrijgen.

Overigens wordt door het feit dat in de toewijzing van een casino op grond van objectieve criteria slechts wordt voorzien ten aanzien van de negentien gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en niet voor de andere gemeenten van het Rijk, aan laatstgenoemde nadeel berokkend. Zelfs indien men terecht van mening had kunnen zijn dat het aantal gemeenten dat een casino kan uitbaten moest worden beperkt, had men keuzes moeten maken op grond van objectieve criteria, van toepassing op alle gemeenten.

De wetgever heeft eveneens geen rekening gehouden met een eventuele sluiting van een casino : in die zin werd bijgevolg een discriminatie in het leven geroepen ten aanzien van de huidige situatie maar ook ten aanzien van de toekomstige situatie.

A.5.1. De Ministerraad stelt allereerst vast dat het eerste middel onontvankelijk is in zoverre het de schending van de artikelen 52 en volgende van het Verdrag van Rome aanvoert, aangezien niet is aangegeven hoe die artikelen zouden zijn geschonden.

A.5.2. Er dient te worden gewezen op de twee principes van de wet van 7 mei 1999. Allereerst blijft het uitbaten van kansspelen *a priori* verboden. Vervolgens betreft de enige uitzondering die spelen of inrichtingen die door de wet of door haar uitvoeringsbesluiten, mits voorafgaande schriftelijke vergunning, zijn toegestaan.

De door de wet beoogde doelstellingen vallen alle onder het algemeen belang en de bescherming van de volksgezondheid (Parl. St., Senaat, 1997-1998, nr. 1-419/4, pp. 24-25). Wat meer bepaald de casino's betreft was de wetgever van mening dat "de beperking van [het] aantal [casino's] [...] op redelijke wijze het sociaal gevaar [moet] indijken die deze kansspelinrichtingen kunnen opleveren in verhouding tot het nationaal bevolkingscijfer" (Parl. St., *ibid.*, p. 26). Het Hof heeft overigens die doelstellingen in herinnering gebracht in zijn arrest nr. 52/2000.

Door middel van een consensus met de gemeenschappen en gewesten werd het aantal casino's bepaald op negen (Parl. St., Kamer, 1998-1999, nr. 1795/8, p. 52). De wetgever was overigens van mening dat de gemeenten die al een casino op hun grondgebied hadden de mogelijkheid moesten krijgen om hun situatie te regulariseren (Parl. St., Senaat, 1997-1998, nr. 1-419/4, p. 35).

A.5.3. Het middel faalt in rechte in zoverre het de wet verwijt slechts negen gemeenten te erkennen die een casino op hun grondgebied kunnen openen. De wetgever heeft zich nader verklaard over de noodzaak van een beperking, enerzijds, en over het feit, anderzijds, dat de gemeenten die een tolerantie genoten een privilege zouden hebben in de wetgeving, rekening houdend met het feit dat zij al over de noodzakelijke infrastructuur alsook over bekwaam personeel beschikten.

A.5.4. Wat de aangevoerde onwettigheid van een *a posteriori* legalisering van een gedoogde situatie betreft, moet ervan worden uitgegaan dat de wetgever wetten kan opheffen en ze door andere kan vervangen.

A.5.5. De wetgever heeft geen willen nemen door welke gemeente ook toe te staan zich kandidaat te stellen voor het openen van een casino : daarom heeft hij de acht gemeenten in aanmerking genomen die al een casino hebben. Wat het casino betreft dat in Brussel kan worden geopend, schrijft de bestreden bepaling adviezen en studies voor om ongewenste effecten te vermijden.

Meer bepaald heeft de wetgever niet alleen objectieve criteria vastgelegd volgens welke een van de negentien gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest eventueel zal kunnen worden gekozen - wat overigens de verzoekende partij erkent - maar bovendien bevinden de gemeente Lontzen en de gemeente uit het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest die een casino zal kunnen openen zich niet in een vergelijkbare situatie. De bestreden wet bepaalt uitdrukkelijk dat de casino's sociaal-culturele activiteiten uitoefenen waarvoor het noodzakelijk is zich tot een ruim publiek te kunnen richten.

A.5.6. Het verwijt dat de wet geen rekening zou houden met de sluiting van een casino, is onontvankelijk bij ontstentenis van het bestaan van een verkregen en actueel belang, aangezien geen enkel beoogd casino vandaag is gesloten. Het faalt eveneens in rechte, aangezien is bepaald dat in geval van sluiting van een inrichting de gemeente een nieuwe exploitatieovereenkomst kan sluiten met een andere kandidaat.

Ten aanzien van het tweede middel

A.6.1. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de artikelen 48, 52, 66, 85, 86 en 90 van het E.G.-Verdrag.

A.6.2. De bestreden bepaling schendt de bepalingen van het Verdrag, aangezien zij alle burgers van de Europese Unie verbiedt zich op haar grondgebied vrij te vestigen om er een casino uit te baten. Zo zou geen enkele burger van een andere Lid-Staat een casino kunnen openen op het grondgebied van de gemeente Lontzen.

A.6.3. De bestreden bepaling heeft eveneens tot gevolg dat ontoelaatbare monopolieposities ontstaan in de zin van de artikelen 85 en 86 van het E.G.-Verdrag.

A.6.4. In haar memorie van antwoord stelt de verzoekende partij voor een prejudiciële vraag te stellen aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen.

A.7.1. De Ministerraad stelt allereerst dat het middel onontvankelijk is in zoverre het het verbod aanvoert voor een onderdaan van de Europese Unie om zich op het grondgebied te vestigen. De verzoekende partij toont immers niet aan hoe de bestreden bepaling haar nadeel zou berokkenen; zij toont niet aan dat een onderdaan van de Europese Unie zich op het grondgebied van de gemeente wil vestigen.

In ondergeschikte orde faalt het middel in rechte : de verzoekende partij toont immers niet aan hoe de maatregel het E.G.-Verdrag zou schenden.

De bestreden bepaling bevat immers geen enkele rechtstreekse of onrechtstreekse discriminatie op grond van de nationaliteit van de kandidaat-exploitant van een kansspelinrichting. De door het Verdrag gewaarborgde vestigingsvrijheid is overigens niet absoluut : artikel 39 bepaalt dat beperkingen kunnen worden verantwoord om redenen van openbare orde, openbare veiligheid en volksgezondheid, wat de Ministerraad in het onderzoek van het eerste middel heeft aangetoond.

A.7.2. Het middel is om dezelfde redenen eveneens onontvankelijk in zoverre het de schending van het beginsel van de vestigingsvrijheid aanvoert.

In ondergeschikte orde is het niet gegrond, aangezien de door de wetgever nagestreefde doelstelling van volksgezondheid verantwoordt dat het aantal casino's wordt beperkt.

A.7.3. Wat het ontstaan van monopolieposities betreft die gebonden zijn aan de toepassing van de bestreden bepaling, is het middel niet alleen in dat onderdeel onontvankelijk om dezelfde redenen als voor de twee voorgaande "onderdelen", maar het is eveneens ongegrond in zoverre de bestreden wet geenszins een maatregel vormt die op welke manier dan ook de kansspelinrichtingen wil begunstigen.

- B -

De in het geding zijnde bepaling

B.1. Het bestreden artikel 29 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers bepaalt :

« Het totaal aantal toegestane kansspelinrichtingen klasse I is beperkt tot 9.

Een kansspelinrichting klasse I kan slechts worden geëxploiteerd op het grondgebied van de gemeenten Blankenberge, Chaudfontaine, Dinant, Knokke-Heist, Middelkerke, Namen, Oostende, Spa en een van de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Na advies van de Brusselse Hoofdstedelijke regering, duidt de Koning, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, op basis van de vestigings- en infrastructuurmogelijkheden, alsook van de sociale impact van de vestiging van een kansspelinrichting klasse I, de gemeente aan tussen de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die zich daarvoor kandidaat hebben gesteld en dit bij een ter post aangetekend schrijven, gericht aan de minister van Justitie, binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet.

Per gemeente kan slechts één kansspelinrichting klasse I worden geëxploiteerd. Daartoe zal elke gemeente een concessieovereenkomst afsluiten met een kandidaat-exploitant.

De Koning kan bij een in de Ministerraad overlegd besluit de voorwaarden bepalen waaraan de concessieovereenkomst dient te voldoen. »

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.2.1. De Ministerraad is van mening dat de verzoekende partij geen concreet belang aantoonst om in rechte te treden. Aangezien ze op dit ogenblik geen casino heeft, zou ze niet rechtstreeks en zeker door de bestreden bepaling worden geraakt. Overigens zou het belang dat de verzoekende partij doet gelden onwettig zijn, aangezien de uitbating van kansspelen met strafrechtelijke sancties kan worden bestraft krachtens de wet van 24 oktober 1902 op het spel.

B.2.2. De door de verzoekende partij bestreden bepaling somt op beperkende wijze de negen gemeenten op, op wier grondgebied een casino zal kunnen worden uitgebaut. De verzoekende partij is een gemeente die zich niet op een van de negen door de wet bepaalde grondgebieden bevindt. Zij heeft bijgevolg een voldoende belang om de bestreden bepaling aan te vechten.

Ten aanzien van de rechtmatigheid van het belang stelt het Hof vast dat de voormelde wet van 7 mei 1999 waarvan artikel 29 te dezen wordt bestreden, het principe handhaaft van het verbod van de kansspelen, maar daar afwijkingen mee verbindt, waaronder het bestreden artikel 29 dat negen gemeenten de toelating geeft op hun grondgebied een casino uit te baten. Aangezien de wetgever dergelijke afwijkingen toestaat, kan het belang van de verzoekende partij niet als onrechtmatig worden beschouwd.

De exceptie is niet gegrond.

Ten aanzien van het eerste middel

B.3. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet alsmede van "de artikelen 52 en volgende van het E.G.-Verdrag".

Niet alleen zou de keuze van de negen gemeenten, gemachtigd tot het uitbaten van een casino, niet zijn ingegeven door historische overwegingen, maar bovendien zou het door de wetgever *a posteriori* legitimeren van voorheen bestaande illegale situaties tot gevolg hebben dat een gunstiger behandeling wordt voorbehouden voor gemeenten die zich in die illegale situaties bevonden. De verzoekende partij is eveneens van mening dat het feit dat de keuze van een gemeente die een casino kan uitbaten, slechts wordt beoogd op grond van objectieve criteria ten aanzien van de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest en niet voor de andere gemeenten van het Rijk, haar nadeel berokkent, terwijl die manier had kunnen en moeten worden gekozen voor de toewijzing van alle casino's. Tot slot zou de wetgever geen rekening hebben gehouden met een eventuele sluiting van een casino, wat tot gevolg zou hebben dat een toekomstige discriminatie mogelijk wordt gemaakt.

B.4. In zoverre het middel op rechtstreekse wijze een schending aanvoert van sommige bepalingen van het E.G.-Verdrag, is het Hof niet bevoegd daarvan kennis te nemen.

B.5.1. Het bestreden artikel 29 van de wet van 7 mei 1999 wil op redelijke wijze in verhouding tot het nationaal bevolkingscijfer het sociale gevaar indijken dat de kansspelinrichtingen kunnen opleveren. Naast dat doel van sociale bescherming wilde de wetgever via een doeltreffende controle "[de] mogelijke en ongewenste neveneffecten [van kansspelen] (spelverslaving, witwassen van geld, criminaliteit, financiële en fiscale fraude)" op een efficiënte wijze in kaart brengen, voorkomen en bestrijden (Parl. St., Senaat, 1997-1998, nr. 1-419/4, pp. 25, 26 en 36; id., nr. 1-419/7, pp. 5 en 6; Parl. St., Kamer, 1998-1999, nr. 1795/8, p. 4).

B.5.2. In het licht van dergelijke doelstellingen is de beperking van het aantal casino's tot negen het gevolg van een beoordeling die niet onredelijk is, gebaseerd tegelijk op een verhouding tot het bevolkingsaantal, op een geografische spreiding van de casino's over het hele grondgebied van het Rijk, spreiding ingevoerd in consensus met de gewesten en gemeenschappen (Parl. St., Kamer, op. cit., p. 52), en op historische en rentabiliteitsoverwegingen, die met name als volgt zijn verantwoord :

« De regering heeft ervoor geopteerd om in de wet zelf te voorzien in welke gemeenten een casino kan worden geëxploiteerd. De keuze voor de 8 genoemde gemeenten en één gemeente in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt objectief verantwoord door de historische rechten welke zijn ontstaan ten aanzien van een aantal gemeenten en ten aanzien van 's Rijks hoofdstad (cf. de algemene toelichting). Deze rechten zijn immers innig verbonden met de ligging of de functie van deze gemeenten en een specifieke vorm van toerisme welke er voor zorgt dat er een aantrekkingskracht is voor het cliënteel van de casino's. Dit zorgt er voor dat er een aangepaste infrastructuur en bekwaam personeel aanwezig is. » (Parl. St., Senaat, 1997-1998, nr. 1-419/4, p. 35)

B.5.3. Uit wat voorafgaat blijkt dat in tegenstelling tot wat de verzoekende partij stelt, de wetgever rekening heeft gehouden met historische overwegingen om de acht gemeenten te bepalen op wier grondgebied hij de uitbating van een casino toestaat, en dat hij redelijkerwijs rekening heeft kunnen houden met andere overwegingen, met name in verband met de rentabiliteit en met de aanwezigheid van de noodzakelijke infrastructuur en van bekwaam personeel.

B.5.4. Ten aanzien van de keuze van de negende gemeente, die zich om redenen van sociologisch en geografisch evenwicht in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest moest bevinden, kon de wetgever redelijkerwijs een andere keuzemethode toepassen dan voor de acht gemeenten die uitdrukkelijk zijn opgesomd in het bestreden artikel 29 van de voormelde wet, in zoverre in onderhavig geval niet kon worden verwezen, voor wat het bestaan van casino's op het grondgebied van dat Gewest betreft, naar historische overwegingen van dezelfde aard (B.5.2). Daarentegen stelt het Hof vast, wat de verzoekende partij overigens niet betwist, dat de wetgever objectieve criteria heeft vastgesteld op grond waarvan zou worden bepaald welke van de negentien Brusselse gemeenten zou worden gekozen, waarbij bovendien werd voorgeschreven dat adviezen zouden worden ingewonnen en dat effectstudies zouden worden uitgevoerd om ongewenste effecten te vermijden bij de oprichting van een casino.

B.5.5. Wat betreft de kritiek dat de criteria die worden gebruikt om de gemeente van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest te selecteren waar een casino kan worden geëxploiteerd niet gelden buiten dat Gewest, dient te worden opgemerkt dat, in tegenstelling tot de andere gewesten, in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest tot dusver geen casino wordt geëxploiteerd.

De wetgever, die het totaal aantal casino's in België wilde beperken tot negen, kon, zonder de artikelen 10 en 11 van de Grondwet te schenden, de keuze van de acht gemeenten in de twee andere gewesten baseren op de feitelijke, historisch gegroeide toestand en de aanwijzing van de gemeente binnen het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest laten afhangen van andere criteria, nu er in dat Gewest tot dusver geen casino werd geëxploiteerd.

Het eerste middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het tweede middel

B.6. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang gelezen met de artikelen 39, 43, 55, 81, 82 en 86 (ex artikelen 48, 52, 66, 85, 86 en 90) van het E.G.-Verdrag.

Het bestreden artikel 29 zou discriminaties invoeren die strijdig zijn met de voormelde artikelen van het E.G.-Verdrag omdat het alle burgers van de Europese Unie zou verbieden zich vrij te vestigen op het grondgebied van de gemeente van de verzoekende partij om er een casino uit te baten en omdat het monopolieposities zou doen ontstaan in strijd met de artikelen 85 en 86 van het voormelde Verdrag.

De verzoekende partij vraagt ook dat aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen een prejudiciële vraag zou worden gesteld.

B.7. Artikel 39 (ex artikel 48) van het E.G.-Verdrag betreft het vrij verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap. Het Hof ziet niet in in welk opzicht de bestreden bepaling - die zich ertoe beperkt het aantal casino's die in België mogen worden geëxploiteerd te beperken tot negen, de gemeenten aan te geven waar die mogen worden geëxploiteerd en aan de betrokken gemeentebesturen het recht te geven de daarvoor vereiste concessieovereenkomsten af te sluiten - op rechtstreekse of onrechtstreekse wijze afbreuk zou doen aan de door die bepaling gewaarborgde rechten, inzonderheid het verbod van discriminatie op grond van de nationaliteit van de werknemers der Lid-Staten wat betreft de werkgelegenheid, de beloning en de overige arbeidsvoorwaarden.

Nu de bestreden bepaling geenszins inhoudt dat bedoelde casino's enkel kunnen worden geëxploiteerd door Belgen of door Belgische ondernemingen, valt evenmin in te zien in welk opzicht artikel 43 (ex artikel 52) van het E.G.-Verdrag betreffende het recht van vestiging en artikel 55 (ex artikel 66) betreffende het vrij verrichten van diensten zouden zijn geschonden.

De artikelen 81 (ex artikel 85) en 82 (ex artikel 86) van het E.G.-Verdrag zijn, in zoverre zij betrekking hebben op overeenkomsten tussen ondernemingen of op misbruik van een machtspositie van een of meer ondernemingen, eveneens volkomen vreemd aan de bestreden regeling.

Artikel 86 (ex artikel 90) van het E.G.-Verdrag, dat betrekking heeft op ondernemingen waaraan bijzondere of uitsluitende rechten worden verleend, zou te dezen wel van toepassing kunnen zijn, doch aangezien de verzoekende partij verzuimt aan te geven in welk opzicht die bepaling, in samenhang gelezen met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, geschonden zou zijn, is het tweede middel in dit opzicht niet ontvankelijk.

Er is derhalve geen aanleiding tot het stellen van een prejudiciële vraag aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen.

B.8. Het middel kan niet worden aangenomen.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 20 september 2001, door de voormelde zetel, waarin rechter emeritus E. Cerexhe voor de uitspraak is vervangen door rechter L. François, overeenkomstig artikel 110 van de voormelde wet.

De griffier,

L. Potoms

De voorzitter,

M. Melchior

SCHIEDSHOF

D. 2001 — 2748

[C – 2001/21473]

Urteil Nr. 114/2001 vom 20. September 2001

Geschäftsverzeichnisnummer 1990

In Sacher: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 29 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler, erhoben von der Gemeinde Lontzen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus dem Vorsitzenden M. Melchior, den Richtern P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot und L. Lavrysen, und dem emeritierten Vorsitzenden H. Boel und dem emeritierten Richter E. Cerexhe gemäß Artikel 60*bis* des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 27. Juni 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 28. Juni 2000 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Gemeinde Lontzen, mit Sitz im Gemeindehaus zu 4710 Lontzen, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 29 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Dezember 1999).

II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 28. Juni 2000 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 12. Juli 2000 hat der Hof beschlossen, daß die Untersuchung in französischer Sprache erfolgt.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 28. August 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. September 2000.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 9. Oktober 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 21. November 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die klagende Partei hat mit am 20. Dezember 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 29. November 2000 und vom 29. Mai 2001 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 27. Juni 2001 bzw. 27. Dezember 2001 verlängert.

Durch Anordnung vom 6. Februar 2001 hat der Hof die Besetzung um den Richter L. Lavrysen ergänzt.

Durch Anordnung vom 7. März 2001 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsfähig erklärt und den Sitzungstermin auf den 28. März 2001 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 8. März 2001 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 28. März 2001

— erschienen

. RA G. Zians, in Eupen zugelassen, für die klagende Partei,

. RA O. Vanhulst, ebenfalls *loco* RA P. Höfstrossler, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter E. Cerexhe und L. Lavrysen Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

- A -

Hinsichtlich des Interesses

A.1. Die Gemeinde Lontzen macht zur Begründung ihres Interesses geltend, daß sie bei der Zuteilung der neun Spielbanken nicht berücksichtigt worden sei, obwohl es von 1935 bis 1947 eine Spielbank in dieser Gemeinde gegeben habe.

Das Interesse der Gemeinde Lontzen sei unter Berücksichtigung des Gesetzes vom 7. Mai 1999 auch legitim. Es sei nicht richtig, daß sie sich nicht auf das grundsätzliche Vorhandensein historischer Rechte berufen könnte, um die legitime Beschaffenheit ihres Interesses nachzuweisen.

A.2. Der Ministerrat stellt das Interesse der klagenden Partei an der Klageerhebung in Abrede, da sie kein gesetzmäßiges und ausreichendes Klageinteresse habe.

Da in der Gemeinde Lontzen zur Zeit keine Spielbank niedergelassen sei, werde ihre Situation nicht unmittelbar und eindeutig dadurch beeinträchtigt, daß die angefochtene Bestimmung den Betrieb einer Spielbank in dieser Gemeinde verbiete.

Das Interesse, auf das sich die klagende Partei berufe, sei übrigens gesetzwidrig, in Anbetracht mehrerer Gesetzesbestimmungen, die Glücksspiele sowie den Betrieb einer Spielbank verbieten würden. Die klagende Partei gebe übrigens zu, daß die Spielbank, die auf ihrem Gebiet niedergelassen gewesen sei, lediglich Gegenstand einer Toleranz gewesen sei, welche durch einen Beschluß des Generalprokurators von Lüttich am 7. Juli 1947 aufgehoben worden sei.

A.3. Dem Ministerrat, der das Vorhandensein eines konkreten Interesse der klagenden Partei in Abrede stellt, antwortet diese, daß sie an einem günstigen geographischen Punkt - im "Dreiländereck" - liege, um ein Publikum anzusprechen. Aus verschiedenen Schritten, die unternommen worden seien, gehe übrigens das Interesse von Investoren sowie von lokalen politischen Entscheidungsträgern an der Wiedereröffnung einer Spielbank hervor.

Hinsichtlich des ersten Klagegrunds

A.4.1. Der erste Klagegrund geht von einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung sowie gegen die Artikel 52 ff. des EG-Vertrags aus.

A.4.2. Die Auswahl der neun Gemeinden, in denen eine Spielbank betrieben werden dürfe, beruhe nicht auf historischen Erwägungen, und die Vergangenheit der Gemeinde Lontzen sei nicht berücksichtigt worden; Brüssel werde eine Spielbank zugewiesen, obschon dies nicht aus historischen Gründen zu rechtfertigen sei.

Die vom Gesetzgeber im nachhinein verliehene Legitimation vorbestehender illegaler Situationen habe zur Folge, daß jene Gemeinden günstiger behandelt werden, in denen sich diese illegalen Situationen hätten einrichten können. Man hätte objektive Kriterien festlegen können, auf deren Grundlage durch königlichen Erlaß in gleich welcher belgischen Gemeinde eine Betriebsgenehmigung hätte erteilt werden können.

Übrigens werde dadurch, daß die Zuteilung einer Spielbank aufgrund objektiver Kriterien nur für die neunzehn Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt und nicht für die anderen Gemeinden des Königreichs vorgesehen sei, letzteren ein Nachteil zugefügt. Auch wenn man berechtigterweise davon ausgehen könnte, daß die Anzahl Gemeinden, in denen eine Spielbank betrieben werden dürfe, begrenzt werden müßte, so hätte man sich für eine Regelung entscheiden sollen, die auf objektiven Kriterien beruhe und für alle Gemeinden gelte.

Der Gesetzgeber habe außerdem die Situation außer acht gelassen, die sich bei der eventuellen Schließung einer Spielbank ergebe; in diesem Sinne sei demzufolge nicht nur eine Diskriminierung hinsichtlich der aktuellen Lage, sondern auch bezüglich zukünftiger Entwicklungen geschaffen worden.

A.5.1. Der Ministerrat weist an erster Stelle darauf hin, daß der erste Klagegrund unzulässig sei, insofern darin ein Verstoß gegen die Artikel 52 ff. des Römer Vertrags geltend gemacht werde, da nicht angegeben werde, in welcher Hinsicht diese Artikel verletzt worden wären.

A.5.2. Es müsse das doppelte Prinzip des Gesetzes vom 7. Mai 1999 hervorgehoben werden. An erster Stelle bleibe das Betreiben von Glücksspielen *a priori* verboten. Anschließend betreffe die einzige Ausnahme jene Spiele oder Einrichtungen, die durch das Gesetz oder seine Durchführungserlasse - mittels einer im voraus erteilten schriftlichen Lizenz - zugelassen würden.

Die durch das Gesetz angestrebten Ziele bezögen sich alle auf das Allgemeininteresse und den Schutz der Volksgesundheit (Parl. Dok., Senat, 1997-1998, Nr. 1-419/4, SS. 24-25). Insbesondere hinsichtlich der Spielbanken sei der Gesetzgeber der Meinung gewesen, daß "durch die Begrenzung der Anzahl Spielbanken auf vernünftige Art und Weise hinsichtlich des Umfangs der nationalen Bevölkerung die von diesen Glücksspieleinrichtungen möglicherweise ausgehende soziale Gefahr in Grenzen zu halten" sei (Parl. Dok., ebenda, S. 26). Der Hof habe diese Ziele übrigens in seinem Urteil Nr. 52/2000 in Erinnerung gerufen.

Im Konsens mit den Gemeinschaften und Regionen sei die Anzahl Spielbanken auf neun festgelegt worden (Parl. Dok., Kammer, 1998-1999, Nr. 1795/8, S. 52). Der Gesetzgeber sei übrigens der Ansicht gewesen, daß es angebracht sei, den Gemeinden, auf deren Gebiet sich bereits eine Spielbank befunden habe, die Möglichkeit zu geben, ihre Situation zu regularisieren (Parl. Dok., Senat, 1997-1998, Nr. 1-419/4, S. 35).

A.5.3. Der Klagegrund entbehre der rechtlichen Grundlage, insofern darin dem Gesetz vorgeworfen werde, nur neun Gemeinden anzuerkennen, auf deren Gebiet eine Spielbank eröffnet werden dürfe. Der Gesetzgeber habe die Notwendigkeit einer Begrenzung dargelegt und erläutert, daß jene Gemeinden, in denen eine Spielbank toleriert worden sei, durch die Gesetzgebung bevorzugt worden seien, weil sie bereits über die notwendige Infrastruktur sowie über fachkundiges Personal verfügten.

A.5.4. Hinsichtlich der angeführten Gesetzwidrigkeit der nachträglichen Legalisierung einer tolerierten Situation sei davon auszugehen, daß der Gesetzgeber Gesetze aufheben und durch andere ersetzen könne.

A.5.5. Der Gesetzgeber habe kein Risiko eingehen wollen, indem er nicht erlaubt habe, daß gleich welche Gemeinde sich um die Eröffnung einer Spielbank bewerben könnte; daher habe er die acht Gemeinden berücksichtigt, die bereits eine Spielbank hätten. Hinsichtlich der Spielbank, die in Brüssel eröffnet werden könne, schreibe die beanstandete Bestimmung Stellungnahmen und Studien vor, damit unerwünschte Auswirkungen vermieden würden.

Insbesondere habe der Gesetzgeber nicht nur objektive Kriterien festgelegt, nach denen eine der neunzehn Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt gegebenenfalls berücksichtigt werden könne - was übrigens von der klagenden Partei zugegeben werde -; darüber hinaus befänden sich die Gemeinde Lontzen und die Brüsseler Gemeinde, wo eine Spielbank eröffnet werden soll, nicht in einer vergleichbaren Sachlage. Das angefochtene Gesetz sehe ausdrücklich vor, daß die Spielbanken soziokulturelle Tätigkeiten ausüben würden, wobei es erforderlich sei, sich an ein breites Publikum zu wenden.

A.5.6. Der Vorwurf, wonach das Gesetz nicht die etwaige Schließung einer Spielbank berücksichtige, sei unzulässig in Ermangelung eines bereits vorhandenen und aktuellen Interesses, da keine einzige betroffene Spielbank zur Zeit geschlossen sei. Er entbehre ebenfalls der rechtlichen Grundlage, weil vorgesehen sei, daß die Gemeinde im Falle der Schließung einer Einrichtung eine neue Betriebsvereinbarung mit einem anderen Bewerber schließen könne.

Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds

A.6.1. Der zweite Klagegrund geht von einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 48, 52, 66, 85, 86 und 90 des EG-Vertrags aus.

A.6.2. Die angefochtene Bestimmung verstoße gegen die Bestimmungen des Vertrags, weil sie allen Bürgern der Europäischen Union das Verbot auferlege, sich auf dem Gebiet der Gemeinde Lontzen im Hinblick auf die Betreibung einer Spielbank frei niederzulassen. So könnte kein Bürger eines anderen Mitgliedstaates eine Spielbank auf dem Gebiet der Gemeinde Lontzen eröffnen.

A.6.3. Die angefochtene Bestimmung führe ebenfalls zur Bildung unzulässiger Monopolstellungen im Sinne der Artikel 85 und 86 des EG-Vertrags.

A.6.4. In ihrem Erwidierungsschriftsatz schlägt die klagende Partei vor, daß dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften eine Vorabentscheidungsfrage unterbreitet wird.

A.7.1. Der Ministerrat vertritt an erster Stelle den Standpunkt, daß der Klagegrund unzulässig sei, insofern ein Niederlassungsverbot für Bürger der Europäischen Union angeprangert werde. Die klagende Partei beweise nämlich nicht, wie die angefochtene Bestimmung ihr einen Nachteil zufügen würde; sie beweise nicht, daß ein Bürger der Europäischen Union sich auf dem Gebiet der Gemeinde niederlassen möchte.

Hilfsweise wird vorgebracht, daß der Klagegrund der rechtlichen Grundlage entbehre; die klagende Partei weise nämlich nicht nach, wie die Maßnahme gegen den EG-Vertrag verstoßen würde.

Die angefochtene Bestimmung beinhalte nämlich keine direkte oder indirekte Diskriminierung aufgrund der Staatsangehörigkeit des Betreiber-Kandidaten einer Glücksspieleinrichtung. Die durch den Vertrag gewährleistetete Niederlassungsfreiheit sei übrigens keine absolute Freiheit; Artikel 39 bestimme, daß aus Gründen der öffentlichen Ordnung, Sicherheit und Gesundheit gerechtfertigte Beschränkungen zugelassen würden, was der Ministerrat bei der Prüfung des ersten Klagegrunds dargelegt habe.

A.7.2. Der Klagegrund sei aus den gleichen Gründen ebenfalls unzulässig, insofern darin der Verstoß gegen den Grundsatz der Niederlassungsfreiheit geltend gemacht werde.

Hilfsweise wird vorgebracht, daß er unbegründet sei, weil die vom Gesetzgeber verfolgte Zielsetzung der Volksgesundheit die zahlenmäßige Begrenzung der Spielbanken rechtfertige.

A.7.3. Hinsichtlich der Entstehung von Monopolstellungen infolge der Anwendung der angefochtenen Bestimmung sei der Klagegrund in diesem Teil nicht nur unzulässig aus den gleichen Gründen wie denjenigen, die für die zwei vorherigen "Teile" gelten würden; er ist darüber hinaus unbegründet, insofern das angefochtene Gesetz keineswegs eine Maßnahme darstelle, die die Glücksspieleinrichtungen auf irgendeine Weise fördern solle.

- B -

Die beanstandete Bestimmung

B.1. Der angefochtene Artikel 29 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler bestimmt:

« Die Gesamtanzahl zugelassener Glücksspieleinrichtungen der Klasse I ist auf neun begrenzt.

Eine Glücksspieleinrichtung der Klasse I kann nur auf dem Gebiet der Gemeinden Blankenberge, Chaudfontaine, Dinant, Knokke-Heist, Middelkerke, Namur, Ostende, Spa und auf dem Gebiet einer der neunzehn Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt betrieben werden. Nach Stellungnahme der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt und auf der Grundlage der Niederlassungs- und Infrastrukturmöglichkeiten und der sozialen Auswirkungen der Ansiedlung einer Glücksspieleinrichtung der Klasse I bestimmt der König durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß die betreffende Gemeinde unter den Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt, die binnen drei Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes per an den Minister der Justiz gerichtetes Einschreiben ihre Bewerbung eingereicht haben.

Pro Gemeinde kann nur eine Glücksspieleinrichtung der Klasse I betrieben werden. Zu diesem Zweck schließt jede Gemeinde eine Konzessionsvereinbarung mit dem Betreiber-Kandidaten.

Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß die Bedingungen festlegen, denen die Konzessionsvereinbarung entsprechen muß. »

Hinsichtlich der Zulässigkeit

B.2.1. Der Ministerrat ist der Meinung, daß die klagende Partei kein konkretes Interesse an der Klageerhebung nachweise. Da sie zur Zeit keine Spielbank habe, könnte sie nicht unmittelbar und gewiß durch die angefochtene Bestimmung betroffen werden. Übrigens sei das von der klagenden Partei geltend gemachte Interesse gesetzwidrig, da der Betrieb von Glücksspielen kraft des Gesetzes vom 24. Oktober 1902 über das Spiel strafrechtlich geahndet werden könne.

B.2.2. Die von der klagenden Partei angefochtene Bestimmung listet erschöpfend die neun Gemeinden auf, auf deren Gebiet eine Spielbank betrieben werden kann. Die klagende Partei ist eine Gemeinde, die sich nicht auf einem der neun durch das Gesetz festgelegten Gebiete befindet. Sie hat demzufolge ein ausreichendes Interesse an der Anfechtung der beanstandeten Bestimmung.

Hinsichtlich der Rechtmäßigkeit des Interesses stellt der Hof fest, daß das vorgenannte Gesetz vom 7. Mai 1999, dessen Artikel 29 im vorliegenden Fall angefochten wird, das Prinzip des Glücksspielverbots aufrechterhält, daß es aber Abweichungen damit verknüpft, zu denen der angefochtene Artikel 29 gehört, der neun Gemeinden die Erlaubnis erteilt, auf ihrem Gebiet eine Spielbank zu betreiben. Da der Gesetzgeber solche Abweichungen zuläßt, ist das Interesse der klagenden Partei nicht als unrechtmäßig zu bewerten.

Die Einrede ist unbegründet.

Hinsichtlich des ersten Klagegrunds

B.3. Der erste Klagegrund geht von einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung sowie gegen " die Artikel 52 ff. des EG-Vertrags" aus.

Nicht nur beruhe die Auswahl der neun Gemeinden, in denen eine Spielbank betrieben werden dürfe, nicht auf historischen Überlegungen, außerdem habe die nachträgliche Legitimation vorbestehender illegaler Situationen durch den Gesetzgeber zur Folge, daß jene Gemeinden günstiger behandelt würden, die sich in diesen illegalen Situationen befunden hätten. Die klagende Partei ist ebenfalls der Meinung, daß der Umstand, daß die Auswahl einer Gemeinde, in der eine Spielbank betrieben werden dürfe, nur bei den neunzehn Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt aufgrund objektiver Kriterien getroffen worden sei, nicht aber bei den anderen Gemeinden des Königreichs, ihr einen Nachteil zufüge, während diese Vorgehensweise auf die Zuteilung sämtlicher Spielbanken hätte zutreffen können bzw. müssen. Schließlich habe der Gesetzgeber nicht der etwaigen Schließung einer Spielbank Rechnung getragen, was zur Folge habe, daß eine zukünftige Diskriminierung ermöglicht werde.

B.4. Insofern im Klagegrund unmittelbar ein Verstoß gegen gewisse Bestimmungen des EG-Vertrags geltend gemacht wird, ist der Hof nicht zuständig, darüber zu befinden.

B.5.1. Der angefochtene Artikel 29 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 zielt darauf ab, auf vernünftige Art und Weise hinsichtlich des Umfangs der nationalen Bevölkerung die von den Glücksspieleinrichtungen möglicherweise ausgehende soziale Gefahr zu begrenzen. Zusätzlich zu dieser Zielsetzung sozialen Schutzes hatte der Gesetzgeber die Absicht, sich auf dem Wege einer wirksamen Kontrolle über die " möglichen und unerwünschten Nebenwirkungen [der Glücksspiele] (Spielsucht, Weißwaschen von Geld, Kriminalität, finanzieller und Steuerbetrug)" eine Übersicht zu verschaffen, ihnen vorzubeugen und sie zu bekämpfen (Parl. Dok., Senat, 1997-1998), Nr. 1-419/4, SS. 25, 26 und 36; ebenda, Nr. 1-419/7, SS. 5 und 6; Parl. Dok., Kammer, 1998-1999, Nr. 1795/8, S. 4).

B.5.2. Im Lichte solcher Zielsetzungen ist die Begrenzung der Anzahl Spielbanken auf neun die Folge einer nicht unvernünftigen Beurteilung, die gleichzeitig auf dem Verhältnis zur Bevölkerungszahl und auf einer landesweiten, im Konsens mit den Regionen und Gemeinschaften festgelegten geographischen Streuung der Spielbanken (Parl. Dok., Kammer, a.a.O., S. 52) beruht, sowie auf historischen und rentabilitätsbezogenen Überlegungen, die insbesondere folgendermaßen gerechtfertigt wurden:

« Die Regierung hat sich dafür entschieden, im Gesetz selbst vorzuschreiben, in welchen Gemeinden eine Spielbank betrieben werden darf. Die Auswahl der acht genannten Gemeinden und einer in der Region Brüssel-Hauptstadt gelegenen Gemeinde wird objektiv gerechtfertigt durch historische Rechte, die angesichts einer gewissen Anzahl von Gemeinden sowie angesichts der Landeshauptstadt entstanden sind (siehe die allgemeine Begründung). Diese Rechte hängen nämlich eng mit der Lage bzw. mit der Funktion dieser Gemeinden zusammen, sowie mit einer bestimmten Form des Fremdenverkehrs, die dazu führt, daß sie eine gewisse Anziehungskraft auf die Kundschaft der Spielbanken ausüben. Dies hat zur Folge, daß dort eine entsprechende Infrastruktur und fachkundiges Personal vorhanden sind. » (Parl. Dok., Senat, 1997-1998, Nr. 1-419/4, S. 35)

B.5.3. Aus den vorstehenden Erwägungen geht hervor, daß der Gesetzgeber im Gegensatz zu dem, was die klagende Partei behauptet, historische Überlegungen berücksichtigt hat, um die acht Gemeinden zu bestimmen, auf deren Gebiet er den Betrieb einer Spielbank zuläßt, und daß er vernünftigerweise andere Überlegungen - vor allem hinsichtlich der Rentabilität sowie des Vorhandenseins der erforderlichen Infrastruktur und fachkundigen Personals - berücksichtigen konnte.

B.5.4. Hinsichtlich der Auswahl der neunten Gemeinde, die sich aus Gründen des soziologischen und geographischen Gleichgewichts in der Region Brüssel-Hauptstadt befinden muß, konnte der Gesetzgeber vernünftigerweise eine andere Auswahlmethode zur Anwendung bringen als bei den acht Gemeinden, die im angefochtenen Artikel 29 des vorgenannten Gesetzes ausdrücklich aufgeführt sind, soweit im vorliegenden Fall, was das Vorhandensein von Spielbanken auf dem Gebiet dieser Region betrifft, nicht auf gleichgelagerte historische Überlegungen zurückgegriffen werden konnte (B.5.2). Demgegenüber stellt der Hof fest, was die klagende Partei übrigens nicht in Abrede stellt, daß der Gesetzgeber objektive Kriterien festgelegt hat, auf deren Grundlage bestimmt werden soll, welche von den neunzehn Brüsseler Gemeinden gewählt werden soll, wobei außerdem vorgeschrieben wurde, daß Stellungnahmen eingeholt und Verträglichkeitsprüfungen durchgeführt werden sollen, damit bei der Eröffnung einer Spielbank unerwünschte Auswirkungen vermieden werden.

B.5.5. Hinsichtlich der Kritik, der zufolge die Kriterien zur Auswahl der Gemeinde der Region Brüssel-Hauptstadt, in der eine Spielbank betrieben werden darf, nicht außerhalb dieser Region gelten, ist festzuhalten, daß in der Region Brüssel-Hauptstadt im Gegensatz zu den anderen Regionen bisher keine Spielbank betrieben wird.

Der Gesetzgeber, der die Gesamtanzahl der Spielbanken in Belgien auf neun begrenzen wollte, konnte ohne Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung der Auswahl der acht Gemeinden in den anderen zwei Regionen die historisch zustande gekommene Sachlage zugrunde legen und die Bestimmung der Gemeinde innerhalb der Region Brüssel-Hauptstadt von anderen Kriterien abhängig machen, da in dieser Region bisher keine Spielbank betrieben wird.

Der erste Klagegrund ist unbegründet.

Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds

B.6. Der zweite Klagegrund geht von einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 39, 43, 55, 81, 82 und 86 (ex-Artikel 48, 52, 66, 85, 86 und 90) des EG-Vertrags aus.

Der angefochtene Artikel 29 führe Diskriminierungen entgegen den vorgenannten Artikeln des EG-Vertrags ein, weil er allen Bürgern der Europäischen Union das Verbot auferlege, sich frei auf dem Gebiet der Gemeinde der klagenden Partei niederzulassen, um dort eine Spielbank zu betreiben, und weil er entgegen den Artikeln 85 und 86 des vorgenannten Vertrags Monopolstellungen bilde.

Demzufolge beantragt die klagende Partei, dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften eine Vorabentscheidungsfrage zu unterbreiten.

B.7. Artikel 39 (ex-Artikel 48) des EG-Vertrags betrifft die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Gemeinschaft. Dem Hof ist nicht ersichtlich, inwieweit die angefochtene Bestimmung - die sich darauf beschränkt, die Anzahl der Spielbanken, die in Belgien betrieben werden dürfen, auf neun zu begrenzen, die Gemeinden zu bestimmen, in denen sie betrieben werden dürfen, und die betroffenen Gemeindeverwaltungen zu berechtigen, die dazu erforderlichen Konzessionsvereinbarungen zu schließen - den durch diese Bestimmung gewährleisteten Rechten direkt oder indirekt Abbruch täte, und zwar insbesondere dem Verbot der Diskriminierung aufgrund der Staatsangehörigkeit der Arbeitnehmer der Mitgliedstaaten in bezug auf Beschäftigung, Entlohnung und sonstige Arbeitsbedingungen.

Da die angefochtene Bestimmung keineswegs beinhaltet, daß die betreffenden Spielbanken nur von Belgiern bzw. von belgischen Unternehmen betrieben werden dürfen, ist genausowenig ersichtlich, inwieweit Artikel 43 (ex-Artikel 52) des EG-Vertrags bezüglich des Niederlassungsrechts und Artikel 55 (ex-Artikel 66) bezüglich des freien Dienstleistungsverkehrs verletzt worden wären.

Die Artikel 81 (ex-Artikel 85) und 82 (ex-Artikel 86) des EG-Vertrags sind insofern, als sie sich auf Vereinbarungen zwischen Unternehmen bzw. auf mißbräuchliche Ausnutzung einer beherrschenden Stellung durch ein oder mehrere Unternehmen beziehen, der angefochtenen Regelung ebenfalls vollkommen fremd.

Artikel 86 (ex-Artikel 90) des EG-Vertrags bezüglich der Unternehmen, denen besondere oder ausschließliche Rechte gewahrt werden, könnte im vorliegenden Fall zwar Anwendung finden, aber da die klagende Partei nicht darlegt, in welcher Hinsicht diese Bestimmung in Verbindung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung verletzt worden wäre, ist der zweite Klagegrund insofern unzulässig.

Es besteht infolgedessen kein Anlaß dazu, dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften eine Vorabentscheidungsfrage zu unterbreiten.

B.8. Der Klagegrund ist nicht annehmbar.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 20. September 2001, durch die vorgenannte Besetzung, in der der emeritierte Richter E. Cerexhe bei der Urteilsverkündung gemäß Artikel 110 desselben Gesetzes durch den Richter L. François vertreten wird.

Der Kanzler,

L. Potoms

Der Vorsitzende,

M. Melchior

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 2749

[C — 2001/22694]

19 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 mai 2001 relatif à l'intervention de l'assurance soins de santé dans le cadre d'une campagne de prévention contre l'hépatite B pour l'année 2001

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 56, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 24 décembre 1999;

Vu l'arrêté royal du 4 mai 2001 relatif à l'intervention de l'assurance soins de santé dans le cadre d'une campagne de prévention contre l'hépatite B pour l'année 2001;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé, émis le 11 juin 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 juillet 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 août 2001;

Vu l'urgence motivée par la circonstance :

— que cet arrêté doit être publié au *Moniteur belge* le plus vite possible, étant donné que la campagne de prévention est actuellement en cours; elle doit donc être prolongée sans interruption après le 31 décembre 2000;

— que la modification visée par le présent arrêté est nécessaire parce qu'une procédure par la voie d'adjudication publique est impossible à organiser, vu la validité limitée de l'arrêté du 4 mai 2001 et que cette procédure doit par conséquent être remplacée par la procédure négociée;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 32.167/1/V, donné le 27 août 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 3, 2° de l'arrêté royal du 4 mai 2001 relatif à l'intervention de l'assurance soins de santé dans le cadre d'une campagne de prévention contre l'hépatite B pour l'année 2001, les mots « par la voie d'une adjudication publique » sont remplacés par les mots « par la voie d'un marché public par procédure négociée ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2001.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 septembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 2749

[C — 2001/22694]

19 SEPTEMBER 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 mei 2001 betreffende de tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging in het kader van een preventiecampagne tegen hepatitis B voor het jaar 2001

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 56, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 24 december 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 mei 2001 betreffende de tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging in het kader van een preventiecampagne tegen hepatitis B voor het jaar 2001;

Gelet op het advies uitgebracht door het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging op 11 juni 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 juli 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 6 augustus 2001;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid :

— dat dit besluit onverwijld in het *Belgisch Staatsblad* moet gepubliceerd worden, aangezien de preventiecampagne momenteel loopt; zij dient dus onafgebroken verdergezet te worden na 31 december 2000;

— dat de wijziging die dit besluit beoogt noodzakelijk is omdat een procedure via openbare aanbesteding onmogelijk te organiseren is, gelet op de beperkte geldigheid van het besluit van 4 mei 2001 en deze procedure bijgevolg vervangen moet worden door de onderhandelingsprocedure;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 32.167/1/V, gegeven op 27 augustus 2001 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3, 2° van het koninklijk besluit van 4 mei 2001 betreffende de tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging in het kader van een preventiecampagne tegen hepatitis B voor het jaar 2001, worden de woorden « via een openbare aanbesteding » vervangen door de woorden « via een overheidsopdracht ingevolge de onderhandelingsprocedure ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 januari 2001.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 september 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

F. 2001 — 2750

[2001/22691]

26 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté royal déterminant les montants des frais d'administration attribués aux organismes assureurs pour l'année 2001.

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 195, § 1^{er}, 2°, alinéas 3 et 4;

N. 2001 — 2750

[2001/29691]

26 SEPTEMBER 2001. — Koninklijk besluit betreffende de bedragen van de administratiekosten die voor het jaar 2001 aan de verzekeringsinstellingen worden toegekend

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 195, § 1, 2°, derde en vierde lid;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 avril 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 17 juillet 2001;

Vu la délibération du Conseil des Ministres le 19 juillet 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 32.088/1/V, donné le 13 septembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Compte tenu des paramètres définis à l'article 195, § 1^{er}, 2^o, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, les montants des frais d'administration attribués aux organismes assureurs pour l'année 2001 sont fixés à :

- a) 28 112,1 millions de BEF de francs pour les cinq unions nationales;
- b) 484 millions de BEF pour la Caisse des soins de santé de la Société nationale des Chemins de fer belges.

Art. 2. La partie des montants prévus à l'article 1^{er}, dont l'octroi est subordonné à la manière dont les organismes assureurs exécutent leurs missions légales, est fixée à :

- a) 1 500 millions de BEF pour les cinq unions nationales;
- b) 25,8 millions de BEF pour la Caisse des soins de santé de la Société nationale des Chemins de fer belges.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2001.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de hoogdringendheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 april 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 juli 2001;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 19 juli 2001 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies 32.088/1/V van de Raad van State, gegeven op 13 september 2001 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderende Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Rekening houdend met de parameters bepaald in artikel 195, § 1, 2^o, derde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, worden de bijdragen van de aan de verzekering-sinstellingen toegekende administratiekosten voor het jaar 2001 vastgesteld op :

- a) 28 112,1 miljoen BEF voor de vijf landsbonden;
- b) 484 miljoen BEF voor de Kas voor geneeskundige verzorging van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

Art. 2. Het gedeelte van de in artikel 1 bepaalde bedragen, waarvan de toekenning afhankelijk is van de wijze waarop de verzekeringsinstellingen hun wettelijke opdrachten uitvoeren, wordt vastgesteld op :

- a) 1 500 miljoen BEF voor de vijf landsbonden;
- b) 25,8 miljoen BEF voor de Kas voor geneeskundige verzorging van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 september 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 2001 — 2751

[C — 2001/12537]

31 MAI 2001. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 23 juin 1993, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment, concernant les conditions de salaire et de travail (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 2001 — 2751

[C — 2001/12537]

31 MEI 2001. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 1993, gesloten in het Paritair Subcomité voor de cementfabrieken, betreffende de loon- en arbeidsvoorwaarden (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 23 juin 1993, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment, concernant les conditions de salaire et de travail.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ponza, le 31 mai 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—————
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

—————
Annexe

Sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment

Convention collective de travail du 23 juin 1993

Conditions de salaire et de travail
(Convention enregistrée le 16 novembre 1993
sous le numéro 34142/CO/106.01)

CHAPITRE Ier. — Application

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières, ci-après dénommés ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment.

Par I.N.A.M.I. on entend l'Institut national d'Assurance Maladie et Invalidité.

CHAPITRE II. — Pouvoir d'achat

Art. 2. Les salaires horaires de base individuels et catégoriels sont augmentés uniformément de 10 BEF brut/heure au 1^{er} janvier 1993.

Art. 3. Au 1^{er} janvier 1993, les salaires catégoriels sont classés comme suit pour une durée de travail de 36 heures semaine :

1. Salaires des ouvriers à partir de 21 ans

2^e catégorie : 386,10

3^e catégorie : 391,90

4^e catégorie : 398,40

5^e catégorie : 408,50

6^e catégorie : 418,45

7^e catégorie : 436,85

Catégorie A : 399,85

Catégorie B : 418,45

Catégorie C : 430,00

Catégorie D : 441,65

Catégorie E : 460,10

Catégorie F : 470,95

Catégorie G : 481,80

Catégorie H : 492,70

2. Salaires des jeunes

Les salaires des mineurs d'âge seront calculés suivant le barème ci-après :

Au-dessous de 16 ans : 60 p.c.

16 ans : 65 p.c.

17 ans : 75 p.c.

18 ans : 90 p.c.

19 ans : 100 p.c.

Le pourcentage est calculé sur base du salaire correspondant à la catégorie dans laquelle le mineur d'âge est occupé.

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de cementfabrieken;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 1993, gesloten in het Paritair Subcomité voor de cementfabrieken, betreffende de loon- en arbeidsvoorwaarden.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ponza, 31 mei 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—————
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

—————
Bijlage

Paritair Subcomité voor de cementfabrieken

Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 1993

Loon- en arbeidsvoorwaarden
(Overeenkomst geregistreerd op 16 november 1993
onder het nummer 34142/CO/106.01)

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werklieden en werksters, hierna werklieden genoemd, en de werkgevers van de ondernemingen welke onder het Paritair Subcomité voor de cementfabrieken ressorteren.

Onder R.I.Z.I.V. wordt verstaan : het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering.

HOOFDSTUK II. — Koopkracht

Art. 2. De individuele basis- en categorielonen worden vanaf 1 januari 1993 verhoogd met 10 BEF bruto per uur.

Art. 3. De categorielonen worden op 1 januari 1993 als volgt samengesteld in een arbeidstijdregeling van 36 uur per week :

1. Lonen van de werklieden vanaf 21 jaar

2de categorie : 386,10

3de categorie : 391,90

4de categorie : 398,40

5de categorie : 408,50

6de categorie : 418,45

7de categorie : 436,85

Categorie A : 399,85

Categorie B : 418,45

Categorie C : 430,00

Categorie D : 441,65

Categorie E : 460,10

Categorie F : 470,95

Categorie G : 481,80

Categorie H : 492,70

2. Lonen der jongeren

De lonen der jongeren zullen volgens het volgend barema berekend worden :

Minder dan 16 jaar : 60 pct.

16 jaar : 65 pct.

17 jaar : 75 pct.

18 jaar : 90 pct.

19 jaar : 100 pct.

Het percent wordt berekend op basis van het loon dat van toepassing is voor de categorie bij dewelke de jongere tewerkgesteld is.

Art. 4. Liaison des salaires à l'indice des prix.

Les salaires catégoriels indiqués à l'article 3 ci-dessus varieront en fonction de l'indice quadrimestriel des prix à la consommation. Ils sont à placer en regard de l'indice quadrimestriel 113,53 (base 1998 = 100), qui constitue l'indice de base.

Les salaires varieront mois par mois en fonction des variations de l'indice quadrimestriel et seront calculés suivant la formule ci-après :

$$\frac{\text{Salaire de base} \times \text{Moyenne des indices des 4 mois écoulés}}{\text{Indice de base}}$$

Les salaires ainsi déterminés seront arrondis aux cinq centimes supérieurs.

Les modifications de salaires prendront cours le premier jour de la première période de paie du mois suivant celui auquel l'indice quadrimestriel se rapporte.

CHAPITRE III. — Primes d'équipes

Art. 5. A partir du 1^{er} janvier 1993, les primes d'équipes sont exprimées en pourcentage d'un salaire de référence. Ce salaire de référence est la moyenne arithmétique des salaires catégoriels de 2 à 7 et de A à H.

Les pourcentages pour primes d'équipes sont fixés à :

2 p.c. pour l'équipe du matin;

5 p.c. pour l'équipe de l'après-midi;

15 p.c. pour l'équipe de nuit.

Le pourcentage de 15 p.c. est également appliqué pour les heures prestées la nuit par des ouvriers ne travaillant pas en équipes.

Art. 6. Les ajustements à l'indice des prix à la consommation se font deux fois l'an, à savoir au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année.

CHAPITRE IV. — Prime de fin d'année

A partir de l'année 1993, la prime de fin d'année sera calculée comme suit (moyenne des salaires de base de décembre de l'année civile des catégories 4 à 7 et B à G x 1,10 x 157,5 heures) + 2 500 BEF.

Pour les jeunes payés au barème dégressif, la prime de fin d'année correspond à 90 p.c. de ce montant.

Cette prime sera distribuée au prorata du temps de travail accompli pendant l'année calendrier, au plus tard avec le solde du salaire du mois de décembre.

La prime est payée aux ouvriers inscrits au registre du personnel au 31 décembre de l'année considérée. Ont droit au paiement de la prime au prorata de leurs temps de présence dans l'entreprise au cours de l'année, les ouvriers :

— licenciés pour motif d'ordre économique (réduction du personnel par suite de mécanisation ou d'un manque de commandes);

— quittant volontairement l'entreprise;

— bénéficiaires de la prépension;

— mis à la pension.

Il appartient aux intéressés eux-mêmes de se présenter dans les usines pour percevoir leur dû.

Conditions à remplir pour bénéficier de la prime.

a) Pour les absences injustifiées, appréciées selon les règles admises en matière de jours fériés, de même que pour les travailleurs entrés ou sortis en cours d'année, un abattement proportionnel sera appliqué.

b) Sont considérés, au point de vue de la présente convention, comme inscrits au registre du personnel, les miliciens (appelés et rappelés), les malades (y compris les victimes d'une maladie professionnelle), les chômeurs partiels, les accidentés du travail, qui n'ont pas mis fin volontairement à leur contrat de travail et ce pendant le temps suivant :

— miliciens : temps effectif de la présence sous les drapeaux;

Art. 4. Koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de prijzen.

De in artikel 3 vermelde looncategorieën zullen schommelen overeenkomstig het viermaandelijke indexcijfer van de consumptieprijzen. Ze staan tegenover het viermaandelijke indexcijfer 113,53 (basis 1988 = 100), die de basisindex is.

De lonen zullen van maand tot maand schommelen in functie van de viermaandelijke indexschommelingen en zullen volgens de hieronder vermelde formule worden berekend :

$$\frac{\text{Basisloon} \times \text{indexgemiddelde van de vier verlopen maanden}}{\text{Basisindex}}$$

De aldus bekomen lonen zullen per vijf centiemen naar boven worden afgerond.

De loonwijzigingen gaan in op de eerste dag van de eerste betalingsperiode van de maand die volgt op de maand waarop het viermaandelijke indexcijfer betrekking heeft.

HOOFDSTUK III. — Ploegenpremies

Art. 5. Vanaf 1 januari 1993 worden de ploegenpremies uitgedrukt als percentage van een referentieloon. Dit referentieloon is het rekenkundig gemiddelde van de categoriële lonen van 2 tot 7 en van A tot H.

De percentages voor de ploegenpremies worden vastgesteld op :

2 pct. voor de morgenploeg;

5 pct. voor de namiddagploeg;

15 pct. voor de nachtploeg.

Het percentage van 15 pct. wordt eveneens toegepast op de uren die 's nachts door werklieden die niet in het ploegenstelsel werken worden gepresteerd.

Art. 6. De aanpassing aan het indexcijfer van de consumptieprijzen geschiedt twee keer per jaar, namelijk op 1 januari en 1 juli van elk jaar.

HOOFDSTUK IV. — Eindejaarspremie

Vanaf het jaar 1993 wordt de eindejaarspremie als volgt berekend : (gemiddelde van de basislonen van december van het burgerlijk jaar voor de categorieën 4 tot 7 en B tot G x 1,10 x 157,5 uur) + 2 500 BEF.

Voor de jongeren die volgens het degressief barema worden betaald stemt de eindejaarspremie overeen met 90 pct. van dit bedrag.

Deze premie zal toegekend worden volgens het prorata van de werktijd verricht tijdens het kalenderjaar, ten laatste met het saldo van het loon van december.

De premie wordt betaald aan de werklieden die op 31 december van het betrokken jaar in het personeelsregister ingeschreven zijn. Hebben recht op de eindejaarspremie naar rato van hun aanwezigheid in de onderneming in de loop van het jaar, de arbeiders die :

— werden afgedankt wegens economische redenen (personeelsvermindering ingevolge mechanisatie of tekort aan bestellingen);

— vrijwillig de onderneming verlieten;

— van het brugpensioen genieten;

— op pensioen gesteld worden.

De betrokkenen moeten zich op de fabrieken zelf aanbieden om het verschuldigde bedrag te ontvangen.

Voorwaarden die te vervullen zijn om de premie te genieten.

a) Voor de ongerechtvaardigde afwezigheid, te beoordelen volgens de regels die betreffende de betaalde feestdagen worden vastgesteld, alsook voor de arbeiders aangeworven of uit dienst getreden in de loop van het jaar, zal een evenredige vermindering worden toegepast.

b) Voor de toepassing van onderhavige beschikkingen worden de miliciens (oproeping en wederoproeping), de zieken (de slachtoffers van een beroepsziekte inbegrepen), gedeeltelijk werklozen en de slachtoffers van een arbeidsongeval, die niet vrijwillig een einde gesteld hebben aan hun arbeidsovereenkomst, beschouwd als ingeschreven zijnde in het personeelsregister, en zulks voor de volgende duur :

— miliciens : werkelijke duur van het verblijf onder de wapens;

- malades : voir littera c) ci-après;
- accidentés : pendant le temps de l'incapacité de travail.

La présence sous les drapeaux, la maladie, l'accident, le chômage partiel et les vacances annuelles sont considérées comme des causes justifiées d'absence. Les intéressés ont droit, non seulement au paiement du complément de la prime de fin d'année, mais aussi, pour ces journées, au paiement de la partie de prime intégrée au salaire, à concurrence de 167 BEF par mois, payés comme antérieurement à la convention du 2 mai 1955.

c) 1° Pour bénéficier de la prime, il est exigé que le malade ait :

- fait remplir la "feuille de renseignements" destinée au calcul des indemnités, établie par l'I.N.A.M.I.;
- fait remplir la "feuille de contrôle" pour l'indemnité d'incapacité de travail;
- fait parvenir à son employeur une attestation du secrétaire de la Mutuelle indiquant qu'il a émargé à l'I.N.A.M.I., suivant modèle ci-après :

- zieken : zie littera c) hieronder;

— slachtoffers van arbeidsongeval : gedurende de tijd van hun werkonbekwaamheid.

Het verblijf onder de vlags, de ziekte, het arbeidsongeval, de gedeeltelijke werkloosheid en het jaarlijks verlof worden als gegronde redenen van afwezigheid beschouwd. De belanghebbenden hebben recht niet alleen op de betaling der aanvullende premie, maar tevens, voor deze dagen, op het gedeelte der premie dat hij het loon is gevoegd ten bedrage van 167 BEF per maand, betaald zoals vóór de overeenkomst van 2 mei 1955.

c) 1° Om van de premie te genieten, wordt vereist dat de zieke :

- een "inlichtingsblad" bestemd voor de berekeningen van de vergoedingen, opgesteld door het R.I.Z.I.V. heeft doen invullen;
- een "controleblad" voor de vergoeding van werkonbekwaamheid heeft doen invullen;
- aan zijn werkgever een attest heeft doen toekomen van de secretaris van de Mutualiteit aanduidende dat hij door het R.I.Z.I.V. vergoed werd, volgens hieronder staand model :

Société Le

ATTESTATION

L'organisme dénommé
certifie que le sieur
domicilié à
a émargé à l'I.N.A.M.I. durant la période du
au

(Signature)

Cachet de la société

Maatschappij datum

ATTEST

De organisatie (naam)
Bevestigt dat de Heer
wonende
door het R.I.Z.I.V. vergoed werd voor de periode van
tot

(Handtekening)

Stempel van de maatschappij

2° Pour les maladies durant plus d'un mois, la prime ne sera payée que sur sollicitation directe de la délégation du personnel de l'usine ou, à son défaut, de l'organisation syndicale, en tenant compte de ce qui est dit au 3° ci-après.

3° Pour les maladies durant plus d'un mois, la prime sera maintenue en fonction de l'ancienneté dans l'industrie du ciment, suivant le tableau ci-après :

- de 3 à 6 mois d'ancienneté : 1 mois de prime maximum;
- de 6 mois à 1 an d'ancienneté : 2 mois de prime maximum;
- de 1 à 2 ans d'ancienneté : 6 mois de prime maximum;
- de 2 à 4 ans d'ancienneté : 1 an de prime maximum;
- de 4 à 6 ans d'ancienneté : 2 ans de prime maximum.

4° Pour les malades ayant une ancienneté supérieure à 6 ans au début de la maladie et dont la maladie dépasse 2 ans : la prime leur sera payée, au-delà des 2 ans de prime entière prévus au 3° ci-dessus, à raison de 50 p.c. aussi longtemps qu'ils restent inscrits au registre du personnel.

CHAPITRE V. — *Chèques-repas*

Au 1^{er} janvier 1993, la valeur faciale unitaire des tickets-restaurant est portée de 190 à 225 BEF par journée prestée. La participation du travailleur est portée à 45 BEF.

CHAPITRE VI. — *Durée*

Cette convention collective de travail entre en vigueur au 1^{er} janvier 1993 et se termine le 31 décembre 1994.

L'article 4 est cependant à durée indéterminée. Il peut être dénoncé moyennant un préavis de 3 mois notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 31 mai 2001.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

2° Voor de ziekten die langer dan een maand duren, zal de premie slechts betaald worden op rechtstreeks verzoek van de personeelsafvaardiging van de fabriek of indien zij niet bestaat, van de syndicale organisatie, rekening gehouden met hetgeen verder onder 3° wordt gezegd.

3° Voor de ziekten die langer dan een maand duren, zal de premie betaald worden in functie van de anciënniteit in de cementnijverheid, volgens onderstaande tabel :

- van 3 tot 6 maanden anciënniteit : 1 maand premie maximum;
- van 6 maanden tot 1 jaar anciënniteit : 2 maanden premie maximum;
- van 1 tot 2 jaar anciënniteit : 6 maanden premie maximum;
- van 2 tot 4 jaar anciënniteit : 1 jaar premie maximum;
- van 4 tot 6 jaar anciënniteit : 2 jaar premie maximum.

4° Voor de zieken die een anciënniteit hebben groter dan 6 jaar op het ogenblik van het begin van hun ziekte en waarvan de ziekte 2 jaar overschrijdt, zal de premie hun betaald worden langer dan de 2 jaar volledige premie voorzien hierboven onder 3° ten bedrage van 50 pct. zolang zij ingeschreven blijven in het personeelsregister.

HOOFDSTUK V. — *Maaltijdcheques*

Op 1 januari 1993 wordt de nominale waarde per maaltijdcheque verhoogd van 190 BEF tot 225 BEF per gepresterde werkdag. De bijdrage van de werknemers wordt opgetrokken tot 45 BEF.

HOOFDSTUK VI. — *Geldigheid*

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1993 en eindigt op 31 december 1994.

Artikel 4 is echter van onbepaalde duur. Het kan worden opgezegd mits een opzegging van 3 maanden te berekenen bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de cementbedrijven.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 31 mei 2001.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

F. 2001 — 2752

[C — 2001/12536]

10 JUIN 2001. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 20 octobre 1997, conclue au sein de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, modifiant la convention collective de travail du 16 juin 1997 relative aux statuts du fonds de sécurité d'existence (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 20 octobre 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, modifiant la convention collective de travail du 16 juin 1997 relative aux statuts du fonds de sécurité d'existence.

N. 2001 — 2752

[C — 2001/12536]

10 JUNI 2001. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 oktober 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997 inzake de statuten van het fonds voor bestaanszekerheid (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 20 oktober 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997 inzake de statuten van het fonds voor bestaanszekerheid.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

—
Annexe

**Commission paritaire
des constructions métallique, mécanique et électrique**

Convention collective de travail du 20 octobre 1997

Modification de la convention collective de travail du 16 juin 1997 relative aux statuts du fonds de sécurité d'existence (Convention enregistrée le 9 février 1998 sous le numéro 47080/CO/111)

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique.

Art. 2. L'article 14, § 2, 5^e alinéa, est remplacé par le texte suivant :

« Les employeurs qui, entre le 1^{er} juillet 1997 et le 31 décembre 1998, licencient des travailleurs âgés d'au moins 50 ans au moment de la notification du licenciement, sont tenus de verser une cotisation forfaitaire unique par travailleur licencié au fonds de sécurité d'existence.

Cette cotisation forfaitaire unique s'élève à 24 500 BEF, 21 000 BEF, 17 500 BEF, 14 000 BEF, 10 500 BEF, 7 000 BEF ou 3 500 BEF si, au moment de la notification du licenciement, le travailleur a respectivement 50 ans, 51 ans, 52 ans, 53 ans, 54 ans, 55 ans ou 56 ans. »

Art. 3. Cette convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée et entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997. Elle pourra être résiliée moyennant un préavis de six mois à notifier au président de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 10 juin 2001.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

—
Bijlage

**Paritair Comité
voor de metaal-, machine- en elektrische bouw**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 oktober 1997

Wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997 inzake de statuten van het fonds voor bestaanszekerheid (Overeenkomst geregistreerd op 9 februari 1998 onder het nummer 47080/CO/111)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, werklieden en werksters van de ondernemingen welke onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren.

Art. 2. Het artikel 14, § 2, 5^e alinea, wordt vervangen door onderstaande tekst :

« De werkgevers die tussen 1 juli 1997 en 31 december 1998 werknemers ontslaan, die op het moment van de betekening van het ontslag minstens 50 jaar oud zijn, zijn per ontslagen werknemer een forfaitaire eenmalige bijdrage verschuldigd aan het fonds voor bestaanszekerheid.

Deze eenmalige forfaitaire bijdrage bedraagt 24 500 BEF, 21 000 BEF, 17 500 BEF, 14 000 BEF, 10 500 BEF, 7 000 BEF of 3 500 BEF indien op het moment van de betekening van het ontslag de werknemer respectievelijk 50 jaar, 51 jaar, 52 jaar, 53 jaar, 54 jaar, 55 jaar of 56 jaar is. »

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor een periode van onbepaalde duur en treedt in werking op 1 juli 1997. Zij kan worden opgezegd mits een opzegging van zes maanden wordt betekend aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 juni 2001.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

F. 2001 — 2753

[C — 2001/12830]

5 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté royal fixant, pour certaines entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de gravier et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, du Limbourg et du Brabant flamand les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 51, § 1^{er}, modifié par les lois de 26 juin 1992 et de 26 mars 1999 et par l'arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983;

Vu l'avis de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de gravier et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, du Limbourg et du Brabant flamand;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

N. 2001 — 2753

[C — 2001/12830]

5 SEPTEMBER 2001. — Koninklijk besluit tot vaststelling, voor sommige ondernemingen die onder het Paritair Subcomité voor het bedrijf der grind- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg en Vlaams-Brabant ressorteren, van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid op artikel 51, § 1, gewijzigd bij de wetten van 26 juni 1992 en 26 maart 1999 en bij het koninklijk besluit nr. 254 van 31 december 1983;

Gelet op het advies van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der grind- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg en Vlaams-Brabant;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la situation économique actuelle dans les entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de gravier et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, du Limbourg et du Brabant flamand, à l'exception des exploitations de sable blanc, justifie la prolongation de toute urgence d'un régime de suspension de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de gravier et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, du Limbourg et du Brabant flamand, à l'exception des exploitations de sable blanc.

Art. 2. En cas de manque total ou partiel de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être totalement suspendue moyennant notification par voie d'affichage, à un endroit apparent dans les locaux de l'entreprise.

Lorsque l'ouvrier est absent le jour même de l'affichage, la notification lui est adressée par la poste le même jour.

La notification doit s'effectuer au plus tard le mercredi pour que la suspension totale puisse prendre cours le lundi suivant.

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail ne peut dépasser trois mois.

Art. 4. Communication de l'affichage ou de la notification individuelle visée à l'article 2 doit être adressée par l'employeur, sous pli recommandé à la poste, le jour même de l'affichage ou de la notification individuelle au bureau du chômage de l'Office national de l'Emploi du lieu où l'entreprise est située.

Art. 5. La notification visée à l'article 2 et l'information visée à l'article 4 mentionnent la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat prendra cours et la date à laquelle cette suspension prendra fin et les dates auxquelles les ouvriers seront au chômage.

L'information visée à l'article 4 mentionne en outre les causes économiques qui justifient la suspension totale de l'exécution du contrat et soit les nom, prénoms et adresse des ouvriers mis au chômage, soit la ou les section(s) de l'entreprise dont l'activité sera suspendue.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 2001 et cessera d'être en vigueur le 1^{er} septembre 2002.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 septembre 2001

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992.

Loi du 26 mars 1999, *Moniteur belge* du 1 avril 1999.

Arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983, *Moniteur belge* du 21 janvier 1984.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de huidige economische toestand in de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het bedrijf der grind- en zandgroeven die in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg en Vlaams-Brabant, met uitzondering van de witzandexploitaties, het spoedig invoeren van een regeling van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden rechtvaardigt;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het bedrijf der grind- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg en Vlaams-Brabant, met uitzondering van de witzandexploitaties.

Art. 2. Bij volledig of gedeeltelijk gebrek aan werk wegens economische oorzaken, mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden volledig worden geschorst, mits er kennis wordt van gegeven door aanplakking op een goed zichtbare plaats in de lokalen van de onderneming.

Wanneer de werkmán de dag van de aanplakking afwezig is, wordt hem de kennisgeving dezelfde dag per post verzonden.

De kennisgeving moet ten laatste op een woensdag gebeuren opdat de volledige schorsing de volgende maandag kan beginnen te lopen.

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst mag drie maanden niet overschrijden.

Art. 4. Mededeling van de bij artikel 2 bedoelde aanplakking of individuele kennisgeving, moet door de werkgever, onder een bij de post aangetekende omslag, de dag zelf van de aanplakking of van de individuele kennisgeving worden gezonden aan het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming gevestigd is.

Art. 5. De in artikel 2 bedoelde kennisgeving en de in artikel 4 bedoelde mededeling vermelden de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst zal ingaan, de datum waarop die schorsing een einde zal nemen en de data waarop de werklieden werkloos zullen zijn.

De in artikel 4 bedoelde mededeling vermeldt daarenboven de economische oorzaken die de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst rechtvaardigen en hetzij de naam, de voornamen en het adres van de werkloos gestelde werklieden, hetzij de afdeling(en) van de onderneming waar de arbeid wordt geschorst.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 maart 2001 en treedt buiten werking op 1 september 2002.

Art. 7. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 september 2001

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.

Wet van 26 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1999.

Koninklijk besluit nr. 254 van 31 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984.

Vu la proposition de la Commission paritaire de l'agriculture;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu dans l'intérêt des ouvriers et des ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'agriculture comptant une ancienneté importante, et pour des motifs sociaux, de modifier sans retard les délais de préavis;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux ouvriers et ouvrières, à l'exception du travailleur occasionnel tel que défini à l'article 8bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, et aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'agriculture.

Art. 2. § 1^{er}. Lorsque le préavis émane de l'employeur, par dérogation aux dispositions de l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le délai de préavis à respecter pour mettre fin à un contrat de travail, est fixé à :

— trente-cinq jours quand il s'agit d'ouvriers ou d'ouvrières comptant entre six mois et moins de cinq ans d'ancienneté dans l'entreprise;

— quarante-deux jours quand il s'agit d'ouvriers ou d'ouvrières comptant entre cinq ans et moins de dix ans d'ancienneté dans l'entreprise;

— cinquante-six jours quand il s'agit d'ouvriers ou d'ouvrières comptant entre dix ans et moins de quinze ans d'ancienneté dans l'entreprise;

— quatre-vingt-quatre jours quand il s'agit d'ouvriers ou d'ouvrières comptant entre quinze ans et moins de vingt ans d'ancienneté dans l'entreprise;

— cent douze jours quand il s'agit d'ouvriers ou d'ouvrières comptant plus de vingt ans d'ancienneté dans l'entreprise.

§ 2. Les délais de préavis fixés au paragraphe 1^{er} ne sont pas applicables dans le cadre d'un licenciement en vue de la prépension. Dans ce cas, les délais de préavis applicables sont ceux prévus à l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 3. Les préavis notifiés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à sortir tous leurs effets.

Art. 4. L'arrêté royal du 21 juin 1999 fixant les délais de préavis pour les ouvriers ressortissant à la Commission paritaire de l'agriculture est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 septembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—————
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Loi du 20 juillet 1991, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1991.

Gelet op het voorstel van het Paritair Comité voor de landbouw;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat zonder uitstel de opzeggingstermijnen te wijzigen in het belang van de werklieden en werksters van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de landbouw die een belangrijke anciënniteit tellen, en om sociale redenen;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werklieden en werksters, met uitzondering van de gelegenheidsarbeider zoals bedoeld in artikel 8bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, en de werkgevers van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de landbouw ressorteren.

Art. 2. Wanneer de opzegging van de werkgever uitgaat, wordt, in afwijking van de bepalingen van artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, de bij het beëindigen van de arbeidsovereenkomst na te leven opzeggingstermijn vastgesteld op :

— vijftendertig dagen wat de werklieden of de werksters betreft die tussen zes maanden en minder dan vijf jaren anciënniteit in de onderneming tellen;

— tweeënveertig dagen wat de werklieden of de werksters betreft die tussen vijf jaren en minder dan tien jaren anciënniteit in de onderneming tellen;

— zesenvijftig dagen wat de werklieden of de werksters betreft die tussen tien jaren en minder dan vijftien jaren anciënniteit in de onderneming tellen;

— vierentachtig dagen wat de werklieden of de werksters betreft die tussen vijftien jaren en minder dan twintig jaren anciënniteit in de onderneming tellen;

— honderd en twaalf dagen wat de werklieden of de werksters betreft die meer dan twintig jaren anciënniteit in de onderneming tellen.

§ 2. De opzeggingstermijnen bepaald in paragraaf 1 zijn niet van toepassing in geval van opzegging met het oog op brugpensioen. In dat geval worden de opzeggingstermijnen zoals bepaald in artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, toegepast.

Art. 3. De opzeggingen betekend voor de inwerkingtreding van dit besluit blijven al hun gevolgen behouden.

Art. 4. Het koninklijk besluit van 21 juni 1999 tot vaststelling van de opzeggingstermijnen van de werklieden die ressorteren onder het Paritair Comité voor de landbouw wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 september 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Wet van 20 juli 1991, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1991.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 2755

[S - C - 2001/36089]

6 JULI 2001. — Decreet houdende de organisatie van de gasmarkt

Het Vlaams Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet regelt een gewestaangelegenheid.

Art. 2. Dit decreet geeft uitvoering aan de richtlijn 98/30/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas wat de bevoegdheden van het Vlaamse Gewest betreft.

Art. 3. In dit decreet wordt verstaan onder :

1° aardgas : elke gasvormige brandstof van ondergrondse oorsprong die hoofdzakelijk uit methaan bestaat, met inbegrip van vloeibaar aardgas, afgekort "LNG", en met uitzondering van mijngas;

2° aardgasdistributie : de werkzaamheid die erin bestaat aardgas via plaatselijke pijpleidingnetten te leveren aan afnemers, gevestigd op het grondgebied van een of meer bepaalde gemeenten;

3° Nm³ : de hoeveelheid gas die, bij een temperatuur van nul graden Celsius en onder absolute druk van 1,01325 bar, een volume van één kubieke meter inneemt;

4° rijk aardgas : aardgas met een calorische bovenwaarde van 0,041868 gigajoule per Nm³ of 11,630 kWh per Nm³;

5° aardgasdistributienet : binnen een geografisch afgebakend gebied geheel van leidingen die onderling verbonden zijn en de daarmee verbonden hulpmiddelen, die noodzakelijk zijn voor de aardgasdistributie;

6° directe leiding : elke leiding voor aardgasdistributie die fysiek geen deel uitmaakt van het geïnterconnecteerd aardgasdistributienet;

7° geïnterconnecteerd aardgasdistributienet : elk samenstel van met elkaar verbonden netten;

8° warmtekrachtinstallatie : installatie voor de gecombineerde productie van elektriciteit en warmte;

9° kwalitatieve warmtekrachtinstallatie : elke warmtekrachtinstallatie die voldoet aan de voorwaarden, vastgelegd door de VREG op grond van artikel 16 van het Elektriciteitsdecreet;

10° VREG : de Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteits- en Gasmarkt zoals bedoeld in artikel 27, § 1, van het Elektriciteitsdecreet, gewijzigd bij artikel 25 van dit decreet;

11° afnemer : elke eindafnemer, leverancier of tussenpersoon;

12° eindafnemer : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die aardgas koopt voor eigen gebruik;

13° in aanmerking komende afnemer : elke afnemer die, krachtens artikel 13 of, indien hij niet in het Vlaamse Gewest is gevestigd, krachtens de wetgeving van een ander gewest of van een andere lidstaat van de Europese Unie, het recht heeft om contracten te sluiten voor de levering van aardgas met een leverancier of tussenpersoon van zijn keuze en die daarom het recht heeft om toegang te krijgen tot het aardgasdistributienet onder de voorwaarden, bepaald in artikel 12, § 1, en artikel 15;

14° gebonden afnemer : elke niet in aanmerking komende afnemer;

15° tussenpersoon : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die aardgas koopt met het oog op de doorverkoop aan een andere tussenpersoon of aan een leverancier;

16° leverancier : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die aardgas verkoopt aan eindafnemers;

17° aardgasnetbeheerder : elke beheerder van een aardgasdistributienet die aangewezen is overeenkomstig artikel 6;

18° leveringsvergunning : vergunning vereist voor de levering van aardgas aan in aanmerking komende afnemers zoals bepaald in artikel 16;

19° openbardienstverplichting : verplichting die betrekking heeft op de sociaal-economische, ecologische en technische aspecten van aardgasvoorziening;

20° ondersteunende diensten : alle diensten die nodig zijn voor de functionering van het aardgasdistributienet;

21° hernieuwbare energiebronnen : alle andere energiebronnen dan fossiele brandstoffen of kernsplijting die op een duurzame wijze ingezet kunnen worden;

22° groene warmte : warmte, geproduceerd uit hernieuwbare energiebronnen;

23° groenewarmtecertificaat : een overdraagbaar immaterieel goed dat aantoonst dat een producent in een daarin aangegeven jaar een daarin opgegeven hoeveelheid groene warmte, uitgedrukt in kWh, heeft opgewekt;

24° minister : de Vlaamse minister, bevoegd voor het energiebeleid;

25° Vlaamse aardgasmarkt : alle activiteiten die verband houden met de aardgasdistributie waarvoor het Vlaamse Gewest bevoegd is;

26° Elektriciteitsdecreet : het decreet van 17 juli 2000 houdende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

27° Gaswet : de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen;

28° richtlijn : de Europese richtlijn 98/30/EG van 22 juni 1998 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas;

29° heffingsjaar : het kalenderjaar waarop de heffing, bedoeld in hoofdstuk IX, is verschuldigd;

30° injecteren : het inbrengen van aardgas in een aardgasdistributienet vanuit een vervoernet, vanuit een ander distributienet of door een producent;

31° vervoernet : het vervoernet, bedoeld in artikel 1, 10°, van de Gaswet.

HOOFDSTUK II. — Aardgasdistributienetbeheer

Afdeling I. — Aanwijzing van aardgasnetbeheerders

Art. 4. Het beheer van een aardgasdistributienet wordt waargenomen door een aardgasnetbeheerder met rechtspersoonlijkheid, aangewezen overeenkomstig artikel 6, voor een hernieuwbare termijn van twaalf jaar.

Art. 5. § 1. De Vlaamse regering stelt, na advies van de VREG, de voorwaarden vast waaraan de kandidaat-aardgasnetbeheerders zowel voor als na de aanwijzing moeten voldoen. Die hebben in ieder geval betrekking op :

1° de technische en financiële capaciteit van de kandidaat-aardgasnetbeheerder;

2° de professionele betrouwbaarheid van de kandidaat-aardgasnetbeheerder;

3° het beschikken over een eigendoms- of exploitatierecht voor het aardgasdistributienet in kwestie;

4° de beheersmatige en juridische onafhankelijkheid van de aardgasnetbeheerders ten aanzien van invoerders van buitenlands aardgas, houders van een leveringsvergunning en tussenpersonen.

§ 2. De voorwaarden inzake beheersmatige en juridische onafhankelijkheid, bedoeld in § 1, 4°, hebben betrekking op de activiteiten van de aardgasnetbeheerder, de deelneming van andere ondernemingen in de aardgasnetbeheerder, de deelneming van de aardgasnetbeheerder in andere ondernemingen, de verhouding van de aardgasnetbeheerder tot derden, het bestuursorgaan van de aardgasnetbeheerder, het orgaan belast met de dagelijkse leiding van de aardgasnetbeheerder en de personeelsleden van de aardgasnetbeheerder.

Art. 6. De VREG wijst voor elk aardgasdistributienet de aardgasnetbeheerder aan. Indien het aardgasdistributienet in kwestie geheel of gedeeltelijk eigendom is van een gemeente of van een groep van gemeenten, gebeurt de aanwijzing op voorstel van deze gemeente of groep van gemeenten. De VREG kan enkel van dit voorstel afwijken indien de voorgestelde aardgasnetbeheerder niet voldoet aan een of meer voorwaarden, vastgesteld ter uitvoering van artikel 5.

Art. 7. Het mandaat van de aardgasnetbeheerder eindigt in elk geval in geval van faillissement, ontbinding, fusie of splitsing. De VREG kan de aanwijzing van de aardgasnetbeheerder herroepen, op voorwaarde dat die werd gehoord of naar behoren werd opgeroepen, in geval van :

1° significante wijziging in het aandeelhouderschap van de aardgasnetbeheerder die de onafhankelijkheid van het beheer van het aardgasdistributienet in kwestie in het gedrang zou kunnen brengen;

2° grove tekortkoming van de aardgasnetbeheerder aan zijn verplichtingen krachtens dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan.

Afdeling II. — Activiteiten van de aardgasnetbeheerder

Art. 8. § 1. De aardgasnetbeheerder staat in voor de exploitatie, het onderhoud en de ontwikkeling van het aardgasdistributienet.

In dit kader is hij voornamelijk belast met de volgende taken :

1° instaan voor het evenwicht van het net en voor de efficiënte, veilige en betrouwbare werking van het aardgasdistributienet;

2° instaan voor de aardgasvoorziening aan de gebonden afnemers die op zijn aardgasdistributienet zijn aangesloten;

3° voldoende capaciteit voor de distributie van aardgas aanhouden;

4° koppelingen met andere netten exploiteren, onderhouden en eventueel ontwikkelen;

5° uitvoeren van de openbaredienstverplichtingen, bedoeld in artikel 18, 1°.

§ 2. De categorie van gebonden afnemers die vanaf een bepaald ogenblik voldoen aan de criteria voor het bepalen van de in aanmerking komende afnemers, bedoeld in artikel 13, behalve de afnemers die van de hieraan verbonden rechten wensen gebruik te maken, moet verder voorzien worden van aardgas door een door de aardgasnetbeheerder aangewezen houder van een leveringsvergunning. De Vlaamse regering legt de nadere toepassingsregels en de te volgen procedures vast.

Art. 9. De VREG stelt een technisch reglement op voor het beheer van het aardgasdistributienet, de toegang ertoe en de vereisten voor het aanleggen van directe leidingen.

Het technisch reglement bepaalt in ieder geval :

1° de technische minimumeisen voor het aardgasdistributienet en de aansluitingen erop;

2° de technische minimumeisen voor directe leidingen;

3° de operationele regels waaraan de aardgasnetbeheerder onderworpen is bij zijn technisch beheer van het aardgasdistributienet en bij de maatregelen die hij moet treffen om het hoofd te bieden aan problemen die de continuïteit van de voorziening in het gedrang kunnen brengen;

4° de ondersteunende diensten die de aardgasnetbeheerder moet organiseren;

5° de informatie die door de aardgasnetbeheerder moet worden verstrekt aan de beheerders van andere aardgasnetten waaraan het aardgasdistributienet is gekoppeld, om een veilige en efficiënte exploitatie, een gecoördineerde ontwikkeling en de interoperabiliteit van de netten in kwestie te waarborgen.

Art. 10. De aardgasnetbeheerder onthoudt zich van iedere vorm van discriminatie tussen afnemers of categorieën van afnemers. De persoonlijke en commerciële gegevens die hij van de afnemers verwerft bij de uitoefening van zijn taken, moet hij strikt vertrouwelijk behandelen.

Art. 11. De personeelsleden van de aardgasnetbeheerder zijn gebonden door het beroepsgeheim. Zij mogen de vertrouwelijke gegevens die hen ter kennis zijn gekomen op grond van hun functie bij de aardgasnetbeheerder in het kader van de uitvoering van hun taken, bedoeld in artikel 8, aan niemand bekendmaken, behalve wanneer zij worden opgeroepen om in rechte te getuigen, onverminderd de mededelingen aan beheerders van andere aardgasnetten of aan de VREG die uitdrukkelijk door dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan zijn bepaald of toegelaten en onverminderd andere wettelijke bepalingen.

Elke overtreding van dit artikel wordt gestraft met de straffen, bepaald in artikel 458 van het Strafwetboek.

HOOFDSTUK III. — *Toegang tot het aardgasdistributienet*

Art. 12. § 1. Elke aardgasnetbeheerder maakt de geldende tarieven bekend voor de toegang tot zijn net, alsmede de tarieven voor ondersteunende diensten die hij levert. De in aanmerking komende afnemers hebben recht op toegang tot het aardgasdistributienet tegen deze bekendgemaakte tarieven.

§ 2. Een aardgasnetbeheerder kan een verzoek om toegang tot het aardgasdistributienet dat hij beheert enkel afwijzen in een of meer van de onderstaande gevallen :

1° indien de veilige en betrouwbare werking van het aardgasdistributienet in het gedrang komt;

2° indien zijn aardgasdistributienet over onvoldoende capaciteit beschikt om het vervoer te verzekeren;

3° indien de toegang tot het aardgasdistributienet de goede uitvoering van een openbardienstverplichting door de betrokken aardgasnetbeheerder verhindert;

4° indien de aanvrager niet voldoet aan de technische minimumeisen zoals bepaald in artikel 9, 1°.

In geval van een weigering stuurt de aardgasnetbeheerder aan de verzoeker een grondig gemotiveerde verklaring. Tegen deze weigering kan in beroep gegaan worden bij de VREG.

Art. 13. § 1. De volgende categorieën van afnemers worden onmiddellijk als in aanmerking komende afnemer beschouwd :

1° de eindafnemers die elektriciteit produceren door middel van een kwalitatieve warmtekrachtinstallatie, wat de afname van aardgas ten behoeve van die installatie betreft via een aansluitpunt op het aardgasdistributienet;

2° de eindafnemers die meer dan 1 miljoen Nm³ equivalent rijk aardgas per jaar verbruiken op basis van het verbruik op de locatie;

3° de eindafnemers van een hoeveelheid gas bij een leverancier die deze hoeveelheid gas betreft uit hernieuwbare energiebronnen voorzover dit gas werd geproduceerd in het Vlaamse Gewest en werd toegevoegd aan het aardgasnet na opwerking tot aardgaskwaliteit;

4° de houders van een leveringsvergunning voor de hoeveelheid aardgas, verbruikt door hun afnemers die zijn aangewezen als in aanmerking komend, om deze afnemers te bevoorraden.

§ 2. De Vlaamse regering kan nadere regels vastleggen betreffende de voorwaarden, opgelegd in § 1.

§ 3. Rekening houdend met de evolutie van de openstelling van de aardgasmarkt in de andere lidstaten van de Europese Unie en met het openstellingsritme zoals bepaald in de Europese richtlijn 98/30/EG, bepaalt de Vlaamse regering, na advies van de VREG, welke andere categorieën van afnemers in aanmerking komen.

Art. 14. De Vlaamse regering kan, na advies van de VREG, onder de door haar bepaalde voorwaarden, de minister machtigen om de toegang tot het aardgasdistributienet te beperken of te verbieden voor de leverancier van aardgas die gevestigd is in een andere lidstaat van de Europese Unie en van wie het aardgas bestemd is voor in het Vlaamse Gewest gevestigde in aanmerking komende afnemers. Dat gebeurt voorzover de afnemer, indien hij in de lidstaat van de betreffende leverancier zou zijn gevestigd, geen in aanmerking komende afnemer zou zijn krachtens de regelgeving van deze lidstaat.

Art. 15. De VREG legt de gedragscode voor toegang tot het net vast. De gedragscode bepaalt in ieder geval :

1° de procedures en nadere regels voor de aanvraag voor toegang tot het net;

2° de gegevens die de leveranciers aan de aardgasnetbeheerder moeten verstrekken;

3° de voorzorgsmaatregelen die door de aardgasnetbeheerder moeten worden genomen ter bescherming van de vertrouwelijkheid van de persoonlijke en commerciële gegevens van de afnemers;

4° de termijnen waarbinnen de aardgasnetbeheerder moet antwoorden op de aanvragen voor toegang tot het aardgasdistributienet.

HOOFDSTUK IV. — *Leveringsvergunningen*

Art. 16. § 1. Voor de levering van aardgas aan in aanmerking komende afnemers is een leveringsvergunning vereist.

§ 2. Aan een aardgasnetbeheerder kan enkel een leveringsvergunning worden verleend voor de uitvoering van de verplichtingen, opgenomen in artikel 18, 1°.

§ 3. Voor de levering van aardgas aan in aanmerking komende afnemers kunnen de intercommunales, bij beslissing van de algemene vergadering en in het kader van hun statutair doel, deelnemen in vennootschappen die energie en energiediensten aanbieden.

§ 4. De leveringsvergunningen worden door de VREG toegekend.

§ 5. De Vlaamse regering bepaalt, na advies van de VREG :

1° de criteria voor de toekenning, de wijziging en de intrekking van de leveringsvergunningen, die in ieder geval betrekking zullen hebben op :

- a) de technische en financiële capaciteit van de aanvrager;
- b) de professionele betrouwbaarheid van de aanvrager;
- c) de capaciteit van de aanvrager om aan de behoeften van zijn afnemers te voldoen;
- d) de openbaredienstverplichtingen, bedoeld in artikel 18, 2°;

e) de beheersmatige en juridische onafhankelijkheid van de aanvrager ten opzichte van de aardgasnetbeheerders of de vervoerondernemingen, bedoeld in artikel 1 van de Gaswet;

2° de procedure voor de toekenning van de leveringsvergunningen, inzonderheid de vorm van de aanvraag, het onderzoek van het dossier en de vergoeding die hiervoor betaald moet worden, de termijnen waarbinnen de VREG moet beslissen en haar beslissing aan de aanvrager moet meedelen en de beroepsprocedure;

3° wat er met de leveringsvergunning gebeurt in geval van controlewijziging, fusie of splitsing van de houder, en, in voorkomend geval, de te vervullen voorwaarden en de te volgen procedures voor het behoud of de hernieuwing van de leveringsvergunning in deze gevallen.

HOOFDSTUK V. — *Toelatingen*

Art. 17. Voor de aanleg van een aardgasleiding dienstig voor de uitbouw van een aardgasdistributienet, en een directe leiding moet een toelating verkregen worden van de eigenaar van het domein waarop of waaronder de aardgasleiding of de directe leiding aangelegd zal worden. Indien de eigenaar van het domein geen toelating wil geven, kan de minister, na onderzoek, de toelating geven via een verklaring van openbaar nut.

De Vlaamse regering stelt de nadere toepassingsregels, procedures en criteria vast. Die moeten objectief en niet-discriminatoir zijn.

De toelating voor de aanleg van een directe leiding kan afhankelijk worden gesteld van een weigering van toegang tot het aardgasdistributienet of van het ontbreken van een aanbod tot gebruik van een aardgasdistributienet tegen redelijke economische en technische voorwaarden.

De Vlaamse regering stelt de rechten en de verplichtingen in hoofde van de houders van een toelating vast voor het aanleggen van een aardgasleiding, bedoeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK VI. — *Openbaredienstverplichtingen*

Art. 18. De Vlaamse regering kan, na advies van de VREG :

1° de aardgasnetbeheerders openbaredienstverplichtingen opleggen die betrekking kunnen hebben op :

- a) investeringen in het aardgasdistributienet;
- b) aansluiting van de afnemers op het aardgasdistributienet;
- c) de ononderbroken levering van een minimale hoeveelheid aardgas in geval van niet-betaling van de aardgasfactuur en de verzekerde bevoorrading van de afnemers als de houder van een leveringsvergunning zijn verplichtingen niet nakomt;
- d) de veiligheid, continuïteit, regelmaat en kwaliteit van leveringen van aardgas;
- e) maatregelen van sociale aard;
- f) programma's ter bevordering van rationeel energiegebruik en hernieuwbare energiebronnen;
- g) minimumnormen inzake het rationeel energiegebruik bij hun eindafnemers;
- h) informatie en sensibilisering over het aardgasverbruik en de aardgaskosten van de eindafnemers.

2° de houders van een leveringsvergunning openbaredienstverplichtingen opleggen die betrekking kunnen hebben op :

- a) de veiligheid, continuïteit, regelmaat en kwaliteit van leveringen van aardgas;
- b) maatregelen van sociale aard;
- c) programma's ter bevordering van rationeel energiegebruik en hernieuwbare energiebronnen;
- d) minimumnormen inzake het rationeel energiegebruik bij hun eindafnemers;
- e) informatie en sensibilisering over het aardgasverbruik en de aardgaskosten van de eindafnemers;
- f) minimumnormen inzake de verkoop van milieuvriendelijker gas dan aardgas.

Art. 19. De Vlaamse regering beschikt over de kredieten van het Energiefonds, bedoeld in artikel 20 van het Elektriciteitsdecreet, voor de financiering van de openbaredienstverplichtingen, bedoeld in artikel 18, van haar sociale energiebeleid en van haar beleid inzake het rationeel energiegebruik.

HOOFDSTUK VII. — *Bevordering van milieuvriendelijke energieopwekking*

Art. 20. De Vlaamse regering kan een systeem van groenwarmtecertificaten instellen.

Art. 21. De VREG verleent op aanvraag van een producent per schijf van 1000 kWh groene warmte een certificaat voor de hoeveelheid groene warmte waarvan de aanvrager heeft aangetoond dat die geleverd wordt aan een warmteverbruiker en in het Vlaamse Gewest is geproduceerd.

De Vlaamse regering stelt nadere toepassingsregels en procedures vast voor het toekennen van groenwarmtecertificaten.

Art. 22. § 1. De Vlaamse regering kan iedere aardgasnetbeheerder en iedere houder van een leveringsvergunning voor de levering van aardgas aan eindafnemers via het aardgasdistributienet, verplichten jaarlijks voor 31 december een door de Vlaamse regering te bepalen aantal groenewarmtecertificaten aan de VREG voor te leggen.

§ 2. De Vlaamse regering bepaalt welke groenewarmtecertificaten in aanmerking komen om te voldoen aan deze verplichting.

§ 3. De Vlaamse regering bepaalt onder welke omstandigheden het voorleggen van het aantal groenewarmtecertificaten geheel of gedeeltelijk kan worden vervangen door het voorleggen van een aantal groenestroomcertificaten, als bedoeld in artikel 2, 17°, van het Elektriciteitsdecreet.

Art. 23. Aan artikel 24 van het Elektriciteitsdecreet wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt :

« De Vlaamse regering bepaalt onder welke omstandigheden het voorleggen van het aantal groenestroomcertificaten, bedoeld in artikel 23, § 2, geheel of gedeeltelijk kan worden vervangen door het voorleggen van een aantal groenewarmtecertificaten, als bedoeld in artikel 3, 23°, van het decreet van 6 juli 2001 houdende de organisatie van de gasmarkt. » .

HOOFDSTUK VIII. — *De Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteits- en Gasmarkt (VREG)*

Art. 24. In artikel 2 van het Elektriciteitsdecreet wordt 21° vervangen door wat volgt :

« 21° reguleringsinstantie : de Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteits- en de Gasmarkt, afgekort de VREG; de instelling van openbaar nut die instaat voor de regulering, de controle en de transparantie van de Vlaamse elektriciteits- en gasmarkt en opgericht wordt door artikel 27, § 1. »

Art. 25. In artikel 27, § 1, van hetzelfde decreet wordt het woord "reguleringsinstantie" vervangen door de woorden "Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteits- en Gasmarkt".

Art. 26. De VREG ontwikkelt passende en doelmatige mechanismen voor regulering, controle en transparantie voor de Vlaamse aardgasmarkt. Ze heeft een algemene taak van toezicht en controle op de toepassing van de betreffende decreten en reglementen en een regulerende en raadgevende taak ten behoeve van de Vlaamse regering inzake de organisatie en de werking van de Vlaamse aardgasmarkt.

Daartoe zal de VREG :

1° gemotiveerde adviezen geven en voorstellen voorleggen in de gevallen, bepaald door dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan;

2° op eigen initiatief of op verzoek van de minister of de Vlaamse regering studies uitvoeren in verband met de Vlaamse aardgasmarkt;

3° de aardgasnetbeheerders aanwijzen en de controle uitoefenen op de conformiteit van de aardgasnetbeheerders met de criteria zoals ze zijn opgesteld volgens de bepalingen van artikel 5;

4° leveringsvergunningen afleveren en de controle uitoefenen op de conformiteit van de houders van een leveringsvergunning met de criteria zoals opgesteld volgens de bepalingen van artikel 16, § 5, 1°;

5° een technisch reglement opstellen voor het beheer van het aardgasdistributienet, de toegang ertoe en de vereisten voor het aanleggen van directe leidingen en controle uitoefenen op de toepassing ervan;

6° een gedragscode voor de toegang tot het net opstellen;

7° controle uitoefenen op de uitvoering van de openbardienstverplichtingen, bedoeld in artikel 18;

8° het fonds, bedoeld in artikel 19, beheren;

9° geschillen beslechten die betrekking hebben op de toegang tot het aardgasdistributienet, met uitzondering evenwel van de geschillen inzake contractuele rechten en verbintenissen;

10° aanvragen voor afwijkingen de toegang tot het net behandelen zoals bedoeld in artikel 25 van de richtlijn;

11° alle andere taken uitvoeren die haar door decreten, besluiten, reglementen en beslissingen van de Vlaamse regering betreffende de organisatie van de aardgasmarkt worden toevertrouwd.

Art. 27. In artikel 31, § 1, van het Elektriciteitsdecreet wordt het woord "drie" vervangen door het woord "vijf".

Art. 28. Artikel 29 tot en met 35 van het Elektriciteitsdecreet worden onverminderd toegepast voor de taken die de VREG moet vervullen ingevolge artikel 26.

HOOFDSTUK IX. — *Heffing op de exploitatie van een aardgasdistributienet*

Afdeling I. — Grondslag, heffingsplichtige en tarief

Art. 29. Vanaf een door de Vlaamse regering te bepalen datum wordt er een heffing ingesteld op de exploitatie van een aardgasdistributienet.

De heffing wordt berekend op een hoeveelheid aardgas, uitgedrukt in gigawattuur (GWh) calorische bovenwaarde, die gelijk is aan de hoeveelheid die jaarlijks wordt geïnjecteerd op het aardgasdistributienet, verminderd met de hoeveelheid die jaarlijks vanuit dit aardgasdistributienet op een ander aardgasdistributienet wordt geïnjecteerd.

Art. 30. De heffing is verschuldigd door de aardgasnetbeheerders, met inbegrip van de aardgasnetbeheerders, onderworpen aan de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales.

Zolang er voor een bepaald aardgasdistributienet geen aardgasnetbeheerder is aangewezen overeenkomstig artikel 6, is deze heffing verschuldigd door de exploitant van het aardgasdistributienet op dat ogenblik, met inbegrip van de exploitant die onderworpen is aan de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales.

Art. 31. Het tarief van de heffing wordt als volgt bepaald :

Hoeveelheid aardgas, uitgedrukt in GWh calorische bovenwaarde zoals berekend in artikel 29	Heffing uitgedrukt in euro
0 ≤ 100	1.040
100 ≤ 250	3.645
250 ≤ 500	7.810
500 ≤ 1.000	15.615
1.000 ≤ 2.000	31.235
2.000 ≤ 3.000	52.060
3.000 ≤ 4.000	72.880
4.000 ≤ 5.000	93.705
5 000 ≤ 7.500	130.145
7.500 ≤ 10.000	182.200
10.000 ≤ 15.000	260.290
15.000 ≤ 20.000	364.405
20.000 ≤ 25.000	468.520
25.000 ≤ 30.000	572.635
30.000 ≤ 35.000	676.750
35.000 ≤ 40.000	780.865
40.000 ≤ 45.000	884.980
45.000 ≤ 50.000	989.095
> 50.000	1.145.270

Art. 32. De heffing wordt van rechtswege jaarlijks geïndexeerd door het tarief, bepaald in artikel 31, te vermenigvuldigen met het indexcijfer van de consumptieprijzen, vastgesteld voor de maand oktober van het heffingsjaar, en te delen door het indexcijfer van de consumptieprijzen, vastgesteld voor de maand december van het jaar 2000.

Afdeling II. — Vestiging van de aanslag

Art. 33. De heffingsplichtige doet jaarlijks vóór 30 maart van het jaar dat volgt op het heffingsjaar, aangifte van de hoeveelheid aardgas, vastgesteld overeenkomstig artikel 29. De Vlaamse regering bepaalt de nadere regels betreffende de aangifteplicht.

Art. 34. Vóór 15 oktober van het jaar dat volgt op het heffingsjaar wordt de heffing ingekohierd en uitvoerbaar verklaard door de ambtenaar, aangewezen door de Vlaamse regering.

De kohieren bevatten op straffe van nietigheid :

1° de naam van de heffingsplichtige;

2° de verwijzing naar dit decreet;

3° het heffingsjaar;

4° het bedrag van de verschuldigde heffing;

5° de datum van uitvoerbaarverklaring;

6° de handtekening van de ambtenaar, belast met het uitvoerbaar verklaren van het kohier.

Ter uitvoering van dit kohier worden aan de heffingsplichtigen de aanslagbiljetten verstuurd. Deze aanslagbiljetten bevatten de gegevens, bepaald in 1° tot en met 5° van het tweede lid, de datum van verzending, de betalingstermijn en de termijn waarbinnen het administratief beroep kan worden ingediend.

Art. 35. In afwijking van artikel 34 kan een heffing of een aanvullende heffing worden gevestigd gedurende drie jaar vanaf 1 januari van het heffingsjaar in de gevallen waarin de heffingsplichtige nagelaten heeft tijdig een geldige aangifte in te dienen of wanneer de verschuldigde heffing hoger ligt dan de heffing die werd gesteund op de gegevens van het aangifteformulier.

Er kunnen meerdere heffingen betreffende eenzelfde heffingsjaar en lastens dezelfde heffingsplichtige worden gevestigd. Die heffingen worden opgenomen in aanvullende kohieren.

Art. 36. Wanneer een aanslag nietig verklaard is, omdat hij niet werd gevestigd overeenkomstig een wettelijke regel, met uitzondering van de regels inzake de verjaring zoals bepaald in artikel 44 kan een nieuwe aanslag worden gevestigd ten laste van dezelfde heffingsplichtige en op grond van dezelfde heffingselementen, zelfs indien de termijnen, bepaald in artikelen 34 en 35, zijn verstreken. Deze aanslag moet worden gevestigd binnen drie maanden vanaf de datum van de uitspraak in het kader van het administratief beroep of binnen zes maanden vanaf de datum van een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan.

Art. 37. De heffingsplichtige moet de heffing betalen binnen zestig kalenderdagen na verzending van het aanslagbiljet. Na verloop van deze periode is hij nalatigheidsinteressen verschuldigd, conform de bepalingen van het Wetboek van de Inkomstenbelasting.

Ook inzake de moratoriumintresten zijn de bepalingen van het Wetboek van de Inkomstenbelasting van toepassing.

Afdeling III. — Controle

Art. 38. De Vlaamse regering wijst de ambtenaren aan die belast zijn met de controle en het onderzoek in verband met de toepassing van deze heffing. Deze ambtenaren zijn van rechtswege gemachtigd om bij de heffingsplichtigen en bij derden inlichtingen in te winnen en gegevens op te zoeken en te verzamelen die kunnen leiden tot de juiste heffing ten laste van de heffingsplichtige. De heffingsplichtige alsmede elke derde die over de gevraagde gegevens beschikt, is verplicht deze inlichtingen te verstrekken op eenvoudig verzoek van deze ambtenaren.

Deze ambtenaren zijn van rechtswege gemachtigd om bij de heffingsplichtige en bij derden alle boeken, stukken of registers op te vragen en in te kijken die kunnen leiden tot de juiste heffing ten laste van de heffingsplichtige. De heffingsplichtige, alsmede elke derde die over de gevraagde boeken, stukken of registers beschikt, is verplicht die voor te leggen op ieder verzoek van deze ambtenaren. De ambtenaren kunnen deze boeken, stukken of registers ter plaatse inkijken of ze meenemen tegen afgifte van een ontvangstbewijs.

Na voorlegging van hun legitimatiebewijs en op voorwaarde van een voorafgaande machtiging van de rechter in de politierechtbank, hebben deze ambtenaren toegang tot de bedrijfslokale van de heffingsplichtige om vaststellingen te kunnen doen die kunnen leiden tot de juiste heffing ten laste van de heffingsplichtige.

Alle inlichtingen, stukken, processen-verbaal, of akten, ontdekt of verkregen door deze ambtenaren in de uitoefening van hun functie, hetzij rechtstreeks, hetzij door tussenkomst van een bestuursdienst van de staat, met inbegrip van de parketten en de griffies van de hoven en de rechtbanken, de administraties van de gemeenschappen en gewesten, de provincies en de gemeenten, alsmede de organen en de instellingen van openbaar nut, kunnen door het Vlaamse Gewest worden aangewend om de juiste heffing ten laste van de heffingsplichtige vast te stellen.

Afdeling IV. — Administratief beroep

Art. 39. Binnen een termijn van zestig kalenderdagen na de verzending van het aanslagbiljet kan de heffingsplichtige beroep aantekenen bij de Vlaamse regering. Dat beroep vermeldt op straffe van nietigheid de naam van de heffingsplichtige, het kofiernummer, het aanslagjaar en de motieven van het beroep.

De Vlaamse regering bepaalt de nadere regels betreffende dit administratief beroep.

De regels van het Wetboek van Inkomstenbelasting gelden voor de eisbaarheid van de aanslagen waartegen beroep is ingesteld.

Afdeling V. — Ambshalve heffing, administratieve geldboete en dwangbevel

Art. 40. Indien de heffingsplichtige nalaat de aangifte te doen, bepaald in artikel 33, kan de Vlaamse regering de heffingsplichtige in gebreke stellen door middel van een aangetekende brief of een deurwaardersexploot.

Indien de heffingsplichtige nalaat om binnen een periode van zestig kalenderdagen na verzending van de ingebrekestelling aangifte te doen, kan de Vlaamse regering een ambtshalve aanslag vestigen. Die aanslag kan worden gebaseerd op de hoeveelheid aardgas, vastgesteld overeenkomstig artikel 29, van het vorige heffingsjaar. De aanslag kan ook worden gebaseerd op tekenen en indicien.

Art. 41. Zodra de nalatigheidsintresten verschuldigd zijn, wordt een administratieve geldboete opgelegd, gelijk aan het ontdoken bedrag, op voorwaarde dat de heffingsplichtige werd gehoord of naar behoren werd opgeroepen.

Tegen deze geldboete kan binnen dertig dagen door middel van een aangetekende brief beroep worden ingediend bij de directeur-generaal van de administratie, bevoegd voor de inning.

Art. 42. Bij gebrek aan voldoening van de heffing, de intresten en de administratieve geldboete, kan een dwangbevel worden uitgevaardigd door de daartoe door de Vlaamse regering belaste ambtenaar.

Dit dwangbevel wordt geïssueerd en uitvoerbaar verklaard door de ambtenaar die daartoe is aangewezen door de Vlaamse regering.

De berekening ervan gebeurt door deurwaardersexploot of per aangetekende brief.

Op het dwangbevel zijn de bepalingen van deel V van het Gerechtelijk Wetboek houdende het bewarend beslag en de middelen van tenuitvoerlegging van toepassing.

Tot zekerheid van betaling van de heffing heeft het Vlaamse Gewest eenzelfde algemeen voorrecht als bedoeld bij het WIB.

Art. 43. Verzet tegen het dwangbevel schort de tenuitvoerlegging van het dwangbevel op.

In geval van verzet, kan tot op het moment van de uitspraak over het verzet bij beschikking, vonnis of arrest dat in kracht van gewijsde is gegaan, een vordering worden ingeleid om de heffingsplichtigen te horen veroordelen tot betaling van een provisioneel bedrag op het bij dwangbevel gevorderde bedrag.

Afdeling VI. — Verjaring

Art. 44. De vordering tot betaling van de heffing van de intresten en de administratieve geldboete verjaart na verloop van vijf jaar, te rekenen vanaf de dag-waarop ze is ontstaan. De verjaring wordt gestuit op de wijze en onder de voorwaarden, bepaald in artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

HOOFDSTUK X. — Sancties

Art. 45. Worden gestraft met een gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met een geldboete van een tot vijfhonderd euro of met één van deze straffen alleen :

1° zij die de krachtens dit decreet verrichte verificaties of onderzoeken van de VREG of de Vlaamse regering krachtens dit decreet hinderen, die weigeren de informatie te verstrekken die zij gehouden zijn mee te delen krachtens dit decreet, of die bewust verkeerde of onvolledige informatie verstrekken;

Art. 46. § 1. Onverminderd de andere door dit decreet of in een uitvoeringsbesluit ervan bepaalde maatregelen, kan de VREG elke in het Vlaamse Gewest gevestigde natuurlijke persoon of rechtspersoon verplichten tot naleving van specifieke bepalingen van dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan binnen de door haar bepaalde termijn. Indien de natuurlijke persoon of rechtspersoon bij het verstrijken van de termijn in gebreke blijft, kan de VREG, op voorwaarde dat de natuurlijke of rechtspersoon werd gehoord of naar behoren werd opgeroepen, een administratieve geldboete opleggen.

Deze administratieve geldboete mag, per kalenderdag, niet lager zijn dan duizend tweehonderd vijftig euro, noch hoger zijn dan honderdduizend euro, noch, jaarlijks in totaal, hoger zijn dan twee miljoen euro of 3 procent van de omzet die de betrokken persoon heeft gerealiseerd op de Vlaamse aardgasmarkt tijdens het laatste afgelopen boekjaar, indien dit laatste bedrag hoger is.

Strafvervolging in de zin van artikel 45 sluit administratieve geldboete uit, voor wat betreft de vervolgte feiten, ook wanneer de vervolging tot vrijspraak heeft geleid.

§ 2. Onverminderd § 1, is het tarief van de administratieve geldboete voor een overtreding op grond van artikel 22, § 1, zodanig dat de vermeden geldboete bij het voorleggen van één groenwarmtecertificaat gelijk is aan de vermeden geldboete, vastgesteld voor een overtreding van artikel 23 van het Elektriciteitsdecreet bij het voorleggen van de groenestroomcertificaten die in plaats van groenwarmtecertificaten voorgelegd kunnen worden, zoals bepaald op grond van artikel 22, § 3.

§ 3. De VREG legt de administratieve geldboeten zoals bepaald in § 1 en § 2, vast en geeft de betrokken persoon hiervan kennis per aangetekende brief. Die met redenen omklede kennisgeving vermeldt het bedrag van de administratieve geldboete.

Art. 47. In artikel 569 van het Gerechtelijk Wetboek wordt, wat het Vlaamse Gewest betreft, 33° vervangen door wat volgt :

« 33°. van de beroepen tegen de beslissing van het opleggen van een administratieve geldboete op grond van artikel 37, § 1, van het Elektriciteitsdecreet en artikel 46, § 1, van het Aardgasdecreet. ».

Art. 48. Het beroep bij de rechtbank van eerste aanleg tegen de beslissing van de VREG tot het opleggen van een administratieve geldboete op grond van artikel 46, § 1, werkt schorsend.

Art. 49. Indien de betrokken persoon of rechtspersoon het oneens is met de sanctie, opgelegd door artikel 46, § 2, kan hij, binnen 10 dagen na de kennisgeving, bedoeld in artikel 46, § 3, de VREG van zijn tegenargumenten in kennis stellen door middel van een aangetekende brief. Na het verstrijken van deze termijn is de beslissing definitief. De VREG kan haar beslissing echter herroepen of het bedrag van de administratieve geldboete aanpassen indien de tegenargumenten gegrond blijken te zijn. In dit geval zal een nieuwe kennisgeving plaatsvinden.

Art. 50. Na de kennisgeving, bedoeld in artikel 46, § 3, moet de administratieve geldboete binnen dertig dagen betaald worden.

De VREG kan uitstel van betaling verlenen voor een door haar bepaalde termijn.

Indien de betrokken persoon in gebreke blijft bij het betalen van de administratieve geldboete, wordt de geldboete bij dwangbevel ingevorderd. De Vlaamse regering wijst de ambtenaren aan die gelast zijn dwangbevelen te geven en uitvoerbaar te verklaren. Deze dwangbevelen worden betekend bij deurwaardersexploot met bevel tot betaling.

Art. 51. De opbrengst van de administratieve geldboeten, vermeld in artikel 46, § 1, wordt gestort in de Vlaamse middelenbegroting. De opbrengst van de administratieve geldboeten, vermeld in artikel 46, § 2, komt ten gunste van het Fonds Hernieuwbare Energiebronnen, bedoeld in artikel 26 van het Elektriciteitsdecreet.

HOOFDSTUK XI. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 52. Zolang de beheerders van de VREG nog niet allemaal zijn aangewezen, wordt de Vlaamse regering gemachtigd over te gaan tot de uitvoering van de artikels waarvoor de VREG krachtens dit decreet tot uitvoering gehouden is of advies moet verstrekken.

Art. 53. Elk ontwerp van uitvoeringsbesluit van dit decreet wordt door de Vlaamse regering voor advies aan de Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen en aan de Milieu- en Natuurraad van Vlaanderen voorgelegd.

Art. 54. Dit decreet wordt aangehaald als "het Aardgasdecreet".

Art. 55. De Vlaamse regering kan de bepalingen van het Elektriciteitsdecreet en het Aardgasdecreet coördineren, met inachtneming van de wijzigingen die daarin uitdrukkelijk of stilzwijgend zijn aangebracht tot aan het tijdstip van de coördinatie.

Te dien einde kan de Vlaamse regering :

1° de volgorde en de nummering van de te coördineren bepalingen veranderen en in het algemeen de teksten naar de vorm wijzigen;

2° de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen, met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3° zonder afbreuk te doen aan de beginselen die in de te coördineren bepalingen vervat zijn, de redactie ervan wijzigen teneinde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen;

4° in de bepalingen die niet in de coördinatie worden opgenomen, de verwijzingen naar de gecoördineerde bepalingen aanpassen.

De coördinatie zal het volgende opschrift dragen : "Decreet betreffende de organisatie van de energiemarkt", gecoördineerd op [...]".

Art. 56. In artikel 36 van het Elektriciteitsdecreet worden de woorden "vijftig tot twintigduizend frank" vervangen door de woorden "een tot vijfhonderd euro".

Art. 57. In artikel 37, § 1, tweede lid van hetzelfde decreet worden de woorden "vijftigduizend frank" vervangen door de woorden "duizend tweehonderd vijftig euro", de woorden "vier miljoen frank" door de woorden "honderd duizend euro" en de woorden "tachtig miljoen frank" door de woorden "twee miljoen euro".

Art. 58. In artikel 37, § 2, van hetzelfde decreet worden de woorden "2 000 frank" vervangen door de woorden "vijftig euro", de woorden "3 000 frank" door de woorden "vijfenzeventig euro", de woorden "4 000 frank" door de woorden "honderd euro" en de woorden "5 000 frank" door de woorden "honderd vijftig euro".

Art. 59. Artikel 40 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

« Artikel 40. Het tarief van de heffing wordt als volgt bepaald :

Hoeveelheid elektrische stroom, uitgedrukt in GWH zoals berekend in artikel 38	Heffing uitgedrukt in euro
0 ≤ 100	1.860
100 ≤ 250	6.195
250 ≤ 500	14.875
500 ≤ 1.000	29.745
1.000 ≤ 2.000	59.495
2.000 ≤ 3.000	99.155
3.000 ≤ 4.000	138.820
4.000 ≤ 5.000	178.485
5.000 ≤ 7 500	247.895
7.500 ≤ 10.000	347.050
10.000 ≤ 15.000	495.785
15.000 ≤ 20.000	694.100
20.000 ≤ 25.000	892.415
25.000 ≤ 30.000	1.090.730
30.000 ≤ 35.000	1.289.045
35.000 ≤ 40.000	1.487.360
40.000 ≤ 45.000	1.685.675
45.000 ≤ 50.000	1.883.990
> 50.000	2.231.040

Art. 60. De Vlaamse regering bepaalt de datum waarop de bepalingen van dit decreet in werking treden.

Artikelen 31, 45, 46, 56, 57, 58 en 59 kunnen pas in werking treden vanaf 1 januari 2002.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 6 juli 2001.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,

S. STEVAERT

Nota

Zitting 2000-2001

Stukken :

- Ontwerp van decreet 689 - Nr. 1

- Amendement 689-Nr 2; Verslag 689 - Nr. 3

- Tekst aangenomen door de plenaire vergadering 689 - Nr. 4

Handelingen :

Bespreking en aanneming : Vergaderingen van 20 juni 2001.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2001 — 2755

[C — 2001/36089]

6 JUILLET 2001. — Décret relatif à l'organisation du marché du gaz

Le Parlement flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière régionale.

Art. 2. Le présent décret donne exécution à la directive 98/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel, pour ce qui concerne les compétences de la Région flamande.

Art. 3. Dans le présent décret, on entend par :

1° gaz naturel : tout produit combustible gazeux d'origine souterraine constitué essentiellement de méthane, y compris le gaz naturel liquéfié, en abrégé « GNL », et à l'exception du grisou;

2° distribution de gaz naturel : l'activité ayant pour objet de fournir du gaz, par la voie de réseaux locaux de canalisations, à des clients établis sur le territoire d'une ou plusieurs communes déterminées;

3° Nm³ : la quantité de gaz qui, à une température de zéro degré Celsius et sous une pression absolue de 1,01325 bar, occupe un volume d'un mètre cube;

4° gaz naturel riche : gaz naturel avec un pouvoir calorique supérieur de 0,041868 gigajoule par Nm³ ou 11,630 kWh par Nm³;

5° réseau de distribution de gaz naturel : au sein d'une zone géographiquement délimitée, l'ensemble des canalisations qui sont interconnectées et les ressources qui y sont connectées, nécessaires à la distribution du gaz naturel;

6° conduite directe : toute canalisation pour le transport de gaz naturel qui ne fait pas partie physiquement du réseau de gaz naturel interconnecté;

7° réseau interconnecté de distribution du gaz naturel : tout ensemble de réseaux reliés entre eux;

8° unité de cogénération : installation pour la production combinée d'électricité et de chaleur;

9° unité de cogénération qualitative : toute unité de cogénération qui répond aux conditions fixées par la VREG en vertu de l'article 16 du décret sur l'électricité;

10° VREG : l'autorité de régulation flamande pour le marché du gaz et de l'électricité, telle que visée à l'article 27, § 1^{er}, du décret sur l'électricité, modifié par l'article 25 du présent décret;

11° client : tout client final, distributeur ou intermédiaire;

12° client final : toute personne physique ou morale achetant du gaz naturel pour son propre usage;

13° client éligible : tout client qui, en vertu de l'article 13 ou, s'il n'est pas établi en Région flamande, en vertu du droit d'une autre Région ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne, a le droit de conclure des contrats de fourniture de gaz naturel avec un distributeur ou intermédiaire de son choix et, à ces fins, le droit d'obtenir un accès au réseau de distribution de gaz naturel aux conditions énoncées à l'article 12, § 1^{er} et à l'article 15;

14° client lié : tout client non éligible;

15° intermédiaire : toute personne physique ou morale qui achète du gaz naturel en vue de la revente à un autre intermédiaire ou à un distributeur;

16° distributeur : toute personne physique ou morale qui vend du gaz naturel aux clients finals;

17° gestionnaire du réseau de gaz naturel : tout gestionnaire d'un réseau de distribution de gaz naturel désigné conformément à l'article 6;

18° autorisation de fourniture : l'autorisation requise pour la fourniture de gaz naturel aux clients éligibles définis à l'article 16;

19° obligation de service public : l'obligation portant sur les aspects socio-économiques, écologiques et techniques de la distribution de gaz naturel;

20° services auxiliaires : tous services nécessaires au fonctionnement du réseau de distribution de gaz naturel;

21° sources d'énergie renouvelables : toutes sources d'énergie autres que les combustibles fossiles ou la fission nucléaire qui peuvent être appliquées de façon durable;

22° chaleur écologique : la chaleur produite à l'aide de sources d'énergie renouvelables :

23° certificat de chaleur écologique : un bien immatériel cessible faisant apparaître qu'un producteur a produit, au cours d'une année déterminée, une quantité déterminée de chaleur écologique, exprimée en kWh;

24° Ministre : le Ministre flamand chargé de la politique énergétique;

25° marché flamand du gaz naturel : toutes les activités portant sur la distribution de gaz naturel qui relèvent de la Région flamande;

26° décret sur l'électricité : le décret du 17 juillet 2000 relatif à l'organisation du marché de l'électricité;

27° Loi relatif au gaz : la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations;

28° Directive : la Directive 98/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel;

29° année d'imposition : l'année calendrier pour laquelle la redevance visée au chapitre IX est due;

30° injecter : l'injection de gaz naturel dans un réseau de distribution de gaz naturel à partir d'un réseau de transport, d'un autre réseau de distribution ou par un producteur;

31° réseau de transport : le réseau de transport visé à l'article 1, 10°, de la Loi relative au gaz.

CHAPITRE II. — *Gestion du réseau de distribution de gaz naturel*

Section 1^{re}. — Désignation de gestionnaires du réseau de gaz naturel

Art. 4. La gestion d'un réseau de distribution de gaz naturel est assuré pour un terme renouvelable de douze ans par un gestionnaire du réseau, désigné conformément à l'article 6, qui a la personnalité juridique.

Art. 5. § 1^{er}. Le Gouvernement flamand arrête, après avis de la VREG, les conditions auxquelles doivent répondre les candidats gestionnaires du réseau, tant avant qu'après la désignation. Celles-ci portent en tout cas sur :

1° la capacité technique et financière du candidat gestionnaire du réseau;

2° la crédibilité professionnelle du candidat gestionnaire du réseau;

3° la détention d'un droit de propriété ou d'exploitation pour le réseau de distribution de gaz naturel en question;

4° l'indépendance gestionnelle et juridique des gestionnaires du réseau à l'égard des importateurs de gaz naturel étranger, titulaires d'une autorisation de fourniture, et des intermédiaires.

§ 2. Les conditions en matière d'indépendance gestionnelle et juridique, visée au § 1^{er}, 4°, portent sur les activités du gestionnaire du réseau de gaz naturel, la participation d'autres entreprises dans le gestionnaire du réseau de gaz naturel, la participation du gestionnaire du réseau de gaz naturel dans d'autres entreprises, la relation entre le

gestionnaire du réseau de gaz naturel et des tiers, l'organe de gestion du gestionnaire du réseau de gaz naturel, l'organe chargé de la gestion journalière du gestionnaire du réseau de gaz naturel et les membres du personnel du gestionnaire du réseau de gaz naturel.

Art. 6. La VREG désigne le gestionnaire du réseau pour chaque réseau de distribution de gaz naturel. Si le réseau de distribution de gaz naturel en question est la propriété, en tout ou en partie, d'une commune ou d'un groupe de communes, la désignation est faite sur proposition de cette commune ou de ce groupe de communes. La VREG peut uniquement déroger à cette proposition si le gestionnaire du réseau de gaz naturel proposé ne répond pas à une ou plusieurs des conditions prescrites en exécution de l'article 5.

Art. 7. Le mandat du gestionnaire du réseau de gaz naturel prend fin en cas de faillite, dissolution, fusion ou scission. La VREG peut révoquer la désignation du gestionnaire du réseau à la condition que cette personne morale soit entendue ou dûment convoquée en cas de :

- 1° changement significatif dans l'actionnariat du gestionnaire du réseau qui est susceptible de compromettre l'indépendance de la gestion du réseau de distribution de gaz naturel en question;
- 2° manquement grave du gestionnaire du réseau de gaz naturel à ses obligations en vertu du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution.

Section II. — Activités du gestionnaire du réseau de gaz naturel

Art. 8. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de gaz naturel est responsable de l'exploitation, de l'entretien et du développement du réseau de distribution de gaz naturel.

A cet effet, le gestionnaire du réseau est notamment chargé des tâches suivantes :

- 1° assurer l'équilibre du réseau et la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de distribution de gaz naturel;
- 2° assurer l'approvisionnement en gaz naturel des clients liés raccordés à son réseau de distribution;
- 3° assurer une capacité suffisante pour la distribution de gaz naturel;
- 4° exploiter, entretenir et, le cas échéant, développer des interconnexions avec d'autres réseaux;
- 5° accomplir les obligations de service public visées à l'article 18, 1°.

§ 2. La catégorie de clients liés qui répondent à partir d'un moment déterminé aux critères de détermination des clients éligibles, visés à l'article 13, sauf ceux qui désirent bénéficier des droits y afférents, est approvisionnée en gaz naturel par un titulaire d'une autorisation de fourniture désigné par le gestionnaire du réseau de gaz naturel. Le Gouvernement flamand arrête les modalités d'application et les procédures à suivre.

Art. 9. La VREG établit un règlement technique pour la gestion du réseau de distribution de gaz naturel, son accès et les conditions de pose de conduites directes.

Le règlement technique définit en tout cas :

- 1° les exigences techniques minimales pour le réseau de distribution de gaz naturel et ses raccordements;
- 2° les exigences techniques minimales pour les conduites directes;
- 3° les règles opérationnelles auxquelles le gestionnaire du réseau de gaz naturel est soumis dans sa gestion technique du réseau de distribution de gaz naturel et dans les mesures qu'il doit prendre en vue de remédier aux problèmes susceptibles de compromettre la continuité de l'approvisionnement;
- 4° les services auxiliaires à mettre en place par le gestionnaire du réseau;
- 5° les informations à fournir par le gestionnaire du réseau de gaz naturel aux gestionnaires des autres réseaux de gaz naturel avec lesquels le réseau de distribution de gaz naturel est interconnecté, en vue d'assurer une exploitation sûre et efficace, un développement coordonné et l'interopérabilité des réseaux en question.

Art. 10. Le gestionnaire du réseau de gaz naturel s'abstient de toute forme de discrimination entre les clients ou catégories de clients. Les informations personnelles et commerciales qu'il obtient des clients lors de l'accomplissement de ses tâches, sont confidentielles.

Art. 11. Les membres du personnel du gestionnaire du réseau de gaz naturel sont soumis au secret professionnel. Ils ne peuvent divulguer à quelque personne que ce soit les informations confidentielles dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions auprès du gestionnaire du réseau de gaz naturel, dans le cadre de l'exécution des tâches visées à l'article 8, hormis le cas où ils sont appelés à déposer en justice et sans préjudice des communications à des gestionnaires d'autres réseaux de gaz naturel ou à la VREG, qui sont expressément prévues ou autorisées par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution et sans préjudice d'autres dispositions légales. Toute infraction au présent article est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal.

CHAPITRE III. — Accès au réseau de distribution du gaz naturel

Art. 12. § 1^{er}. Chaque gestionnaire du réseau de gaz naturel publie les tarifs d'accès à son réseau ainsi que les tarifs pour les services auxiliaires qu'il fournit. Les clients éligibles ont droit à l'accès au réseau de distribution de gaz naturel aux tarifs publiés.

§ 2. Un gestionnaire du réseau de gaz naturel ne peut refuser l'accès au réseau de distribution de gaz naturel qu'il gère que dans les cas suivants :

- 1° si le fonctionnement sûr et fiable du réseau de distribution de gaz naturel est compromis;
- 2° si le réseau de distribution de gaz naturel ne dispose pas de la capacité nécessaire pour assurer le transport;
- 3° si l'accès au réseau de distribution de gaz naturel entrave la bonne exécution d'une obligation de service public par le gestionnaire du réseau concerné;
- 4° si le demandeur ne répond pas aux exigences techniques minimales prévues à l'article 9, 1°;

En cas de refus, le gestionnaire du réseau adresse au demandeur une déclaration motivée. Un recours peut être exercé contre ce refus auprès de la VREG.

Art. 13. § 1^{er}. Les catégories suivantes de clients sont considérées immédiatement comme clients éligibles :

- 1° les clients finals qui produisent eux-mêmes du gaz naturel à l'aide d'une unité de cogénération qualitative, pour ce qui concerne la consommation de gaz naturel au besoin de cette installation via un point de raccordement au réseau de distribution de gaz naturel;

2° les clients finals qui consomment plus de 1 million d'équivalent Nm³ de gaz naturel riche par an, sur base de la consommation sur place;

3° les clients finals qui achètent à un distributeur une quantité de gaz naturel produite par des sources d'énergie renouvelables et dans la mesure où ce gaz est produit en Région flamande et a été ajouté au réseau de gaz naturel après avoir été transformé à la qualité de gaz naturel;

4° les titulaires d'une autorisation de fourniture pour la quantité de gaz naturel consommée par leurs clients, désignés à être éligibles en vue d'approvisionner ces clients.

§ 2. Le Gouvernement flamand peut arrêter les modalités des conditions imposées au § 1^{er}.

§ 3. Compte tenu de l'évolution de l'ouverture du marché du gaz naturel dans les autres Etats membres de l'Union européenne et du rythme d'ouverture, tel que défini dans la Directive européenne 98/30/CE, le Gouvernement flamand détermine, après avis de la VREG, les autres catégories de clients éligibles.

Art. 14. Le Gouvernement flamand peut, après avis de la VREG et dans les conditions qu'il fixe, autoriser le Ministre à limiter ou interdire l'accès au réseau de distribution de gaz naturel pour des importations de gaz naturel en provenance d'autres Etats membres de l'Union européenne et destinées à des clients éligibles établis en Région flamande, pour autant que le client, s'il était établi dans l'Etat membre du distributeur concerné, n'ait pas la qualité de client éligible en vertu de la législation de cet Etat membre

Art. 15. La VREG établit le code de conduite pour l'accès au réseau. Le code de conduite définit notamment :

1° les procédures et modalités de la demande d'accès au réseau;

2° les informations à fournir par les distributeurs au gestionnaire du réseau de gaz naturel;

3° les mesures de précaution à prendre par le gestionnaire du réseau de gaz naturel en vue de protéger la confidentialité des informations personnelles et commerciales des clients;

4° les délais dans lesquels le gestionnaire doit répondre aux demandes d'accès au réseau de distribution de gaz naturel.

CHAPITRE IV. — *Autorisations de fourniture*

Art. 16. § 1^{er}. La fourniture de gaz naturel aux clients éligibles est soumise à autorisation.

§ 2. L'autorisation de fourniture ne peut être octroyée à un gestionnaire du réseau de gaz naturel que pour l'exécution des obligations visées à l'article 18, 1°.

§ 3. Pour la fourniture de gaz naturel aux clients éligibles, les intercommunales peuvent participer, par décision de l'assemblée générale et dans le cadre de leur objet statutaire, aux sociétés offrant de l'énergie et des services énergétiques.

§ 4. Les autorisations de fourniture sont délivrées par la VREG.

§ 5. Le Gouvernement flamand détermine après avis de la VREG :

1° les critères d'octroi, de modification et de retrait des autorisations de fourniture qui porteront notamment sur :

a) la capacité technique et financière du demandeur;

b) la crédibilité professionnelle du demandeur;

c) la capacité du demandeur à rencontrer les besoins de ses clients;

d) les obligations de service public visées à l'article 18, 2°;

e) l'indépendance gestionnelle et juridique du demandeur à l'égard des gestionnaires du réseau de gaz naturel ou les entreprises de transport, visés à l'article 1^{er} de la Loi relative au gaz;

2° la procédure d'octroi des autorisations de fourniture, notamment la forme de la demande, l'examen du dossier et l'indemnité à payer, les délais dans lesquels la VREG doit statuer et notifier sa décision au demandeur et la procédure d'appel;

3° la suite à donner aux autorisations de fourniture en cas de changement de contrôle, de fusion ou de scission du titulaire, et, le cas échéant, les conditions à remplir et les procédures à suivre pour le maintien ou le renouvellement de l'autorisation de fourniture dans ces cas.

CHAPITRE V. — *Autorisations*

Art. 17. La construction d'une nouvelle conduite de gaz naturel nécessaire au développement d'un réseau de distribution de gaz naturel et d'une conduite directe est soumise à l'autorisation du propriétaire du domaine sur ou sous lequel la conduite de gaz naturel ou la conduite directe sera aménagée. Faute d'autorisation de la part du propriétaire du domaine, le Ministre peut, après enquête, donner l'autorisation par le biais d'une déclaration d'utilité publique. Le Gouvernement flamand arrête les modalités, procédures et critères. Ceux-ci doivent être objectifs et non discriminatoires.

L'autorisation pour la construction d'une conduite directe peut être subordonnée au refus d'accès au réseau de distribution de gaz naturel ou à l'absence d'offre d'utilisation d'un réseau de distribution de gaz naturel dans des conditions économiques et techniques raisonnables.

Le Gouvernement flamand détermine les droits et obligations dans le chef des titulaires d'une autorisation pour la construction d'une conduite de gaz naturel au sens du premier alinéa du présent article.

CHAPITRE VI. — *Obligations de service public*

Art. 18. Le Gouvernement flamand peut, après avis de la VREG :

1° imposer aux gestionnaires du réseau des obligations de service public, notamment en ce qui concerne :

a) les investissements dans le réseau de distribution de gaz naturel;

b) le raccordement des clients au réseau de distribution de gaz naturel;

c) la fourniture ininterrompue d'une quantité minimale de gaz naturel en cas de non-paiement de la facture de gaz naturel et l'approvisionnement garanti des clients au cas où le titulaire de l'autorisation de fourniture ne respecterait pas ses obligations;

d) la sécurité, la continuité, la régularité et la qualité des fournitures de gaz naturel;

- e) les mesures d'ordre social;
 - f) les programmes visant la promotion d'une utilisation rationnelle d'énergie et des sources d'énergie renouvelables;
 - g) les normes minimales en matière d'utilisation rationnelle d'énergie des clients finals;
 - h) les informations sur et la sensibilisation à la consommation de gaz naturel et les frais de gaz naturel des clients finals;
- 2° imposer aux titulaires d'une autorisation de fourniture des obligations de service public portant sur :
- a) la sécurité, la continuité, la régularité et la qualité des fournitures de gaz naturel;
 - b) les mesures d'ordre social;
 - c) les programmes de promotion d'une utilisation rationnelle d'énergie et de sources d'énergie renouvelables;
 - d) les normes minimales en matière d'utilisation rationnelle d'énergie des clients finals;
 - e) les informations sur et la sensibilisation à la consommation de gaz naturel et les frais de gaz naturel des clients finals;
 - f) les normes minimales en matière de vente de gaz plus respectueux de l'environnement que le gaz naturel.

Art. 19. Le Gouvernement flamand dispose des crédits du Fonds de l'Energie visé à l'article 20 du décret sur l'électricité, pour le financement des obligations de service public visées à l'article 18, sa politique énergétique sociale et sa politique en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie.

CHAPITRE VII. — *Promotion d'une production de gaz naturel respectueuse de l'environnement*

Art. 20. Le Gouvernement flamand peut instituer un système de certificats de chaleur écologique.

Art. 21. A la demande d'un producteur, la VREG délivre par tranche de 1 000 kWh de chaleur écologique un certificat pour la quantité de chaleur écologique dont le demandeur démontre qu'elle a été produite en Région flamande et livrée à un consommateur de chaleur.

Le Gouvernement flamand arrête les modalités et les procédures en matière d'octroi de certificats de chaleur écologique.

Art. 22. § 1^{er}. Le Gouvernement flamand peut obliger chaque gestionnaire du réseau de gaz naturel et chaque titulaire d'une autorisation de fourniture de gaz naturel aux clients finals via le réseau de distribution de gaz naturel, à soumettre à la VREG avant le 31 décembre de chaque année un nombre de certificats de chaleur écologique à déterminer par le Gouvernement flamand.

§ 2. Le Gouvernement flamand détermine les certificats de chaleur écologique entrant en ligne de compte pour satisfaire à cette obligation.

§ 3. Le Gouvernement flamand détermine les circonstances dans lesquelles la présentation du nombre de certificats de chaleur écologique peut être partiellement ou totalement remplacée par la présentation d'un certain nombre de certificats d'électricité écologique, tels que visés à l'article 2, 17°, du décret sur l'Electricité.

Art. 23. A l'article 24 du décret sur l'électricité est ajouté un alinéa deux, libellé comme suit :

« Le Gouvernement flamand détermine les circonstances dans lesquelles la présentation du nombre de certificats d'électricité écologique, visés à l'article 23, § 2, peut être partiellement ou totalement remplacée par la présentation d'un certain nombre de certificats de chaleur écologique, tels que visés à l'article 3, 23°, du décret du 6 juillet 2001 relatif à l'organisation du marché du gaz. »

CHAPITRE VIII. — *L'Autorité de régulation flamande pour le marché de l'électricité et du gaz (VREG)*

Art. 24. Dans l'article 2 du décret sur l'électricité, le 21° est remplacé par ce qui suit :

« 21° autorité de régulation : l'autorité de régulation flamande pour le marché du gaz et de l'électricité, en abrégé : VREG; l'organisme d'intérêt public qui assure la régulation, le contrôle et la transparence du marché flamand de l'électricité et du gaz et qui est institué par l'article 27, § 1^{er}. »

Art. 25. Dans l'article 27, § 1^{er}, du même décret, les mots « autorité de régulation » sont remplacés par les mots « Autorité de régulation flamande pour le marché de l'électricité et du gaz ».

Art. 26. La VREG élabore des mécanismes appropriés et efficaces pour la régulation, le contrôle et la transparence du marché flamand du gaz naturel. La VREG est investie d'une mission générale de surveillance et de contrôle de l'application des décrets et règlements et d'une mission de régulation et de conseil auprès du Gouvernement flamand en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement du marché flamand du gaz naturel.

A cet effet, la VREG :

- 1° donne des avis motivés et soumet des propositions dans les cas prévus par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution;
- 2° mène d'initiative ou à la demande du Ministre ou du Gouvernement flamand des études sur le marché flamand du gaz naturel;
- 3° désigne les gestionnaires du réseau de gaz naturel et exerce un contrôle sur la conformité des gestionnaires du réseau de gaz naturel avec les critères établis aux termes des dispositions de l'article 5;
- 4° délivre des autorisations de fourniture et exerce un contrôle sur la conformité des titulaires d'une autorisation de fourniture avec les critères établis aux termes des dispositions de l'article 16, § 5, 1°;
- 5° établit un règlement technique pour la gestion du réseau de distribution de gaz naturel, son accès et les conditions de construction de conduites directes et exerce un contrôle sur son observation;
- 6° établit un code de conduite pour l'accès au réseau;
- 7° exerce un contrôle sur l'exécution des obligations de service public, visées à l'article 18;
- 8° gère le fonds visé à l'article 19;
- 9° tranche les litiges afférents à l'accès au réseau de distribution de gaz naturel, à l'exclusion de ceux concernant les droits et engagements contractuels;

10° traite les demandes de dérogation à l'accès au réseau, visées à l'article 25 de la directive;

11° accomplit toutes les autres tâches qui lui sont confiées par les décrets, arrêtés, règlements et décisions du Gouvernement flamand en matière d'organisation du marché du gaz naturel.

Art. 27. Dans l'article 31, § 1^{er}, du décret sur l'électricité, le mot « trois » est remplacé par le mot « cinq ».

Art. 28. Les articles 29 jusqu'à 35 inclus du décret sur l'électricité s'appliquent intégralement aux missions que la VREG doit accomplir en vertu de l'article 26.

CHAPITRE IX. — *Redevance sur l'exploitation d'un réseau de distribution de gaz naturel*

Section I^{re}. — Assiette d'imposition, redevable et tarif

Art. 29. A partir d'une date à fixer par le Gouvernement flamand, une redevance est instituée sur l'exploitation d'un réseau de distribution de gaz naturel.

La redevance est calculée sur une quantité de gaz naturel, exprimée en gigawattheures (GWh) de pouvoir calorique supérieur, qui correspond à la quantité qui est annuellement injectée dans le réseau de distribution du gaz naturel, sous déduction de la quantité qui est annuellement injectée à partir de ce réseau de distribution du gaz naturel sur un autre réseau de distribution du gaz naturel.

Art. 30. La redevance est due par les gestionnaires du réseau de gaz naturel, en ce compris les gestionnaires de réseau soumis à la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales.

Aussi longtemps qu'aucun gestionnaire n'a été désigné pour un réseau de distribution de gaz naturel déterminé conformément à l'article 6, cette redevance est due par l'exploitant du réseau de distribution de gaz naturel, en ce compris l'exploitant qui est soumis à la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales.

Art. 31. Le tarif de la redevance est déterminé comme suit :

Quantité de gaz naturel, exprimée en GWh de pouvoir calorique supérieur, calculée conformément à l'article 29	Redevance exprimée en euro
0 ≤ 100	1.040
100 ≤ 250	3.645
250 ≤ 500	7.810
500 ≤ 1.000	15.615
1.000 ≤ 2.000	31.235
2.000 ≤ 3.000	52.060
3.000 ≤ 4.000	72.880
4.000 ≤ 5.000	93.705
5.000 ≤ 7 500	130.145
7.500 ≤ 10.000	182.200
10.000 ≤ 15.000	260.290
15.000 ≤ 20.000	364.405
20.000 ≤ 25.000	468.520
25.000 ≤ 30.000	572.635
30.000 ≤ 35.000	676.750
35.000 ≤ 40.000	780.865
40.000 ≤ 45.000	884.980
45.000 ≤ 50.000	989.095
> 50.000	1.145.270

Art. 32. La redevance est annuellement indexée de plein droit en multipliant le tarif fixé à l'article 31 par l'indice des prix à la consommation, déterminé pour le mois d'octobre de l'année d'imposition, et à diviser par l'indice des prix à la consommation, fixé pour le mois de décembre de l'année 2000.

Section II. — Etablissement de l'impôt

Art. 33. Le redevable déclare annuellement, avant le 30 mars de l'année suivant l'année d'imposition, la quantité de gaz naturel, déterminée conformément à l'article 29. Le Gouvernement flamand détermine les modalités de déclaration.

Art. 34. Avant le 15 octobre de l'année suivant l'année d'imposition, la redevance est enrôlée et rendue exécutoire par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement flamand.

Les rôles comportent, sous peine de nullité :

1° le nom du redevable;

2° la référence au présent décret;

3° l'année d'imposition;

4° le montant de la redevance due;

5° la date de l'exécutoire du rôle;

6° la signature du fonctionnaire, chargé de déclarer le rôle exécutoire.

En exécution de ce rôle, des avertissements-extraits de rôle sont envoyés aux redevables. Ces avertissements-extraits de rôle contiennent les données, déterminées aux 1^o jusqu'à 5^o du deuxième alinéa, la date d'envoi, le délai de paiement et le délai dans lequel le recours administratif peut être introduit.

Art. 35. Par dérogation à l'article 34, une redevance ou une redevance complémentaire peut être établie durant une période de trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'année d'imposition au cas où le redevable aurait omis d'introduire une déclaration valable en temps utile ou lorsque la redevance due dépasse la redevance qui est arrêtée sur la base des données contenues dans le formulaire de déclaration.

Plusieurs redevances peuvent être établies concernant une même année d'imposition et à charge du même redevable. Ces redevances font l'objet de rôles supplémentaires.

Art. 36. Lorsqu'une imposition est déclarée nulle, parce que la redevance n'a pas été établie conformément à une règle légale, à l'exception des règles relatives à la prescription telles que définies à l'article 44, un nouvel impôt peut être établi à charge du même redevable et sur la base des mêmes éléments, même si les délais, fixés aux articles 34 et 35, ont expiré. Cet impôt doit être établi dans les trois mois suivant la date de la décision dans le cadre du recours administratif ou dans les six mois suivant la date à laquelle un jugement est passé en force de chose jugée.

Art. 37. Le redevable doit payer la redevance dans les soixante jours calendrier suivant l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A l'issue de cette période, il est redevable d'intérêts de retard, conformément aux dispositions du Code de l'impôt sur les revenus.

Pour ce qui concerne les intérêts moratoires, les dispositions du Code de l'impôt sur les revenus sont également d'application.

Section III. — Contrôle

Art. 38. Le Gouvernement flamand désigne les fonctionnaires qui sont chargés du contrôle et des recherches liés à l'application de cette redevance. Ces fonctionnaires sont autorisés de plein droit à rassembler des informations auprès des redevables et auprès de tiers et à rechercher et collecter des données susceptibles d'aboutir à l'établissement de la redevance correcte à charge du redevable. Le redevable ainsi que tout tiers disposant des données sollicitées, est tenu de fournir celles-ci à la demande de ces fonctionnaires.

Ces fonctionnaires sont autorisés de plein droit à réclamer et à consulter auprès du redevable et de tiers tous livres, pièces ou registres susceptibles d'aboutir à une redevance correcte à charge du redevable. Le redevable, ainsi que tout tiers disposant des livres, pièces ou registres demandés, est tenu de les présenter à la première demande de ces fonctionnaires. Les fonctionnaires peuvent soit consulter les livres, pièces ou registres sur place, soit les emporter contre délivrance d'un récépissé.

Après présentation de leur légitimation et sous réserve d'une autorisation préalable accordée par le juge du tribunal de police, ces fonctionnaires ont accès aux locaux de l'entreprise du redevable afin de pouvoir faire les constatations nécessaires susceptibles d'aboutir à l'établissement de la redevance correcte à charge du redevable.

Toutes informations, pièces, procès-verbaux ou actes, découverts ou obtenus par ces fonctionnaires dans l'exercice de leur fonction, soit directement, soit par l'intervention d'un service administratif de l'Etat, en ce compris les parquets et greffes des cours et tribunaux, les administrations des communautés et des régions, les provinces et les communes, ainsi que les organes et les organismes d'intérêt public, peuvent être utilisés par la Région flamande pour établir la redevance correcte à charge du redevable.

Section IV. — Recours administratif

Art. 39. Dans un délai de soixante jours calendrier suivant l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle, le redevable peut interjeter appel auprès du Gouvernement flamand. Ce recours fait mention, sous peine de nullité, du nom du redevable, du numéro du rôle, de l'année d'imposition et des motifs du recours.

Le Gouvernement flamand détermine les modalités du recours administratif.

Les règles du Code de l'impôt sur les revenus s'appliquent à l'exigibilité des impôts faisant l'objet d'un recours.

Section V. — Imposition d'office, amende administrative et contrainte

Art. 40. Lorsque le redevable omet de faire la déclaration, prévue à l'article 33, le Gouvernement flamand peut mettre en demeure le redevable par lettre recommandée ou par exploit d'huissier.

Lorsque le redevable omet de faire la déclaration dans un délai de soixante jours calendrier suivant l'envoi de la mise en demeure, le Gouvernement flamand peut arrêter une imposition d'office. Cette imposition peut être basée sur la quantité de gaz naturel, déterminée conformément à l'article 29, de l'année d'imposition précédente. L'imposition peut aussi être basée sur des signes et des indices.

Art. 41. Dès que des intérêts de retard sont dus, une amende administrative égale au montant éludé est imposée, à la condition que le redevable ait été entendu ou dûment convoqué.

Un recours peut être exercé par lettre recommandée contre cette amende auprès du directeur général de l'administration chargée de sa perception, dans un délai de trente jours.

Art. 42. Faute de règlement de la redevance, des intérêts et de l'amende administrative, une contrainte peut être délivrée par le fonctionnaire habilité à cet effet par le Gouvernement flamand. Cette contrainte est visée et déclarée exécutoire par le fonctionnaire désigné à cet effet par le Gouvernement flamand. Sa notification s'effectue par exploit d'huissier ou lettre recommandée. La contrainte est régie par les dispositions de la partie V du Code judiciaire concernant la saisie conservatoire et les voies d'exécution. En garantie du paiement de la redevance, la Région flamande a le même privilège général que celui visé dans le Code des impôts sur les revenus.

Art. 43. L'opposition à la contrainte est suspensive de l'exécution de la contrainte.

En cas d'opposition, une action peut être introduite jusqu'au moment du prononcé sur l'opposition par ordonnance, jugement ou arrêt coulés en force de chose jugée, en vue de faire condamner les redevables au paiement d'un montant provisionnel en sus du montant faisant l'objet de la contrainte.

Section VI. — Prescription

Art. 44. L'action en paiement de la taxe, des intérêts et de l'amende administrative se prescrit par cinq ans, à compter du jour où elle est née. La prescription est interrompue suivant les modalités et les conditions prescrites aux articles 2244 et suivants du Code civil.

CHAPITRE X. — *Sanctions*

Art. 45. Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de un à cinq cents euros ou de l'une de ces peines seulement :

1° ceux qui font obstacle aux vérifications ou investigations de la VREG ou du Gouvernement flamand en vertu du présent décret, refusent de leur donner les informations qu'ils sont tenus de fournir en vertu du présent décret ou leur donnent sciemment des informations inexactes ou incomplètes;

2° ceux qui contreviennent aux dispositions des articles 16, § 1^{er} et l'article 17.

Art. 46. § 1^{er}. Sans préjudice des autres mesures prévues par le présent décret ou l'un de ses arrêtés d'exécution, la VREG peut enjoindre à toute personne physique ou morale établie en Région flamande de se conformer aux dispositions spécifiques du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution dans le délai qu'elle détermine. Si cette personne reste en défaut à l'expiration du délai, la VREG peut, la personne entendue ou dûment convoquée, lui infliger une amende administrative.

L'amende ne peut être, par jour calendrier, inférieure à mille deux cent cinquante euros ni supérieure à cent mille euros, ni, au total, supérieure à deux millions euros ou 3 pour cent du chiffre d'affaires que la personne en cause a réalisé sur le marché flamand du gaz naturel au cours du dernier exercice clôturé, si ce dernier montant est supérieur.

La poursuite criminelle dans le sens de l'article 45 exclut l'amende administrative, pour ce qui concerne les faits poursuivis, même si la poursuite a abouti à un acquittement.

§ 2. Sans préjudice du § 1^{er}, le tarif de l'amende administrative pour une infraction à l'article 22, § 1^{er}, est fixé de sorte que l'amende évitée lors de la présentation d'un certificat de chaleur écologique correspond à l'amende évitée, fixée pour une infraction à l'article 23 du décret sur l'électricité lors de la présentation des certificats d'électricité écologique qui peuvent être soumis en lieu et place de certificats de chaleur écologique, conformément aux dispositions de l'article 22, § 3.

§ 3. La VREG fixe les amendes administratives prévues aux §§ 1^{er} et 2, et en informe la personne intéressée par lettre recommandée. Cette notification motivée mentionne le montant de l'amende administrative.

Art. 47. Dans l'article 569 du Code judiciaire, le 33° est, pour ce qui concerne la Région flamande, remplacé par ce qui suit : « 33° des recours contre la décision d'imposer une amende administrative en vertu de l'article 37, § 1^{er}, du décret sur l'électricité et de l'article 46, § 1^{er}, du décret sur le gaz naturel. »

Art. 48. Le recours contre la décision de la VREG d'imposer une amende administrative en vertu de l'article 46, § 1^{er}, auprès du tribunal de première instance, est suspensif.

Art. 49. Si la personne ou la personne morale intéressée n'est pas d'accord avec la sanction imposée aux termes de l'article 46, § 2, elle peut, dans les dix jours après la notification, visée à l'article 46, § 3, faire parvenir ses arguments contraires, par lettre recommandée, à la VREG. Passé ce délai, la décision devient définitive. La VREG peut toutefois révoquer sa décision ou adapter le montant de l'amende administrative, si ces arguments contraires se révèlent fondés. Dans ce cas, une nouvelle notification sera envoyée.

Art. 50. Après l'envoi de la notification visée à l'article 46, § 3, l'amende administrative doit être payée dans les trente jours.

La VREG peut accorder un délai de grâce pour un délai qu'elle fixe.

Si la personne intéressée omet de payer l'amende administrative, celle-ci est recouvrée par voie de contrainte. Le Gouvernement flamand désigne les fonctionnaires chargés de délivrer et de déclarer exécutoires les contraintes. Ces contraintes sont signifiées par exploit d'huissier avec injonction de payer.

Art. 51. Le produit des amendes administratives, visées à l'article 46, § 1^{er}, est versé au budget flamand des voies et moyens. Le produit des amendes administratives, visées à l'article 46, § 2, alimente le fonds des sources d'énergie renouvelables, visé à l'article 26 du décret sur l'électricité.

CHAPITRE XI. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 52. Aussi longtemps que tous les gestionnaires de la VREG n'ont pas été désignés, le Gouvernement flamand est autorisé à procéder à l'exécution des articles dont l'exécution incombe à la VREG ou dont celle-ci sera saisie pour avis en vertu du présent décret.

Art. 53. Tout projet d'arrêté d'exécution du présent décret est soumis par le Gouvernement flamand à l'avis du Conseil socio-économique de la Flandre et du Conseil de l'Environnement et de la Nature de la Flandre.

Art. 54. Le présent décret s'appelle le décret sur le gaz naturel.

Art. 55. Le Gouvernement flamand peut coordonner les dispositions du décret sur l'électricité et du décret sur le gaz naturel, dans le respect des modifications qui y ont explicitement ou tacitement apportées jusqu'au moment de la coordination.

A cet effet, le Gouvernement flamand peut : 1° modifier l'ordre et la numérotation des dispositions à coordonner et, en général, modifier les textes quant à leur forme; 2° conformer les références figurant aux dispositions à coordonner à la nouvelle numérotation; 3° sans porter préjudice aux principes contenus dans les dispositions à coordonner, en modifier la rédaction afin de les rendre conformes mutuellement et d'en unifier la terminologie; 4° adapter les références aux dispositions coordonnées figurant dans d'autres dispositions qui ne sont pas reprises dans la coordination.

Le libellé du texte coordonné sera : « Décret relatif à l'organisation du marché de l'énergie, coordonné le [...] »

Art. 56. Dans l'article 36 du décret sur l'électricité, les mots « de cinquante à vingt mille francs » sont remplacés par les mots « de un à cinq cents euros ».

Art. 57. Dans l'article 37, § 1^{er}, du même décret, les mots « de cinquante mille francs » sont remplacés par les mots « de mille deux cent cinquante euros », les mots « quatre millions de francs » par les mots « cent mille euros » et les mots « quatre-vingts millions de francs » par les mots « deux millions euros ».

Art. 58. Dans l'article 37, § 2, du même décret, les mots « 2 000 francs » sont remplacés par les mots « cinquante euros », les mots « 3 000 francs » par les mots « septante-cinq euros », les mots « 4 000 francs » par les mots « cent euros » et les mots « 5 000 francs » par les mots « cent vingt-cinq euros ».

Art. 59. L'article 40 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 40. Le tarif de la redevance est fixé comme suit :

Quantité de courant électrique exprimée en GWH, calculée conformément à l'article 38	Redevance exprimée en euro
0 ≤ 100	1.860
100 ≤ 250	6.195
250 ≤ 500	14.875
500 ≤ 1.000	29.745
1.000 ≤ 2.000	59.495
2.000 ≤ 3.000	99.155
3.000 ≤ 4.000	138.820
4.000 ≤ 5.000	178.485
5.000 ≤ 7.500	247.895
7.500 ≤ 10.000	347.050
10.000 ≤ 15.000	495.785
15.000 ≤ 20.000	694.100
20.000 ≤ 25.000	892.415
25.000 ≤ 30.000	1.090.730
30.000 ≤ 35.000	1.289.045
35.000 ≤ 40.000	1.487.360
40.000 ≤ 45.000	1.685.675
45.000 ≤ 50.000	1.883.990
> 50.000	2.231.040

Art. 60. Le Gouvernement flamand fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent décret. Les articles 31, 45, 46, 56, 57, 58 et 59 ne pourront produire leurs effets qu'à partir du 1^{er} janvier 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*

Bruxelles, le 6 juillet 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAEL

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,

S. STEVAERT

—
Note

Session 2000-2001

Documents :

- Projet de décret : 689 - n° 1
- Amendement : 689 - n° 2
- Rapport : 689 - n° 3
- Texte adopté en séance plénière : 689 - n° 4

Annales

Discussion et adoption : Séances du 20 juin 2001.



N. 2001 — 2756

[C — 2001/36098]

10 JULI 2001. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 24 juli 1997 tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van de centra voor integrale gezinszorg

De Vlaamse regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II, 1°;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 24 juli 1997 tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van de centra voor integrale gezinszorg, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse regering van 8 december 1998, 21 januari 2000, 17 juli 2000 en 30 maart 2001;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 5 juli 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de vertaling van de regularisatie van de DAC-statuten in de functionele regelgeving van de centra voor integrale gezinszorg een bijkomende financiering van deze diensten moet mogelijk maken zodat zij in staat zijn de salarissen van het ex-DAC personeel uit te betalen;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 13 van het besluit van de Vlaamse regering van 24 juli 1997 tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van de centra voor integrale gezinszorg wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 13. § 1. De subsidie bestaat uit :

1° een forfaitair bedrag van 16 442 505 frank per jaar voor de basiserkenning. De basiserkenning is verbonden aan de minimumcapaciteit zoals bedoeld in artikel 2, § 3, van dit besluit;

2° een forfaitair bedrag van 1 973 100 frank per jaar voor de eerste drie extra schijven van vier erkende eenheden;

3° een forfaitair bedrag van 1 753 867 frank per jaar voor de vierde en volgende extra schijven van vier erkende eenheden;

4° een forfaitair bedrag van 1 134 688 frank per jaar per aanvullend toegewezen voltijds equivalent personeelslid;

5° een forfaitair bedrag van 1 454 545 frank per jaar per voltijds equivalent personeelslid, toegewezen ter regularisatie van de DAC-statuten.

De Vlaamse minister kan, met betrekking tot het eerste lid, 4°, aanvullende personeelsleden toewijzen aan de centra, met een maximum van twaalf voltijdse equivalenten en rekening houdend met de behoeften en overeenkomstig de door hem vastgestelde beleidsprioriteiten. In geval van deeltijdse toewijzing wordt de forfaitaire subsidie, zoals bedoeld in het eerste lid, 4°, op evenredige wijze toegekend.

De Vlaamse minister kan, in het kader van de regularisatie van de DAC-statuten, bijkomende personeelsleden toewijzen aan de centra, met een maximum van 11 voltijdse equivalenten vanaf 1 januari 2001 en 22 voltijdse equivalenten vanaf 1 juli 2001. In geval van deeltijdse toewijzing wordt de forfaitaire subsidie, zoals bedoeld in het eerste lid, 5°, op evenredige wijze toegekend.

§ 2. Vanaf 1 januari 2002 worden de bedragen, vermeld in § 1, eerste lid, respectievelijk vervangen door wat volgt :

1° 410 157,19 euro;

2° 49 218,86 euro;

3° 43 750,08 euro;

4° 28 128,18 euro;

5° 36 057,23 euro.

Vanaf 1 januari 2003 worden de bedragen, vermeld in § 1, eerste lid, respectievelijk vervangen door wat volgt :

1° 412 715,30 euro;

2° 49 525,83 euro;

3° 44 022,96 euro;

4° 28 128,18 euro;

5° 36 057,23 euro.

Vanaf 1 januari 2004 worden de bedragen, vermeld in § 1, eerste lid, respectievelijk vervangen door wat volgt :

1° 415 273,44 euro;

2° 49 832,80 euro;

3° 44 295,82 euro;

4° 28 128,18 euro;

5° 36 057,23 euro.

Vanaf 1 januari 2005 worden de bedragen, vermeld in § 1, eerste lid, respectievelijk vervangen door wat volgt :

1° 417 016,82 euro;

2° 50 042,02 euro;

3° 44 481,79 euro;

4° 28 128,18 euro;

5° 36 057,23 euro. »

Art. 2. De subsidies die in de loop van 2001 reeds werden uitbetaald krachtens het besluit van de Vlaamse regering van 8 december 2000 houdende de toekenning van een niet-gereguleerde subsidie aan de initiatiefnemers die personeelsleden te werk stellen in een gewezen DAC-statuut zullen worden verrekend naar het derde voorschot 2001.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

Art. 4. De Vlaamse minister, bevoegd voor de Bijstand aan Personen, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 10 juli 2001.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. M. VOGELS

TRADUCTION

F. 2001 — 2756

[C — 2001/36098]

10 JUILLET 2001. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1997 réglant l'agrément et le subventionnement des centres d'aide intégrale aux familles

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1^{er}, II, 1°;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1997 réglant l'agrément et le subventionnement des centres d'aide intégrale aux familles, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 8 décembre 1998, 21 janvier 2000, 17 juillet 2000 et 30 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre chargé du budget, donné le 5 juillet 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la transposition de la régularisation des statuts TCT dans la réglementation fonctionnelle des centres d'aide intégrale aux familles, permettra le financement complémentaire de ces services afin qu'ils puissent assurer le paiement des salaires du ex-personnel TCT.

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 13 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1997 réglant l'agrément et le subventionnement des centres d'aide intégrale aux familles, est remplacé par les dispositions suivantes :« Art. 13. § 1^{er}. La subvention comprend :

1° un montant forfaitaire de 16 442 505 francs par an, pour l'agrément de base qui est lié à la capacité minimale, telle que visée à l'article 2, § 3, du présent arrêté;

2° un montant forfaitaire de 1 973 100 francs par an, pour les trois premières tranches supplémentaires de quatre unités agréées;

3° un montant forfaitaire de 1 753 867 francs par an, pour la quatrième tranche et les tranches supplémentaires suivantes de quatre unités agréées;

4° un montant forfaitaire de 1 134 688 francs par an, par membre du personnel équivalent à temps plein accordé à titre supplémentaire;

5° un montant forfaitaire de 1 454 545 par an, par membre du personnel équivalent à temps plein, accordé à titre de régularisation des statuts TCT.

En complément, le Ministre flamand peut affecter, eu égard au premier alinéa, 4°, des membres du personnel à raison de douze équivalents à plein temps au maximum, compte tenu des besoins et conformément aux priorités politiques arrêtées par lui. En cas d'affectation à temps partiel, la subvention forfaitaire telle que visée au premier alinéa, 4°, sera octroyée proportionnellement.

Le Ministre flamand peut, dans le cadre de la régularisation des statuts TCT, affecter du personnel supplémentaire aux centres à raison de 11 équivalents à temps plein au maximum à partir du 1^{er} janvier 2001 et 22 équivalents à temps plein à partir du 1^{er} juillet 2001. En cas d'affectation à temps partiel, la subvention forfaitaire, visée au premier alinéa, 5°, est affectée proportionnellement.§ 2. A partir du 1^{er} janvier 2002, les montants, mentionnés aux § 1^{er}, premier alinéa, sont remplacés respectivement par ce qui suit :

1° 410 157,19 euros;

2° 49 218,86 euros;

3° 43 750,08 euros;

4° 28 128,18 euros;

5° 36 057,23 euros.

A partir du 1^{er} janvier 2003, les montants, mentionnés aux § 1^{er}, premier alinéa, sont remplacés respectivement par ce qui suit :

1° 412 715,30 euros;

2° 49 525,83 euros;

3° 44 022,96 euros;

4° 28 128,18 euros;

5° 36 057,23 euros.

A partir du 1^{er} janvier 2004, les montants, mentionnés aux § 1^{er}, premier alinéa, sont remplacés respectivement par ce qui suit :

1° 415 273,44 euros;

2° 49 832,80 euros;

3° 44 295,82 euros;

4° 28 128,18 euros;

5° 36 057,23 euros.

A partir du 1^{er} janvier 2005, les montants, mentionnés aux § 1^{er}, premier alinéa, sont remplacés respectivement par ce qui suit :

- 1° 417 016,82 euros;
- 2° 50 042,02 euros;
- 3° 44 481,79 euros;
- 4° 28 128,18 euros;
- 5° 36 057,23 euros. »

Art. 2. Les subventions qui ont déjà été liquidées au cours de 2001 en vertu de l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 décembre 2000 accordant une subvention non réglementée aux initiateurs qui emploient des membres du personnel dans un ancien statut du troisième circuit de travail, seront prises en compte pour la troisième avance 2001.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2001.

Art. 4. Le Ministre flamand qui a l'Assistance aux Personnes dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 juillet 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Égalité des Chances,

Mme M. VOGELS



N. 2001 — 2757

[C — 2001/36079]

7 SEPTEMBER 2001. — Besluit van de Vlaamse regering houdende correctie van errata in het besluit van de Vlaamse regering van 20 april 2001 tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 6 februari 1991 houdende vaststelling van het Vlaams reglement betreffende de milieuvergunning en van het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995 houdende algemene en sectorale bepalingen inzake milieuhygiëne

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 28 juni 1985 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 3, op artikel 14, § 1, gewijzigd bij het decreet 21 december 1990, en op artikel 20, vervangen bij het decreet van 22 december 1993 en gewijzigd bij de decreten van 21 oktober 1997 en 11 mei 1999;

Gelet op het decreet van 5 april 1995 houdende algemene bepalingen inzake milieubeleid, inzonderheid op artikel 3.5.1;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 6 februari 1991 houdende vaststelling van het Vlaams reglement betreffende de milieuvergunning, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse regering van 27 februari 1992, 28 oktober 1992, 27 april 1994, 1 juni 1995, 26 juni 1996, 22 oktober 1996, 12 januari 1999, bij decreet van 18 mei 1999 en bij besluit van de Vlaamse regering van 15 juni 1999;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 20 april 2001 tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 6 februari 1991 houdende vaststelling van het Vlaams reglement betreffende de milieuvergunning en van het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995 houdende algemene en sectorale bepalingen inzake milieuhygiëne;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 februari 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat de in het voormelde besluit van de Vlaamse regering van 20 april 2001 te corrigeren bepalingen betrekking hebben op de voor bestaande inrichtingen voorziene overgangsregeling die, volgens artikel 38 van titel I van het VLAREM, loopt over een periode van zes maanden en die in dit geval aanvangt op 10 juli 2001;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3 van het besluit van de Vlaamse regering van 20 april 2001 tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 6 februari 1991 houdende vaststelling van het Vlaams reglement betreffende de milieuvergunning en van het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995 houdende algemene en sectorale bepalingen inzake milieuhygiëne, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° onder subrubriek 59.3 wordt in de derde kolom "klasse" het cijfer "2" vervangen door het cijfer "3";
- 2° onder subrubriek 59.8 wordt in de derde kolom "klasse" het cijfer "2" vervangen door het cijfer "3".

Art. 2. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 16. § 1. Voor de op het ogenblik van de inwerkingtreding van hoofdstuk I, afdeling II en hoofdstuk II, afdeling III van dit besluit in bedrijf gestelde inrichting die onder de toepassing valt van de bij dit besluit toegevoegde rubriek 59, moet geen milieuvergunningsaanvraag overeenkomstig artikel 38, § 1 van titel I van VLAREM worden ingediend, wanneer diezelfde inrichting reeds vergunningsplichtig was op basis van de indelingslijst die van toepassing was vóór de inwerkingtreding van dit besluit. In dat geval blijft de lopende vergunning onverminderd geldig.

§ 2. Voor de op het ogenblik van de inwerkingtreding van hoofdstuk I, afdeling II en hoofdstuk II, afdeling III van dit besluit in bedrijf gestelde inrichting die onder de toepassing valt van de bij dit besluit toegevoegde rubriek 59, stelt de exploitant een document op waarin vermeld wordt onder welke subrubriek (en) van rubriek 59 van de indelingslijst de inrichting valt. De exploitant zendt dit document binnen de 6 maanden na inwerkingtreding van dit besluit per aangetekend schrijven naar de afdeling Milieuvergunningen. » .

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 10 juli 2001.

Art. 4. De Vlaamse minister, bevoegd voor het Leefmilieu, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 september 2001.

De minister-president van de Vlaamse regering,
P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw,
Mevr V. DUA

TRADUCTION

F. 2001 — 2757

[C — 2001/36079]

7 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement flamand corrigeant l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 avril 2001 modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 février 1991 fixant le règlement flamand relatif à l'autorisation écologique et l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 28 juin 1985 relatif à l'autorisation écologique, notamment l'article 3, l'article 14, § 1^{er}, modifié par le décret du 21 décembre 1990, et l'article 20, remplacé par le décret du 22 décembre 1993 et modifié par les décrets des 21 octobre 1997 et 11 mai 1999;

Vu le décret du 5 avril 1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement, notamment l'article 3.5.1;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 février 1991 fixant le règlement flamand relatif à l'autorisation écologique, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 27 février 1992, 28 octobre 1992, 27 avril 1994, 1^{er} juin 1995, 26 juin 1996, 22 octobre 1996, 12 janvier 1999, par le décret du 18 mai 1999 et l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 juin 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 avril 2001 modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 février 1991 fixant le règlement flamand relatif à l'autorisation écologique et l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 février 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que les dispositions à corriger dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 avril 2001 portent sur le régime transitoire applicable aux installations existantes, lequel s'étend sur six mois, aux termes de l'article 38 du titre Ier de VLAREM, et prend effet dans ce cas le 10 juillet 2001;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Environnement et de l'Agriculture;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 avril 2001 modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 février 1991 fixant le règlement flamand relatif à l'autorisation écologique et l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la troisième colonne "classe" de la sous-rubrique 59.3, le chiffre "2" est remplacé par le chiffre "3";

2° dans la troisième colonne "classe" de la sous-rubrique 59.8, le chiffre "2" est remplacé par le chiffre "3";

Art. 2. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. § 1^{er}. En ce qui concerne l'installation mise en service au moment de l'entrée en vigueur du chapitre Ier, section II et chapitre II, section III du présent arrêté et tombant sous l'application de la rubrique 59 jointe au présent arrêté, il n'est pas nécessaire d'introduire une autorisation écologique conformément à l'article 38, § 1^{er} du titre Ier du VLAREM lorsque ladite installation avait déjà été classée sur la base de la liste de classification qui était d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Dans ce cas, l'autorisation en cours reste toujours valable.

§ 2. En ce qui concerne l'installation mise en service au moment de l'entrée en vigueur du chapitre Ier, section II et chapitre II, section III du présent arrêté et tombant sous l'application de la rubrique 59 jointe au présent arrêté, l'exploitant établira un document mentionnant la (les) sous-rubrique (s) de la rubrique 59 de la liste de classification à laquelle (auxquelles) l'installation appartient. L'exploitant enverra ledit document à la division Autorisations écologiques dans un délai de six mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté et ce, par courrier recommandé.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 10 juillet 2001.

Art. 4. Le Ministre flamand qui a l'environnement dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 septembre 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Agriculture,
Mme V. DUA

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 2758 (2001 — 1891)

[2001/29451]

12 JUILLET 2001. — Décret relatif à la prise en compte de l'organisation de cours philosophiques dans les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 20 juillet, p. 24726 et suivantes, il y a lieu de remplacer dans les références en bas de page, les mots "projet de décret" par les mots "proposition de décret".

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 2758 (2001 — 1891)

[2001/29451]

12 JULI 2001. — Decreet waarbij rekening wordt gehouden met de organisatie van levensbeschouwelijke cursussen in het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij en officieel onderwijs. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 20 juli 2001, blz. 24726 en volgende, dienen in de voetnoot de woorden "ontwerpdecreet" te worden vervangen door de woorden "voorstel van decreet".

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 2759

[C — 2001/27532]

13 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif aux délégations de pouvoirs en matière de dépenses fixes des Cabinets de la Région wallonne pour le Service permanent d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 71;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif aux délégations de pouvoirs en matière de dépenses fixes des Cabinets de la Région wallonne pour le Service permanent d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets, modifié par l'arrêté du 29 juin 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 21 septembre 2000 confiant au Service permanent d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets la gestion des chèques repas et le paiement des indemnités forfaitaires mensuelles pour frais de séjour du personnel des Cabinets;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 juin 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2001;

Sur proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif aux délégations de pouvoirs en matière de dépenses fixes des Cabinets de la Région wallonne pour le Service permanent d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets, tel que modifié par l'arrêté du 29 juin 2000, les termes « 11.01 et 11.02 » sont remplacés par les termes « 11.01, 11.02 et 11.04 ».

Art. 2. Les Ministres, Membres du Gouvernement wallon, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 septembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET,

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de le Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 2759

[C — 2001/27532]

13. SEPTEMBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über die Vollmachterteilung in Sachen feste Ausgaben der Kabinette der Wallonischen Regierung an die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 69, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, insbesondere des Artikels 71;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über die Vollmachterteilungen in Sachen feste Ausgaben der Kabinette der Wallonischen Regierung an die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. April 2000 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2000;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Region, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2000, durch den der ständigen Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten die Verwaltung der Mahlzeitschecks und die Auszahlung der monatlichen Pauschalentschädigungen für die Aufenthaltskosten des Personals der Kabinette anvertraut werden;

Aufgrund des am 21. Juni 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Juli 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über die Vollmachtserteilung in Sachen fester Ausgaben der Kabinette der Wallonischen Regierung an die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000, werden die Wörter "11.01 und 11.02" durch die Wörter "11.01, 11.02 und 11.04" ersetzt.

Art. 2 - Die Minister, Mitglieder der Wallonischen Regierung, werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. September 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 2759

[C — 2001/27532]

13 SEPTEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 betreffende delegatie van bevoegdheden inzake vaste uitgaven van de Kabinetten van de Waalse Regering voor de Vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 69, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 71;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 betreffende delegatie van bevoegdheden inzake vaste uitgaven van de Kabinetten van de Waalse Regering voor de Vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten, gewijzigd bij het besluit van 29 juni 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 april 2000 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 21 september 2000 waarbij de Vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten belast wordt met het beheer van de maaltijdcheques en met de betaling van de maandelijkse forfaitaire vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan het personeel van de Kabinetten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 juni 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2001;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 betreffende delegatie van bevoegdheden inzake vaste uitgaven van de Kabinetten van de Waalse Regering voor de Vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten, zoals gewijzigd bij het besluit van 29 juni 2000, worden de termen "11.01 en 11.02" vervangen door de termen "11.01, 11.02 en 11.04".

Art. 2. De Ministers, die lid zijn van de Waalse Regering, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 september 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

[C – 2001/16295]

Personnel. — Nomination à titre définitif

Par arrêté royal du 10 juin 2001, Mme Galerin, Muriel, est nommée à titre définitif aux services centraux du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, en qualité de conseiller adjoint, à partir du 1^{er} mars 2001, dans le cadre linguistique français.

[2001/16316]

Personnel. — Nomination et promotion

Par arrêté royal du 24 août 2001 M. de Meyer Pierre, ingénieur (rang 10), au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, est promu, à partir du 1^{er} novembre 2000, dans le cadre linguistique néerlandais, au grade d'ingénieur-directeur (rang 13) à l'Administration de la Qualité des Matières premières et du Secteur végétal (DG4), Inspection générale des Végétaux et Produits végétaux, service Matériel de reproduction.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixantes jours après la notification. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, adresse : Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

[2001/16314]

Personnel. — Nomination et promotion

Par arrêté royal du 24 août 2001 Mme Closset, Marie-Françoise, ingénieur (rang 10), au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, est promue, à partir du 1^{er} novembre 2000, dans le cadre linguistique français, au grade d'ingénieur-directeur (rang 13) à l'Administration de la Politique agricole (DG2), Division de la Politique agricole interne, services Produits végétaux.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixantes jours après la notification. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, adresse : Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

[2001/16312]

Personnel. — Nomination et promotion

Par arrêté royal du 24 août 2001 M. Hennuy, Bernard, (rang 10), au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, est promu, à partir du 1^{er} novembre 2000, dans le cadre linguistique français, au grade d'ingénieur (rang 13) à l'Administration de la Gestion de la Production agricole (DG3), Inspection générale Système intégré de Gestion et de Contrôle (SIGEC), service Lait.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixantes jours après la notification. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, adresse : Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

[S – C – 2001/16295]

Personeel. — Benoeming in vast verband

Bij koninklijk besluit van 10 juni 2001 wordt Mevr. Galerin, Muriel, met ingang van 1 maart 2001, in vast verband benoemd tot adjunct-adviseur in het Frans taalkader bij de centrale diensten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

[2001/16316]

Personeel. — Benoeming en bevordering

Bij koninklijk besluit van 24 augustus 2001 wordt de heer de Meyer, Pierre, ingenieur (rang 10) bij het Ministerie van Middenstand en Landbouw, met ingang van 1 november 2000, op het Nederlands taalkader bevorderd tot de graad van ingenieur-directeur (rang 13) bij het Bestuur voor de Kwaliteit van de Grondstoffen en de Plantaardige Sector (DG4), Inspectie-generaal Planten en Plantaardige Producten, dienst Teeltmateriaal.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na de bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel.

[2001/16314]

Personeel. — Benoeming en bevordering

Bij koninklijk besluit van 24 augustus 2001 wordt Mevr. Closset, Marie-Françoise, ingenieur (rang 10) bij het Ministerie van Middenstand en Landbouw, met ingang van 1 november 2000, op het Frans taalkader bevorderd tot de graad van ingenieur-directeur (rang 13) bij het Bestuur voor het Landbouwbeleid (DG2), Afdeling Intern Landbouwbeleid, dienst Plantaardige Producten.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na de bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel.

[2001/16312]

Personeel. — Benoeming en bevordering

Bij koninklijk besluit van 24 augustus 2001 wordt de heer Hennuy, Bernard, ingenieur (rang 10) bij het Ministerie van Middenstand en Landbouw, met ingang van 1 november 2000, op het Frans taalkader bevorderd tot de graad van ingenieur-directeur (rang 13) bij het Bestuur voor het Landbouwproductiebeheer (DG3), Inspectie-generaal Geïntegreerd Beheers- en Controlestelsel (GBCS), dienst Zuivel.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na de bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel.

[2001/16315]

Personnel. — Nomination et promotion

Par arrêté royal du 24 août 2001 M. Leicher, Jacques, ingénieur (rang 10), au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, est promu, à partir du 1^{er} novembre 2000, dans le cadre linguistique néerlandais, au grade d'ingénieur-directeur (rang 13) à l'Administration de la Qualité des Matières premières et du Secteur végétal (DG4), Inspection générale des Végétaux et Produits végétaux, service Qualité et Protection des végétaux.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixantes jours après la notification. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, adresse : Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

[2001/16313]

Personnel. — Nomination et promotion

Par arrêté royal du 24 août 2001 M. Lengele, Luc, vétérinaire-directeur (rang 13), au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, est promu, à partir du 1^{er} avril 2001, dans le cadre linguistique français, au grade de conseiller général (rang 15) à l'Administration de la Santé animale et de la qualité des Produits animaux (DG5), Inspection générale des Services vétérinaires.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixantes jours après la notification. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, adresse : Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

[2001/16315]

Personeel. — Benoeming en bevordering

Bij koninklijk besluit van 24 augustus 2001 wordt de heer Leicher, Jacques, ingenieur (rang 10) bij het Ministerie van Middenstand en Landbouw, met ingang van 1 november 2000, op het Nederlands taalkader bevorderd tot de graad van ingenieur-directeur (rang 13) bij het Bestuur voor de Kwaliteit van de Grondstoffen en de Plantaardige Sector (DG4), Inspectie-generaal Planten en Plantaardige Producten, dienst Plantenkwaliteit en -bescherming.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na de bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel.

[2001/16313]

Personeel. — Benoeming en bevordering

Bij koninklijk besluit van 24 augustus 2001 wordt de heer Lengele, Luc, dierenarts-directeur (rang 13) bij het Ministerie van Middenstand en Landbouw, met ingang van 1 april 2001, op het Frans taalkader bevorderd tot de graad van adviseur-generaal (rang 15) bij het Bestuur voor de Dierengezondheid en de Kwaliteit van de Dierlijke Producten (DG5), Inspectie-generaal Veterinaire Diensten.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na de bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel.

MINISTERE DES FINANCES**Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus
Impôts sur les revenus. — Versements anticipés**

[2001/3432]

Système permettant aux travailleurs indépendants et aux sociétés d'éviter une majoration d'impôt et à certains contribuables (personnes physiques) d'obtenir une réduction d'impôt. — Exercice d'imposition 2002

Le troisième versement trimestriel prévu dans le système des versements anticipés d'impôt doit être fait *au plus tard le 10 octobre 2001* (sauf pour les sociétés dont l'exercice comptable de production des revenus ne coïncide pas avec l'année civile).

Etant donné qu'un ordre de paiement ne produit généralement ses effets que quelques jours ouvrables après sa remise à l'organisme financier, il vous est conseillé de ne pas attendre le dernier jour du délai pour effectuer le paiement.

Pour tous renseignements concernant les contribuables visés (personnes physiques et sociétés) les avantages que procurent les versements anticipés et les modalités à respecter pour les effectuer, prière de se référer à l'avis relatif aux versements anticipés qui a été publié au *Moniteur belge* du 4 avril 2001.

[2001/3437]

Désignations

Par arrêté royal du 5 septembre 2001, MM. Deloof, Chrisophe, T., Depre, Stephan, Hauman, Karel, W.G.T., Mertens De Wilmars, Baudouin, Verhaeghe, Frederik E.J., et Mme Zakowski, Veronica, attachés des finances, d'une part, et Mme Frickx, Anja M.M., vérificateur à l'Administration du Budget et du Contrôle des Dépenses, d'autre part, sont désignés respectivement en qualité de contrôleur principal des engagements et de contrôleur des engagements.

MINISTERIE VAN FINANCIËN**Administratie van de Ondernemings- en Inkomensfiscaliteit
Inkomstenbelastingen. — Voorafbetalingen**

[2001/3432]

Regeling waardoor zelfstandigen en vennootschappen een belastingvermeerdering kunnen vermijden en bepaalde belastingplichtigen (natuurlijke personen) een belastingvermindering kunnen bekomen. — Aanslagjaar 2002

De derde kwartaalbetaling waarvan sprake in het stelsel van de voorafbetalingen van belasting, moet *ten laatste op 10 oktober 2001* worden gedaan (behalve voor de vennootschappen wier boekjaar waarin de inkomsten zijn behaald, niet met het kalenderjaar samenvalt).

Daar er steeds een paar werkdagen kunnen verlopen tussen betalingsopdracht en de uitvoering ervan, is het aanbevolen niet te wachten tot de laatste dag om de betaling te verrichten.

Voor alle inlichtingen in verband met de bedoelde belastingplichtigen (natuurlijke personen en vennootschappen), de voordelen die de voorafbetalingen meebrengen en de voor het verrichten van de voorafbetalingen in acht te nemen modaliteiten, gelieve het bericht betreffende de voorafbetalingen te raadplegen dat in het *Belgisch Staatsblad* van 4 april 2001 is gepubliceerd.

[2001/3437]

Aanstellingen

Bij koninklijk besluit van 5 september 2001 worden de heren Deloof, Christophe T., Depre, Stephan, Hauman, Karel, W.G.T., Mertens De Wilmars, Baudouin, Verhaeghe, Frederik E.J., en Mevr. Zakowski, Veronica, attachés van financiën, enerzijds, en Mevr. Frickx, Anja M.M., verificateur bij de Administratie van de Begroting en de Controle op de Uitgaven, anderzijds, respectievelijk in de hoedanigheid van hoofdcontroleur van de vastleggingen en van de controleur van de vastleggingen, aangesteld.

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[2001/22660]

**Comité médico-technique, institué auprès du Fonds
des accidents du travail. — Démission. — Nomination**

Par arrêté royal du 10 août 2001, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, démission honorable de son mandat de membre du comité médico-technique, institué auprès du Fonds des accidents du travail, est accordée, à sa demande, à M. Pierret, J.

Par le même arrêté Mme Van Hecke, M.D., est nommée membre du même comité, en qualité de représentante des organisations les plus représentatives des travailleurs, et choisie en raison de sa compétence en matière d'évaluation de l'incapacité de travail, en remplacement de M. Pierret, J., dont elle achèvera le mandat.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[2001/22660]

**Medisch-technisch comité, ingesteld
bij het Fonds voor Arbeidsongevallen. — Ontslag. — Benoeming**

Bij koninklijk besluit van 10 augustus 2001, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt op zijn verzoek aan de heer Pierret, J., eervol ontslag verleend uit zijn mandaat van lid van het medisch-technisch comité, ingesteld bij het Fonds voor Arbeidsongevallen.

Bij hetzelfde besluit wordt Mevr. Van Hecke, M.D., tot lid van hetzelfde comité benoemd als vertegenwoordigster van de meest representatieve organisaties van de werknemers en gekozen wegens haar bevoegdheid inzake de evaluatie van de arbeidsongeschiktheid, ter vervanging van de heer Pierret, J., wiens mandaat zij zal voleindigen.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[2001/00793]

Collecte à domicile. — Autorisation

Un arrêté royal du 5 septembre 2001 pris en vertu de l'arrêté royal du 22 septembre 1823 contenant des dispositions à l'égard des collectes dans les églises et à domicile, autorise l'association sans but lucratif « Atos-Alternatieve Tewerkstelling voor Ontwikkelingssamenwerking » à Hasselt à collecter des vêtements usagés à domicile, dans tout le pays, du 1^{er} décembre 2001 au 30 novembre 2002 inclus.

[2001/00794]

Collecte à domicile. — Autorisation

Un arrêté royal du 5 septembre 2001 pris en vertu de l'arrêté royal du 22 septembre 1823 contenant des dispositions à l'égard des collectes dans les églises et à domicile, autorise l'association sans but lucratif « Vredeseilanden-Coopibo » à Louvain, à collecter des fonds à domicile par l'offre en vente de cartes de vœux, de porte-clés, de lattes, de stylos et de crayons de couleur dans les provinces d'Anvers, de Limbourg, de Flandre orientale, de Flandre occidentale, du Brabant flamand, et dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, les 11, 12 et 13 janvier 2002.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[2001/00793]

Huis-aan-huis collecte. — Vergunning

Bij koninklijk besluit van 5 september 2001 genomen krachtens het koninklijk besluit van 22 september 1823 houdende bepalingen nopens het doen van collecten in de kerken en aan de huizen, is vergunning verleend aan de vereniging zonder winstoogmerk « Atos-Alternatieve Tewerkstelling voor Ontwikkelingssamenwerking » te Hasselt om in het gehele land een huis-aan-huis collecte van gebruikte kleding te houden van 1 december 2001 tot en met 30 november 2002.

[2001/00794]

Huis-aan-huis collecte. — Vergunning

Bij koninklijk besluit van 5 september 2001 genomen krachtens het koninklijk besluit van 22 september 1823 houdende bepalingen nopens het doen van collecten in de kerken en aan de huizen, is vergunning verleend aan de vereniging zonder winstoogmerk « Vredeseilanden-Coopibo » te Leuven om in de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen, Vlaams-Brabant en in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad een huis-aan-huis collecte te houden van geld door het te koop aanbieden van postkaarten, sleutelhangertjes, latten, balpennen en kleurpotloden op 11, 12 en 13 januari 2002.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C – 2001/36062]

Nationale Landmaatschappij. — Stuurgroep GIS-Vlaanderen : wijziging van de samenstelling

Een besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Buitenlands Beleid van 3 september 2001 bepaalt dat in artikel 2, 3° van het ministerieel besluit van 18 juni 2001 houdende de benoeming van de voorzitter en de leden van de Stuurgroep GIS-Vlaanderen, het eerste streepje vervangen wordt door wat volgt :

« - de heer Peter Maes, Frits Van den Berghelaan 30, bus A2, 2630 Aartselaar, voorgedragen door de Vlaamse minister bevoegd voor de Binnenlandse Aangelegenheden; ».

Dit besluit treedt in werking op de datum van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur

[2001/36069]

Verlenging van erkenning als instelling voor schuldbemiddeling

O.C.M.W. VAN TESSENDERLO. — Bij besluit van 10 september 2001 van de directeur-generaal van de Administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn werd aan het O.C.M.W. van Tessenderlo, Solveld 32, 3980 Tessenderlo, verlenging van erkenning verleend als instelling voor schuldbemiddeling voor een periode van zes jaar met ingang van 15 april 2002.

Departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw

[C - 2001/36068]

Private arbeidsbemiddeling

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 18 januari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de NV Dynamic Interim, Frankrijklei 68, 2000 Antwerpen.

Deze toelating draagt het nummer 204/BU en gaat in op 22 januari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 18 januari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de BVBA M.G.F., Diestse Baan 70, 2431 Laakdal.

Deze toelating draagt het nummer 636/BS en gaat in op 22 januari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 18 januari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van uitzendactiviteiten uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de Ltd. Butler Service Group U.K., Kings Mill Lane, South Nutfield, Redhill, 5 NE Surrey.

Deze toelating draagt het nummer 655/BU en gaat in op 22 januari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 18 januari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de heer Takacs Atila, Kluislaan 21, 2180 Antwerpen.

Deze toelating draagt het nummer 658/BS en gaat in op 22 januari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 18 januari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de NV Venturebay, Eenbeekstraat 3, 9070 Destelbergen.

Deze toelating draagt het nummer 659/B en gaat in op 22 januari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 18 januari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van uitzendactiviteiten, outplacementactiviteiten, bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars en bemiddeling van schouwspelartiesten uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de NV Mailprofs Belgium, Internationalelaan 55, bus 42, 1070 Anderlecht.

Deze toelating draagt het nummer 662/BUOSA en gaat in op 22 januari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 18 januari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de VOF Embo - Demey, Oudburgweg 17, 9830 Sint-Martens-Latem.

Deze toelating draagt het nummer 668/B en gaat in op 22 januari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 18 januari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de NV International Sport Management, Bisschoppenhoflaan 384, bus 3, 2100 Antwerpen.

Deze toelating draagt het nummer 670/BS en gaat in op 22 januari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 7 februari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de NV ACCOUNTANTS ON CALL BELGIUM, Assesteenweg 65, 1740 Ternat.

Deze toelating draagt het nummer 15/BU en gaat in op 7 februari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 7 februari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van outplacementactiviteiten uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de NV MANPOWER BELGIUM, Louizalaan 523, 1050 Brussel.

Deze toelating draagt het nummer 361/BUO en gaat in op 6 februari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 7 februari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de NV Adecco Personnel Services, Assesteenweg 65, 1740 Ternat.

Deze toelating draagt het nummer 631/BU en gaat in op 7 februari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 7 februari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de NV Creyf's Select, Franklin Rooseveltplaats 12, bus 10, 2060 Antwerpen.

Deze toelating draagt het nummer 639/B en gaat in op 7 februari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 7 februari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde schouwspelartiesten uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de heer Van Damme Rudy, Lembergsesteenweg 18, 9820 Merelbeke.

Deze toelating draagt het nummer 663/BA en gaat in op 7 februari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 7 februari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de BVBA MISTRAL, Ninovesteenweg(ERE) 253, 9320 Aalst.

Deze toelating draagt het nummer 671/BS en gaat in op 7 februari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 7 februari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de heer BOL RAAP PAUL, Karel De Grotelaan 1 bus 67, 1041 Brussel.

Deze toelating draagt het nummer 676/B en gaat in op 6 februari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 7 februari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van uitzendactiviteiten, outplacementactiviteiten, bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars en bemiddeling van schouwspelartiesten uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de BVBA FLEXPOINT, Koningin Astridlaan 15, 3500 Hasselt.

Deze toelating draagt het nummer 680/BUOSA en gaat in op 5 februari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 22 februari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan mevrouw Moens Els, Kauwplein 11, 9000 Gent.

Deze toelating draagt het nummer 664/BA en gaat in op 22 februari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 22 februari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de BVBA FOOTBALL SERVICE MANAGEMENT, Melkriekstraat 96, 1180 Ukkel.

Deze toelating draagt het nummer 675/BS en gaat in op 22 februari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 22 februari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de BVBA FEHU PROMOTION, 's Hertogendijk 197, 2940 Stabroek.

Deze toelating draagt het nummer 677/BS en gaat in op 22 februari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 22 februari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van outplacementactiviteiten, bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars en bemiddeling van schouwspelartiesten uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de NV RITMO INTERIM, Lange Nieuwstraat 51, 2000 Antwerpen.

Deze toelating draagt het nummer 681/BOSA en gaat in op 22 februari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 22 februari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan HEIDRICK & STRUGGLES INTERNATIONAL INC., Louizalaan 81, bus 5, 1050 Brussel.

Deze toelating draagt het nummer 684/B en gaat in op 22 februari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 22 februari 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de heer Van den Bossche Dirk, Vossenbergh 7, 8340 Damme.

Deze toelating draagt het nummer 695/BS en gaat in op 22 februari 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 14 maart 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de BVBA Lubanski Sport Management, Zamanstraat 32, 9160 Lokeren.

Deze toelating draagt het nummer 637/BS en gaat in op 14 maart 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 7 april 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de BVBA AGO INTERIM, Roeland Saverystraat(Kor) 9, 8500 Kortrijk.

Deze toelating draagt het nummer 43/BU en gaat in op 4 juli 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 18 juni 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars en bemiddeling van schouwspelartiesten uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de NV EUROCLUBSERVICES, Bergen op Zoomlaan 31, bus 8, 2170 Antwerpen.

Deze toelating draagt het nummer 712/BSA en gaat in op 18 juni 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 18 juni 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de BVBA D & L SPORT, MANAGEMENT & ORGANISATION, Ieperstraat 36, 8830 Hoogdele.

Deze toelating draagt het nummer 729/BS en gaat in op 18 juni 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 18 juni 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van uitzendactiviteiten uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de BVBA GREENPOL INTERIM, Bredabaan 187, 2990 Wuustwezel.

Deze toelating draagt het nummer 730/BU en gaat in op 18 juni 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 18 juni 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de BVBA AVANCE HASSELT, H. Vandeveldesingel 150, bus 44, 3500 Hasselt.

Deze toelating draagt het nummer 732/B en gaat in op 18 juni 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 20 juni 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van uitzendactiviteiten uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de Ltd. ROEVIN MANAGEMENT SERVICES, The Studio 120, Chestergate, SK 11, 6 QU Macclesfield Cheshire.

Deze toelating draagt het nummer 722/BU en gaat in op 20 juni 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 4 juli 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de BVBA DE CHALET, Olmenlei 41, 2980 Zoersel.

Deze toelating draagt het nummer 726/BS en gaat in op 4 juli 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 4 juli 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de BVBA EUROPEAN FOOTBALL CONSULTING, Amerikalei 77, 2000 Antwerpen.

Deze toelating draagt het nummer 734/BS en gaat in op 4 juli 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 4 juli 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de BVBA CATCHY, Servaas Daemsstraat(NDW) 9, bus B, 2200 Herentals.

Deze toelating draagt het nummer 736/BA en gaat in op 4 juli 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 4 juli 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van schouwspelartiesten uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de heer VANDORPE DIDIER, Steenstratelaan(Kor) 9, 8500 Kortrijk.

Deze toelating draagt het nummer 737/BA en gaat in op 4 juli 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 5 juli 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van outplacementactiviteiten, bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars en bemiddeling van schouwspelartiesten uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de NV AMIS, Adolphe Maxlaan 75, 1000 Brussel.

Deze toelating draagt het nummer 56/BUOSA en gaat in op 5 juli 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 5 juli 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling, met inbegrip van bemiddeling van betaalde sportbeoefenaars uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de BVBA V.L. SPORTS CONSULTING, Zandstraat(HRT) 77, bus E, 2200 Herentals.

Deze toelating draagt het nummer 738/BS en gaat in op 16 juli 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 23 augustus 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de heer VAN HOORDE RUDY, Ringstraat (GRE) 30, 9200 Dendermonde.

Deze toelating draagt het nummer 741/B en gaat in op 23 augustus 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 23 augustus 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de BVBA AERTS TECHNISCH ADVIESBUREAU (A.T.A.), Kamperbaan 110, 3940 Hechtel-Eksel.

Deze toelating draagt het nummer 742/B en gaat in op 23 augustus 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 23 augustus 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de B.V. SEARCH & SELECTION BREDA BV, Heusing 10, 4817 ZB Breda.

Deze toelating draagt het nummer 744/B en gaat in op 23 augustus 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Het afdelingshoofd van de afdeling Tewerkstelling van de administratie Werkgelegenheid heeft namens de Vlaamse minister van Werkgelegenheid bij besluit van 23 augustus 2001 de toelating om de activiteit als bureau voor private arbeidsbemiddeling uit te oefenen in het Vlaamse Gewest verleend aan de NV LIMAREX NV, Gouverneur Roppesingel 81/2A, 3500 Hasselt.

Deze toelating draagt het nummer 747/B en gaat in op 23 augustus 2001 voor een periode van onbepaalde duur.

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[C – 2001/36128]

27 SEPTEMBER 2001. — Ministerieel besluit tot regeling van de bevoorrading van de vinkeniërs en tot stimulering van de vinkenkweek in 2001 in het Vlaamse Gewest

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 31, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1972 en het decreet van 24 juli 1991;

Gelet op het jachtdecreet van 24 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 34 tot en met 36;

Gelet op het decreet van 22 december 2000 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2001, inzonderheid op artikel 14, programma 61.30, basisallocatie 33.03;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 september 1981 betreffende de bescherming van vogels in het Vlaamse Gewest, inzonderheid op de artikelen 6 en 8, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 december 1981 en bij de besluiten van de Vlaamse regering van 24 mei 1995, 9 december 1997 en 18 december 1998;

Gelet op het overleg, gepleegd tussen de betrokken regeringen op 24 juli 2001;

Overwegende dat een ondersteuning van de vinkeniërsverenigingen Algemene Vinkeniërsbond (AVIBO) en Vinkeniërs Midden-België (VIMIBEL) wenselijk is omdat ze als erkende verenigingen het beleid ondersteunen door de vinkenweek bij hun leden te stimuleren en de nodige controles uit te voeren;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat rekening moet gehouden worden met het feit dat het besluit met een redelijke termijn de datum van de start van de bevoorrading dient vooraf te gaan, ten einde de verenigingen in staat te stellen de ringen aan te vragen en te verdelen, de administratieve formaliteiten in orde te brengen, de leden te instrueren en de lokale en hogere overheidsinstanties vóór 1 oktober 2001 de lijst mee te delen van leden waaraan ringen werden overhandigd, en met het feit dat de afdeling Wetgeving van de Raad van State nog geen advies heeft geformuleerd over hetzelfde ontwerp van besluit dat op 30 juli 2001 werd gevraagd ingevolge artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op advies 32.215/1/V van de Raad van State, gegeven op 13 september 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

de verenigingen : de vinkeniërsverenigingen Algemene Vinkeniërsbond (AVIBO) en Vinkeniërs Midden-België (VIMIBEL);

de afdeling : de afdeling Bos en Groen van de administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap;

gekweekte vink : elke vink (*Fringilla coelebs*) met een ouderdom van ten minste dertig dagen, gekweekt uit een regelmatig gehouden vinkenkoppel en geringd met een gesloten voetring conform de bepalingen van bijlage IV van het ministerieel besluit van 14 september 1981 waarbij het houden van vogels en een tijdelijke bevoorrading in vogels wordt toegestaan met toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 9 september 1981 betreffende de bescherming van de vogels in het Vlaamse Gewest.

HOOFDSTUK II. — De bevoorrading

Art. 2. § 1. In het Vlaamse Gewest mag in 2001 een selectieve bevoorrading van de vink t.b.v. de leden van de verenigingen gebeuren van 15 oktober tot en met 15 november, volgens de hierna volgende verdeling :

	Mannetjes	Wijfjes	Totaal
AVIBO	4 418	1 222	5 640
VIMIBEL	282	78	360
Totaal	4 700	1 300	6 000

§ 2. De verenigingen zullen tegen betaling open voertringen ontvangen waarvan het aantal in § 1 werd bepaald en die voldoen aan de bepalingen van het ministerieel besluit van 14 september 1981 waarbij het houden van vogels wordt toegestaan met toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 9 september 1981 betreffende de bescherming van vogels in het Vlaamse Gewest. Die ringen dragen de laatste twee cijfers van het betreffende jaar 2001 en een nummer uit een doorlopende reeks met vijf cijfers, beginnende met 00001. De ringen waarmee de mannetjesvinken worden geringd, zijn beige van kleur met vermelding van de letter M; de ringen waarmee de wijfjesvinken worden geringd, zijn rood van kleur met vermelding van de letter V.

Art. 3. Het aantal vogels dat mag worden gevangen door de personen aan wie de verenigingen ringen hebben gegeven, is gelijk aan het aantal ringen dat toegekend werd aan deze vereniging, overeenkomstig artikel 2.

De ringen zullen worden gebruikt om de inschrijving te rechtvaardigen van vogels die worden gevangen gedurende de in het betreffende jaar toegestane bevoorradingperiode. Die inschrijving gebeurt in de door artikel 1 van het ministerieel besluit van 14 september 1981 opgelegde inventaris van de levende kooivogels.

Voor de bevoorrading mogen alleen kooien worden gebruikt die voldoen aan de bepalingen van artikel 6, § 1, van voormeld ministerieel besluit.

De bepalingen van artikel 6, § 2, van hetzelfde besluit, zijn van toepassing op de vogels die op die manier werden gevangen.

Art. 4. § 1. De verenigingen verdelen de ontvangen ringen onder hun leden, voorzover die voldoen aan de voorwaarden, bepaald in artikel 5, § 2, van het ministerieel besluit van 14 september 1981 en voorkomen op de ringlijsten betreffende de bevoorrading 2000, die tijdig door bemiddeling van de verenigingen aan de woudmeester van de afdeling werden teruggezonden.

§ 2. De verenigingen overhandigen vóór 1 oktober 2001 aan de woudmeester van de afdeling een lijst, opgesteld per provincie, waarop de personen aan wie ze ringen hebben overhandigd, worden vermeld.

De namen en adressen van die personen op de lijst, bedoeld in het eerste lid, worden vermeld en ook het aantal overhandigde ringen en de plaatsen waar zij de vogels vangen.

Art. 5. Wanneer iemand een vogel vangt of tracht te vangen, moet hij een of meerdere ringen, bedoeld in artikel 2, bij zich hebben.

Art. 6. Elke vink wordt onmiddellijk na de vangst geringd met een open ring die voldoet aan de bepalingen van artikel 2, § 2, of wordt onmiddellijk terug vrijgelaten wanneer die vink niet voldoet aan de gestelde eisen.

Elke andere vogelsoort die in de vangkooi terechtkomt, wordt onmiddellijk weer vrijgelaten.

Art. 7. Het vervoer van vogels, gevangen op grond van dit besluit, is slechts geoorloofd als ze geringd zijn overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 8. De niet gebruikte ringen worden, samen met de ringlijsten, teruggezonden aan de woudmeester van de afdeling in het gebied volgens de in artikel 6, § 2, van het ministerieel besluit van 14 september 1981 opgelegde procedure voor het terugzenden van de ringlijsten.

HOOFDSTUK III. — *De kweek*

Art. 9. De verenigingen stimuleren de kweek van de vink bij hun leden maximaal. Daartoe brengen ze bij hun leden elk jaar meer dan eens de noodzaak van de kweek nadrukkelijk onder de aandacht en nemen ze de nodige maatregelen om moderne technieken van de vinkenkweek onder hun leden te verspreiden en ingang te doen vinden.

Art. 10. Elke vereniging stelt een reglement op voor de kweek van vinken door haar leden of door de personen die ze daartoe opdracht geeft.

Het reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de afdeling.

Het reglement bepaalt de wijze waarop de kweek wordt uitgevoerd en waarop de kweekresultaten worden gecontroleerd, verzameld en verwerkt.

Vóór 15 oktober 2001 worden de gegevens, bedoeld in het derde lid, doorgestuurd naar de woudmeester van de afdeling, bevoegd voor de provincie waar de vogels werden gekweekt.

De bevoegde ambtenaren van de afdeling kunnen, op eenvoudig verzoek, te allen tijde de controles bijwonen.

Art. 11. Om de kweek van vinken door leden van AVIBO en VIMIBEL te stimuleren, wordt aan de twee vinkeniersverenigingen gezamenlijk een subsidie toegekend, bestaande uit :

1° een basissubsidie van 40 000 frank, voor elke vereniging;

2° een subsidie van 5 000 frank per begonnen schijf van 1 000 leden van elke vereniging op 1 januari van het jaar waarop de subsidie wordt toegekend;

3° een variabele subsidie, samengesteld als volgt :

Een subsidie per in de loop van het jaar gekweekte vink volgens de hiernavermelde tabel :

JAAR	SUBSIDIE (frank)	MINIMAAL TE KWEKEN VINKEN		
		AVIBO	VIMIBEL	Totaal
2001	50	8 460	540	9 000

Het totale bedrag dat aan de twee verenigingen samen kan worden toegekend voor dit deel van de variabele subsidie kan maximaal 550 000 frank bedragen.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 27 september 2001.

Mevr. V. DUA

TRADUCTION

Département de l'Environnement et de l'Infrastructure

[C – 2001/36128]

27 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté ministériel réglant l'approvisionnement des pinsonniers et encourageant l'élevage de pinsons en 2001 en région flamande

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Agriculture,

Vu la loi sur la chasse du 28 février 1882, notamment l'article 31, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1972 et le décret du 24 juillet 1991;

Vu le décret sur la chasse du 24 juillet 1991, notamment les articles 34 à 36 inclus;

Vu le décret du 22 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2001, notamment l'article 14, programme 61.30, allocation de base 33.03;

Vu l'arrêté royal du 9 septembre 1981 relatif à la protection des oiseaux en Région flamande, notamment les articles 6 et 8, modifiés par l'arrêté royal du 16 décembre 1981 et par les arrêtés du Gouvernement flamand des 24 mai 1995, 9 décembre 1997 et 18 décembre 1998;

Vu la concertation entre les gouvernements concernés avant eu lieu le 24 juillet 2001;

Considérant qu'une aide aux associations de pinsonniers "Algemene Vinkeniersbond" (AVIBO) et "Vinkeniers Midden-België" (VIMIBEL) est indiquée étant donné qu'elles soutiennent la politique menée en tant qu'associations agréées en encourageant l'élevage de pinsons auprès de leurs membres et en effectuant les contrôles nécessaires;

Vu la demande de traitement d'urgence, motivée par la circonstance qu'il y a lieu de tenir compte du fait que l'arrêté doit précéder d'un délai raisonnable le début de l'approvisionnement afin de permettre aux associations de demander et de distribuer les bagues, de remplir les formalités administratives, de renseigner les membres et de transmettre aux autorités publiques avant le 1^{er} octobre 2001, la liste des membres ayant reçu des bagues, ainsi que du fait que la section Législation du Conseil d'Etat n'a pas encore rendu un avis sur le même projet d'arrêté qui a été demandé le 30 juillet 2001 en vertu de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis n° 32.215/1/V du Conseil d'Etat, donné le 13 septembre 2001, en application de l'article 84, premier alinéa, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° les associations : les associations pinsonnières "Algemene Vinkeniersbond" (AVIBO) et "Vinkeniers Midden-België" (VIMIBEL);

2° la division : la division des Forêts et des Espaces verts de l'administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux du Ministère de la Communauté flamande;

3° pinson élevé : chaque pinson (*Fringilla Coelebs*) ayant au moins trente jours, élevé d'une parade de pinsons tenue régulièrement et baguée avec une bague fermée, conformément aux dispositions de l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1981 réglant la détention d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux par application des dispositions de l'arrêté royal du 9 septembre 1981 relatif à la protection des oiseaux en Région flamande.

CHAPITRE II. — L'approvisionnement

Art. 2. § 1^{er}. Un approvisionnement sélectif en pinsons pour les membres des associations peut avoir lieu en Région flamande en 2001, du 15 octobre au 15 novembre inclus, selon le tableau suivant :

	Mâles	Femelles	Total
AVIBO	4 418	1 222	5 640
VIMIBEL	282	78	360
Total	4 700	1 300	6 000

§ 2. Les associations recevront, contre remboursement, un nombre de bagues ouvertes fixé au § 1^{er} et conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1981 réglant la détention d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux par application des dispositions de l'arrêté royal du 9 septembre 1981 relatif à la protection des oiseaux en Région flamande. Ces bagues portent les deux derniers chiffres de l'année 2001 considérée et un numéro d'une série ininterrompue de cinq chiffres commençant par 00001. Les bagues utilisées pour les pinsons mâles sont de couleur beige et portent la lettre "M"; les bagues utilisées pour les pinsons femelles sont rouges et portent la lettre "V".

Art. 3. Le nombre d'oiseaux qui peuvent être capturés par les personnes auxquelles les associations ont fourni des bagues, est égal au nombre de bagues délivrées à cette association, conformément à l'article 2.

Ces bagues seront utilisées pour justifier l'inscription des oiseaux capturés pendant la période d'approvisionnement autorisée pour l'année en question. L'inscription se fait dans l'inventaire des oiseaux de volière vivants imposé par l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1981.

Aux fins d'approvisionnement, seules des cages satisfaisant aux dispositions de l'article 6, § 1^{er} de l'arrêté ministériel précité peuvent être utilisées.

Les dispositions de l'article 6, § 2, du même arrêté, sont applicables aux oiseaux ainsi capturés.

Art. 4. § 1^{er}. Les associations distribuent les bagues reçues parmi leurs membres, pour autant que ceux-ci répondent aux conditions prescrites à l'article 5, § 2 de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1981 et figurent sur les listes de baguage afférentes à l'approvisionnement 2000 et qui ont été renvoyées à temps par l'entremise des associations à l'inspecteur forestier de la division.

§ 2. Les associations doivent remettre avant le 1^{er} octobre 2001 à l'inspecteur forestier de la division, une liste établie par province des personnes auxquelles elles ont remis des bagues.

Les noms et adresses de ces personnes sont indiquées sur ces listes ainsi que le nombre de bagues fournies et les endroits où ces personnes captureront les oiseaux.

Art. 5. Lorsqu'une personne capture un oiseau ou tente de le capturer, elle doit détenir une ou plusieurs bagues visées à l'article 2.

Art. 6. Chaque pinson sera baguée immédiatement après la capture avec une bague ouverte qui répond aux dispositions de l'article 2, § 2, du présent arrêté ou sera immédiatement remis en liberté s'il ne répond pas aux exigences imposées.

Chaque autre espèce d'oiseau capturée sera immédiatement remise en liberté.

Art. 7. Le transport des oiseaux capturés en vertu du présent arrêté, n'est autorisé que s'ils sont bagués conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 8. Les bagues non utilisées accompagnées des listes de baguage sont renvoyées à l'inspecteur forestier de la division de cette région, suivant la procédure imposée par l'article 6, § 2, de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1981 pour le renvoi des listes de baguage.

CHAPITRE III. — *L'élevage*

Art. 9. Les associations sont tenues de stimuler au maximum l'élevage de pinsons auprès de leurs membres. A cette fin, elles mènent plusieurs campagnes de sensibilisation par an qui accentuent la nécessité de l'élevage et elles prennent les mesures nécessaires pour introduire et distribuer parmi leurs membres les techniques modernes d'élevage de pinsons.

Art. 10. Chaque association établit un règlement pour l'élevage de pinsons par ses membres ou par les personnes mandatées à cet effet.

Le règlement est soumis à l'approbation de la division.

Ce règlement fixe les modalités de l'élevage et du contrôle, du recueil et du traitement des résultats d'élevage.

Avant le 15 octobre 2001, les données visées au troisième alinéa sont transmises à l'inspecteur forestier de la division compétente pour la province où les oiseaux sont élevés.

Les fonctionnaires compétents de la division peuvent à tout moment, sur simple demande, assister à ces contrôles.

Art. 11. Afin d'encourager l'élevage de pinsons par les membres d'AVIBO et de VIMIBEL, une subvention est conjointement accordée à deux associations de pinsonniers, comprenant :

- une subvention de base de 40 000 BEF à chaque association;
- une subvention de 5 000 BEF par tranche entamée de 1 000 membres de chaque association au 1^{er} janvier de l'année pour laquelle la subvention est accordée;
- une subvention variable, composée comme suit :
- Une subvention par pinson élevé dans le cours de l'année et suivant le tableau suivant :

ANNEE	SUBVENTION (BEF)	NOMBRE MINIMAL DE PINSONS A ELEVER		
		AVIBO	VIMIBEL	Total
2001	50	8 460	540	9 000

Le montant total pouvant être conjointement attribué aux deux associations pour cette partie de la subvention variable peut au maximum s'élever à 550 000 BEF.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 septembre 2001.

Mme V. DUA

[C – 2001/36066]

Uitspraak in beroep grondwaterwinning categorie B

MOL. — Bij besluit van 6 september 2001 van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw werd uitspraak gedaan over het beroep dat door de heer M.J.M. Huybrechts uit Reusel (NL) werd ingediend, tegen het besluit van de bestendige deputatie van de provincie Antwerpen van 8 maart 2001, waarbij een vergunning werd geweigerd voor het exploiteren van een grondwaterwinning van categorie B, die bestaat uit een put van 35 meter diep, gelegen in het vogelrichtlijngebied nr. 16 in Mol, Steenovens. De vergunning werd ook in beroep geweigerd.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C – 2001/27527]

Pouvoirs locaux

Un arrêté ministériel du 13 septembre 2001 approuve la décision du 26 juin 2001 par laquelle l'assemblée générale de l'A.I.O.M.S. des communes d'Amblève, Bullange, Burg-Reuland, Bütgenbach et Saint-Vith entérine les comptes 2000 de l'intercommunale.

**ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION**

[C – 2001/27527]

Lokale Behörden

Durch Ministerialerlass vom 13. September 2001 wird der Beschluss vom 26. Juni 2001 genehmigt, durch den die Generalversammlung der "Interkommunale für das Sozial- und Gesundheitswesen der Gemeinden Amel, Büllingen, Burg-Reuland, Bütgenbach und Sankt Vith" die Konten 2000 der Interkommunale bestätigt.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2001/31334]

17 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté des fonctionnaires dirigeants relatif à la désignation de contrôleur au sein de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement

Les fonctionnaires dirigeants,

Vu l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, notamment son article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mai 1999 relatif au contrôle du respect des dispositions légales et réglementaires en matière d'environnement, notamment son article 1^{er},

Décident :

Article 1^{er}. Les membres du personnel de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement ci-après désignés remplissent la fonction de contrôleur au sens de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mai 1999 relatif au contrôle du respect des dispositions légales et réglementaires en matière d'environnement :

JEAN-MARIE LALOUX
JACQUES KRAEWINKELS
NATHALIE ZWANG
PHILIPPE FISCHWEILER
HERMAN VANDENBERG
ROBERT COULIER
THIERRY WYNS
DANIEL BERTEAU
DANIEL MEIRLAEN
JEAN-MARIE HOUTEKIE
JEAN RUYS
MARC CHONER
JEAN HANSEN
ETIENNE VANDERSMISSEN
RUDY GERONDAL
BENNY DE CLERCK
JACQUES LEFEBVRE
BRAHIM AZMANI MATAR
ALAIN PAULISSEN
JEAN-NOEL BOUDART
ABDELAK KSADLI
PAUL VANDENBROECK
EDWIN VANDENBROECK
CLAUDE DELCROIX
BERNARD MARECHAL
ROBERT GUIDON
MICHEL BOLLAERTS
RENAUD LEBOUTTE

Art. 2. Le présent arrêté sera notifié à chacun des agents individuellement.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que l'arrêté précité du 20 mai 1999.

Bruxelles, le 17 septembre 2001.

Jean-Pierre HANNEQUART,
Directeur général.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2001/31334]

17 SEPTEMBER 2001. — Besluit van de leidende ambtenaren tot aanstelling als controleur bij het Brussels Instituut voor Milieubeheer

De leidende ambtenaren,

Gelet op de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 mei 1999 betreffende het toezicht op het naleven van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake leefmilieu, inzonderheid op artikel 1,

Besluiten :

Artikel 1. De personeelsleden van het Brussels Instituut voor Milieubeheer die hierna worden aangesteld vervullen de functie van controleur in de zin van artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 mei 1999 betreffende de naleving van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake leefmilieu :

JEAN-MARIE LALOUX
JACQUES KRAEWINKELS
NATHALIE ZWANG
PHILIPPE FISCHWEILER
HERMAN VANDENBERG
ROBERT COULIER
THIERRY WYNS
DANIEL BERTEAU
DANIEL MEIRLAEN
JEAN-MARIE HOUTEKIE
JEAN RUYS
MARC CHONER
JEAN HANSEN
ETIENNE VANDERSMISSEN
RUDY GERONDAL
BENNY DE CLERCK
JACQUES LEFEBVRE
BRAHIM AZMANI MATAR
ALAIN PAULISSEN
JEAN-NOEL BOUDART
ABDELAK KSADLI
PAUL VANDENBROECK
EDWIN VANDENBROECK
CLAUDE DELCROIX
BERNARD MARECHAL
ROBERT GUIDON
MICHEL BOLLAERTS
RENAUD LEBOUTTE

Art. 2. Dit besluit zal aan elk van de personeelsleden persoonlijk worden meegedeeld.

Art. 3. Dit besluit wordt van kracht op dezelfde dag als het bovenvermelde besluit van 20 mei 1999.

Brussel, 17 september 2001.

Eric SCHAMP,
Inspecteur-generaal.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

CHAMBRES LEGISLATIVES FEDERALES

SENAT

[2001/19777]

Nomination des membres et des suppléants du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité (Comité permanent R)

Lors de sa séance plénière du 19 juillet 2001, le Sénat a procédé, conformément à l'article 28, alinéa 1^{er}, de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, telle que modifiée par la loi du 20 juillet 2000, à la nomination des membres et des suppléants du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité (Comité permanent R).

A. Ont été proclamés élus membres effectifs :

1. En qualité de président (F)

M. Jean-Claude Delepière, substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles, détaché au Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité.

2. En qualité de membre effectif d'expression française

M. Gérald Vande Walle, inspecteur social, détaché au Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité.

3. En qualité de membre effectif d'expression néerlandaise

M. Walter De Smedt, président de chambre du tribunal correctionnel d'Anvers.

B. Ont été proclamés élus membres suppléants :

1. En qualité de suppléant du président (F)

M. Jean-Louis Prignon, substitut du procureur général près la cour d'appel de Liège, détaché au Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité.

2. En qualité de membre suppléant d'expression française

M. Etienne, Marique, conseiller à la cour d'appel de Bruxelles, détaché à la commission des jeux de hasard.

3. En qualité de membre suppléant d'expression néerlandaise

M. Peter De Smet, substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Gand;

Le 19 septembre 2001, le président et les membres effectifs du Comité permanent R ont prêté, conformément à l'article 30, alinéa 4, de la loi du 18 juillet 1991 susmentionnée, le serment prescrit par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 et ce, entre les mains du président du Sénat.

FEDERALE WETGEVENDE KAMERS

SENAAT

[2001/19777]

Benoeming van de leden en de plaatsvervangers van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten (Vast Comité I)

Tijdens zijn plenaire vergadering van 19 juli 2001 is de Senaat, overeenkomstig artikel 28, eerste lid, van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op de politie- en inlichtingendiensten, zoals gewijzigd door de wet van 20 juli 2000, overgegaan tot de benoeming van de leden en de plaatsvervangers van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten (Vast Comité I).

A. Werden verkozen verklaard tot effectief lid :

1. In de hoedanigheid van voorzitter (F)

De heer Jean-Claude Delepière, substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, gedetacheerd bij het Vast Comité van toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten.

2. In de hoedanigheid van Franstalig effectief lid

De heer Gérald Vande Walle, sociaal inspecteur, gedetacheerd bij het Vast Comité van toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten.

3. In de hoedanigheid van Nederlandstalig effectief lid

De heer Walter De Smedt, kamervoorzitter bij de correctionele rechtbank te Antwerpen.

B. Werden verkozen verklaard tot plaatsvervangend lid :

1. In de hoedanigheid van plaatsvervanger van de voorzitter (F)

De heer Jean-Louis Prignon, substituut procureur-generaal bij het hof van beroep te Luik, gedetacheerd bij het Vast Comité van toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten.

2. In de hoedanigheid van Franstalig plaatsvervangend lid

De heer Etienne Marique, raadsheer in het hof van beroep te Brussel, gedetacheerd bij de kansspelcommissie.

3. In de hoedanigheid van Nederlandstalig plaatsvervangend lid

De heer Peter De Smet, substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent.

De voorzitter en de effectieve leden van het Vast Comité I hebben, overeenkomstig artikel 30, vierde lid, van voornoemde wet van 18 juli 1991, op 19 september 2001, in handen van de voorzitter van de Senaat, de bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed afgelegd.

MONNAIE ROYALE DE BELGIQUE

[2001/03434]

Bilans d'ouverture de la Monnaie royale de Belgique au 1^{er} janvier 1997 déterminé par le Ministre des Finances en exécution de l'article 24 de l'arrêté royal du 13 avril 1997 modifiant l'arrêté royal du 5 août 1992 portant règlement organique de la Monnaie royale de Belgique

KONINKLIJKE MUNT VAN BELGIE

[2001/03434]

Openingsbalans van de Koninklijke Munt van België op 1 januari 1997 die door de Minister van Financiën is vastgesteld in uitvoering van artikel 24 van het koninklijk besluit van 12 april 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 augustus 1992 houdende organiek reglement van de Koninklijke Munt van België

BILAN D'OUVERTURE

ACTIF			
ACTIFS IMMOBILISES	20/28		17 354 749
I. Frais d'établissement (annexe I)	20		
II. Immobilisations incorporelles (annexe II)	21		
III. Immobilisations corporelles (ann. III)	22/27		17 354 759
A. Terrains et constructions	22	4 513 365	
B. Installations, machines et outillage	23	12 841 394	
C. Mobilier et matériel roulant	24		
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26		
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières (ann. IV et V)	28		
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3		
1. Participations	282		
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8		
1. Actions et parts	284		
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8		
ACTIFS CIRCULANTS	29/58		254 795 762
V. Créances à plus d'un an	29		
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291		
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3		151 726 804
A. Stocks	30/36	151 726 804	
1. Approvisionnements	30/31	130 783 065..	
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33	20 943 739..	
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35		
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37		
VII. Créances à un an au plus	40/41		32 090 513
A. Créances commerciales	40	32 090 513	
B. Autres créances	41		
VIII. Placements de trésorerie (ann. V et VI)	50/53		
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53		
IX. Valeurs disponibles	54/58		42 812 184
X. Comptes de régularisation (ann. VII)	499/1		28 166 261
TOTAL DE L'ACTIF	20/58		272 150 521

OPENINGSBALANS

ACTIVA			
VASTE ACTIVA	20/28		17 354 749
I. Oprichtingskosten (toel. I)	20		
II. Immateriële vaste activa (toel. II)	21		
III. Materiële vaste activa (toel. III)	22/27		17 354 759
A. Terreinen en gebouwen	22	4 513 365	
B. Installaties, machines en uitrusting	23	12 841 394	
C. Meubilair en rollend materieel	24		
D. Leasing en soortgelijke rechten	25		
E. Overige materiële vaste activa	26		
F. Activa in aanbouw en vooruitbetalingen	27		
IV. Financiële vaste activa (toel. IV en V)	28		
A. Verbonden ondernemingen	280/1		
1. Deelnemingen	280		
2. Vorderingen	281		
B. Ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	282/3		
1. Deelnemingen	282		
2. Vorderingen	283		
C. Andere financiële vaste activa	284/8		
1. Aandelen	284		
2. Vorderingen en borgtochten in contanten	285/8		
VLOTTENDE ACTIVA	29/58		254 795 762
V. Vorderingen op meer dan één jaar	29		
A. Handelsvorderingen	290		
B. Overige vorderingen	291		
VI. Voorraden en bestellingen in uitvoering	3		151 726 804
A. Voorraden	30/36	151 726 804	
1. Grond- en hulpstoffen	30/31	130 783 065..	
2. Goederen in bewerking	32		
3. Gereed product	33	20 943 739.	
4. Handelsgoederen	34		
5. Onroerende goederen bestemd voor verkoop	5		
6. Vooruitbetalingen	36		
B. Bestellingen in uitvoering	37		
VII. Vorderingen op ten hoogste één jaar	40/41		32 090 513
A. Handelsvorderingen	40	32 090 513	
B. Overige vorderingen	41		
VIII. Geldbeleggingen (toel. V en VI)	50/53		
A. Eigen aandelen	50		
B. Overige beleggingen	51/53		
IX. Liquide middelen	54/58		42 812 184
X. Overlopende rekeningen (toel. VII)	490/1		28 166 261
TOTAAL DER ACTIVA	20/58		272 150 521

PASSIF		
CAPITAUX PROPRES		
	10/15	44 051 376
I. Capital (ann. VIII)	10	95 837 609
A. Capital souscrit	100	95 837 609
B. Capital non appelé	101	
II. Primes d'émission	11	
III. Plus-values de réévaluation	12	
IV. Réserves	13	
A. Réserves légale	130	
B. Réserves indisponibles	131	
1. Pour actions propres	1310	
2. Autres	1311	
C. Réserves immunisées	132	
D. Réserves disponibles	133	
V. Bénéfice reporté	140	
Perte reportée	141	(51 786 233)
VI. Subsides en capital	15	
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES		
VII. A. Provisions pour risques et charges	160/5	
1. Pensions et obligations similaires	160	
2. Charges fiscales	161	
3. Grosses réparations et gros entretien	162	
4. Autres risques et charges (ann. IX)	163/5	
B. Impôts différés	168	
DETTES		
VIII. Dettes à plus d'un an (ann. X)	17/49	228 099 145
A. Dettes financières	170/4	151 726 804
1. Emprunts subordonnés	170	
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171	
3. Dettes de location-financement et assimilées	172	
4. Etablissements de crédit	173	
5. Autres emprunts	174	151 726 804
B. Dettes commerciales	175	
1. Fournisseurs	1750	
2. Effets à payer	1751	
C. Acomptes reçus sur commandes	176	
D. Autres dettes	178/9	
IX. Dettes à un an au plus (ann. X)	42/48	7 446 149
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	
B. Dettes financières	43	2 530 545
1. Etablissements de crédit	430/8	
2. Autres emprunts	439	2 530 545
C. Dettes commerciales	44	(.....60)
1. Fournisseurs	440/4	(.....60)
2. Effets à payer	441	
D. Acomptes reçus sur commandes	46	
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	2 065 134
1. Impôts	450/3	2 065 134
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	
F. Autres dettes	47/48	2 850 530
X. Comptes de régularisation (ann. XI)	492/3	68 926 192
TOTAL DU PASSIF	10/49	272 150 521

PASSIVA		
EIGEN VERMOGEN		
	10/15	44 051 376
I. Kapitaal (toel. VIII)	10	95 837 609
A. Geplaatst kapitaal	100	95 837 609
B. Niet-opgevraagd kapitaal	101	
II. Uitgiftepremies	11	
III. Herwaarderingsmeerwaarden	12	
IV. Reserves	13	
A. Wettelijke reserve	131	
B. Onbeschikbare reserves	131	
1. Voor eigen aandelen	1310	
2. Andere	1311	
C. Belastingvrije reserves	132	
D. Beschikbare reserves	133	
V. Overgedragen winst	140	
Overgedragen verties	141	(51 786 233)
VI. Kapitaalsubsidies	15	
VOORZIENINGEN EN UITGESTELDE BELASTINGEN		
VII. A. Voorzieningen voor risico's en kosten	160/5	
1. Pensioenen en soortgelijke verplichtingen	160	
2. Belastingen	161	
3. Grote herstellings- en onderhoudswerken	162	
4. Overige risici's en kosten (toel. IX)	168	
B. Uitgestelde belastingen	168	
SCHULDEN		
VIII. Schulden op meer dan één jaar (toel. X)	17/49	228 099 145
A. Financiële schulden	170/4	151 726 804
1. Achtergestelde leningen	170	
2. Niet-achtergestelde obligatieleningen	171	
3. Leasingschulden en soortgelijke schulden	172	
4. Kredietinstellingen	173	
5. Overige leningen	174	151 726 804
B. Handelsschulden	175	
1. Leveranviers	1750	
2. Te betalen wissels	1751	
C. Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen	176	
D. Overige schulden	178/9	
IX. Schulden op ten hoogste één jaar (toel. X)	42/48	7 446 149
A. Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen	42	
B. Financiële schulden	43	2 530 545
1. Kredietinstellingen	430/8	
2. Overige leningen	439	2 530 545
C. Handelsschulden	44	(.....60)
1. Leveranciers	440/4	(.....60)
2. Te betalen wissels	441	
D. Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen	46	
E. Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten	45	2 065 134
1. Belastingen	450/3	2 065 134
2. Bezoldigingen en sociale lasten	454/9	
F. Overige schulden	47/48	2 850 530
X. Overlopende rekeningen (toel. XI)	492/3	68 926 192
TOTAAL DER PASSIVA	10/49	272 150 521

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[C – 2001/08399]

Sélection comparative d'assistants spéciaux (fonction : mécanicien) (m/f) (rang D1), d'expression néerlandaise, pour le "N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen"

Une réserve de candidats, valable deux ans, sera établie.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne.
2. Aucun diplôme n'est nécessaire. Les candidats doivent avoir un an d'expérience relevante au secteur.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de la sélection que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 17.133,63 EUR (691 169 BEF), allocations réglementaires non comprises.

Posez votre candidature jusqu'au 20 octobre 2001.

Vous le faites par fax (02-553 50 50) ou par lettre, (SELOR, Sélections "Vlaamse Openbare Instellingen", Boudewijngebouw, Boudewijnlaan 30, 1000 Bruxelles - tél. 02-553 51 45).

Contactez notre ligne info au numéro 02-214 45 55.

Vous pouvez également poser votre candidature directement sur notre site web <http://www.selor.be>

Vous mentionnez votre nom, votre prénom, votre adresse complète, votre date de naissance, votre numéro de registre national ainsi que la dénomination correcte de votre diplôme.

N'oubliez pas d'indiquer le numéro de référence (ANV01451) de la procédure de sélection.

Votre candidature sera confirmée par lettre.

[C – 2001/08400]

Sélection comparative d'assistants spéciaux (fonction : ajusteur) (m/f) (rang D1), d'expression néerlandaise, pour le "N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen"

Une réserve de candidats, valable deux ans, sera établie.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne.
2. Aucun diplôme n'est nécessaire. Les candidats doivent avoir un an d'expérience relevante au secteur.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de la sélection que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 17.133,63 EUR (691 169 BEF), allocations réglementaires non comprises.

Posez votre candidature jusqu'au 20 octobre 2001.

Vous le faites par fax (02-553 50 50) ou par lettre (SELOR, Sélections "Vlaamse Openbare Instellingen", Boudewijngebouw, Boudewijnlaan 30, 1000 Bruxelles - tél. 02-553 51 45).

Contactez notre ligne info au numéro 02-214 45 55.

Vous pouvez également poser votre candidature directement sur notre site web <http://www.selor.be>

Vous mentionnez votre nom, votre prénom, votre adresse complète, votre date de naissance, votre numéro de registre national ainsi que la dénomination correcte de votre diplôme.

N'oubliez pas d'indiquer le numéro de référence (ANV01452) de la procédure de sélection.

Votre candidature sera confirmée par lettre.

[C – 2001/08401]

Sélection comparative d'assistants spéciaux (fonction : électricien) (m/f) (rang D1), d'expression néerlandaise, pour le "N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen"

Une réserve de candidats, valable deux ans, sera établie.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne.
2. Aucun diplôme n'est nécessaire. Les candidats doivent avoir un an d'expérience relevante dans le secteur.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de la sélection que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[C – 2001/08399]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige speciaal assistenten (functie : mechaniker) (m/v) (rang D1) voor de N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen

Na deze selectie wordt een lijst aangelegd, die twee jaar geldig blijft.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie zijn.
2. Geen diploma vereist. Wel dienen de sollicitanten één jaar relevante ervaring in de sector aan te tonen.

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure vindt u in het selectiereglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks brutobeginsalaris : 17.133,63 EUR (691 169 BEF), reglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Solliciteren kan tot 20 oktober 2001.

U reageert per fax (02-553 50 50) of brief (SELOR, Dienst Selecties VOI's, Boudewijngebouw, Boudewijnlaan 30, 1000 Brussel - tel. 02-553 51 45).

De SELOR-ijfolijn is bereikbaar op het nummer 02-214 45 66.

U kunt ook rechtstreeks solliciteren op onze website <http://www.selor.be>

U vermeldt altijd uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer evenals uw behaalde diploma.

Vergeet niet het referentnummer (ANV01451) van de selectieprocedure te vermelden.

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

[C – 2001/08400]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige speciaal assistenten (functie : bankwerker) (m/v) (rang D1) voor de N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen

Na deze selectie wordt een lijst aangelegd, die twee jaar geldig blijft.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie zijn.
2. Geen diploma vereist. Wel dienen de sollicitanten één jaar relevante ervaring in de sector aan te tonen.

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure vindt u in het selectiereglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks brutobeginsalaris : 17.133,63 euro (691 169 BEF), reglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Solliciteren kan tot 20 oktober 2001.

U reageert per fax (02-553 50 50) of brief (SELOR, Dienst Selecties VOI's, Boudewijngebouw, Boudewijnlaan 30, 1000 Brussel - tel. 02-553 51 45).

De SELOR-ijfolijn is bereikbaar op het nummer 02-214 45 66.

U kunt ook rechtstreeks solliciteren op onze website <http://www.selor.be>

U vermeldt altijd uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer evenals uw behaalde diploma.

Vergeet niet het referentnummer (ANV01452) van de selectieprocedure te vermelden.

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

[C – 2001/08401]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige speciaal assistenten (functie : elektricien) (m/v) (rang D1) voor de N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen

Na deze selectie wordt een lijst aangelegd, die twee jaar geldig blijft.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie zijn.
2. Geen diploma vereist. Wel dienen de sollicitanten één jaar relevante ervaring in de sector aan te tonen.

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure vindt u in het selectiereglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Traitement annuel brut de début : 17.133,63 EUR (691 169 BEF), allocations réglementaires non comprises.

Posez votre candidature jusqu'au 20 octobre 2001.

Vous le faites par fax (02-553 50 50) ou par lettre (SELOR, Sélections "Vlaamse Openbare Instellingen", Boudewijngebouw, Boudewijnlaan 30, 1000 Bruxelles - tél. 02-553 51 45).

Contactez notre ligne info au numéro 02-214 45 55.

Vous pouvez également poser votre candidature directement sur notre site web <http://www.selor.be>

Vous mentionnez votre nom, votre prénom, votre adresse complète, votre date de naissance, votre numéro de registre national ainsi que la dénomination correcte de votre diplôme.

N'oubliez pas d'indiquer le numéro de référence (ANV01453) de la procédure de sélection.

Votre candidature sera confirmée par lettre.

[C - 2001/08402]

Sélection comparative d'experts (construction) (m/f) (rang B1), d'expression néerlandaise, pour le « N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen »

Une réserve de lauréats, valable deux ans, sera établie.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne.
2. Diplôme(s) requis :

Au 20 octobre 2001 vous avez obtenu un des diplômes suivants :

— enseignement supérieur de type court (formation de base d'un cycle), obtenu dans une des sections suivantes : construction, travaux publics, architecte-assistant, dessin de construction ou topographie;

— ingénieur technique, obtenu dans la section construction ou travaux publics;

— géomètre-expert immobilier ou géomètre des mines.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de sélection que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 20.434,6 EUR (824 330 BEF), allocations réglementaires non comprises.

Posez votre candidature jusqu'au 20 octobre 2001.

Vous le faites par fax (02-553 50 50) ou par lettre (SELOR, Sélections « Vlaamse Openbare Instellingen », Boudewijngebouw, Boudewijnlaan 30, 1000 Bruxelles, tél. 02-553 51 45).

Contactez notre ligne info au numéro 02-214 45 55.

Vous pouvez également poser votre candidature directement sur notre site web <http://www.selor.be>

Vous mentionnez votre nom, votre prénom, votre adresse complète, votre date de naissance, votre numéro de registre national ainsi que la dénomination correcte de votre diplôme.

N'oubliez pas d'indiquer le numéro de référence (ANV01457) de la procédure de sélection.

Votre candidature sera confirmée par lettre.

Jaarlijks brutobeginsalaris : 17.133,63 euro (691 169 BEF), réglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Solliciteren kan tot 20 oktober 2001.

U reageert per fax (02-553 50 50) of brief (SELOR, Dienst Selecties VOI's, Boudewijngebouw, Boudewijnlaan 30, 1000 Brussel - tel. 02-553 51 45).

De SELOR-infolijn is bereikbaar op het nummer 02-214 45 66.

U kunt ook rechtstreeks solliciteren op onze website <http://www.selor.be>

U vermeldt altijd uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer evenals uw behaalde diploma.

Vergeet niet het referentenummer (ANV01453) van de selectieprocedure te vermelden.

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

[C - 2001/08402]

Selectie van Nederlandstalige deskundigen (bouwkunde) (m/v) (rang B1) voor de N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen

Na deze selectie wordt een lijst aangelegd die twee jaar geldig blijft.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie zijn.
2. Vereist(e) diploma('s) :

Op 20 oktober 2001 bent u in het bezit van één van de volgende diploma's :

— hoger onderwijs van het korte type (basisopleiding van één cyclus) behaald in één van de volgende afdelingen : bouw, openbare werken, architect-assistent, bouwkundig tekenen of topografie;

— technisch ingenieur, behaald in de afdeling bouwkunde of openbare werken;

— meetkundig schatter van onroerende goederen of van mijnmeter.

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure vindt u in selectiereglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks brutobeginsalaris : 20.434,6 EUR (824 330 BEF), réglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Solliciteren kan tot 20 oktober 2001.

U reageert per fax (02-553 50 50) of brief (SELOR, Dienst Selecties VOI's, Boudewijngebouw, Boudewijnlaan 30, 1000 Brussel, tel. 02-553 51 45).

De SELOR-infolijn is bereikbaar op het nummer 02-214 45 66.

U kunt ook rechtstreeks solliciteren op onze website <http://www.selor.be>

U vermeldt altijd uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer evenals uw behaalde diploma.

Vergeet niet het referentenummer (ANV01457) van de selectieprocedure te vermelden.

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C - 2001/11391]

Raad voor Mededinging. — Beslissing nr. 2001 - E/A - 14 van 30 maart 2001

Inzake : NV BATC (thans : NV BIAC) en NV RESTAIR

Nr. : E/A - 95/0016

I. Feitelijke gegevens en procedure

Op 01/06/95 heeft de NV BRUSSELS AIRPORT TERMINAL COMPANY (verder : NV BATC) een overeenkomst aangemeld, die zij op 30 juni 1993 had afgesloten met de NV RESTAIR. Hierbij werd in hoofdbezorging verzocht om een **negatieve verklaring** conform art.6 WBEM, in ondergeschikte orde om een **vrijstelling** op basis van art. 2, § 3 WBEM. De aanmelding werd geregistreerd onder het nummer E/A - 95/0016.

De NV BATC werd als NV van privaatrecht opgericht in 1987, met als doel de realisatie van de uitbreidingen en de modernisering van het passagiersgebouw (inclusief de parkings en toegangswegen) van de luchthaven Brussel Nationaal te **Zaventem**, evenals het beheer en de commerciële exploitatie van het passagiersgebouw. Haar maatschappelijke zetel is gelegen te 1030 Schaarbeek, Vooruitgangstraat 80.

Op 01/10/98 werd de NV BATC omgevormd tot de NV van publiek recht BRUSSELS INTERNATIONAL AIRPORT COMPANY (verder : NV BIAC). Deze nieuwe vennootschap is de fusie tussen de NV BATC en een deel van de REGIE DER LUCHTWEGEN (verder : RLW). De luchtverkeersleiding ressorteert sindsdien onder BELGO-CONTROL, dat volledig in overheidshanden blijft. De Belgische Staat heeft 50 % + 1 aandelen van het kapitaal van de NV BIAC.

De NV RESTAIR, een dochtermaatschappij van de NV CARESTEL, werd in 1993 opgericht met als doel in het binnenland en/of buitenland : de oprichting, de uitbating en het beheer van alle hotels, motels, spijs- en drankhuizen, auto's en dienststations, horeca-exploitatiepunten en lounges op luchthavens, de uitbating van zalen voor tentoonstellingen en congressen, het verhuren van alle materiaal daartoe of het laten uitbaten van zulke inrichtingen door een concessionaris of door een gerant en alle transacties in verband daarmee, het zelf in concessie nemen van diverse uitbatingen, het verstrekken van alle recreatieve mogelijkheden i.v.m. gelijkaardige activiteiten. Haar maatschappelijke zetel is gelegen te 9051 Sint-Denijs-Westrem, Maaltekoeter 3.

Deze betrokken vennootschappen zijn ondernemingen in de zin van art. 1 WBEM.

In 1993 heeft BIAC een vergunningsprocedure georganiseerd voor o.m. de exploitatie van de V.I.P.-lounges van luchtvaartmaatschappijen en andere commerciële maatschappijen. Als winnaar uit deze procedure is de NV RESTAIR (toen nog CARESTEL) naar voor gekomen, waarmee de NV BIAC (toen nog BATC) de aangemelde exploitatie-overeenkomst d.d. 30/06/93 heeft gesloten.

Deze overeenkomst d.d. 30/06/93 geeft in principe aan de NV RESTAIR gedurende **10 jaar** het exclusieve recht om de V.I.P.-lounges ter beschikking te stellen en om catering services in de V.I.P.-lounges aan te bieden aan luchtvaartmaatschappijen en andere commerciële maatschappijen.

Luchtvaartmaatschappijen die **minimaal 25 %** van het totaal aantal passagiers zelf vervoeren op de luchthaven Brussel Nationaal vallen buiten het toepassingsgebied van deze exclusiviteit : zij mogen zich voor deze lounges rechtstreeks wenden tot BIAC en zijn vrij om ofwel zelf in te staan voor de catering ofwel beroep te doen op een cateraar naar keuze.

Op heden voldoet alléén SABENA aan deze voorwaarde en heeft zij dus vrije keuze. Alhoewel dus niet verplicht, heeft SABENA niettemin geopteerd om een beroep te doen op de NV RESTAIR voor de catering in haar V.I.P.-lounges.

Maatschappijen die minder dan 25 % van het totaal aantal passagiers vervoeren op de luchthaven, moeten zich tot de NV RESTAIR wenden voor de terbeschikkingstelling van een ruimte om er een V.I.P.-lounge in te richten. Voor de cateringdiensten dienen zij met de NV RESTAIR te onderhandelen.

De NV RESTAIR biedt ook een «common lounge» aan, die openstaat voor luchtvaartmaatschappijen die géén eigen V.I.P.-lounge wensen. Deze moeten hiervoor een bepaald bedrag per passagier betalen.

Bij de aangemelde overeenkomst heeft de NV RESTAIR de verplichting om bepaalde investeringen uit te voeren in de « gemeenschappelijke » delen (gangen, toiletten op de lounge-verdieping, onthaal, gemeenschappelijke lounge, enz....).

De aangemelde overeenkomst heeft betrekking op Pier C en de sinds 1994 geopende Pier B. Ook wordt voorzien dat de NV RESTAIR dezelfde exclusiviteit zal krijgen in een nader te bepalen zone in de in aanleg zijnde Pier A (opening voorzien april 2002).

Gelet op het verslag van de Dienst voor de Mededinging d.d. 29/09/99;

Gelet op de memories van partijen;

Gehoord de raadslieden van partijen ter zitting d.d. 23/02/2001 :

II. Beoordeling van deze overeenkomst

1) het weren van vertrouwelijke stukken

Teneinde de rechten van verdediging van partijen niet te schenden, heeft de Raad géén rekening gehouden met « vertrouwelijke » stukken van classificatie C uit het dossier van de Raad, waartoe de raadslieden géén toegang hebben gekregen. Het betreft : Doc. 3.4 (confidentiële versie), Doc. 3.5.2, Doc. 3.5.3, Doc. 3.5.4, Doc. 3.5.5, Doc. 3.5.6, Doc. 3.6, Doc. 3.19, Doc. 3.19.1, Doc. 3.24.1 en Doc. 3.24.2.

2) de overeenkomst valt onder art. 2 § 1 WBEM

De relevante geografische markt is de **nationale luchthaven** van België te Zaventem.

De aangemelde overeenkomst behoort tot de markt van de **exploitatie van V.I.P.- lounges** ten behoeve van luchtvaartmaatschappijen of andere commerciële maatschappijen op de luchthaven van Brussel-Nationaal.

De NV BIAC is een autonoom overheidsbedrijf dat over een wettelijk monopolie beschikt m.b.t. de commerciële exploitatie van de passagiersgebonden gebouwen van de luchthaven. Deze concessie verleent aan de NV BIAC een machtspositie.

Als gevolg van het exclusieve recht van de NV RESTAIR, is zij in de praktijk de **enige** aanbieder van catering-services in de V.I.P.-lounges te Zaventem. Enkel SABENA kan zich rechtstreeks tot de NV BIAC richten (25 % norm), doch zij geeft op heden de voorkeur om haar lounge eveneens door de NV RESTAIR te laten uitbaten.

De aangemelde overeenkomst valt onder art. 2 § 1 WBEM, gezien er ontegensprekelijk **beperving** van de mededinging is. Er is een overeenkomst met 10 jaar exclusiviteit aan één vennootschap, tijdens dewelke nieuwe leveranciers géén toegang krijgen tot de markt. De 25 % norm - als enige uitzondering - is hoog zodat enkel de nationale luchtvaartmaatschappij SABENA die op deze luchthaven haar thuisbasis heeft, deze norm haalt.

De markt is dus niet vrij toegankelijk.

3) argumenten PRO vrijstelling art. 2 § 3 WBEM

a) géén zuivere exclusiviteit

De aangemelde overeenkomst verleent **géén zuivere exclusiviteit** : zowel voor de terbeschikkingstelling van de ruimtes als voor de catering, vallen luchtvaartmaatschappijen die minimaal 25 % van het totaal aantal passagiers op de luchthaven te Zaventem zelf vervoeren, buiten het toepassingsgebied van dit exclusieve recht.

Thans voldoet enkel SABENA aan deze norm. Zij vervoert bijna 50 % van alle passagiers. SABENA heeft dus de vrije keuze om een andere cateraar te kiezen. Dit betekent dat de exclusiviteit van de NV RESTAIR slechts gegarandeerd is voor een goede 50 % van de passagiers. Dat SABENA zich in de praktijk (via kortlopende contracten van één jaar) ook op de NV RESTAIR beroept, doet géén afbreuk aan het juridisch principe van haar vrije keuze.

Ook dient gesteld te worden dat de luchtvaartmaatschappijen die zich tot de NV RESTAIR moeten wenden, wel nog de vrijheid hebben om over het volume van dienstverleningen dat ze wensen, te onderhandelen.

b) mededinging n.a.v. de vergunningsprocedure

De kwestieuze exclusiviteit is voortgevloeid uit een voorafgaande **selectieprocedure, waarbij de concurrentie wel heeft kunnen spelen**. Tijdens de aanbestedingsprocedure hebben diverse kandidaten de kans gehad om hun project voor te stellen.

Belangrijk is dat de huidige exploitatie-overeenkomst m.b.t. de V.I.P.-lounges in Zaventem pas tot stand is gekomen **na een selectieprocedure**. In 1992 werd door BIAC aan een reeks bedrijven een offerte gevraagd. Ook werd in 1993 een lastenboek opgesteld en verstuurd aan de diverse kandidaten. N.a.v. deze offertes werd op grond van financiële, logistieke en veiligheidsredenen de offerte weerhouden van één cateraar nl. CARESTEL/RESTAIR.

Door het uitschrijven van een concessie voor de exploitatie van de lounges, vindt er géén concurrentie meer plaats tijdens de uitbating van de installaties op de luchthaven, maar wel bij het dingen naar de concessie.

c) rendabele inrichting van de beschikbare ruimtes

De NV BIAC is een commerciële onderneming die verplicht is om haar activiteiten zo **rendabel** mogelijk te organiseren. Het is dan ook normaal dat zij bij de beoordeling van de diverse offertes destijds rekening hield met factoren als de hoegrootheid van de vergoedingen, de rendabiliteit van de beschikbare oppervlakte, kwaliteit, enz....

Vanuit dit oogpunt biedt het aanwijzen van één cateraar in de V.I.P.-lounges en dit voor een langere periode, zeker voordelen. Hierdoor kunnen immers de **niet-rendabele** werkuimtes, die noodzakelijk zijn voor de catering zoals o.m. voorraden, wasmachines, onderhoudsmateriaal, frigo's, vuilnis, wettelijk verplichte faciliteiten voor het personeel, zoveel mogelijk **beperkt** worden. Dit beperken van de niet-rendabele ruimtes leidt tot

lagere vaste kosten, ten bate van exploitant én gebruikers.

d) zware investeringen vereisen langdurige overeenkomst

Het is op luchthavens gebruikelijk om **langdurige** contracten te sluiten met één of een beperkt aantal uitbaters voor de catering, teneinde deze in de mogelijkheid te stellen om de te investeren bedragen af te schrijven op normale basis. De exclusiviteit en de langere duur van de overeenkomst (10 jaar) motiveren juist de cateraar om **omvangrijke investeringen** te doen in o.a. machines, onthaal en inrichting van de gemeenschappelijke lounge.

Uit de financiële gegevens van de NV RESTAIR blijkt dat zij in de eerste jaren van de overeenkomst zwaar heeft moeten investeren en dat er slechts vanaf 1997 sprake is van een netto-winst die groter is dan de investeringen. Hieruit blijkt dat het sluiten van een exploitatie-overeenkomst enkel voor een langere periode **economisch verantwoord** is.

De duur van de overeenkomst moet in verhouding staan tot de investeringen en andere verplichtingen die de concessionaris moet vervullen.

e) veiligheid van de luchthaven

NV BIAC is belast met de bevordering, ontwikkeling en exploitatie van de luchthaven te Zaventem. Alhoewel ze een commerciële onderneming is, moet zij niettemin bij haar wettelijk omschreven opdrachten bepaalde vereisten inzake **veiligheid** en **openbare dienstverlening** naleven.

De V.I.P.-lounges bevinden zich in de «steriele» zone van de luchthaven, waarnaar de toegang beperkt is én wordt gecontroleerd. Het is bijgevolg wenselijk om het aantal personeelsleden dat toegang heeft tot deze zone zoveel mogelijk te beperken. In de overeenkomst is bepaald dat de NV RESTAIR verantwoordelijk is voor de veiligheid in de lounges.

f) het imago van de lounges is belangrijker dan de catering

Belangrijke vaststelling is dat de echte concurrentie zich niet afspeelt op het niveau van de **catering** in de V.I.P.-lounges. Deze catering is eigenlijk beperkt (drankjes, chips, nootjes). De mededinging speelt vooral op het niveau van **het imago** en de **dienstverlening** in deze lounges, bv. computeraansluitingen, kranten en tijdschriften, aparte werk-ruimtes, rustige leesruimtes, enz....

Dit imago van de V.I.P.-lounges ligt volledig in handen van de luchtvaartmaatschappijen en de andere commerciële maatschappijen die de door hen bekomen ruimtes als lounges **individueel** kunnen inrichten (o.a. inzake de stijl), zodoende daarin hun imago opbouwen om zich te onderscheiden van andere maatschappijen.

g) voordelen voor de gebruikers

De Raad treedt ook de door de Dienst aangehaalde voordelen van de overeenkomst bij (verslag, blz.28). Het strekt de luchtvaartmaatschappijen en de andere commerciële maatschappijen én de bezoekers van de luchthaven **tot voordeel**, gezien de NV RESTAIR door haar vakkennis sneller op hun noden kan inspelen.

Het personeel van de lounges heeft een opdracht zowel inzake restauratie als inzake service. De NV RESTAIR kan, als gespecialiseerde firma, op een efficiënte wijze een deel van haar personeel inzetten voor de beperkte lounge-activiteiten, zonder dat dit leidt tot «overstaffing» en dit ten bate van lagere kosten én hogere kwaliteit.

Ongetwijfeld halen de gebruikers van de lounges voordelen uit de exclusiviteit : lagere prijzen, continue bevoorradings, opgeleid en deskundig personeel met veel ervaring, enz.... Tekenend is dat SABENA, zonder hiertoe enige verplichting te hebben, niettemin met de NV RESTAIR als cateraar contracteert. Het is waarschijnlijk dat het zelf exploiteren van de lounges economisch niet rendabel is.

4) Eerste besluiten

In acht genomen al de bovenstaande overwegingen, besluit de Raad dat de aangemelde overeenkomst valt onder art. 2 § 1 WBEM, zodat er **géén** negatieve verklaring conform de art. 6 en 30 WBEM wordt verleend. Anderzijds beslist de Raad dat aan de overeenkomst conform de art. 2, § 3 en 29, § 1 WBEM **wel** een individuele **VRIJSTELLING** kan worden verleend voor een bepaalde periode (zie verder).

III. Conclusies volgens de diverse periodes

1) Periode 30/06/93 tot 01/06/95

Art. 29, § 3 WBEM stelt : « Wanneer de Raad een beslissing neemt tot toepassing van art.2 § 3 WBEM, stelt hij de datum vast met ingang waarvan de beslissing in werking treedt. Deze datum kan niet vroeger zijn dan die van de aanmelding. »

Vermits de aanmelding in casu slechts gebeurd is op 01/06/95, kan slechts vanaf deze datum een individuele vrijstelling worden verleend.

Waar de overeenkomst reeds dateert van 30/06/93, gebeurde de aanmelding op 1 juni 1995 uitermate **laattijdig**.

Reeds op 13/07/94 werd door de vzw AIRLINE OPERATORS COMMITTEE (AOC) en de BOARD OF AIRLINES REPRESENTATIVES IN BELGIUM (BAR) een **klacht** neergelegd bij de Dienst der Mededinging m.b.t. de gevolgen van de pas op 01/06/95 aangemelde overeenkomst (PRA 94/0010).

De NV BIAC heeft reeds sinds maart 1994 cijns ontvangen van de NV RESTAIR. Zoals hierboven beoordeeld, wordt door de aangemelde overeenkomst de mededinging op de betrokken markt **beperkt** in strijd met art. 2, § 1 WBEM.

De overeenkomst had voorafgaandelijk moeten aangemeld worden, met een verzoek tot vrijstelling (art. 2, § 3 en art. 7, § 1 WBEM). Voor deze laattijdigheid legt de Raad aan de NV BIAC en de NV RESTAIR een geldboete op van **150 000 BFr ELK**.

2) Periode 01/06/95 tot 31/12/97

Zoals hierboven reeds beoordeeld, verklaart de Raad het verzoek tot negatieve verklaring **ongegrondd**, doch verleent een individuele vrijstelling. Deze beslissing treedt in werking vanaf **01/06/95** (datum aanmelding) en verstrijkt op **31/12/97** (vanaf 01/01/98 is de huidige Raad niet langer bevoegd - zie hierna).

3) Periode vanaf 01/01/98

De Raad is van oordeel dat de **Europese Richtlijn 96/67/EG** d.d. 15/10/96 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens (Groundhandling Directive) in casu van toepassing is.

Deze Richtlijn is gebaseerd op de art.59 en 61 van het Verdrag van Rome en staat voor de bevordering van het vrij verkeer van diensten binnen de Europese Gemeenschap. Ze is gericht aan de lidstaten van de Europese Unie, opdat deze intern de nodige wetgeving zouden uitvaardigen welk een vrij verkeer van afhandelingsdiensten moet toelaten, dit om tot de goede werking van de luchthavens en het luchtvervoer bij te dragen.

Deze Richtlijn werd door België voor Brussel-Nationaal laattijdig omgezet in nationaal recht bij K.B. van 12 november 1998 (BS 25 december 1998).

Richtlijn 96/67 stipuleert als **fundamenteel principe** dat :

- m.b.t. de "third party groundhandling" de markt van de grondafhandeling uiterlijk op **1 januari 1999** vrij dient te zijn en dus toegankelijk moet zijn voor elke afhandelaar ten behoeve van derden (art. 6). Enkel wat betreft de bagage-afhandeling, de platformafhandeling, de brandstof- en olielevering en de vracht- en postafhandeling, kan een Lidstaat de toegang tot 2 dienstverleners beperken. De uitbating van lounges valt niet onder de toegestane uitzonderingen, zodat uiterlijk op 1 januari 1999 de uitbating van lounges open moest zijn voor alle afhandelaars ten behoeve van derden.

- m.b.t. de zelfafhandelingsmarkt (art.7) diende de grondafhandeling uiterlijk op **1 januari 1998** vrij te zijn en dus toegankelijk te zijn voor elke zelf-afhandelaar. Enkel wat betreft de bagage-afhandeling, de platformafhandeling, de brandstof- en olielevering en de vracht- en postafhandeling, kan een Lidstaat de toegang tot 2 dienstverleners beperken. De uitbating van lounges valt niet onder de toegestane uitzonderingen, zodat uiterlijk op 1 januari 1998 de uitbating van lounges open moest zijn voor alle zelfafhandelaars en deze uitbating niet meer mocht beperkt worden.

Toegepast op de aangemelde overeenkomst in casu, betekent dit dat genoemde Richtlijn de werking ervan in principe verbiedt **vanaf 1 januari 1998**. Daar Europees recht primeert op Belgisch recht, kan huidige Raad voor de betrokken overeenkomst vanaf deze datum géén vrijstelling meer geven.

Gebeurlijke vrijstellingen op deze algemene principes van Europees recht (zoals bv. in art.9 voorzien), kunnen enkel nog door de **Europese Commissie** worden verleend.

De Raad dient zich derhalve **onbevoegd** te verklaren om over het verzoek te oordelen voor de periode vanaf 1 januari 1998.

OM DEZE REDENEN

DE RAAD VOOR DE MEDEDINGING

Gelet op de art.2 e.v. van de Wet van 15 juni 1935 op het taalgebruik in gerechtszaken van toepassing overeenkomstig art.54bis WBEM;

Stelt vast dat de aangemelde overeenkomst valt onder art. 2, § 1 WBEM, zodat er **géén** negatieve verklaring conform de art. 6 en 30 WBEM wordt verleend;

Verleent aan de aangemelde overeenkomst conform de art. 2, § 3 en 29, § 1 WBEM een individuele VRIJSTELLING voor de periode **vanaf 1 juni 1995 tot 31 december 1997**;

Verklaart zich **onbevoegd** om te oordelen over het huidig verzoek voor de periode **vanaf 1 januari 1998**;

Legt aan de NV BIAC en de NV RESTAIR een **geldboete** op van HONDERDVIJFTIGDUIZEND FRANK (**150 000 BEF**) ELK wegens laattijdige aanmelding van de overeenkomst;

Aldus uitgesproken op 30 maart 2001 door de Kamer van de Raad voor de Mededinging, samengesteld uit : de heer Frank Deschoolmeester, kamervoorzitter; de heren Peter Poma, Robert Vanosselaer en Willem Rycken, leden.

[C – 2001/11343]

Beslissing nr. 2001 – C/C – 29 van 13 juni 2001

Inzake : BVBA VAN DEN BRANDEN, met zetel te 2040 Antwerpen, Antwerpsebaan 4

en

ESSO BELGIUM, gevestigd te 2030 Antwerpen, Polderdijkweg

Gelet op de Wet op de Bescherming van de Economische Mededinging, zoals gecoördineerd op 1 juli 1999 (WBEM);

Gezien de aanmelding aan het Secretariaat van de Raad voor de Mededinging van een concentratie, neergelegd op 25 april 2001;

Gezien de mededeling voor onderzoek door het Secretariaat van de Raad aan het korps van verslaggevers conform art. 32bis, § 1 WBEM op 26 april 2001;

Gezien de stukken van het dossier en het gemotiveerde verslag van de Dienst voor de Mededinging zoals medegedeeld aan de verslaggever op 18 mei 2001;

Gezien het gemotiveerd verslag van de verslaggever zoals dit op 22 mei 2001 werd opgesteld en op 23 mei 2001 werd betekend aan de Raad;

Gehoord het verslag van de verslaggever dhr. Bert Stulens;

Gehoord de partijen die verschenen ter zitting op 13 juni 2001 :

Dhr Bart Van den Bril namens BVBA Van den Branden

Dhr Hugo Detré namens ESSO Belgium

Mr Alain Vanderelst, Advocaat ESSO

Mevr. Nancy Asselbergs namens ESSO Belgium

1. De aanmeldende en betrokken partijen

— Als koper treedt op : ESSO BELGIUM, een divisie van de BVBA ESSO die op haar beurt een onderdeel vormt van de ExxonMobil groep. De basisactiviteit van Exxon-Mobil is de winning van aardgas en ruwe olie, de bewerking hiervan en het op de markt brengen en verdelen van de alzo geproduceerde brandstoffen en chemicaliën.

— Als verkoper treedt op : de BVBA VAN DEN BRANDEN, onderneming die actief is op het vlak van de verkoop van vloeibare brandstoffen. Ze maakt deel uit van de ORION-groep, vertrouwelijk. De BVBA VAN DEN BRANDEN wordt binnenkort omgevormd tot de NV GEMINI PETROLEUM.

— Als doelonderneming fungeert : de BVBA VAN DEN BRANDEN, dit m.b.t. bepaalde van haar bedrijfsactiviteiten, nl. de groothandel en de wederverkoop van gasolie, diesel en benzine en de wederverkoop van lamppetroleum en smeermiddelen.

Genoemde vennootschappen zijn alle ondernemingen in de zin van art. 1 WBEM.

2. Aanmeldingsplicht - overeenkomst van concentratie

Huidige aanmelding is verbonden met de aanmelding NV BP TRADING/BVBA VAN DEN BRANDEN. Bij deze concentratie neemt ESSO BELGIUM op haar beurt een deel van bij laatstgenoemde transactie door de NV BP TRADING aan de BVBA VAN DEN BRANDEN overgedragen bedrijfsactiva over.

Op 30 maart 2001 werd tussen partijen een overeenkomst ondertekend, waarbij het geheel van bedrijfsactiviteiten van de NV BP TRADING, die betrekking hebben op de verkoop van vloeibare brandstoffen en smeermiddelen, worden overgedragen aan ESSO BELGIUM. De overgenomen bedrijfsactiviteiten zullen volledig geïntegreerd worden in de activiteiten van ESSO BELGIUM.

Deze operatie is een concentratie in de zin van art. 9, § 1a WBEM.

De aanmelding gebeurde op 25 april 2001, dus binnen de wettelijk vereiste termijn conform art. 12, § 1 WBEM.

Uit de voorgelegde (vertrouwelijke) omzetcijfers van de betrokken ondernemingen blijkt dat de drempels zoals opgelegd conform art. 11, § 1 WBEM worden behaald, zodat de concentratie diende te worden aangemeld.

De aangemelde concentratie valt overeenkomstig art. 33, § 1.1 WBEM binnen het toepassingsgebied van de wet.

3. De relevante productenmarkten

Deze concentratie betreft de downstreammarkt van geraffineerde petroleumproducten, in casu brandstoffen en smeermiddelen.

De relevante productenmarkten worden opgedeeld in drie niveaus : (a) de cargomarkt voor brandstoffen, (b) de markt voor de wederverkoop van brandstoffen en smeermiddelen, en (c) de markt voor de verkoop van brandstoffen aan eindgebruikers. Vanuit deze niveaus gebeurt er dan een verdere opsplitsing per product. De markt voor de verkoop aan eindgebruikers (c) maakt echter géén deel uit van deze concentratie, waarin enkel de twee bovenste niveaus (a) en (b) betrokken zijn.

De opsplitsing voor de cargomarkt vanuit de vraagzijde gebeurt normaal in functie van de diverse producten die voor huidige concentratie van belang zijn, nl. gasolie, diesel en benzine. Het eindverbruik van deze producten verschilt, zodat deze niet substitueerbaar zijn. ExxonMobil is actief op de cargomarkt via haar dochter Esso Belgium, die op de cargomarkt verkoopt vanuit haar raffinaderij in Antwerpen.

Ook op het niveau van de wederverkoop is een dergelijke marktopplitsing gebruikelijk, gelet op de rechtspraak van de Europese Commissie. Zo oordeelde de Europese Commissie in de zaken IV/M/727 BP/Mobil, para 31 en IV/M/1383 para 438 dat de wederverkochte brandstoffen niet geaggregeerd mochten worden gelet op het verschillende gebruik en het verschillende cliënteel. Conform de rechtspraak van de Europese Commissie in dezelfde zaak (para 427 juncto para 439) wordt ook lamppetroleum als een afzonderlijke productmarkt beschouwd.

Het klantenbestand in de overnameovereenkomst betreft ook, zij het in geringe mate, de wederverkoop van smeermiddelen. Ook hier heeft de Europese Commissie reeds een onderscheid gemaakt in diverse smeermiddelen voor voor- en vaartuigen en industriële smeermiddelen (cfr. zaak IV/M/727 BP/Mobil, para 32; zaak IV/M/1891 BP Amoco/ Castrol, para 11; zaak COMP/M/2015 Totalfina/Saarberg/MMH, para 12 en 14).

Volgende relevante productenmarkten kunnen in casu worden weerhouden :

In de eerste fase (aanvoer en groothandel - op schepen) : (a) de cargoverkoop van gasolie aan groothandelaars, (b) de cargoverkoop van benzine aan groothandelaars, en (c) de cargoverkoop van diesel aan groothandelaars.

In de tweede fase (wederverkoop en groothandel - in depots en met vrachtwagens) : (a) de markt van gasolie voor de wederverkoop, (b) de markt van diesel voor de wederverkoop, (c) de markt van benzine voor de wederverkoop, (d) de markt van lamppetroleum voor de wederverkoop, (e) de markt van de verkoop van smeermiddelen voor motorvoertuigen, en (f) de markt van de verkoop van industriële smeermiddelen.

4. De relevante geografische markt

Met betrekking tot de relevante geografische markt moet een onderscheid gemaakt worden afhankelijk van het markt niveau, resp. cargo of wederverkoop :

De cargomarkt kan beschouwd worden als een Europese en misschien zelf een wereldwijde markt. Ze speelt zich af op schepen, de prijzen worden internationaal bepaald op grond van marktnoteringen, de markt is heel volatiel en dus interessant voor traders.

De markt voor de wederverkoop van brandstoffen is op zijn minst een nationale Belgische markt. Deze visie wordt gedeeld door de Europese Commissie (zaak IV/M/ 727 BP/Mobil para 36).

Volgens de Europese Commissie zijn ook de markt voor de verkoop van smeermiddelen voor motorvoertuigen en de markt voor de verkoop van industriële smeermiddelen op zijn minst nationaal te noemen (zaak IV/M/727 BP/Mobil, para 37 en later bevestigd in zaak IV/M/1891 BP Amoco/Castrol, para 11).

5. Economische analyse

Door de Dienst werden een aantal concurrenten en beroepsfederaties uit de petroleumsector gecontacteerd. De sector bevestigt dat de marktaandeelen vrij stabiel zijn en ziet géén noemenswaardige voor- of nadelen verbonden aan huidige concentratie.

De overnemer vergroot zijn afzetmarkt en vindt hierbij een oplossing voor eventuele overtollige raffinagecapaciteit. Naast de klassieke schaalvoordelen zal deze concentratie zorgen voor een grotere aanwezigheid en zichtbaarheid van het ESSO-merk op de markt, wat vertrouwelijk de kwaliteit in de dienstverlening ten goede kan komen.

Het is duidelijk dat huidige concentratie géén machtspositie in het leven roept of versterkt, die tot gevolg heeft dat de daadwerkelijke mededinging op de nationale markt op een significante wijze wordt belemmerd (art. 10, § 3 WBEM).

Betreffende de marktaandeelen op de hierboven vermelde 9 relevante productenmarkten, kan worden vastgesteld dat deze allen ruim onder de 25% liggen.

De Raad beslist dan ook dat de voorgelegde concentratie kan worden toegelaten conform art. 33, § 2.1.a WBEM.

Om deze redenen

De Raad voor de Mededinging

Gelet op de art. 2 e.v. van de Wet van 15 juni 1935 op het taalgebruik in gerechtszaken van toepassing overeenkomstig art. 54bis WBEM;

Stelt vast dat de betrokken concentratie aanmeldingsplichtig is en conform art. 33, § 1.1 WBEM binnen het toepassingsgebied valt van de wet;

Verklaart de concentratie toelaatbaar conform art. 33, § 2.1.a WBEM;

Aldus uitgesproken op 13 juni 2001 door de Kamer van de Raad voor de Mededinging, samengesteld uit : de heer Frank Deschoolmeester, kamervoorzitter; Mevr. Béatrice Ponet, voorzitter a.i. van de Raad; de heren Marc Jegers en Robert Vanosselaer, leden.

Beslissing nr. 2001 - C/C - 31 van 13 juni 2001

Inzake :

N.V. Holiday Land, met zetel te 9000 Gent, Tramstraat 65

en

N.V. Holiday Store, met zetel te 8400 Oostende, Archimedestraat 7.

Gelet op de wet tot bescherming van de economische mededinging, zoals gecoördineerd op 1 juli 1999 (hierna W.B.E.M.);

Gezien de aanmelding aan het Secretariaat van de Raad voor de Mededinging van een concentratie, aangemeld op 25 april 2001;

Gezien de mededeling voor onderzoek door het Secretariaat van de Raad aan het Korps van Verslaggevers conform artikel 32bis, § 1 W.B.E.M. op 25 april 2001;

Gezien de stukken van het dossier en het onderzoeksverslag van de Dienst voor de Mededinging, zoals medegegeerd aan de Verslaggever op 18 mei 2001;

Gezien het gemotiveerd verslag van de Verslaggever in toepassing van artikel 32, § 2 van de W.B.E.M. op 23 mei 2001 opgesteld en op 28 mei 2001 betekend aan de Raad;

Gehoord het verslag van de verslaggever de heer Bert Stulens;

Gehoord de partijen die verschenen ter zitting op 13 juni 2001 :

- Mr. Thomas Chellingsworth namens Holidaystore

- Mr. Peter Wytinck namens Holiday Land

1. De aanmeldende en betrokken partijen

- Als koper treedt op de N.V. Holiday Land, die een dochteronderneming van C & N Touristic Belgium (C & N) is. C & N is in België actief als touroperator en als reisagent en heeft o.m. de merken Sunsnacks, Neckermann, All Seasons en Pegase in haar portefeuille. C & N verkoopt de door haar georganiseerde reizen aan de consument hoofdzakelijk via een netwerk van reisagenten. Deze agenten sluiten de overeenkomst met de klant in naam en voor rekening van de touroperator. De reizen verkocht onder het merk Neckermann worden verdeeld via een netwerk van winkels die ofwel geïntegreerd zijn in de Neckermann- of de Holiday Land-keten ofwel in franchise gegeven zijn aan onafhankelijke agenten.

- Als verkoper treedt op de N.V. Holiday Store, een vennootschap die 24 reisagentschappen exploiteert in België. De N.V. Holiday Store wordt gecontroleerd door de N.V. Sunair, die actief was als touroperator en als uitbater van reisagentschappen.

- De doelonderneming is de N.V. Holiday Store.

Bovenvermelde ondernemingen zijn ondernemingen in de zin van artikel 1 van de W.B.E.M.

2. De aanmeldingsplicht- overeenkomst van concentratie.

2.1.

De aangemelde overeenkomst is een ontwerpovereenkomst, die ondertekend werd op 26 februari 2001 en die de verwerving betreft door de N.V. Holiday Land/C & N van de 24 verkooppunten van Holiday Store. Deze overeenkomst bevat een opschortende voorwaarde, met name dat ook de overeenkomst betreffende de verkoop van een minderheidsparticipatie in de N.V. Mare Tours effectief zou gesloten worden. De overeenkomst betreffende de verkoop van een minderheidsparticipatie in Mare Tours werd nog niet getekend en zou volgens de aanmeldende partijen niet aanmeldingsplichtig zijn, gezien het niet zou leiden tot een controle door C & N over Mare Tours.

De gemelde operatie is een concentratie in de zin van artikel 9, § 1 van de W.B.E.M.

2.2.

De aanmelding gebeurde op 25 april 2001, waarbij de aanmeldende partijen gebruik hebben gemaakt van de mogelijkheid om een ontwerpovereenkomst aan te melden in de zin van artikel 12 § 1 van de W.B.E.M. Partijen hebben hierbij uitdrukkelijk verklaard dat zij de intentie hebben om een overeenkomst te sluiten die op alle mededingings-rechtelijke relevante punten niet merkbaar verschilt van het aangemelde ontwerp.

2.3.

- De aanmeldende partijen zijn van oordeel dat de concentratie niet diende aangemeld te worden, gezien de omzetrempels niet bereikt zijn. De aanmeldende partijen menen hierbij dat voor de berekening van de omzet van de overgenomen activiteiten enkel moet worden uitgegaan van de commissieomzet die de overgenomen reisbureaus realiseren. Aangezien deze omzet ver beneden de 605 098 500 frank valt (deze zou ca. [vertrouwelijk] bedragen) was de transactie volgens de aanmeldende partijen niet aanmeldingsplichtig.

- De Verslaggever daarentegen is van oordeel dat de betrokken ondernemingen de drempels voorzien in artikel 11, § 1 van de W.B.E.M. overschreden hebben, zodat de concentratie volgens de Verslaggever binnen het toepassingsgebied van de W.B.E.M. valt.

De Verslaggever meent immers dat reisbureaus zowel op commissie als voor eigen rekening werken. Indien de omzet van de reisbemiddelaar (het reisagentschap) beperkt wordt tot de commissies die hij krijgt op de dienstverlening van de touroperators, wordt volgens de Verslaggever in feite abstractie gemaakt van de andere diensten die hij levert als reisbemiddelaar.

De Verslaggever refereert hierbij aan artikel 46 van de W.B.E.M. in verband met de berekening van de omzet, waarin bepaald wordt dat de omzet moet worden begrepen in de zin van het K.B. van 8 oktober 1976 betreffende de jaarrekeningen van de ondernemingen gewijzigd door het K.B. van 6 maart 1990.

Volgens de Verslaggever betekent dit dat de wet bij de bepaling van de omzet enkel een uitzondering maakt voor financiële instellingen en verzekeringsondernemingen. Gezien reiskantoren hierbij niet worden vernoemd, meent de Verslaggever dat de berekening van de klassieke omzet bijgevolg hét criterium is om te bepalen of de drempels al dan niet overschreden zijn.

- De Raad dient thans te onderzoeken of de litigieuze transactie wel aanmeldingsplichtig was.
 - Uit de verstrekte gegevens blijkt dat de omzetzijdpunt voor het jaar 2000 van de N.V. Holiday Store als volgt zijn :
 - Op basis van omzet jaarrekeningen : 953 950 000 frank.
 - Op basis van commissie op omzet : circa [vertrouwelijk] fr (hierbij dient wel opgemerkt te worden dat de aanmeldende partijen zelf spreken over een omzet op basis van commissies op omzet van circa [vertrouwelijk] fr.).
- De Raad is van oordeel dat de omzet van een reisagentschap in beginsel dient berekend te worden op de commissies verhoogd met de opbrengst van de andere diensten die de reisagentschappen leveren en niet op de omzet opgenomen in de jaarrekeningen.

Dit standpunt ligt in de lijn van het advies van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen, die evenzeer van oordeel is dat enkel de commissies voor hun activiteit als reisbemiddelaar als omzet dienen te worden beschouwd. De Commissie voor Boekhoudkundige Normen merkt hierbij op dat de jaarrekening zo nauw mogelijk moet aansluiten bij de bedrijfseconomische realiteit. (Commissie voor Boekhoudkundige Normen, Bulletin nr. 1, augustus 1977, p. 12-14).

In paragraaf 13 van de Mededeling van de Commissie betreffende de berekening van de omzet (Pb.C, 2 maart 1998, 66/25) wordt eveneens bepaald : "In bepaalde gevallen van dienstverlening (toerisme, reclame, enz...) kan de dienst worden verkocht door bemiddeling van een derde. Gezien de verscheidenheid van deze sectoren zijn er vele verschillende gevallen voorspelbaar : een dienstverlenende onderneming die optreedt als bemiddelende onderneming kan als omzet slechts het bedrag van de ontvangen provisies hebben".

De Raad stelt vast dat de Verslaggever opmerkt dat een reisbemiddelaar niet alleen georganiseerde vakanties verkoopt (waarvoor hij een commissie ontvangt), doch tevens individuele prestaties levert. De Verslaggever meent dan ook dat, indien de omzet enkel berekend wordt op de commissies, in feite abstractie gemaakt wordt van de andere diensten die de reisbemiddelaar verstrekt. De Raad is van oordeel dat het onderscheid tussen beide soorten prestaties dient gemaakt te worden door de reisagentschappen. Ook de Commissie voor Boekhoudkundige Normen is van oordeel dat in voorkomend geval een onderneming in haar omzet een onderscheid dient te maken tussen enerzijds ontvangen provisies en anderzijds het brutobedrag van de ontvangsten uit andere activiteiten.

De omzet op commissies voor de N.V. Holiday Store bedraagt slechts circa [vertrouwelijk] fr (de aanmeldende partijen spreken zelf over circa [vertrouwelijk]) en de omzet op de andere individuele prestaties van de reisagentschappen bereikt geenszins een bedrag van [vertrouwelijk] fr, aangezien uit de aanmelding blijkt dat minstens [vertrouwelijk] % van de waarde van de transacties betrekking heeft op reizen die als tussenpersonen aan de eindverbruikers worden geleverd.

De concentratiedrempel vervat in artikel 11, § 1, van de W.B.E.M. is bijgevolg niet overschreden, gezien de N.V. Holiday Store in België geen omzet realiseert van minstens 605 098 500 frank.

De Raad beslist dan ook dat de aangemelde concentratie overeenkomstig artikel 33, § 1.2. van de W.B.E.M. niet binnen het toepassingsgebied van deze wet valt.

OM DEZE REDENEN

De Raad voor de Mededinging

Gelet op de artikelen 2, 30-37 van de Wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, van toepassing overeenkomstig artikel 54bis W.B.E.M.,

Stelt vast dat de betrokken concentratie niet aanmeldingsplichtig is en niet binnen het toepassingsgebied van de wet valt, conform artikel 33, § 1.2. van de W.B.E.M.

Aldus uitgesproken op 13 juni 2001 door de Kamer van de Raad voor de Mededinging, samengesteld uit :

Mevr. B. Ponet, kamervoorzitter;

De heren : F. Deschoolmeester, M. Jegers en R. Vanosselaer, leden.

MINISTERE DES FINANCES

Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines

*Publications prescrites par l'article 770
du Code civil*

[2001/53941]

Succession en déshérence de Laurent, Renée

Laurent, Renée Germaine Justine Ghislaine, veuve de Van Derheyden, Raymond, née à Charleroi le 16 février 1939, domiciliée à Braine-l'Alleud, chemin du Rossignol 74, est décédée à Braine-l'Alleud le 10 juillet 1997, sans laisser de successeur connu acceptant

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Nivelles a, par ordonnance du 1^{er} février 2001, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 23 mars 2001.

Le directeur régional de l'enregistrement,
Jean Mathieu.

(53941)

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie van het kadaster, registratie en domeinen

*Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek*

[2001/53941]

Erfloze nalatenschap van Laurent, Renée

Laurent, Renée Germaine Justine Ghislaine, weduwe van Van Derheyden, Raymond, geboren te Charleroi op 16 februari 1939, wonende te Braine-l'Alleud, Nachtegaalseweg 74, is overleden te Braine-l'Alleud op 10 juli 1997, zonder bekende aannemende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Nijvel, bij vonnis van 1 februari 2001, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 23 maart 2001.

De gewestelijke directeur der registratie,
Jean Mathieu.

(53941)

Succession en déshérence de Marquet, Fernande

Marquet, Fernande Marthe Suzanne, veuve de Roes, André, née à Ault (France) le 26 octobre 1913, domiciliée à Court-Saint-Etienne, clos du Puits 10, est décédée à Court-Saint-Etienne le 28 avril 1999, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Nivelles a, par ordonnance du 1^{er} février 2001, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 23 mars 2001.

Le directeur régional de l'enregistrement,
Jean Mathieu.

(53942)

Succession en déshérence de Van den Bussche, Augusta

Augusta Renildis Van den Bussche, célibataire, née à Berchem le 31 octobre 1904, domiciliée à Zoersel, Kapellei 133, est décédée à Zoersel le 22 février 1998, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance à Anvers a, par jugement du 9 mars 2001, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Anvers, le 27 mars 2001.

Pour le directeur régional de l'enregistrement, le directeur,
E. Woussen.

(53943)

Succession en déshérence de Nowak, Stefan

Nowak, Stefan, né à Ruchocicach (Pologne) le 2 septembre 1925, célibataire, domicilié à Tremelo, P. Damiaanstraat 39, est décédé à Duffel le 7 mai 1996, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance à Louvain a, par ordonnance du 22 janvier 2001, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Hasselt, le 21 mars 2001.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,
J.P. Minten.

(53944)

[2001/53967]

Succession en déshérence de Capelle, Robert

Capelle, Robert Emile Louis Ghislain, célibataire, né à Namur le 28 juin 1938, domicilié à Jemeppe-sur-Sambre, chaussée de Charleroi 87, est décédé à Tournai le 29 septembre 1997, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Namur a, par jugement du 21 mai 2001, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 19 juin 2001.

Le directeur régional de l'Enregistrement,
Jean Mathieu

(53967)

Erfloze nalatenschap van Marquet, Fernande

Marquet, Fernande Marthe Suzanne, weduwe van Roes, André, geboren te Ault (Frankrijk) op 26 oktober 1913, wonende te Court-Saint-Etienne, Puitseef 10, is overleden te Court-Saint-Etienne op 28 april 1999, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Nijvel, bij vonnis van 1 februari 2001, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 23 maart 2001.

De gewestelijke directeur der registratie,
Jean Mathieu.

(53942)

Erfloze nalatenschap van Van den Bussche, Augusta

Augusta Renildis Van den Bussche, ongehuwd, geboren te Berchem op 31 oktober 1904, wonende te Zoersel, Kapellei 133, is overleden te Zoersel op 22 februari 1998, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen, bij vonnis van 9 maart 2001, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Antwerpen, 27 maart 2001.

Voor de gewestelijke directeur, de directeur,
E. Woussen.

(53943)

Erfloze nalatenschap van Nowak, Stefan

Nowak, Stefan, geboren te Ruchocicach (Polen) op 2 september 1925, ongehuwd, wonende te Tremelo, P. Damiaanstraat 39, is overleden te Duffel op 7 mei 1996, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, de registratie en de domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, bij beslissing van 22 januari 2001, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Hasselt, 21 maart 2001.

De gewestelijke directeur der registratie en domeinen,
J.P. Minten.

(53944)

[2001/53967]

Erfloze nalatenschap van Capelle, Robert

Capelle, Robert Emile Louis Ghislain, ongehuwd, geboren te Namen op 28 juni 1938, wonende te Jemeppe-sur-Sambre, Charleroisesteenweg 87, is overleden te Doornik op 29 september 1997, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Namen, bij vonnis van 21 mei 2001, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Namen, 19 juni 2001.

De gewestelijke directeur der Registratie,
Jean Mathieu

(53967)

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[C - 2001/00644]

21 DECEMBRE 2000. — Circulaire ZPZ 11 relative à la mise en place de la police locale. — Aspects administratifs. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de la circulaire ZPZ 11 du Ministre de l'Intérieur du 21 décembre 2000 relative à la mise en place de la police locale Aspects administratifs (*Moniteur belge* du 29 décembre 2000), établie par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2001/00644]

21 DECEMBER 2000. — Omzendbrief ZPZ 11 betreffende de instelling van de lokale politie. — Bestuurlijke aspecten. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de omzendbrief ZPZ 11 van de Minister van Binnenlandse Zaken van 21 december 2000 betreffende de instelling van de lokale politie Bestuurlijke aspecten (*Belgisch Staatsblad* van 29 december 2000), opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy.

MINISTERIUM DES INNERN

[C - 2001/00644]

21. DEZEMBER 2000 — Rundschreiben ZPZ 11 über die Einrichtung der lokalen Polizei Verwaltungstechnische Aspekte — Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Rundschreibens des Ministers des Innern vom 21. Dezember 2000 über die Einrichtung der lokalen Polizei - Verwaltungstechnische Aspekte, erstellt von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen des Beigeordneten Bezirkskommissariats in Malmedy.

MINISTERIUM DES INNERN

21. DEZEMBER 2000 — Rundschreiben ZPZ 11 über die Einrichtung der lokalen Polizei Verwaltungstechnische Aspekte

An die Frau Gouverneurin und die Herren Gouverneure

An die Frauen und Herren Bürgermeister

Sehr geehrte Frau Gouverneurin,

Sehr geehrter Herr Gouverneur,

Sehr geehrte Frau Bürgermeisterin,

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,

das Gesetz vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes (B.S. vom 5. Januar 1999; *deutsche Fassung: B.S. vom 22. April 2000*, nachstehend GIP abgekürzt) tritt am 1. Januar 2001 vollständig in Kraft.

Mit vorliegendem Rundschreiben soll eine Reihe von Richtlinien bezüglich verwaltungstechnischer Aspekte bei der Einrichtung der lokalen Polizei erteilt werden.

1. Allgemeines

In Artikel 260 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes (GIP) ist festgelegt worden, dass dieses Gesetz am 1. Januar 2001 in Kraft tritt.

Das bedeutet, dass die föderale Polizei ab diesem Tag eingerichtet wird; sie wird gemäß Artikel 2 [*sic, zu lesen ist: Artikel 3*] des Gesetzes die spezialisierten und überlokalen verwaltungs- und gerichtspolizeilichen Aufträge sowie Aufträge zur Unterstützung der lokalen Polizeidienste und der Polizeibehörden gewährleisten.

Was die Gemeindepolizei anbelangt, ist die Lage anders. In Artikel 248 des GIP wird bestimmt, dass die lokale Polizei pro Gruppe von Polizeizonen eingerichtet wird, wenn der König feststellt, dass eine Reihe von Voraussetzungen, die zur Einrichtung der lokalen Polizei erforderlich sind, erfüllt sind. Bis zu diesem Zeitpunkt bleibt unter anderem Titel IV des Neuen Gemeindegesetzes für die Gemeinden der betreffenden Zone in Kraft. Das bedeutet, dass das Polizeikorps bis zur Einrichtung des zonalen Korps bestehen bleibt. In Artikel 250 des Gesetzes wird ferner bestimmt, dass bis zur Einrichtung des lokalen Polizeikorps innerhalb einer Zone die Aufträge der territorialen Gendarmeriebrigaden in Zusammenarbeit mit der Gemeindepolizei ebenfalls von den territorialen Brigaden der föderalen Polizei ausgeführt werden.

Jedoch tritt auch Titel II des Gesetzes am 1. Januar 2001 vollständig in Kraft. Das bedeutet, dass der Polizeirat und das Polizeikollegium eingerichtet werden müssen und dass diese Organe in Mehrgemeindezonen - ebenso wie der Gemeinderat, das Bürgermeister- und Schöffenkollegium und der Bürgermeister in Eingemeindezonen - die Befugnisse erhalten, die ihnen gemäß dem GIP übertragen worden sind.

Es ist die Aufgabe der lokalen Verwaltungen, für ihre Zone die notwendigen administrativen Maßnahmen vorzubereiten und zu treffen, damit die Voraussetzungen für die Einrichtung des lokalen Polizeikorps erfüllt werden. Mein vorrangiges Ziel ist es, dass die lokale Polizei spätestens am 1. Januar 2002 in allen Zonen eingerichtet werden kann. Daher ist es notwendig, dass die Zonen ein Timing einhalten, das diese Einrichtung möglich macht.

In vorliegendem Rundschreiben wird eine Übersicht über die Etappen gegeben, die bis dahin zu durchlaufen sind. Für bestimmte Punkte werden zu einem späteren Zeitpunkt präzisere Richtlinien folgen.

Neben der Vorbereitung der verschiedenen formellen Aspekte zur Einrichtung der lokalen Polizei müssen die Gemeinden die erforderlichen Initiativen für die effektive Einrichtung des zonalen Sicherheitskorps ergreifen. Ich verweise diesbezüglich auf mein Rundschreiben ZPZ 9 vom 7. November 2000 (B.S. vom 25. November 2000; *deutsche Fassung: B.S. vom 27. Februar 2001*).

Um jedes Missverständnis zu vermeiden, weise ich darauf hin, dass die Gemeindepolizeikorps bis zum Zeitpunkt der gesetzlichen Einrichtung des lokalen Korps gemäß den in Artikel 248 des GIP vorgesehenen Bedingungen und Verfahren bestehen bleiben und dass die kommunalen Organe (Gemeinderat, Bürgermeister und Bürgermeister- und Schöffenkollegium) bis zu diesem Zeitpunkt die im Gemeindegesetz aufgeführten Befugnisse in puncto Organisation und Verwaltung des Gemeindepolizeikorps behalten.

2. Polizeirat und Polizeikollegium

2.1 Polizeizone

Mittels verschiedener Königlicher Erlasse ist jede Gemeinde einer Polizeizone zugeteilt worden. Hiermit ist für jede Gemeinde die erste Voraussetzung von Artikel 248 für die Einrichtung der lokalen Polizei erfüllt worden.

In Eingemeindezonen üben der Gemeinderat, das Bürgermeister- und Schöffenkollegium und der Bürgermeister die im Gemeindegesetz vorgesehenen Befugnisse in puncto Organisation und Verwaltung des Polizeikorps aus. Die Beschlüsse in Bezug auf das (künftige) lokale Polizeikorps werden gemäß den Bestimmungen des GIP gefasst.

In Mehrgemeindezonen werden die Befugnisse des Gemeinderats in puncto Organisation und Verwaltung des lokalen Polizeikorps vom Polizeirat ausgeübt. Die Befugnisse des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums und diejenigen des Bürgermeisters in puncto Organisation und Verwaltung werden vom Polizeikollegium ausgeübt (Art. 11 des GIP).

Gemäß Artikel 9 des Gesetzes besitzt die Mehrgemeindezone Rechtspersönlichkeit. Artikel 9 ist am Tag der Veröffentlichung des Gesetzes (5. Januar 1999) in Kraft getreten. Das bedeutet, dass Mehrgemeindezonen ab dem Tag des In-Kraft-Tretens der Erlasse, in denen ihre Zusammensetzung festgelegt ist, bestehen und folglich bereits Rechtspersönlichkeit besitzen.

2.2 Polizeikollegium

Das Polizeikollegium wird aus den Bürgermeistern der verschiedenen Gemeinden gebildet, aus denen sich die Mehrgemeindezone zusammensetzt. Das Mandat als Mitglied des Polizeikollegiums beginnt zum Zeitpunkt der Eidesleistung als Bürgermeister (Art. 23 des GIP).

In Artikel 24 wird die Anzahl Stimmen, über die jeder Bürgermeister innerhalb des Polizeikollegiums verfügt, näher bestimmt. Die Berechnungsweise zur Festlegung der Anzahl Stimmen jedes Bürgermeisters bildet den Gegenstand des Königlichen Erlasses über die Methode zur Berechnung der Anzahl Stimmen, über die ein Bürgermeister im Polizeikollegium verfügt.

2.3 Polizeirat

Die Zusammensetzung und die Wahl des Polizeirats erfolgen gemäß den Artikeln 12 bis 22 des GIP.

In Artikel 12 wird festgelegt, auf wie viele Mitglieder jeder Gemeinderat im Polizeirat Anrecht hat.

Die Wahl der Mitglieder des Polizeirats findet am dritten Montag nach der Einsetzung des Gemeinderats statt, also im Prinzip am 22. oder 29. Januar 2001. Dies geschieht gemäß dem Verfahren, das im Königlichen Erlass über die Wahl der Mitglieder des Polizeirats in jedem Gemeinderat beschrieben ist.

Im Rundschreiben über die Wahl der Mitglieder des Polizeirats in einer Mehrgemeindezone gibt es nähere Auskünfte über die Modalitäten dieser Wahl.

Gemäß Artikel 20 des GIP beginnt das Mandat der Mitglieder am ersten Werktag des dritten Monats nach dem Amtsantritt der gewählten Gemeinderatsmitglieder oder spätestens am ersten Werktag des zweiten Monats nach dem Monat, in dem das Ergebnis ihrer Wahl definitiv geworden ist. Im Prinzip wird dies also ab dem 1. April 2001 der Fall sein.

3. Arbeitsweise des Polizeirats und des Polizeikollegiums

In den Artikeln 25 bis 29 des GIP wird die Arbeitsweise des Polizeirats und des Polizeikollegiums festgelegt. Diese Artikel bedürfen mit Ausnahme von Artikel 26 keiner weiteren Erläuterung.

In Artikel 26 wird festgelegt, dass in Haushaltsangelegenheiten die Anzahl Stimmen, über die der Bürgermeister im Polizeikollegium verfügt, gleichmäßig unter die Mitglieder der Gruppe von Vertretern einer Gemeinde aufgeteilt werden muss.

Die Gesamtzahl Stimmen, über die der Bürgermeister einer Mehrgemeindezone verfügt, muss durch die Anzahl Mitglieder des Polizeirats der betreffenden Mehrgemeindezone geteilt werden, erhöht um eine Stimme, nämlich diejenige des Bürgermeisters.

Der Polizeirat und das Polizeikollegium müssen hinsichtlich ihrer Arbeitsweise eine bestimmte Anzahl Beschlüsse fassen. Neben Beschlüssen über das Personal und den Haushaltsplan (siehe weiter unten) handelt es sich insbesondere um folgende Beschlüsse:

— Der Polizeirat kann bei seinem In-Kraft-Treten entscheiden, dass seine Mitglieder für Versammlungen, an denen sie teilnehmen, Anwesenheitsgeld erhalten (Art. 12 des GIP) [*sic, zu lesen ist: Art. 12 des Neuen Gemeindegesetzes*].

— Der Polizeirat und das Polizeikollegium bestimmen einen Sekretär (Art. 29 des GIP).

Dieser Sekretär spielt eine rein administrative Rolle bei Versammlungen des Rats und des Kollegiums. Er kann also in keiner Weise mit dem Gemeindesekretär verglichen werden, mit dem er in Mehrgemeindezonen nur eines gemeinsam hat (Erstellung der Berichte des Polizeirats und/oder des Polizeikollegiums). In einer Mehrgemeindezone wird die Funktion des Sekretärs des Polizeirats und des Polizeikollegiums von einem Mitglied des Verwaltungs- und Logistikkaders der lokalen Polizei oder einer Gemeindeverwaltung der Polizeizone ausgeübt (Art. 29 des GIP).

Die Bestimmung des Sekretärs des Polizeirats und des Polizeikollegiums erfolgt so schnell wie möglich. Es empfiehlt sich, schon bei der ersten Sitzung des Polizeirats und des Polizeikollegiums einen Sekretär zu bestimmen. Der Polizeirat und das Polizeikollegium sollten dieselbe Person als Sekretär bestimmen; dies ist jedoch keine Pflicht.

In Bezug auf das Verfahren für die erste Bestimmung des Korpschefs der lokalen Polizei verweise ich auf Artikel 11 des Königlichen Erlasses vom 21. Oktober 2000 [*sic, zu lesen ist: 31. Oktober 2000*] zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die erste Bestellung in bestimmte Stellen der lokalen Polizei (B.S. vom 4. November 2000; *deutsche Fassung: B.S. vom 12. April 2001*). Der in Artikel 11 erwähnte Sekretär kann derselbe sein wie derjenige, der vom Rat und vom Kollegium definitiv ernannt wird, doch ist auch dies nicht unbedingt nötig.

Um jede Unklarheit auszuräumen, weise ich darauf hin, dass der Gemeindesekretär in Eingemeindezonen alle im Gemeindegesetz aufgeführten Befugnisse in Bezug auf die Versammlungen des Gemeinderats und des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, einschließlich der Fälle, in denen diese über die Organisation und die Arbeitsweise des Polizeikorps beraten, weiterhin uneingeschränkt ausübt.

— Der Rat bestimmt auf Vorschlag des Kollegiums den besonderen Rechenschaftspflichtigen (Art. 30 des GIP) und legt die Vergütung des besonderen Rechenschaftspflichtigen fest (Art. 32 des GIP).

Die Aufträge des besonderen Rechenschaftspflichtigen sind in Artikel 30 des GIP definiert. Sie betreffen die Einnahmen und Ausgaben der Polizeizone. Man hat jedoch dafür optiert, das Jahr 2001 aus haushaltsplanerischer Sicht als Übergangsjahr zu betrachten (siehe Rundschreiben ZPZ 8 vom 18. Oktober 2000, B.S. vom 15. November 2000; *deutsche Fassung: B.S. vom 12. April 2001*). Die Polizeizonen werden erst ab dem Jahr 2002 über einen eigenen Haushaltsplan verfügen. Das bedeutet, dass der besondere Rechenschaftspflichtige seine in Artikel 30 des Gesetzes aufgeführten formellen Aufgaben erst zu diesem Zeitpunkt aufnehmen muss. Die Anlaufkosten für die Einrichtung der Polizeizone und den Aufbau des Korps sind in erster Linie von den Gemeinden, aus denen sich eine Zone zusammensetzt, zu tragen (siehe weiter unten).

Der besondere Rechenschaftspflichtige sollte jedoch frühzeitig eingestellt werden. Wie in der Begründung zum Gesetz festgehalten ist, soll erreicht werden, dass der besondere Rechenschaftspflichtige zum Finanzberater des Polizeirats und des Polizeikollegiums wird und dem Korpschef als Finanzmanager zur Seite steht. Er kann diese Funktion nur dann erfüllen, wenn er zeitig in den Aufbau der finanztechnischen Organisation der Polizeizone einbezogen wird. Aus diesem Grund sollte er an der Vorbereitung des ersten Haushaltsplans der Polizeizone aktiv mitarbeiten. Der besondere Rechenschaftspflichtige sollte also spätestens zu dem Zeitpunkt eingestellt werden, wenn mit der Ausarbeitung des Polizeihaushaltsplans für das Jahr 2002 begonnen wird.

Anfang 2001 werden Erlasse bezüglich der vom besonderen Rechenschaftspflichtigen zu leistenden zusätzlichen Kautions (in Ausführung von Artikel 31 des GIP) und bezüglich der Vergütung des besonderen Rechenschaftspflichtigen (in Ausführung von Artikel 32) ergehen. Sobald diese Erlasse ergangen sind, können die Polizeizonen die Bestimmung des besonderen Rechenschaftspflichtigen in Angriff nehmen.

Ziel ist es, durch eine Abänderung des GIP die Bestimmung des besonderen Rechenschaftspflichtigen in Eingemeindezonen auf die gleiche Weise zu organisieren wie in Mehrgemeindezonen.

4. Personal

4.1 Stellenplan

Die zweite Bedingung, die in Artikel 248 des GIP für die Einrichtung der lokalen Polizei vorgesehen ist, ist die Festlegung des Personalbestands und des Stellenplans gemäß den Artikeln 38 und 47 des GIP.

In Artikel 38 des GIP ist festgelegt, dass der König für jede Polizeizone den Mindestbestand an Einsatzpersonal und an Verwaltungs- und Logistikpersonal unter Berücksichtigung der Besonderheiten der Zone bestimmt. Der diesbezügliche Königliche Erlass, in dem angegeben wird, über wie viele Personalmitglieder jede Zone verfügen muss, ist noch nicht fertig, wird aber in Kürze zur Verfügung stehen.

Gemäß diesen noch zu bestimmenden Mindestnormen legt der Gemeinderat beziehungsweise in einer Mehrgemeindezone der Polizeirat den Stellenplan für das Personal fest. Das bedeutet, dass die Dienstgrade des lokalen Polizeikorps aufgelistet und die Anzahl statutarischer Vollzeit- und Teilzeitstellen pro Dienstgrad vom Gemeinderat beziehungsweise vom Polizeirat festgelegt werden.

Im vorgeschlagenen Stellenplan müssen demnach die im Königlichen Erlass, der in Ausführung von Artikel 38 ergangen ist, sowohl für das Einsatzpersonal als auch für das Verwaltungs- und Logistikpersonal festgelegten Mindestnormen berücksichtigt werden; der Stellenplan muss sich am Personalbedarf orientieren, so dass die in Artikel 3 des GIP vorgesehenen Aufträge ausgeführt werden können.

Es obliegt dem Direktionsrat oder gegebenenfalls dem bereits bestimmten Zonenchef, diesbezüglich detaillierte Vorschläge zu formulieren sowie eine optimale Aufteilung des Personalbestands zwischen den verschiedenen Diensten vorzubereiten.

Ich möchte nochmals daran erinnern, dass bei der Festlegung dieses Stellenplans realitätsbezogen vorgegangen werden muss. Die dank der Pilotprojekte gewonnenen Erfahrungen zeigen, dass Diskussionen innerhalb des Direktionsrates dazu geführt haben, dass ein Stellenplan in gewisser Weise auf einer gewünschten Idealsituation basierte, wobei eine Erweiterung der derzeit auf lokaler Ebene (insgesamt) verfügbaren Personalbestände um 20 bis 30 % vorgesehen oder angestrebt wurde.

Bei der Festlegung des Stellenplans müssen die Polizeizonen den tatsächlich vorhandenen Personalbeständen der verschiedenen Korps, die die lokale Polizei bilden werden, in gebührendem Maße Rechnung tragen, wobei die Mindestnorm die untere Grenze bildet. Mittelfristig kann der Stellenplan angepasst und verbessert werden, so dass er zu einer realistischen Wiedergabe der Sicherheitsvision der lokalen Polizeibehörde wird. Hingegen kann in Zonen, in denen der ideale Stellenplan unterhalb der Anzahl Personalmitglieder liegt, die bei der Errichtung der Polizeizone vorhanden sind, eine zeitweilige Überschreitung des Stellenplans gestattet werden.

4.2 Bestimmung des Zonenchefs

Der Korpschef des lokalen Polizeikorps wird für seine Funktion unter den von einer Auswahlkommission für geeignet befundenen Bewerbern vom König für einen einmal erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren bestimmt, und zwar auf einen mit Gründen versehenen Vorschlag des Gemeinderats beziehungsweise des Polizeirats hin und nach einer mit Gründen versehenen Stellungnahme des Generalprokurators beim Appellationshof und des Gouverneurs (Art. 48 des GIP).

Gemäß Artikel 247 erfolgt die erste Bestellung des Korpschefs der lokalen Polizei gemäß den Bedingungen und Regeln, die vom König nach Beratung im Ministerrat festgelegt worden sind. Diese Bestimmung ist im Königlichen Erlass vom 31. Oktober 2000 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die erste Bestellung in bestimmte Stellen der lokalen Polizei (B.S. vom 4. November 2000; *deutsche Fassung: B.S. vom 12. April 2001*) zur Ausführung gelangt.

Die von diesem Erlass betroffenen Stellen sind in erster Linie die Stellen als Korpschef der lokalen Polizei.

Da diese Angelegenheit sehr wichtig ist, möchte ich Sie darauf aufmerksam machen, dass aufgrund von Artikel 3 § 1 des vorerwähnten Königlichen Erlasses in jeder Polizeizone eine Auswahlkommission gebildet werden muss, die mit der Untersuchung der gemäß Artikel 4 desselben Erlasses eingereichten Bewerbungen beauftragt ist.

Diese Kommission setzt sich zusammen aus:

- dem Gouverneur der Provinz, in der sich die betreffende Polizeizone befindet. Artikel 139*bis* des Provinzialgesetzes findet in diesem Fall Anwendung, so dass eine Befugnisübertragung auf den Bezirkskommissar gestattet ist, der daraufhin die Befugnisse des Provinzgouverneurs innerhalb der Auswahlkommission ausübt,

- dem Prokurator des Königs des Gerichtsbezirks, in dem sich die betreffende Polizeizone befindet,

- dem Generalinspektor oder dem Beauftragten, den er unter seinen Beigeordneten bestimmt. Der Generalinspektor wird sein Amt am 1. Januar 2001 antreten,

- einem von dem beziehungsweise den Bürgermeistern der betreffenden Polizeizone bestimmten auswärtigen Sachverständigen; er wird unter den Personen bestimmt, die auf praktischer oder akademischer Ebene sachdienliche Erfahrung im Polizeibereich vorweisen können.

Den Vorsitz der Kommission führt:

- in Eingemeindezonen: der Bürgermeister der Gemeinde,
- in Mehrgemeindezonen: der Vorsitzende des Polizeikollegiums. Der beziehungsweise die anderen Bürgermeister der Zone können den Versammlungen der Kommission ebenfalls beiwohnen, wenn sie es wünschen.

Der Vorsitzende und die Bürgermeister beteiligen sich in beratender Funktion an den Arbeiten der Kommission und dürfen der Beschlussfassung beiwohnen. Sie stimmen jedoch nicht mit ab.

Die Kommission entscheidet mit Stimmenmehrheit. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Provinzgouverneurs - oder des Bezirkskommissars - ausschlaggebend.

Die Auswahlkommission muss spätestens am letzten Tag der Frist für die Einreichung der Bewerbungen gebildet werden. In Artikel 4 Absatz 2 des vorerwähnten Erlasses wird diesbezüglich festgelegt, dass die Bewerbungen binnen 16 Tagen ab dem Tag, an dem die zu besetzende freie Stelle im *Belgischen Staatsblatt* ausgeschrieben worden ist, an den Bürgermeister beziehungsweise den Vorsitzenden des Polizeikollegiums der Polizeizone, für die sich der Bewerber bewirbt, gerichtet werden.

Ich bestehe ausdrücklich darauf, dass diese Auswahlverfahren so schnell wie möglich beginnen und die Veröffentlichung der freien Stellen unmittelbar nach der Einsetzung des neuen Gemeinderates beziehungsweise des Polizeikollegiums der Zone gemäß Artikel 23 des GIP erfolgt.

Die Bestimmung der Einrichtung, die mit der Organisation der in Artikel 3 § 4 des Erlasses vorgesehenen Prüfung des Typs Assessment Center beauftragt wird, sollte ebenfalls vorgesehen werden. Hiermit kann entweder SELOR selbst oder eine Einrichtung, die in Anwendung der Rechtsvorschriften über öffentliche Aufträge eingeschaltet wird, betraut werden.

Auf jeden Fall müssen die Assessmentprüfungen gemäß Artikel 3 § 4 des Erlasses unter der Aufsicht des SELOR stattfinden. Dazu informieren die Zonen SELOR über den Bewerberaufruf und teilen ihm die Angaben des Assessmentunternehmens mit, das die Prüfungen durchführen wird.

In Anwendung von Artikel 3 § 2 des vorerwähnten Königlichen Erlasses haben mein Kollege, der Minister der Justiz, und ich selbst das allgemeine Profil des Korpschefs bestimmt. Meine Dienste werden dafür sorgen, dass dieses Profil im *Belgischen Staatsblatt* bekannt gegeben wird. Sie finden dieses Profil in der Anlage.

Ich habe die Absicht, einen Artikel in das GIP einzufügen, in dem eine Frist für Vorschläge von Bewerbern um die erste Bestellung als Korpschef der lokalen Polizei festgelegt wird. Dieser vom Gemeinderat beziehungsweise Polizeirat vorgebrachte Vorschlag sollte nämlich vor dem Ende des dritten Monats nach der Einsetzung des neuen Gemeinderats in Polizeizonen, die aus einer einzigen Gemeinde bestehen, beziehungsweise des Polizeirats in einer Mehrgemeindezone erfolgen.

Richtlinien über die Anwendung des Auswahlverfahrens

Ab der Eidesleistung des Bürgermeisters und gegebenenfalls der Bestimmung des Vorsitzenden des Polizeikollegiums kann das Verfahren gemäß Artikel 23 des GIP eingeleitet werden.

In einer Mehrgemeindezone bestimmt das Polizeikollegium ein Personalmitglied einer der Gemeindeverwaltungen der Zone, das während des Auswahlverfahrens als Sekretär des Polizeikollegiums oder des Polizeirats fungiert.

Das Profil für die Funktion des Korpschefs der lokalen Polizei wird vom Minister des Innern und vom Minister der Justiz bestimmt. Es ist in der Anlage zu vorliegendem Rundschreiben aufgenommen. Der Bürgermeister beziehungsweise das Polizeikollegium ergreift die Initiative, um die Liste der freien Stellen in ihrer Zone im *Belgischen Staatsblatt* zu veröffentlichen und die Bewerber vorzuladen.

Der Bürgermeister beziehungsweise das Polizeikollegium richtet gemäß Artikel 3 des vorerwähnten Königlichen Erlasses eine Kommission ein, die sich aus dem Gouverneur, dem Prokurator des Königs, dem Generalinspektor (oder seinem Beauftragten) und einem auswärtigen Sachverständigen (siehe weiter oben) zusammensetzt. Die Sekretariatsgeschäfte dieser Kommission werden von den Diensten des Bürgermeisters beziehungsweise des Vorsitzenden des Polizeikollegiums gewährleistet.

Der Bürgermeister beziehungsweise das Polizeikollegium bestimmt einen auswärtigen Sachverständigen. In Artikel 3 § 1 wird bezüglich der Bestimmung eines auswärtigen Sachverständigen für die Auswahlkommission festgelegt, dass «der auswärtige Sachverständige unter den Personen bestimmt wird, die auf praktischer oder akademischer Ebene sachdienliche Erfahrung im Polizeibereich vorweisen können.

Die Bestimmung wird dem Minister des Innern zur Kenntnis gebracht; dieser verfügt über eine Frist von fünf Werktagen, um die Bestimmung für ungültig zu erklären, wenn er der Auffassung ist, dass der Betreffende nicht die verlangte sachdienliche Erfahrung vorweisen kann. Nach Verstreichen dieser Frist wird die Bestimmung endgültig. »

Die Notifizierung der Bestimmung wird dem Kabinett des Ministers des Innern, rue Royale 60-62 in 1000 Brüssel, per Einschreiben zugeschickt. Eine Kopie dieser Notifizierung wird gleichzeitig meiner Verwaltung (Allgemeine Polizei des Königreichs, rue Royale 56 in 1000 Brüssel) per Fax (02/500 25 26) zugeschickt.

Die erwähnte Frist von fünf Werktagen beginnt an dem Tag nach der Zustellung des Einschreibens.

Ein rechtsgültiger Beschluss des Ministers wird der Gemeinde beziehungsweise der Mehrgemeindezone spätestens am fünften Werktag (gemäß der gültigen Rechtsprechung sind Werktage alle Tage mit Ausnahme von Sonn- und Feiertagen) notifiziert, was bedeutet, dass das Einschreiben mit der Notifizierung seines Beschlusses spätestens an diesem Tag von der Post zugestellt oder gegen Empfangsbestätigung ausgehändigt wird.

Die Bewerber um die Stelle als Zonenchef verfügen ab der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* über eine Frist von 16 Tagen, um dem Bürgermeister beziehungsweise dem Vorsitzenden des Polizeikollegiums ihre Bewerbung per Einschreiben zuzuschicken. Der Bürgermeister beziehungsweise der Vorsitzende des Polizeikollegiums ergreift die Initiative, die Auswahlkommission nach Ablauf dieser Frist einzuberufen.

Die Kommission prüft gemäß den im Königlichen Erlass vorgesehenen Arbeitsregeln die Zulässigkeit der Bewerbung und ihre Übereinstimmung mit den objektiven Bedingungen des verlangten Profils.

Die Bewerber, die von der Kommission berücksichtigt werden, werden unter der Aufsicht des SELOR einer Prüfung des Typs "Assessment Center" unterzogen (siehe weiter oben).

Nachdem die Kommission die Ergebnisse dieser Prüfung erhalten hat, interviewt sie die für geeignet befundenen Bewerber und überprüft ihre Übereinstimmung mit dem Profil. Sie klassiert diese Bewerber in drei Kategorien (sehr geeignet, geeignet und ungeeignet) und übermittelt dem Minister des Innern und dem Minister der Justiz diese Klassierung an demselben Tag, an dem sie sie dem Gemeinderat beziehungsweise dem Polizeirat übergibt (oder dem Polizeikollegium, wenn der Polizeirat noch nicht eingesetzt sein sollte). Die Übermittlung der Liste an die beiden Minister darf jedoch nicht später als 15 Tage nach ihrer Erstellung erfolgen.

Die Liste wird per Einschreiben übermittelt und an die Verwaltung des Ministers des Innern (Allgemeine Polizei des Königreichs, rue Royale 56 in 1000 Brüssel) gerichtet.

Inzwischen muss in einer Mehrgemeindezone der Polizeirat gemäß dem in Nr. 2 beschriebenen Verfahren eingesetzt worden sein. Da der Polizeirat seine Funktion erst im April 2001 aufnimmt, können die Vorschläge in Mehrgemeindezonen frühestens ab diesem Zeitpunkt erfolgen.

Gemäß Artikel 6 des Königlichen Erlasses wählt der Gemeinderat beziehungsweise Polizeirat unter den Bewerbern, die für sehr geeignet befunden worden sind, und schlägt den ausgewählten Bewerber vor; dieser Vorschlag muss mit Gründen versehen werden.

Der Bürgermeister beziehungsweise das Polizeikollegium kann mittels eines mit Gründen versehenen Beschlusses einen anderen, für sehr geeignet oder für geeignet befundenen Bewerber vorschlagen.

Dieser Vorschlag wird meiner Verwaltung (Allgemeine Polizei des Königreichs, rue Royale 56 in 1000 Brüssel) zusammen mit der entsprechenden Vorschlagsakte per Einschreiben zugeschickt.

Gegebenenfalls umfasst die Vorschlagsakte den in Artikel 6 Absatz 5 des Erlasses erwähnten Vorschlagsbeschluss des Bürgermeisters beziehungsweise des Kollegiums.

Vor dieser Versendung richtet die Gemeinde beziehungsweise die Mehrgemeindezone den Vorschlagserlass und gegebenenfalls den Vorschlagserlass des Bürgermeisters beziehungsweise des Polizeikollegiums an den Generalprokurator beim Appellationshof des Bereichs, zu dem die Gemeinde beziehungsweise die Mehrgemeindezone gehört.

Der Generalprokurator wird darin aufgefordert, dem Ministerium des Innern (Allgemeine Polizei des Königreichs, rue Royale 56 in 1000 Brüssel) seine in Artikel 6 des Erlasses erwähnte mit Gründen versehene Stellungnahme zu übermitteln.

Dieser Antrag wird per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung übermittelt. Diese Formalität ist notwendig, um festzulegen, an welchem Tag die in Artikel 6 in fine des Erlasses erwähnte Frist von fünfzehn Tagen beginnt.

Nach Empfang der Stellungnahme des Generalprokurators beim Appellationshof oder nach Ablauf der Frist von 15 Tagen bestellt der König den Korpschef der lokalen Polizei für einen einmal erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren in seine Funktion.

Bei Bedarf werden später weitere Richtlinien in Bezug auf die Vorstellung der Klassierungsliste und den Inhalt und/oder die Präsentation der Akte, die dem Vorschlag beigelegt wird, herausgegeben.

Rolle des Zonenchefs bei der Integration der vorhandenen lokalen Polizeikörpers

Nachdem der Zonenchef bestellt worden ist, muss er die Vorbereitung der effektiven Integration der vorhandenen lokalen Polizeikörpers auf allen Ebenen fortführen und deren praktische Umsetzung zu Ende bringen. Es gehört zu seinem Verantwortungsbereich, die Gemeindebehörden anzurufen, wenn bestimmte Beschlüsse dieser Organe erforderlich werden. Natürlich geschieht dies gemäß den bestehenden Vorschriften.

Alleine dadurch, dass der Zonenchef bestimmt worden ist, ist die lokale Polizei jedoch noch nicht eingerichtet. Dafür müssen auch die anderen in Artikel 248 des GIP erwähnten Bedingungen erfüllt sein.

Ab dem 1. Januar 2001 sollen die Gendarmeriebrigaden, die zu territorialen Brigaden der föderalen Polizei werden, zusammen mit den Gemeindepolizeikörpers die Ausführung der Aufträge gewährleisten, die der lokalen Polizei durch Artikel 3 übertragen worden sind.

Die Artikel 16, 21, 35, 44 Abs. 2, 5 und 6, 51, 51*bis*, und 54*bis* des Gesetzes vom 2. Dezember 1957 über die Gendarmerie bleiben bis zur effektiven Einrichtung der lokalen Polizei in Kraft.

Ungeachtet des Umfangs, in dem die effektive Integration in der Zone erfolgt, muss auf jeden Fall dafür gesorgt werden, dass die Ausführung der Aufträge föderaler Art, für die die föderale Polizei (und ihre territorialen Brigaden) verantwortlich ist, weiterhin gewährleistet werden kann.

4.3 Verschiedene Übergangsmaßnahmen in Bezug auf das Personal

In Artikel 235 Absatz 1 des GIP ist festgelegt worden, dass die Mitglieder der Gemeindepolizeikörpers, einschließlich der Polizeihilfsbediensteten, zum Einsatzkader der lokalen Polizei überwechseln. Die Mitglieder des Einsatzkaders der föderalen Polizei, die bei den territorialen Brigaden beschäftigt sind und gemäß den durch einen im Ministerrat beratenen Erlass festgelegten Bedingungen und Modalitäten vom König bestellt worden sind, wechseln ebenfalls zum Einsatzkader der lokalen Polizei über.

In Bezug auf die Erstellung der vom Gemeinderat beziehungsweise Polizeirat festzulegenden Personalverordnungen möchte ich unterstreichen, dass die von den Föderalbehörden festgelegten Bestimmungen in Bezug auf das Personalstatut in Ausführung des GIP verpflichtend sind. Der Gemeinderat beziehungsweise der Polizeirat muss dort, wo in bestimmten Angelegenheiten ausdrücklich Spielraum vorgesehen ist, diesen mit Inhalten füllen. Ich denke dabei zum Beispiel an die Wahlmöglichkeit, die in bestimmten Anwerbungsverfahren darin besteht, eine eigene Auswahlkommission zu bilden oder sich an eine vom Minister des Innern eingerichtete nationale Auswahlkommission zu wenden.

Das neue Personalstatut tritt am 1. April 2001 vollständig in Kraft. Das bedeutet folglich, dass das neue Personalstatut ab diesem Datum sowohl für die künftigen Mitglieder der föderalen Polizei (die auf Ebene der Organisation am 1. Januar 2001 startet) als auch für die künftigen Mitglieder der lokalen Polizei das gleiche sein wird und dass es somit nicht an den effektiven Start der lokalen Polizeikörpers gemäß Artikel 248 des GIP gebunden ist.

Das bedeutet, dass die Anwerbungs- und Beförderungsverfahren, einschließlich der Mobilitätsregeln, ab dem 1. April 2001 Anwendung finden.

Die einzige Ausnahme bilden Verfahren, die noch nach dem alten System begonnen worden sind. Diese können fortgeführt werden, sofern sie den durch Gesetz und durch Ausführungserlasse festzulegenden Bedingungen entsprechen. Diesbezüglich werde ich so bald wie möglich ausführlichere Erklärungen und gegebenenfalls Richtlinien in einem gesonderten Rundschreiben erteilen.

5. Haushaltsplan und Finanzen

5.1 Grundsatz

Die dritte und die vierte Bedingung für die gesetzliche Errichtung der lokalen Polizei gemäß Artikel 248 des GIP betreffen die Finanzierung. Die dritte Bedingung ist von der Föderalbehörde abhängig, genauer gesagt von dem Umstand, ob die in Artikel 41 des GIP erwähnte föderale Dotation der Polizeizone festgelegt ist.

Die Berechnung der Dotation für jede Zone befindet sich im Augenblick in einer entscheidenden Phase. Der diesbezügliche Entwurf wird zurzeit vorbereitet.

Die vierte Bedingung bezieht sich auf die Gemeinde oder Zone selbst. Für Eingemeindezonen entspricht der eingetragene Haushaltsplan für Kosten, die für das lokale Polizeikörpers zu ihren Lasten gehen, den Mindestnormen.

Für Mehrgemeindezonen wird die kommunale Dotation und die Aufteilung der Dotationen unter die Gemeinden gemäß den Mindestnormen festgelegt.

Auch diese Normen, die in Ausführung von Artikel 39 beziehungsweise 40 des Gesetzes festzulegen sind, werden demnächst verfügbar sein.

5.2 Form des Haushaltsplans

Sowohl in Eingemeindezonen als auch in Mehrgemeindezonen muss ab dem Jahr 2002 ein getrennter Haushaltsplan für das lokale Polizeikorps aufgestellt werden. In Eingemeindezonen wird der Gemeinderat dafür zuständig sein; in Mehrgemeindezonen wird dies der Polizeirat sein. In Mehrgemeindezonen werden die Gemeinden zugleich ihre Dotation für die Polizeizone festlegen müssen.

2001 ist somit ein Übergangsjahr. Anhand des Rundschreibens ZPZ 8 vom 18. Oktober 2000 - Polizeireform - Richtlinien über den Gemeindehaushaltsplan und die Gemeindebuchführung in Bezug auf die Polizeireform (B.S. vom 15. November 2000; *deutsche Fassung: B.S. vom 12. April 2001*) sind bereits Richtlinien in Bezug auf die Erstellung dieses Haushaltsplans herausgegeben worden. Die Gemeinden, die an Pilotprojekten teilnehmen, haben die Anweisung erhalten, einen getrennten Haushaltsplan für die Polizei zu erstellen. Dieser muss allerdings als gesonderter Teil des Gemeindehaushaltsplans betrachtet und als solcher genehmigt werden. Die im Gemeindegesetz vorgesehene Kontrolle dieses ursprünglichen Haushaltsplans findet Anwendung. Ebenso ist die Anweisung erteilt worden, bereits für das Jahr 2001 eine gesonderte Buchführung zu erstellen. Auch in Gemeinden, die keiner Pilotzone angehören, empfiehlt sich diese Arbeitsweise, um die Polizeireform effektiv vorzubereiten.

Zurzeit sind meine Dienststellen dabei, spezifische Vorschriften auszuarbeiten, die in puncto Polizeihaushaltsplan auf die Erstellung des Haushaltsplans und die Buchführung anwendbar sind (siehe Artikel 239 des Neuen Gemeindegesetzes). In Artikel 241 des Gemeindegesetzes (durch Artikel 34 des GIP für anwendbar auf die Polizeizonen erklärt) wird bestimmt, dass dieser im Oktober vom Gemeinderat beziehungsweise Polizeirat aufzustellen ist (siehe Artikel 34 Nr. 3 des GIP). Ich werde darauf achten, dass jede Polizeizone rechtzeitig über einen Haushaltsplan verfügt, damit das lokale Polizeikorps am 1. Januar 2002 effektiv mit seiner Arbeit beginnen kann.

5.3 Übergangsfinanzierung

Mein Ziel ist es, bereits für das Jahr 2001 eine Dotation für die Städte und Gemeinden vorzusehen. Einerseits deckt diese Dotation die zusätzlichen Kosten, die mit In-Kraft-Treten des neuen Polizeistatuts entstehen, andererseits werden ebenfalls Beträge vorgesehen, um die Kosten für die Errichtung der Polizeizone zu decken (Organisation von Versammlungen, Bestellung eines besonderen Rechenschaftspflichtigen und eines Korpschefs usw.).

Diesbezügliche spezifische Richtlinien werden folgen.

6. Zonaler Sicherheitsrat

Es muss ein zentraler Sicherheitsrat geschaffen werden. Hierfür werden zusätzliche Anweisungen erteilt werden.

Eine der vordringlichsten Aufgaben besteht darin, einen zonalen Sicherheitsplan zu erstellen. Mit dem so genannten "fresco light"-Entwurf ist ein Gesetzentwurf eingereicht worden, mit dem die fünfte Bedingung für den Start der Zone, das heißt das Vorhandensein eines gebilligten zonalen Sicherheitsplans, aufgehoben werden soll.

Das bedeutet nicht, dass diesem Plan weniger Bedeutung beigemessen werden sollte, sondern dass die Zonen genügend Zeit haben sollen, um diesen Plan gründlich vorzubereiten.

Ein Vademekum, das als Leitfaden für die Ausarbeitung und Gestaltung künftiger zentraler Sicherheitspläne dienen soll, wird Ihnen zur Verfügung gestellt werden. Dieses Vademekum ist bereits in mehreren Zonen getestet und in seiner Benutzung optimiert worden. Das Vademekum, dem eine Begleitschrift beigelegt wird, werden Sie in den nächsten Tagen erhalten.

Der Minister
A. DUQUESNE

Anlage

Funktionsprofil

Funktion des Korpschefs der lokalen Polizei

Bestellung

Der Korpschef der lokalen Polizei wird für seine Funktion unter den von einer Auswahlkommission für geeignet befundenen Bewerbern vom König für einen einmal erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren bestimmt, und zwar auf einen mit Gründen versehenen Vorschlag des Gemeinderats beziehungsweise des Polizeirats hin und nach einer mit Gründen versehenen Stellungnahme des Generalprokurators beim Appellationshof und des Gouverneurs.

Stellung innerhalb der Organisation

Der Korpschef der lokalen Polizei hat die Leitung der Korps inne und übt sie unter der Amtsgewalt des Bürgermeisters beziehungsweise des Polizeikollegiums aus.

Allgemeine Beschreibung der Funktion

— Der Korpschef ist unter der Amtsgewalt des Bürgermeisters beziehungsweise des Polizeikollegiums für die Umsetzung der lokalen Polizeipolitik und insbesondere für die Ausführung des zonalen Sicherheitsplans verantwortlich.

— Er gewährleistet die Leitung, die Organisation und die Aufgabenverteilung innerhalb des lokalen Polizeikorps und die Ausführung der Verwaltung dieses Korps.

— Der Korpschef ist dafür verantwortlich, dass die lokalen Aufträge, die Richtlinien bezüglich Aufträgen mit föderalem Charakter und die Anforderungen vom Polizeikorps ausgeführt werden und dass die in den Artikeln 141 und 142 des GIP erwähnten Organisations- und Ausrüstungsnormen angewendet werden.

— Für die Ausübung seiner Funktion kann der Korpschef die in Artikel 104 Nr. 1 des GIP erwähnte Hilfe anfordern.

— Im Hinblick auf eine ordnungsgemäße Verwaltung des Polizeikorps informiert der Korpschef den Bürgermeister beziehungsweise das Polizeikollegium schnellstmöglich über alles, was das lokale Polizeikorps und die Durchführung seiner Aufträge betrifft. Er informiert ihn beziehungsweise es auch über alle die zonale Sicherheitspolitik betreffenden Initiativen, die die lokale Polizei zu ergreifen beabsichtigt.

— Er erstattet dem Bürgermeister beziehungsweise dem Polizeikollegium jeden Monat Bericht über die Arbeitsweise des Korps und informiert ihn beziehungsweise es über Klagen von außerhalb bezüglich der Arbeitsweise des Korps oder der Einsätze seines Personals.

— Kontrolle und Ausführung der im Gesetz vom 5. August 1992 über das Polizeiamt und in Titel IV des Neuen Gemeindegesetzes beschriebenen gesetzlichen Aufträge,

— Kontrolle und Ausübung der Befugnisse, die mit der Eigenschaft eines Verwaltungspolizeioffiziers verbunden sind.

— Kontrolle und Ausübung der Befugnisse, die mit der Eigenschaft eines Gerichtspolizeioffiziers, Hilfsbediensteter des Prokurators des Königs, verbunden sind,

— endgültige Verantwortung in Sachen interne Kontrolle gemäß dem Rundschreiben POL 48,

— Pflege externer Beziehungen,

— Durchführung von Bewertungs- und Arbeitsgesprächen.

Allgemeine Bedingungen

Bestellungen erfolgen ausschließlich auf freiwilliger Basis.

Für ein Mandat wird ausschließlich ein Personalmitglied berücksichtigt, das:

— dem Einsatzkader angehört,

— den Anforderungen an das Profil eines Korpschefs der lokalen Polizei entspricht,

— im Laufe der letzten fünf Jahre vor Einreichung der Bewerbung nie das Endergebnis "ungenügend" bei der Bewertung erhalten hat,

— einen administrativen Stand innehat, der ihm die Beförderung und das Aufsteigen in der Gehaltstabelle ermöglicht,

— keine nicht gelöschte schwere Disziplinarstrafe aufweist,

— mindestens 30 Jahre alt ist oder ein Dienstalster von 5 Jahren im Dienstgrad eines Offiziers oder in einem der Dienstgrade, die für die Bewerbung berücksichtigt werden, aufweist,

— das Alter von sechzig Jahren nicht erreicht hat.

Diese Bedingungen müssen spätestens am Tag der Einreichung der Bewerbung erfüllt sein.

Spezifische Bedingungen

A. Kenntnisse

— gründliche Kenntnis der Gesetzesbestimmungen über das Polizeiwesen,

— gründliche Kenntnis der Organisation, der Strukturen und der verschiedenen Befugnisse der beiden Ebenen des integrierten Polizeidienstes,

— Kenntnis des Organisationsmanagements,

— Kenntnis des Projektmanagements,

— gründliche Kenntnis aller Aspekte der polizeilichen Grundfunktion.

B. Fähigkeiten

— Fähigkeit zur Befehlsgebung,

— Fähigkeit, einen Auftrag, eine Vision und Werte für seine Polizeiorganisation zu entwickeln und eine Vorbildfunktion zu erfüllen,

— persönliches Engagement für die Gewährleistung, dass das Managementsystem der Organisation entwickelt, eingeführt und fortlaufend verbessert wird,

— persönliches Engagement bei Kunden, Partnern und Vertretern der Gemeinschaft,

— Fähigkeit, die durch das Gesetz definierten und von den Behörden auferlegten Aufträge auszuführen,

— Fähigkeit, die verschiedenen Aufträge diverser Auftraggeber auf kohärente Weise ordnungsgemäß zu Ende zu führen, und zwar mit den verfügbaren Arbeitsmitteln und Arbeitsweisen,

— Organisationstalent: Fähigkeit, eine Organisationsstruktur zu entwickeln für die effiziente und effektive Ausführung der Aufträge der lokalen Polizei,

— Fähigkeit zu delegieren: Kollegen und/oder Mitarbeitern eigene Entscheidungsbefugnisse und Verantwortlichkeiten auf effiziente Weise anzuvertrauen,

— Fähigkeit, die Grundsätze des Personalmanagements innerhalb der Organisation anzuwenden,

— Fähigkeit, die Mitarbeiter zu motivieren,

— Fähigkeit, den Grundsatz "der richtige Mann an der richtigen Stelle" anzuwenden,

— Fähigkeit, die Arbeit des Dienstes zu planen: auf effektive Weise Prioritäten festzulegen und zu bestimmen, welche Aktionen nötig sind, um die festgelegten Ziele kurz- und langfristig zu erreichen,

— Fähigkeit zu relativieren,

— Fähigkeit, über die Grenzen der Polizeizone hinaus zu denken,

— Fähigkeit, eigenständige Entscheidungen zu treffen, ohne anderen die Schuld in die Schuhe zu schieben, wenn es Probleme gibt,

— Eigeninitiative entwickeln,

— Verhandlungsfähigkeit,

— Fähigkeit zusammenzuarbeiten: mit den Mitarbeitern im Hinblick auf ein gemeinsames Ergebnis zusammenzuarbeiten,

— eine realistische Einschätzung der Beziehung zwischen der politischen Leitung und der Arbeit des Korps haben,

— Fähigkeit, sich schriftlich und mündlich gut auszudrücken,

— Fähigkeit, Probleme zu lösen: mögliche Ursachen von Problemen effizient aufdecken können und sich an der Suche nach Lösungen beteiligen,

— kontaktfreudig sein.

C. Eigenschaften

— dynamisch und kreativ sein, die nötige Vorstellungskraft besitzen, um Ziele abseits ausgetretener Pfade zu erreichen und die Bereitschaft besitzen, in ungewissen Situationen Risiken einzugehen sowie neue oder alternative Zielsetzungen zu formulieren, die im Widerspruch zu Traditionen und alten Gewohnheiten stehen,

— große Integrität besitzen: Respekt vor dem anderen, ohne jemanden zu bevorzugen oder zu diskriminieren,

— die nötige Autorität besitzen: nicht nur eine ausreichend dominante Persönlichkeit besitzen, um Menschen zu befehligen und Situationen zu meistern, sondern diese Autorität auch ausstrahlen, um von ganz alleine als Anführer akzeptiert zu werden,

— Klarheit und Transparenz: keine mysteriöse oder wankelmütige Person, von der man nur selten weiß, was sie möchte oder worauf sie hinaus möchte, sondern jemand, der sich einfach, klar und verständlich ausdrücken kann, so dass seine Botschaft gut zu begreifen ist,

— hohe Frustrationstoleranz und die Fähigkeit, einstecken zu können,

— stressbeständig sein.

- für die Probleme aller Personalmitglieder offen sein und sie diskret behandeln können,
- innovatives Denken,
- unter allen Umständen korrekt auftreten,
- anpassungsfähig sein.

D. Spezifische Anforderungen

- kognitives Engagement: Willen und Fähigkeit, sich bei der Ausübung seiner Funktion ständig zu perfektionieren, auch mittels schriftlicher Dokumentationsquellen, Teilnahme an Kolloquien, Ausbildungslehrgängen, Symposien usw.,
- soziales Engagement: Fähigkeit, emphatisch und sozial einfühlsam gesellschaftliche Probleme ausgehend von einer polizeifachlichen Grundlage anzugehen,
 - Erfahrung in der Anwendung moderner Managementtechniken,
 - fähig sein, mit der Bevölkerung in Kontakt zu treten und auf ihre Bedürfnisse einzugehen,
 - die für die Ausführung eigener lokaler Aufträge bei der föderalen Ebene anzufordernde materielle und menschliche Unterstützung einschätzen können,
 - die zu Gunsten der föderalen Ebene zu leistende materielle und menschliche Unterstützung einschätzen können und zwar unter Berücksichtigung der Notwendigkeit, die Kontinuität der lokalen polizeilichen Grundfunktion zu gewährleisten,
 - den erforderlichen Weitblick für die Entwicklung notwendiger bilateraler Vereinbarungen mit anderen Zonen besitzen, um eine vollwertige Polizeiorganisation innerhalb des Bezirks zu gewährleisten,
 - die erforderlichen Eigenschaften besitzen, um Dienste, die vorher ihre eigene Identität, Kultur und Arbeitsmethode besessen haben, zu integrieren.
- die notwendigen Fertigkeiten und die Einstellung besitzen, um mit den (föderalen und lokalen) politischen Behörden in Dialog zu treten.



[C – 2001/00798]

3 AVRIL 2001. — Circulaire ZPZ 16. — Directives concernant les rémunérations des fonctionnaires de police. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de la circulaire ZPZ 16 du Ministre de l'Intérieur du 3 avril 2001 concernant les rémunérations des fonctionnaires de police (*Moniteur belge* du 25 avril 2001), établie par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2001/00798]

3 APRIL 2001. — Omzendbrief ZPZ 16 houdende richtlijnen inzake de bezoldiging van de politieambtenaren. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de omzendbrief ZPZ 16 van de Minister van Binnenlandse Zaken van 3 April 2001 houdende richtlijnen inzake de bezoldiging van de politieambtenaren (*Belgisch Staatsblad* van 25 april 2001), opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy.

[C – 2001/00798]

3. APRIL 2001 — Rundschreiben ZPZ 16 - Richtlinien in Bezug auf die Besoldung der Polizeibeamten Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Rundschreibens ZPZ 16 des Ministers des Innern vom 3. April 2001 über die Richtlinien in Bezug auf die Besoldung der Polizeibeamten, erstellt von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen des Beigeordneten Bezirkskommissariats in Malmedy.

MINISTERIUM DES INNERN

3. APRIL 2001 — Rundschreiben ZPZ 16 - Richtlinien in Bezug auf die Besoldung der Polizeibeamten

- An die Frau Provinzgouverneurin
- An die Herren Provinzgouverneure
- An die Frau Gouverneurin des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt
- An die Frauen und Herren Bürgermeister
- Zur Information:
- An die Frauen und Herren Bezirkskommissare
- An den Herrn Vorsitzenden des Ständigen Ausschusses für die Gemeindepolizei
- Sehr geehrte Frau Gouverneurin, sehr geehrter Herr Gouverneur,
- Sehr geehrte Frau Bürgermeisterin, sehr geehrter Herr Bürgermeister,

im Hinblick auf die Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses zur Festlegung der Rechtsstellung der Mitglieder des Personals der Polizeidienste (so genannter Mammutterlass) und in der Erwartung, dass das Sozialsekretariat GPI seine gesetzliche Aufgabe aufnimmt, müssen bestimmte Vorsorge- und Übergangsmaßnahmen ergriffen werden, damit die finanziellen Rechte, die sich aus den neuen statutarischen Bestimmungen ableiten, bestmöglich gewahrt werden. Damit diese statutarischen Bestimmungen einheitlich angewandt werden, dürfen die Gemeinden den Mitgliedern der Gemeindepolizeikörpers keinen anderen finanziellen Vorteil (ungeachtet seiner Art) gewähren als diejenigen, die im vorliegenden Rundschreiben vorgesehen sind.

Die Vorauszahlung des Gehalts für den Monat April 2001 ist Ende März auf der Grundlage des früheren Statuts erfolgt.

Die Regularisierung wird stattfinden, nachdem das Sozialsekretariat GPI sämtliche Angaben übernommen hat.

Im vorliegenden Rundschreiben werden die verschiedenen Maßnahmen beschrieben, die ergriffen worden sind, damit die Mitglieder der Polizei (sofern diese sich für das neue Statut entschieden haben) die Besoldung, die ihnen ab April geschuldet wird, ausbezahlt bekommen, und dies je nachdem, ob es sich um eine feste oder variable Besoldung handelt.

Die aufgrund der nachstehend bestimmten Richtlinien festgelegte Besoldung (Vorschuss auf das Gehalt, Zulagen und Vergütungen) wird in einer späteren Phase den Gegenstand einer Regularisierung durch das Sozialsekretariat GPI bilden.

1. Die feste Besoldung

Ein Vorschuss von 80% auf die eventuelle Erhöhung aufgrund des neuen Statuts wird dem Grundgehalt hinzugefügt, das weiterhin nach den Regeln des früheren Statuts berechnet wird. In der Anlage stehen ausführlichere Angaben je Art von Gehaltstabelle und finanzielles Dienstalter im Anschluss an die Einstufung im neuen Statut.

In Bezug auf die anderen Elemente der festen Besoldung, die zu 100% bezahlt werden, ist nachstehend eine erschöpfende Liste der verschiedenen Zulagen und Vergütungen mit dem jeweiligen Berechnungsmodus aufgeführt:

1. Vergütung für den Unterhalt der Uniform

— Betrag des neuen Statuts

— Die Auszahlung dieser Vergütung schließt jede andere mit dem früheren Statut verbundene "Uniformvergütung" (Ausrüstungsvergütung, Kleidungsvergütung) aus.

1.2 Vergütung für Telefonkosten

— Betrag des neuen Statuts

— Die Auszahlung dieser Vergütung schließt jede andere mit dem früheren Statut verbundene Vergütung für Telefonkosten aus.

1.3 Zweisprachigkeitszulage

— Betrag des früheren Statuts

— Mitglieder des Personals, die diese Zulage bis zum 31. März 2001 bezogen haben, werden sie weiterhin erhalten.

1.4 Zulage für die Ausübung eines höheren Amtes oder die Ersetzung eines Korpschefs

— Betrag des früheren Statuts

1.5 Wachzulage

— Diese Zulage wird lediglich für die Personalmitglieder beibehalten, die sich für die Anrechnung dieser Zulage bei der Einstufung entschieden haben.

1.6 Vergütung für den Unterhalt eines Wachhundes

— Diese Vergütung wird nur zeitweilig bis in Höhe des durch die frühere Regelung festgelegten Betrags gewährt, sofern der Hund bereits für den Dienst eingesetzt wurde und das Personalmitglied bereits unter dem früheren Statut eine Vergütung hierfür erhalten hat.

Bemerkung: Wenn die Gemeinde für die Unterhalts- und Nahrungskosten aufkam, kann das frühere System weiterhin angewandt werden. In diesem Fall wird keine Vergütung bezahlt.

2. Die variable Besoldung

Unter variabler Besoldung versteht man die Zulagen und Vergütungen, die direkt mit den Leistungen verbunden sind. Im Hinblick auf die nachträgliche Regularisierung müssen Ihre Dienste ab 1. April 2001 unbedingt für alle nachstehend erwähnten Zulagen und Vergütungen bestimmte Angaben aufbewahren, die später vom Sozialsekretariat GPI bearbeitet werden.

2.1 Zulagen, die mit den Leistungen verbunden sind und bereits unter dem früheren Statut bestanden

Die gewählte Übergangsregel besteht darin, dass diese finanziellen Rechte zwar aufgrund der heutigen Gehaltstabellen (früheres Statut), aber aufgrund der Berechnungsregeln des neuen Statuts bezahlt werden.

2.1.1 Zulage für zusätzliche Leistungen

Jede Überstunde, die am Ende der Bezugsperiode nicht zeitlich nachgeholt worden ist, wird bezahlt. Die Periode beginnt am 1. April 2001 mit null Überstunden, es sei denn, Artikel XII.XI.29 § 2 des Königlichen Erlasses kommt zur Anwendung, wenn die Anzahl Überstunden mehr als 100 beträgt.

Nur Personalmitglieder, die mindestens auf Probe ernannt sind, haben Anspruch auf diese Zulage.

Ferner wird diese Zulage nicht den Personalmitgliedern gewährt, die einen Gehaltszuschlag für die Ausübung eines Mandats beziehen.

Berechnungsformel: Die Zulage für eine Überstunde entspricht 100% von 1/1850 des indexierten Tabellengehalts.

Die Bezugsperiode umfasst eine Periode von zwei Monaten.

Die Bezugsperioden für 2001 sind:

April - Mai

Juni - Juli

August - September

Oktober - November

Dezember (außerordentliche Periode von einem Monat).

2.1.2 Zulage für Nacht-, Samstags- und Sonntagsarbeit oder Arbeit an einem Feiertag

Jede Stunde, die entweder samstags oder sonntags oder an einem Feiertag (Ostermontag, 1. Mai, Christi-Himmelfahrt, Pfingstmontag...) zwischen 00.00 und 24.00 Uhr geleistet wird, sowie jede Stunde, die zwischen 19.00 und 7.00 Uhr (an allen Tagen) geleistet wird, wird bezahlt.

Die Zulagen werden monatlich bezahlt und sind kumulierbar.

Berechnungsformel:

— Die Zulage für eine Stunde Wochenendarbeit entspricht 100% von 1/1850 des indexierten Tabellengehalts,

— Die Zulage für eine Stunde Nachtarbeit entspricht 26% von 1/1850 des indexierten Tabellengehalts.

Bitte achten Sie auf das Prinzip, wonach Personalmitglieder, die sich bei der Einstufung für die Anrechnung der Wachzulage entschieden haben, weder Anspruch auf die Zulage für Nacht- und Wochenendarbeit noch auf die Zulage für Erreichbarkeit beziehungsweise Erreichbarkeit und Abrufbarkeit mehr haben.

Ferner werden diese Zulagen nicht den Personalmitgliedern gewährt, die einen Gehaltszuschlag für die Ausübung eines Mandats beziehen.

2.2 Zulagen, die mit den Leistungen verbunden sind und nicht unter dem früheren Statut bestanden

Es handelt sich hierbei um folgende Zulagen:

— Zulage für erreichbares beziehungsweise erreichbares und abrufbares Personal,

— Zulage für Mentor,

— Zulage für ununterbrochenen Dienst von mehr als 24 Stunden.

Sie werden vorläufig nicht gezahlt. Die gewählte Übergangsregel besteht darin, die Angaben über diese Dienstleistungen aufzubewahren, um die nachträgliche Regularisierung der Rechte zu ermöglichen.

Die oben aufgeführten Zulagen werden berechnet und ausgezahlt, nachdem das Sekretariat GPI die Angaben eingesammelt hat.

2.3 Vergütungen, die mit den Leistungen verbunden sind und nicht unter dem früheren Statut bestanden

2.3.1 Kosten für Mahlzeiten, die nicht mit Dienstfahrten verbunden sind

2.3.1.1 Verstärkungs- und Einsatzteams

Die Vergütung für Mahlzeiten kann gewährt werden, wenn die Leistungen dieser Teams mit folgenden Uhrzeiten zusammenfallen:

* Frühstück 06.00 Uhr - 08.00 Uhr,

* Mittagmahlzeit 12.00 Uhr - 14.00 Uhr,

* Abendmahlzeit 18.00 Uhr - 20.00 Uhr,

* Nachtmahlzeit 00.00 Uhr - 02.00 Uhr.

Die Pauschalbeträge sind in Tabelle 2 von Anlage 9 zum Königlichen Erlass angegeben.

Zurzeit wird keine Mahlzeit vergütet; die Angaben in Bezug auf die diesbezüglichen Dienstleistungen müssen jedoch aufbewahrt werden, damit später eine Regularisierung vorgenommen werden kann.

2.3.1.2 Ordnungsdienste

Bei Ordnungsdiensten sollte die lokale Behörde jedoch direkt für die Mahlzeiten aufkommen. In diesem Fall sind die Höchstgrenzen hierfür in Tabelle 1 von Anlage 9 zum Königlichen Erlass angegeben, wenn das Essen nicht durch eine der Kantinen oder einen Haushalt der föderalen Polizei, der Gemeinde oder einer anderen föderalen, gemeinschaftlichen oder regionalen Einrichtung geliefert werden kann. Die direkte Übernahme dieser Kosten schließt jede Vergütung aus.

Zurzeit wird keine Mahlzeit vergütet; die Angaben in Bezug auf die Dienstleistungen müssen allerdings aufbewahrt werden, damit später eine Regularisierung vorgenommen werden kann.

2.3.2 Dienstfahrten, bei denen die Personalmitglieder mehr als fünf Stunden von ihrem gewöhnlichen Arbeitsort entfernt sind und die die in Nummer 2.3.1.1 erwähnten Uhrzeiten umfassen (Fahrkosten und pauschale Mahlzeiten), und Dienstfahrten, bei denen die Personalmitglieder weniger als fünf Stunden von ihrem gewöhnlichen Arbeitsort entfernt sind (ausschließlich Fahrkosten).

Für Dienstfahrten (Benutzung eines Dienstfahrzeugs, eines Privatfahrzeugs oder eines kostenlosen öffentlichen Verkehrsmittels) werden den Gemeinden demnächst praktische Richtlinien zur Benutzung der Formulare erteilt, anhand deren das Sozialsekretariat GPI die Rechte berechnen werden kann.

3. Praktische Richtlinien zur Aufbewahrung der Daten

3.1. TXT-Datei

Wir bitten Sie pro Monat oder pro Bezugsperiode eine TXT-Datei aufzustellen mit:

Position 1-4: Postleitzahl der Gemeinde

Position 5-9: LAS-Code

Position 10-39: Name der Gemeinde

Position 40-50: Nummer des Betreffenden beim Nationalregister

Position 51-80: Name und Vorname des Betreffenden

Position 81-83: Code der Leistungen (Zulagen und Vergütungen)

Position 84-89: Monat der Leistungen (für eine Periode: letzter Monat der Periode) in der Form CCYYMM

Position 90-92: Anzahl Leistungen

Position 93-101: gesamter Bruttobetrag der Zulage beziehungsweise der Vergütung

3.2. Codes der Leistungen

INHALT	CODE	BEMERKUNGEN
Stunden Wochenendarbeit	100	
Stunden Nachtarbeit	200	
Überstunden	300	
Erreichbarkeit	400	
Erreichbarkeit und Abrufbarkeit	500	
Mentor	600	
Dienst + 24 Stunden	700	
Frühstück	801	Tabelle 2 von Anlage 9 zum K.E.
Mittagsmahlzeit	802	Tabelle 2 von Anlage 9 zum K.E.
Abendmahlzeit	803	Tabelle 2 von Anlage 9 zum K.E.
Nachtmahlzeit	804	Tabelle 2 von Anlage 9 zum K.E.
Frühstück	901	Tabelle 1 von Anlage 9 zum K.E.
Mittagsmahlzeit	902	Tabelle 1 von Anlage 9 zum K.E.
Abendmahlzeit	903	Tabelle 1 von Anlage 9 zum K.E.
Nachtmahlzeit	904	Tabelle 1 von Anlage 9 zum K.E.

4. Finanzierung

Die durchschnittlichen Mehrkosten für die Umsetzung des neuen Statuts sind jährlich auf 140 000 F pro Person für die Wallonische Region, 165 000 F pro Person für die Region Brüssel-Hauptstadt und 190 000 F für die Flämische Region geschätzt worden.

Diese Schätzung wird später anhand von Stichproben in den drei Regionen bewertet.

Bis dahin wird den Gemeinden zur Finanzierung der Mehrkosten der vorerwähnten Maßnahmen ein Vorschuss von 80% auf diese Beträge gewährt.

Die somit für die letzten neun Monate von 2001 errechneten Pauschalbeträge (Wallonische Region: 84 000 Franken; Region Brüssel-Hauptstadt: 99 000 Franken; Flämische Region: 114 000 Franken) werden mit der Anzahl Gemeindepolizeimitglieder der betreffenden Gemeinde am 31. Dezember 2000 multipliziert.

Diese Vorschüsse werden so schnell wie möglich ausgezahlt und von der endgültigen Beihilfe in Abzug gebracht.

Die somit ausgezahlten Beträge müssen mit der Sorgfalt eines guten Familienvaters verwaltet werden. Das bedeutet, dass die Zulagen (zum Beispiel für Erreichbarkeit und Abrufbarkeit) in Erwartung der endgültigen Beihilfen mit der nötigen Umsicht gewährt werden müssen und bei der Organisation der Dienste ebenfalls der finanzielle Aspekt berücksichtigt werden muss.

5. Verschiedenes

— Für nähere Informationen zu diesem Rundschreiben können Sie sich an das Call Center

(Tel.: 0800 99 272) wenden, das Sie gegebenenfalls an die zuständige Stelle verweisen wird.

— Ferner wird das Sozialsekretariat GPI ab dem Monat April 2001 in Zusammenarbeit mit den Städte- und Gemeindeverbänden Informationssitzungen pro Provinz veranstalten.

— So bald wie möglich wird innerhalb des Sozialsekretariats GPI ein Helpdesk eingerichtet, dessen Angaben Ihnen später mitgeteilt werden.

Der Minister des Innern

A. DUQUESNE

Anlage zum Rundschreiben ZPZ 16

Einstufung - Regeln für die Gewährung der Vorschüsse

Aufgrund der Tatsache, dass einerseits das Sozialsekretariat GPI der föderalen Polizei zurzeit eingerichtet wird und andererseits verschiedene Zonen nicht instande sind, die in Anwendung des neuen Statuts festgelegten finanziellen Rechte korrekt auszubezahlen, ist beschlossen worden, Vorschüsse zu gewähren. Nach effektiver Übernahme der Rechte durch das Sozialsekretariat GPI wird eine genaue Abrechnung mit rückwirkender Kraft zum 1. April 2001 vorgenommen.

Der Betrag der Vorschüsse entspricht 80% der Differenz zwischen der früheren und der neuen Tabelle. In beiliegender Tabelle sind die nichtindexierten Bruttobeträge auf Jahresbasis aufgeführt.

Die lokalen Verantwortlichen werden gebeten, das Nötige zu veranlassen, damit die Mitglieder ihres Personals korrekt eingestuft werden.

Hilfspersonal und Personal im einfachen Dienst

Die Einstufung (Bestimmung der neuen Gehaltstabelle) erfolgt auf der Grundlage des neuen finanziellen Dienstalters.

Dieses errechnet sich aufgrund der Dienste, die ab dem Alter von achtzehn Jahren in einem öffentlichen Dienst geleistet worden sind (Dienste, die im Privatsektor geleistet worden sind, und eventuelle wirtschaftliche Bonifikationen werden hiervon ausgeschlossen). Wenn die Gehaltstabelle ermittelt ist, wird das vorteilhafteste Dienstalter berücksichtigt.

Einstufung in folgende Gehaltstabellen:

HAU1 = angehender Polizeihilfsbediensteter

HAU1-HAU2-HAU3 = aufgrund des Dienstalters (neue Berechnungsmethode)

B1 = angehender Bediensteter

B1 = Bediensteter, der sich zuerst für die Beibehaltung seines ursprünglichen Statuts, danach für das neue Statut entscheidet und weniger als sechs neue Dienstjahre aufweist,

B2-B3-B4-B5 = aufgrund des Dienstalters (neue Berechnungsmethode)

Personal im mittleren Dienst

Einstufung in folgende Gehaltstabellen:

M1.1 = Inspektor oder Hauptinspektor, der nicht Gerichtspolizeioffizier ist und nicht das Brevet eines Gerichtspolizeioffiziers besitzt,

M2.1 = Inspektor oder Hauptinspektor, der nicht Gerichtspolizeioffizier ist, jedoch das Brevet eines Gerichtspolizeioffiziers besitzt,

M2.1 = Inspektor oder Hauptinspektor, der Gerichtspolizeioffizier ist, der sich zuerst für die Beibehaltung seines ursprünglichen Statuts, danach für das neue Statut entscheidet und weniger als sechs neue Dienstjahre im Kader aufweist,

M3.1 = Inspektor oder Hauptinspektor, der Gerichtspolizeioffizier ist und weniger als zwölf Dienstjahre seit der Ernennung in diesen (diese) Dienstgrad(e) aufweist,

M4.1 = Inspektor oder Hauptinspektor, der Gerichtspolizeioffizier ist und mindestens zwölf Dienstjahre seit der Ernennung in diesen (diese) Dienstgrad(e) aufweist,

M1.2 = angehender Polizeiassistent

M2.2 = Polizeiassistent, der sich zuerst für die Beibehaltung seines ursprünglichen Statuts, danach für das neue Statut entscheidet und weniger als sechs neue Dienstjahre im Kader aufweist,

M3.2 = Polizeiassistent, der Gerichtspolizeioffizier ist und weniger als zwölf Dienstjahre seit der Ernennung in diesen (diese) Dienstgrad(e) aufweist,

M4.2 = Polizeiassistent, der Gerichtspolizeioffizier ist und mindestens zwölf Dienstjahre seit der Ernennung in diesen (diese) Dienstgrad(e) aufweist,

M6 = Hauptinspektor erster Klasse

Offizierskader

Die 2/3-Regel für die Polizeijahre wird eventuell bei der definitiven Abrechnung angewandt, wenn sie noch nicht in der Vergangenheit angewandt worden ist.

Offizierskader (O1-O2-O3-O4-O4bis)

Nur für diejenigen, die von der Beibehaltungsklausel M7 betroffen sind.

Die anderen Offiziere, die nach der Drei-Etappen-Methode eingestuft werden, haben sofort Anspruch auf ein Gehaltserhöhung.

Offizierskader (O5-O6-O7-O8)

Unmittelbare Umrechnung

[C – 2001/00831]

4 AVRIL 2001. — Circulaire GPI 5 relative aux nouvelles cartes de légitimation des fonctionnaires et auxiliaires de police - modalités pratiques. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de la circulaire GPI 5 du Ministre de l'Intérieur du 4 avril 2001 relative aux nouvelles cartes de légitimation des fonctionnaires et auxiliaires de police - modalités pratiques (*Moniteur belge* du 25 avril 2001), établie par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy.

[C – 2001/00831]

4 APRIL 2001. — Omzendbrief GPI 5 betreffende de nieuwe legitimatiekaart van de politieambtenaren en de hulpagenten van politie - praktische regeling. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de omzendbrief GPI 5 van de Minister van Binnenlandse Zaken van 4 april 2001 betreffende de nieuwe legitimatiekaart van de politieambtenaren en de hulpagenten van politie - praktische regeling (*Belgisch Staatsblad* van 25 april 2001), opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy.

[C – 2001/00831]

4. APRIL 2001 — Rundschreiben GPI 5 über die neue Legitimationskarte der Polizeibeamten und der Polizeihilfsbediensteten - Praktische Modalitäten. — Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Rundschreibens GPI 5 des Ministers des Innern vom 4. April 2001 über die neue Legitimationskarte der Polizeibeamten und der Polizeihilfsbediensteten - Praktische Modalitäten, erstellt von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen des Beigeordneten Bezirkskommissariats in Malmedy.

MINISTERIUM DES INNERN**4. APRIL 2001 — Rundschreiben GPI 5 über die neue Legitimationskarte der Polizeibeamten und der Polizeihilfsbediensteten - Praktische Modalitäten**

An die Frauen und Herren Gouverneure

An die Frauen und Herren Bürgermeister

Zur Information:

An den Herrn Vorsitzenden des Ständigen Ausschusses für die Gemeindepolizei

Sehr geehrte Frau Gouverneurin, sehr geehrter Herr Gouverneur,

Sehr geehrte Frau Bürgermeisterin, sehr geehrter Herr Bürgermeister,

in Artikel 41 des Gesetzes über das Polizeiamt wird bestimmt, dass Polizeibeamte bei Einsätzen "ihre Eigenschaft anhand einer Legitimation nachweisen, deren Inhaber sie sind". Es handelt sich um die Legitimationskarte, die im Allgemeinen "Dienstkarte" genannt wird und zurzeit von einem Polizeidienst zum anderen verschieden ist.

Infolge der Polizeireform ist beschlossen worden, dass die verschiedenen Legitimationskarten fortan für alle Polizeibeamten ungeachtet des ursprünglichen Korps identisch sein werden.

Damit im Rahmen des In-Kraft-Tretens des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes die verschiedenen möglichen Techniken untersucht werden können, ist eine technische Arbeitsgruppe aus Vertretern der Gemeindepolizei, der Gerichtspolizei und der Gendarmerie zusammengestellt worden, die mit der Planung der neuen Dienstkarte beauftragt ist. Es ist dann beschlossen worden, den ehemaligen Internen Dienst für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz, d.h. die derzeitige DPP der föderalen Polizei, mit der Realisation und der Überwachung der Anfertigung der neuen Legitimationskarte (der Mitglieder des Einsatzkaders) zu beauftragen.

Die Beschreibung der neuen Legitimationskarte und nähere Einzelheiten hierzu (allgemeine Aspekte/Muster) werden den Gegenstand eines spezifischen Königlichen Erlasses bilden.

Zurzeit passt die oben erwähnte Direktion DPP im Rahmen der Vorbereitung und der praktischen Ausführung des Projekts ihre Datenbanken an. Hierzu muss sie zunächst die "persönlichen Daten" der betroffenen Personalmitglieder sammeln und anschließend von den Personalmitgliedern, die noch nicht fotografiert sind, Fotoaufnahmen machen lassen.

Es sind mehrere Teams zur Sammlung der Daten und zur Aufnahme der Fotos gebildet worden. Ein "ortsfestes Team" ist in den Räumen der DPP in Brüssel untergebracht, und "zwei mobile Teams" werden sich zum Sitz der zonalen Polizeikorps begeben.

Diese mobilen Teams der DPP werden zweimal in jede Zone kommen; die Terminplanung wird Ihnen von der betreffenden Direktion direkt mitgeteilt. Als Erste werden die Pilotpolizeizonen (PPZ) ab Mitte April an die Reihe kommen.

Personalmitglieder, die nicht an den vorgesehenen Daten und zu den vorgesehenen Uhrzeiten anwesend sein können, können sich am Sitz der DPP in Brüssel fotografieren lassen.

Das Personal der lokalen Polizeidienste, die zu den Polizeizonen des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt gehören, kann ab Mitte April am Sitz der DPP in Brüssel vorstellig werden.

Zudem sind etwa zehn Wochen vorgesehen worden, damit sich die mobilen Teams zum Sitz dieser Zonen begeben können, um Fotos von den Personalmitgliedern aufzunehmen, die bis dahin noch nicht am Sitz der DPP vorstellig geworden sind.

Die Mitglieder der lokalen Polizei haben ebenfalls die Möglichkeit, am Sitz der Polizeizone ihres Wohnsitzes an den für diese Zone vorgesehenen Tagen vorstellig zu werden.

Da dieses Projekt wichtig und äußerst dringend ist, bitte ich die Personen, die für das Personal der von vorliegendem Rundschreiben betroffenen Korps verantwortlich sind, dafür zu sorgen, dass alle Polizeibeamten und Polizeihilfsbediensteten an den vorgesehenen Daten anwesend sind.

Sofern es in Zukunft auch eine spezifische Karte für die Mitglieder des Verwaltungs- und Logistikkaders geben könnte, sollten diese Personalmitglieder ebenfalls im Rahmen dieses Projekts fotografiert werden.

Die praktischen Modalitäten der Organisation (genaue Planung, Ort der Fotoaufnahmen, Angaben der Direktion...) werden den Gegenstand einer spezifischen Richtlinie der vorerwähnten Direktion (DPP) bilden, die nach Absprache mit dem Ständigen Ausschuss für die Gemeindepolizei erstellt wird.

Ich bitte Sie, alle betroffenen Polizeikorps Ihres Amtsbereichs über das Vorangehende zu informieren.

Der Minister

A. DUQUESNE

[C – 2001/00808]

Circulaire ministérielle PLP 8 relative au congé volontaire préalable à la mise à la retraite applicable aux membres du personnel de la police locale (art. 238 LPI). — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de la circulaire ministérielle PLP 8 relative au congé volontaire préalable à la mise à la retraite applicable aux membres du personnel de la police locale (art. 238 LPI) (*Moniteur belge* du 20 juin 2001), établie par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy.

[C – 2001/00808]

Ministeriële omzendbrief PLP 8 betreffende het vrijwillig verlof voorafgaand aan de pensionering in de lokale politie (art. 238 WGP). — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de ministeriële omzendbrief PLP 8 betreffende het vrijwillig verlof voorafgaand aan de pensionering in de lokale politie (art. 238 WGP) (*Belgisch Staatsblad* van 20 juni 2001), opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy.

[C – 2001/00808]

Ministerielles Rundschreiben PLP 8 in Bezug auf den freiwilligen Vorruhestandsurlaub in der lokalen Polizei (Art. 238 GIP). — Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Ministeriellen Rundschreibens PLP 8 in Bezug auf den freiwilligen Vorruhestandsurlaub in der lokalen Polizei (Art. 238 GIP), erstellt von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen des Beigeordneten Bezirkskommissariats in Malmedy.

MINISTERIUM DES INNERN**Ministerielles Rundschreiben PLP 8 in Bezug auf den freiwilligen Vorruhestandsurlaub in der lokalen Polizei (Art. 238 GIP)**

An die Frau Provinzgouverneurin

An die Herren Provinzgouverneure

An die Frau Gouverneurin des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt

An die Frauen und Herren Bürgermeister

Zur Information:

An die Frauen und Herren Bezirkskommissare

An den Herrn Vorsitzenden des Ständigen Ausschusses für die Gemeindepolizei

Sehr geehrte Frau Gouverneurin, sehr geehrter Herr Gouverneur,

Sehr geehrte Frau Bürgermeisterin, sehr geehrter Herr Bürgermeister,

Ziel dieses Rundschreibens ist es, aufgrund der komplizierten Rechtsvorschriften und der zahlreichen Fragen einige Erläuterungen zur Anwendung der Maßnahme zum freiwilligen Vorruhestandsurlaub auf die Mitglieder der lokalen Polizei gemäß Artikel 238 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes zu erteilen.

1. Gesetzliche und verordnungsrechtliche Grundlage

Hier müssen folgende Texte zu Rate gezogen werden: die Artikel 238, 239, 248 Absatz 2 und 260 des oben erwähnten Gesetzes vom 7. Dezember 1998, Artikel 41 des Gesetzes vom 27. Dezember 2000 (B.S. vom 6. Januar 2001, S. 316, und Erratum im B.S. vom 6. April 2001, S. 11604) sowie ein Entwurf eines Königlichen Erlasses über die Gewährung eines Vorruhestandsurlaubs an die Personalmitglieder der Polizeidienste.

2. Anwendungsbereich ratione temporis

Aus den vorerwähnten Artikeln 238, 248 Absatz 2 und 260 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 geht hervor, dass der Gemeinderat beziehungsweise der Polizeirat in Anwendung von Artikel 248 erst nach Einrichtung der lokalen Polizei eine solche Maßnahme beschließen kann. Konkret verfügt der Gemeinderat beziehungsweise der Polizeirat über zwei Jahre nach In-Kraft-Treten des in Artikel 248 erwähnten Königlichen Erlasses, um gegebenenfalls eine solche Maßnahme zu ergreifen. Sobald der Beschluss hierzu gefasst worden ist, gilt er immer für fünf Jahre ab dem Datum dieses Beschlusses (siehe Artikel 41 Nr. 1 des Gesetzes vom 27. Dezember 2000). Das bedeutet, dass die Personalmitglieder, die die Anwendungsbedingungen während dieses Zeitraums von fünf Jahren erfüllen, ihren Vorruhestandsurlaub beantragen und erhalten können.

2. Anwendungsbereich ratione personae

Aufgrund von Artikel 238 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 und der diesbezüglichen Begründung gilt diese Maßnahme ausschließlich für die ernannten Polizeibeamten der lokalen Polizei. Die Mitglieder des Verwaltungs- und Logistikkaders sowie die Polizeihilfsbediensteten sind also hiervon ausgeschlossen. Ferner ermöglicht das Gesetz, hierbei zu differenzieren und die Maßnahme entweder auf alle Polizeibeamten, auf Polizeibeamte mit einem bestimmten Dienstgrad oder pro Kader (Personal im einfachen/mittleren Dienst, Offizierskader) anzuwenden. Die Tatsache, dass man sich für die Beibehaltung des ursprünglichen Statuts (das, wie Sie wissen, auf vier Abschnitte begrenzt ist) entschieden hat, beeinträchtigt nicht die Inanspruchnahme dieses Rechts, d.h.: Wer die Bedingungen erfüllt, kann den Urlaub erhalten, ob er nun ganz in den Anwendungsbereich des neuen Statuts fällt oder nicht.

Sobald die Kategorie der Anspruchsberechtigten feststeht, werden andere Bedingungen berücksichtigt, nämlich:

1. mindestens 56 Jahre alt sein (Art. 238 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998),
2. zwanzig zulässige Dienstjahre vorweisen können (Art. 238 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998),
3. kein Alter erreicht haben, in dem man auf Antrag pensioniert werden kann (Art. 41 Nr. 2 des Gesetzes vom 27. Dezember 2000). Für Offiziere ist das Alter somit auf 60 Jahre festgelegt, sowohl im früheren als auch im neuen Statut. In Bezug auf die anderen Kader ist das Alter für diejenigen, die sich für die Beibehaltung ihres alten Statuts entschieden haben, ebenfalls auf 60 Jahre und für die anderen auf 58 Jahre festgelegt.

Es wird zudem oft die Frage gestellt, ob die Maßnahme auch für die übergewechselten Polizeibeamten der territorialen Brigaden der föderalen Polizei gelten wird. Diese Frage muss bejaht werden. Allerdings wird fast keiner unter ihnen angesichts des im alten Statut festgelegten Pensionsalters oder der Beibehaltungsklausel, die im neuen Statut in Bezug auf das Pensionsalter vorgesehen ist, die Altersbedingungen erfüllen.

4. Verfahren

Im oben erwähnten Entwurf eines Königlichen Erlasses sind einige Formalitäten vorgesehen. Der Antrag wird frühestens 12 Monate und spätestens 2 Monate vor dem erwünschten Beurlaubungsdatum, das immer der erste Tag eines Monats sein muss, per Einschreiben mit oder ohne Rückschein an den Korpschef gerichtet. Binnen zwei Monaten nach dem Antrag entscheidet der Bürgermeister beziehungsweise das Polizeikollegium über die Gewährung dieses Urlaubs. Wenn der Antrag mindestens sechs Monate vor dem erwünschten Beurlaubungsdatum eingereicht worden ist, kann dieses Datum im Interesse der reibungslosen Arbeit des Dienstes und nach Absprache mit dem Personalmitglied um höchstens vier Monate hinausgeschoben werden. Sobald der Urlaub angebrochen (nicht "beantragt") ist, ist er unwiderruflich. Für die anderen Regeln verweise ich Sie auf den zukünftigen Königlichen Erlass.

5. Statutarische Auswirkungen

5.1 Das Personalmitglied, das einen solchen Urlaub erhält, bekommt Wartegehalt (Art. 239 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998).

Dieses Gehalt besteht aus:

— 80 % des Gehalts des Monats, der dem In-Kraft-Treten des Urlaubs voraufgeht. Gemäß den Bestimmungen von Artikel 41 Nr. 4 des Gesetzes vom 27. Dezember 2000 geht es hierbei um das im alten Statut bestimmte Gehalt! Das bedeutet, dass man bei einem Personalmitglied, auf das das neue Statut in vollem Umfang zur Anwendung kommt, eine "Umrechnung" vornehmen muss und ausrechnen muss, wie hoch sein Gehalt für den betreffenden Monat gewesen wäre, wenn es sich für die Beibehaltung des alten Statuts entschieden hätte,

— 80 % des eventuellen Zusatzgehalts,

— 80 % des für unregelmäßige Leistungen bezogenen Betrags. In Artikel 8 des oben erwähnten Entwurfs eines Königlichen Erlasses wird präzisiert, dass es hierbei um die Bezahlung der während des Bezugsjahrs 2000 geleisteten Wochenend- und Nacharbeit und der in diesem Jahr geleisteten Überstunden geht. Als Ersatz wird das Wartegeld logischerweise auch berücksichtigt,

— 80 % des Urlaubsgelds,

— 80 % der Jahresendzulage.

5.2 Die Auswirkung auf die Pensionsregelung ist folgende:

— Der Urlaub dauert je nach Wahl des Statuts des Betroffenen bis 58 oder 60 Jahre (siehe oben).

— Während dieses Urlaubs befindet sich der Betroffene im Stand der "Zurdispositionsstellung"; das bedeutet, dass für die Berechnung der Pension in Bezug auf diese Periode ein Prozentsatz von 1/60 berücksichtigt wird (Art. 2 des Entwurfs eines K.E.).

— Die Dauer des Urlaubs wird zu 100 % als Dienstzeit angerechnet, die Anrecht auf die Pension eröffnet (unter Vorbehalt einiger Nuancen de lege ferenda).

— Für die Berechnung der Pension wird das Gehalt zu 100 % berücksichtigt. Das bedeutet, dass das Bezugsgehalt so berechnet wird, als hätte die betreffende Person nie den Dienst verlassen: Es wird also das volle Gehalt berücksichtigt. Im Gegensatz zum Wartegehalt spielt die Wahl des Statuts hierbei eine Rolle: Je nach Wahl wird es das Gehalt des neuen oder des alten Statuts sein.

5.3 Sobald der Urlaub angebrochen ist, kann das Statut nicht mehr gewechselt werden (Art. 11 des Entwurfs eines Königlichen Erlasses). Konkret bedeutet dies, dass man sich nicht mehr für das neue Statut entscheiden kann.

Es sei nochmals erwähnt, dass der Übergang vom neuen zum alten Statut nach dem 1. Juli 2001 sowieso nicht mehr möglich ist.

5.4 Während des Urlaubs hat das Personalmitglied weiterhin Anspruch auf kostenlose Gesundheitspflege, so wie dies in seinem Statut vorgesehen ist.

In Bezug auf die Ausübung einer Berufstätigkeit während des Urlaubs verweise ich auf Artikel 239 Absatz 2 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998.

6. Verschiedenes

Der Beschluss zur Einführung einer Maßnahme zum freiwilligen Vorruhestandsurlaub ist ein souveräner Beschluss der lokalen Behörde. In diesem Sinne trägt sie auch die Kosten davon.

Schließlich ist festzustellen, dass hier und da bereits eine derartige Maßnahme bestand und dass manche Personalmitglieder bereits eine Zusage für einen Urlaub ab 55 Jahren erhalten oder ihren Antrag bereits eingereicht haben. Damit ihre Rechte billigermaßen gewahrt bleiben, wird demnächst ein zweiter Königlicher Erlass ergehen.

Der Minister des Innern
A. DUQUESNE



[C - 2001/00832]

Circulaire ZPZ 18 relative à l'attribution du nouveau grade et de la nouvelle échelle de traitement aux membres actuels de la police communale et à l'application de l'article 29 LPI. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de la circulaire ZPZ 18 du Ministre de l'Intérieur relative à l'attribution du nouveau grade et de la nouvelle échelle de traitement aux membres actuels de la police communale et à l'application de l'article 29 LPI (*Moniteur belge* du 21 juillet 2001), établie par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy.

[C - 2001/00832]

Omzendbrief ZPZ 18 betreffende de toewijzing van de nieuwe graad en de nieuwe loonschaal aan de actuele leden van de gemeentepolitie en de toepassing van artikel 29 WGP. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de omzendbrief ZPZ 18 van de Minister van Binnenlandse Zaken betreffende de toewijzing van de nieuwe graad en de nieuwe loonschaal aan de actuele leden van de gemeentepolitie en de toepassing van artikel 29 WGP (*Belgisch Staatsblad* van 21 juli 2001), opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy.

[C - 2001/00832]

Rundschreiben ZPZ 18 über die Zuteilung des neuen Dienstgrades und der neuen Gehaltstabelle an die derzeitigen Mitglieder der Gemeindepolizei und die Anwendung von Artikel 29 GIP. — Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Rundschreibens ZPZ 18 des Ministers des Innern über die Zuteilung des neuen Dienstgrades und der neuen Gehaltstabelle an die derzeitigen Mitglieder der Gemeindepolizei und die Anwendung von Artikel 29 GIP, erstellt von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen des Beigeordneten Bezirkskommissariats in Malmedy.

MINISTERIUM DES INNERN

Rundschreiben ZPZ 18 über die Zuteilung des neuen Dienstgrades und der neuen Gehaltstabelle an die derzeitigen Mitglieder der Gemeindepolizei und die Anwendung von Artikel 29 GIP

An die Frau Provinzgouverneurin

An die Herren Provinzgouverneure

An die Frau Gouverneurin des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt

An die Frauen und Herren Bürgermeister

Zur Information:

An den Herrn Generalkommissar der Föderalen Polizei

An den Herrn Vorsitzenden des Ständigen Ausschusses für die lokale Polizei

Sehr geehrte Frau Gouverneurin, sehr geehrter Herr Gouverneur,

Sehr geehrte Frau Bürgermeisterin, sehr geehrter Herr Bürgermeister,

im Anschluss an die Ausfertigung des Königlichen Erlasses vom 30. März 2001 über die Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste (nachstehend RSPol genannt) und des Königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Bestimmung der Gehaltstabellen für die Personalmitglieder des Verwaltungs- und Logistikkaders der Polizeidienste (*Belgisches Staatsblatt* vom 31. März 2001) müssen jedem derzeitigen Personalmitglied der Gemeindepolizei der Dienstgrad und die Gehaltstabelle zugeteilt werden, die es in der lokalen Polizei aufgrund der Lage am 1. April 2001 erhalten wird, und zwar rückwirkend ab diesem Datum. Es geht hierbei also um die Personalmitglieder des Einsatzkaders und die Personalmitglieder des Verwaltungs- und Logistikkaders, mit Ausnahme des bei der Gemeindepolizei beschäftigten nichtpolizeilichen Gemeindepersonals. Letztere werden ihren neuen Dienstgrad und ihre neue Gehaltstabelle gemäß Artikel XII.XII.2 RSPol bei ihrem Übergang nach Einrichtung der lokalen Polizei erhalten.

Laut Artikel XII.II.1 Absatz 2 RSPol muss diese Zuteilung von der neuen Behörde vorgenommen werden, die für die Ernennung beziehungsweise die Einstellung eines Personalmitglieds zuständig ist. Für die höheren Offiziere, die in Tabelle D2 von Anlage 11 RSPol erwähnt sind, ist es der König, für die anderen Personalmitglieder der Polizei ist es der Gemeinderat beziehungsweise der Polizeirat, je nachdem, ob es sich um eine Eingemeindezone oder eine Mehrgemeindezone handelt. Ich weise die lokalen Behörden jedoch auf Artikel 12 des Gesetzes vom 27. Dezember 2000 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen über die Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste hin. Bis zur effektiven, in Anwendung von Artikel 248 GIP durch Königlichen Erlass anerkannten Einrichtung der lokalen Polizei werden die Zuständigkeiten des Polizeirats in der Tat vom Gemeinderat der betreffenden Gemeinde ausgeübt.

Konkret muss der Gemeinderat vor dem 30. September 2001 einen Beschluss fassen, in dem er jedem Mitglied des Einsatzkaders, mit Ausnahme des in den Dienstgrad eines Polizeihauptkommissars eingestuftem Personals, sowie jedem Mitglied des Verwaltungs- und Logistikkaders, mit Ausnahme des bei der Gemeindepolizei beschäftigten nichtpolizeilichen Gemeindepersonals, den neuen Dienstgrad und die neue Gehaltstabelle, die diesem Dienstgrad entspricht, zuteilt. Nur die Bezeichnung der neuen Gehaltstabelle muss erwähnt werden (z.B. B2, M1.1, O3); der genaue Betrag, der dem Betroffenen zugeteilt wird, ist nicht anzugeben. Konkret rate ich Ihnen, eine Tabelle mit drei Kolonnen aufzustellen: Die erste Kolonne umfasst die neuen Dienstgrade, die Zweite die Personalmitglieder innerhalb jedes Dienstgrades in alphabetischer Reihenfolge und die Dritte die neue Gehaltstabelle des Betroffenen. Dieser Beschluss wird anschließend zur persönlichen Akte des Betroffenen gelegt.

Wenn das Personalmitglied in einen anderen Dienstgrad als denjenigen eines Polizeihauptkommissars eingestuft wird und die Ernennungsbehörde früher der König oder der Gouverneur war, schickt der Gemeinderat seinen Beschluss zur Kenntnisnahme an die Allgemeine Polizei des Königreichs - Direktion der Polizeiverwaltung - Zonale Strukturen, Rue Royale 56 in 1000 Brüssel, beziehungsweise an den Gouverneur, damit die Akte bei dieser Behörde abgeschlossen wird.

Für die Personalmitglieder, die in den Dienstgrad eines Polizeihauptkommissars eingestuft werden, muss der Gemeinderat im selben oder in einem separaten Beschluss den Namen, den neuen Dienstgrad und die neue Gehaltstabelle angeben, die der König dem Betroffenen zuteilen muss. Dieser Beschluss muss binnen fünf Tagen nach der Beschlussfassung zusammen mit den Belegen über die Berechnung der neuen Gehaltstabelle per Einschreiben und zur weiteren Veranlassung an die Allgemeine Polizei des Königreichs an die weiter oben angegebene Adresse weitergeleitet werden. Sobald alle Gemeinden ein und derselben Zone die verlangten Informationen übermittelt haben, ergeht ein Königlicher Erlass pro Polizeizone.

Ferner muss in den Gemeinderatsbeschlüssen systematisch bestimmt werden, dass die neue Gehaltstabelle nicht zur Anwendung kommt, wenn der Betroffene sein ursprüngliches Statut aufgrund von Artikel 236 GIP behält oder es in Anwendung von Artikel 41 des Gesetzes vom 2. April 2001¹ innerhalb der dreimonatigen Frist, die am 30. Juni 2001 endet, zurückerhalten will. Wenn der Betroffene sich danach für das neue Statut entscheidet, wird der Gemeinderat beziehungsweise der Polizeirat einen Beschluss fassen müssen, durch den die neue Gehaltstabelle auf ihn angewandt wird.

Zudem teile ich Ihnen mit, dass nur der Vorsitzende des Polizeirates und der Vorsitzende des Polizeikollegiums die von diesen Organen ausgehende Korrespondenz im Sinne von Artikel 29 GIP unterschreiben dürfen, solange der Korpschef der lokalen Polizei nicht aufgrund des Königlichen Erlasses vom 31. Oktober 2000 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die erste Bestellung in bestimmte Stellen der lokalen Polizei bestellt worden ist.

Hochachtungsvoll

Der Minister
A. DUQUESNE

—
Note

¹ Gesetz vom 2. April 2001 zur Abänderung des Gesetzes über das Polizeiamt, des Gesetz vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes und anderer Gesetze über die Einrichtung der neuen Polizeistrukturen (*Belgisches Staatsblatt* vom 14. April 2001).

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2001/41507]

SCHATZAMT

Monatliche Kassenlage

Kassenlage am 31.07.2001

1. Ausführung vorheriger Haushalte im Laufe des Jahres 2001
Einnahmen: auf Basis der Verrechnungen
Ausgaben: auf Basis der ausgeführten Zahlungsanweisungen

(in Mio Franken)

	Monat Juli 2001	Gesamt
Allgemeine Einnahmen	0,0	0,0
Ertrag der konsolidierten Anleihen (länger als 1 Jahr)	0,0	0,0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Einnahmen	0,0	0,0
Allgemeine Ausgaben	0,0	48,4
Tilgung der Gemeinschaftsschuld	0,0	0,0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Ausgaben	0,0	48,4

2. Ausführung des Haushalts 2001 im Laufe des Jahres 2001
Einnahmen: auf Basis der Verrechnungen
Ausgaben: auf Basis der ausgeführten Zahlungsanweisungen

(in Mio Franken)

	Monat Juli 2001	Gesamt
Allgemeine Einnahmen	411,4	3 187,9
Ertrag der konsolidierten Anleihen (länger als 1 Jahr)	0,0	0,0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Einnahmen	411,4	3 187,9
Allgemeine Ausgaben (inkl. Aufrundungen)	346,6	2 929,4
Tilgung der Gemeinschaftsschuld	0,0	0,0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Ausgaben	346,6	2 929,4

3. Kassenlage

(in Mio Franken)

	Monat Juli 2001	Gesamt
1. Haushaltseinnahmen	411,4	3 187,9
Haushaltsjahr 2001	411,4	3 187,9
2. Haushaltsausgaben	346,6	2 977,8
1.1 Zahlungsanweis. Vorjahre	0,0	48,4
1.2. Zahlungsanweisungen 2001	346,6	2 929,4
3. Saldo der Haushaltsverrichtungen (= 1 - 2)	64,8	210,1
4. Schwankung der Transit- und Vorschusskonten	- 57,9	28,1
5. Schwankung der Schatzamtartikel	0,0	- 148,9
6. Saldo der Kassenverrichtungen (= 4 + 5)	- 57,9	- 120,8
7. Netto zu finanzierender Saldo (= 3 + 6)	6,9	89,3
8. Tilgung der Schuld durch zentrales Schatzamt	0,0	0,0
9. Brutto zu finanzierender Saldo (= 7 + 8)	6,9	89,3
10. Nominalschwankung der Schuld mit Auswirkung auf das zentrale Schatzamt	0,0	0,0
11. Übertragung des Kassenbestandes des vorangegangenen Monats	384,5	
12. Kassenstand zentrales Schatzamt am 1. Januar 2001		302,1
13. Kassenstand zentrales Schatzamt am 31.07.2001 (= 9 + 10 + 11 + 12)	391,4	391,4
14. Kassenstand C-Fonds vor Tilgung Schuld	37,4	120,0
15. Tilgung der Schuld durch Amortisierungsfonds	0,0	82,6
16. Kassenstand C-Fonds nach Tilgung Schuld am 31.07.2001	37,4	37,4
17. Gesamtkassenstand am 31.07.2001 (= 13 + 16)	428,8	428,8

[2001/41508]

Monatliche Kassenlage
Kassenlage am 31.08.2001

1. Ausführung vorheriger Haushalte im Laufe des Jahres 2001
Einnahmen: auf Basis der Verrechnungen
Ausgaben: auf Basis der ausgeführten Zahlungsanweisungen

(in Mio Franken)

	Monat August 2001	Gesamt
Allgemeine Einnahmen	0,0	0,0
Ertrag der konsolidierten Anleihen (länger als 1 Jahr)	0,0	0,0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Einnahmen	0,0	0,0
Allgemeine Ausgaben	0,0	48,4
Tilgung der Gemeinschaftsschuld	0,0	0,0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Ausgaben	0,0	48,4

2. Ausführung des Haushalts 2001 im Laufe des Jahres 2001
Einnahmen: auf Basis der Verrechnungen
Ausgaben: auf Basis der ausgeführten Zahlungsanweisungen

(in Mio Franken)

	Monat August 2001	Gesamt
Allgemeine Einnahmen	347,7	3 535,6
Ertrag der konsolidierten Anleihen (länger als 1 Jahr)	0,0	0,0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Einnahmen	347,7	3 535,6
Allgemeine Ausgaben (inkl. Aufrundungen)	448,0	3 377,4
Tilgung der Gemeinschaftsschuld	0,0	0,0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Ausgaben	448,0	3 377,4

3. Kassenlage

(in Mio Franken)

	Monat August 2001	Gesamt
1. Haushaltseinnahmen	347,7	3 535,6
Haushaltsjahr 2001	347,7	3 535,6
2. Haushaltsausgaben	448,0	3 425,8
1.1 Zahlungsanweis. Vorjahre	0,0	48,4
1.2. Zahlungsanweisungen 2001	448,0	3 377,4
3. Saldo der Haushaltsverrichtungen (= 1 - 2)	- 100,3	109,8
4. Schwankung der Transit- und Vorschusskonten	6,7	34,8
5. Schwankung der Schatzamtartikel	0,0	- 148,9
6. Saldo der Kassenverrichtungen (= 4 + 5)	6,7	- 114,1
7. Netto zu finanzierender Saldo (= 3 + 6)	- 93,6	- 4,3
8. Tilgung der Schuld durch zentrales Schatzamt	0,0	0,0
9. Brutto zu finanzierender Saldo (= 7 + 8)	- 93,6	- 4,3
10. Nominalschwankung der Schuld mit Auswirkung auf das zentrale Schatzamt	0,0	0,0
11. Übertragung des Kassenbestandes des vorangegangenen Monats	391,4	
12. Kassenstand zentrales Schatzamt am 1. Januar 2001		302,1
13. Kassenstand zentrales Schatzamt am 31.08.2001 (= 9 + 10 + 11 + 12)	297,8	297,8
14. Kassenstand C-Fonds vor Tilgung Schuld	36,9	119,5
15. Tilgung der Schuld durch Amortisierungsfonds	0,0	82,6
16. Kassenstand C-Fonds nach Tilgung Schuld am 31.08.2001	36,9	36,9
17. Gesamtkassenstand am 31.08.2001 (= 13 + 16)	334,7	334,7

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL

Vacatures academisch personeel

Vacature nr. : WE/2001/020.

Faculteit : wetenschappen.

Betrekking : assistierend academisch personeel.

Intern of extern : extern.

Mandaat : deeltijds assistent (25 %).

Ingangsdatum : 1 oktober 2001.

Duur : 2 jaar (hernieuwbaar).

Vakgebied : informatica/toegepaste informatica.

Omschrijving :

Bijstand academisch onderwijs : begeleiding van oefeningen in het kandidatuur onderwijs informatica. Wetenschappelijk onderzoek in het domein van de informatica.

Vereisten :

Licentiaatsdiploma is vereist, alsook bewezen deskundigheid in de informatica.

Contactpersoon : prof. dr. D. Vermeir.

Contact telefoon : 02-629 33 08.

Contact e-mail : dvermeir@vub.ac.be.

Naam decaan : prof. dr. J. Lemonne.

Inwachtingstermijn : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan gedownload worden op het internetadres <http://www.vub.ac.be/DP/AP.html> of bekomen worden op de dienst personeel (tel. 02-629 20 02) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel. Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19778)

Vacature nr. : PO/2001/016.

Faculteit : psychologie en opvoedkunde.

Betrekking : assistierend academisch personeel.

Intern of extern : extern.

Mandaat : deeltijds assistent (40 %).

Ingangsdatum : 1 november 2001.

Duur : 2 jaar (verlengbaar).

Vakgebied : psychologie.

Omschrijving :

Oefeningen bij de opleidingsonderdelen : ontwikkelingspsychologie I (30 u. - 2K. PSY-PED; 15 u. - VP PSY-PED) - ontwikkelingspsychologie II (30 u. - 1L. KL-PE).

Vereisten :

Diploma van licentiaat in de psychologie.

Contactpersoon : prof. dr. C. Andries.

Contact telefoon : 02-629 25 28 - 02-629 25 33.

Contact e-mail : caroline.Andries@vub.ac.be.

Naam decaan : prof. dr. I. Kristoffersen.

Inwachtingstermijn : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan gedownload worden op het internetadres <http://www.vub.ac.be/DP/AP.html> of bekomen worden op de dienst personeel (tel. 02-629 20 02) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel. Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19779)

Vacature nr. : PO/2001/017.

Faculteit : psychologie en opvoedkunde.

Betrekking : assistierend academisch personeel.

Intern of extern : extern.

Mandaat : deeltijds assistent (20 %).

Ingangsdatum : 1 november 2001.

Duur : 2 jaar (verlengbaar).

Vakgebied : psychologie.

Omschrijving :

Hulp bij het werkcollege : basisvaardigheden interview en observatie (45 u. WPO - 1L KL-AO-PE-SA-CA-VA).

Vereisten :

Diploma van licentiaat in de psychologie.

Contactpersoon : prof. dr. S. Westreich.

Contact telefoon : 02-629 24 81 - 02-629 25 33.

Contact e-mail : Smadar.Westreich@vub.ac.be.

Naam decaan : prof. dr. I. Kristoffersen.

Inwachtingstermijn : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan gedownload worden op het internetadres <http://www.vub.ac.be/DP/AP.html> of bekomen worden op de dienst personeel (tel. 02-629 20 02) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel. Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19780)

Vacature nr. : PO/2001/018.

Faculteit : psychologie en opvoedkunde.

Betrekking : assistierend academisch personeel.

Intern of extern : extern.

Mandaat : deeltijds doctor-assistent (15 %).

Ingangsdatum : 1 november 2001.

Duur : 3 jaar (verlengbaar met 3 jaar).

Vakgebied : pedagogische wetenschappen.

Omschrijving :

Begeleiding van oefeningenreeksen in de orthopedagogiek voor licentiestudenten; hulp bij het werkcollege « Inclusieve modellen en methoden » (45 u.; 2K « PED-VP PED); analoge activiteiten voor het bijzonder begeleidingsprogramma.

Vereisten :

Doctor in de psychologische of pedagogische wetenschappen.

Contactpersoon : prof. dr. A. Libotton.

Contact telefoon : 02-629 26 27.

Contact e-mail : Arno.Libotton@vub.ac.be.

Naam decaan : prof. dr. I. Kristoffersen.

Inwachtingstermijn : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan gedownload worden op het internetadres <http://www.vub.ac.be/DP/AP.html> of bekomen worden op de dienst personeel (tel. 02-629 20 02) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel. Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19781)

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

Institut supérieur d'Education physique et de Kinésithérapie

Défense publique
d'un thèse d'agrégation de l'enseignement supérieur

M. Jean-Jacques Moraine défendra publiquement le lundi 15 octobre, à 17 heures, un travail doctoral intitulé : « Le débit sanguin cérébral dans les affections neurologiques aiguës » et une leçon publique : « L'entraînement en hypoxie », en vue de l'obtention du grade d'agrégé de l'enseignement supérieur.

Lieu : Université libre de Bruxelles, Campus du Solbosch, auditoire Dupréel, bâtiment S (1^{er} étage), avenue Jeanne 44. (19782)

ERASMUSHOGESCHOOL BRUSSEL

Departement hotel & toerisme

Vacatures onderwijzend personeel

Academiejaar 2001-2002.

Externe vacature D/01/OP/07

Betrekking : 25 % lector, vacant.

Diploma :

Licentiaat Germaanse filologie met specialiteit Duits.

Licentiaat vertaler/tolk met specialiteit Duits.

Profiel :

vlot in de omgang en sterk communicatief;

goede kennis van de reiswereld;

goede kennis van de hotel- en toerisme-industrie of bereid zijn er zich in te werken;

goede kennis van ICT en vlot gebruik van internet en tekstverwerking;

sterk vertrouwd met communicatieve vaardigheden;

interesse in de onderwijsinnovatie en de modularisering van het curriculum van de opleiding;

bereidheid om mee te werken aan onderwijsvernieuwing in al haar aspecten;

bereidheid deel te nemen aan internationale docentenmobiliteit;

goed functioneren in teamverband.

Taakomschrijving :

hoorcolleges Duits in de opleiding hotelbeheer en beheer, toerisme en recreatie verzorgen;

integreren van het opleidingsonderdeel Duits in het thematisch modulair systeem;

mee uitwerken van projecten vanuit het taalkundig perspectief;

verzorgen van (Duitse) voordrachten in het kader van de internationalisering en docentenmobiliteit;

mee uitbouwen van onze Duitse contacten mbt. de internationalisering;

begeleiden van eindwerken;

stagebegeleiding van studenten in Duitssprekende landen.

Ingangsdatum : van 15 oktober 2001 tot 30 september 2002.

Externe vacature D/01/OP/08

Betrekking : 10 % lector, niet-vacant.

Diploma :

Licentiaat Germaanse filologie met specialiteit Duits.

Licentiaat vertaler/tolk met specialiteit Duits.

Profiel :

vlot in de omgang en sterk communicatief;

goede kennis van de reiswereld;

goede kennis van de hotel- en toerisme-industrie of bereid zijn er zich in te werken;

goede kennis van ICT en vlot gebruik van internet en tekstverwerking;

sterk vertrouwd met communicatieve vaardigheden;

interesse in de onderwijsinnovatie en de modularisering van het curriculum van de opleiding;

bereidheid om mee te werken aan onderwijsvernieuwing in al haar aspecten;

bereidheid deel te nemen aan internationale docentenmobiliteit;

goed functioneren in teamverband.

Taakomschrijving :

hoorcolleges Duits in de opleiding hotelbeheer en beheer, toerisme en recreatie verzorgen;

integreren van het opleidingsonderdeel Duits in het thematisch modulair systeem;

mee uitwerken van projecten vanuit het taalkundig perspectief;

verzorgen van (Duitse) voordrachten in het kader van de internationalisering en docentenmobiliteit;

mee uitbouwen van onze Duitse contacten mbt. de internationalisering;

begeleiden van eindwerken;

stagebegeleiding van studenten in Duitssprekende landen.

Ingangsdatum : van 15 oktober 2001 tot 30 september 2002.

Voor bovenstaande betrekkingen geldt als ingangsdatum : 15 oktober 2001 (tenzij anders vermeld) of datum beslissing BC en als einddatum einde academiejaar (30 september 2002), tenzij anders vermeld.

Kandidaatstelling :

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht een dossier samen te stellen bestaande uit een sollicitatiebrief met curriculum vitae, afschriften van diploma's, attesten tot staving van de pedagogische en/of andere ervaring binnen het vakgebied en attesten van beroepservaring binnen en buiten het onderwijs. Dit alles dient per aangetekend schrijven verstuurd te worden naar : Erasmushogeschool Brussel, t.a.v. de heer Frank Roos, alg. directeur, Nijverheidskaai 170,

1070 Brussel, en dit tot en met 9 oktober 2001, met vermelding van het vacaturenummer van de vacature waarvoor men zich kandidaat stelt. Het dossier (*) kan ook op de hoofdzetel tegen ontvangstbewijs overgemaakt worden aan Mevr. A. Meeus, medewerker alg. directeur.

Voor meer inlichtingen betreffende deze vacatures kunt u terecht bij Mevr. A. Meeus (02-559 02 68, tijdens de kantooruren) of bij het departement in kwestie (dep. HOTTOER, 02-526 76 80).

(*) Uiteraard geldt dit niet voor de personeelsleden van wie er reeds een volledig dossier aanwezig is op de centrale administratie. Betrokkenen dienen dit wel te melden in hun sollicitatiebrief. (19783)

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

Angélique Beauté, société anonyme, rue de Moorslede 54-56, 1020 Bruxelles

R.C. Bruxelles 611796 – T.V.A. 460.220.755

Convocation d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires, le 12 octobre 2001, à 19 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Rapport du commissaire-reviseur. 3. Approbation des comptes annuels clôturés au 30 juin 2001. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-reviseur. 5. Conversion du capital en euro. 6. Nominations statutaires. 7. Divers.

(28058) Le conseil d'administration.

Beautyfull, société anonyme, rue de Moorslede 54-56, 1020 Bruxelles

R.C. Bruxelles 556577 – T.V.A. 446.414.091

Convocation d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires, le 12 octobre 2001, à 11 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Rapport du commissaire-reviseur. 3. Approbation des comptes annuels clôturés au 30 juin 2001. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-reviseur. 5. Conversion du capital en euro. 6. Nominations statutaires. 7. Divers.

(28059) Le conseil d'administration.

Beautykust, société anonyme, rue de Moorslede 54-56, 1020 Bruxelles

R.C. Bruxelles 611794 – T.V.A. 460.221.052

Convocation d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires, le 12 octobre 2001, à 13 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Rapport du commissaire-reviseur. 3. Approbation des comptes annuels clôturés au 30 juin 2001. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-reviseur. 5. Conversion du capital en euro. 6. Nominations statutaires. 7. Divers.

(28060) Le conseil d'administration.

Gautier parfumeur, société anonyme, rue de Moorslede 54-56, 1020 Bruxelles

R.C. Bruxelles 562430 – T.V.A. 448.079.523

Convocation d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires, le 12 octobre 2001, à 10 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Rapport du commissaire-reviseur. 3. Approbation des comptes annuels clôturés au 30 juin 2001. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire reviseur. 5. Conversion du capital en euro. 6. Nominations statutaires. 7. Divers.

(28061) Le conseil d'administration.

Immoni, société anonyme, avenue Houba de Strooper 63, 1020 Bruxelles

R.C. Bruxelles 472524 — NN 427.539.772

Convocation d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires, le 12 octobre 2001, à 16 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Rapport du commissaire-reviseur. 3. Approbation des comptes annuels clôturés au 30 juin 2001. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-reviseur. 5. Conversion du capital en euro. 6. Nominations statutaires. 7. Divers.

(28062) Le conseil d'administration.

Les Instituts de Beauté du Brabant, en abrégé : « Libb », société anonyme, rue de Moorslede 54-56, 1020 Bruxelles

R.C. Bruxelles 611793 – T.V.A. 460.221.151

Convocation d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires, le 12 octobre 2001, à 17 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Rapport du commissaire-reviseur. 3. Approbation des comptes annuels clôturés au 30 juin 2001. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-reviseur. 5. Conversion du capital en euro. 6. Nominations statutaires. 7. Divers.

(28063) Le conseil d'administration.

Meir Beauté, société anonyme, rue de Moorslede 54-56, 1020 Bruxelles

R.C. Bruxelles 611795 – T.V.A. 460.220.953

Convocation d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires, le 12 octobre 2001, à 15 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Rapport des commissaires-reviseurs. 3. Approbation des comptes annuels clôturés au 30 juin 2001. 4. Décharge aux administrateurs et aux commissaires-reviseurs. 5. Conversion du capital en euro. 6. Nominations statutaires. 7. Divers.

(28064) Le conseil d'administration.

Parfumerie Cloquet, société anonyme, rue de Moorslede 58, 1020 Bruxelles

R.C. Bruxelles 303157 – T.V.A. 408.311.404

Convocation d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires, le 12 octobre 2001, à 12 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Rapport des commissaires-reviseurs. 3. Approbation des comptes annuels clôturés au 30 juin 2001. 4. Décharge aux administrateurs et aux commissaires-reviseurs. 5. Conversion du capital en euro. 6. Nominations statutaires. 7. Divers.

(28065) Le conseil d'administration.

**Parma Beauty Info, société anonyme,
rue de Moorslede 54-56, 1020 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 486287 – T.V.A. 429.025.951

Convocation d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires, le 12 octobre 2001, à 9 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Rapport du commissaire-reviseur. 3. Approbation des comptes annuels clôturés au 30 juin 2001. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-reviseur. 5. Conversion du capital en euro. 6. Nominations statutaires. 7. Divers.

(28066)

Le conseil d'administration.

**Sogyfa, société anonyme,
rue de Moorslede 54-56, 1020 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 599303 – T.V.A. 432.125.694

Convocation d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires, le 12 octobre 2001, à 18 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Rapport du commissaire-reviseur. 3. Approbation des comptes annuels clôturés au 30 juin 2001. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-reviseur. 5. Conversion du capital en euro. 6. Nominations statutaires. 7. Divers.

(28067)

Le conseil d'administration.

**Etablissements M. Vanden Bergh et fils, société anonyme,
avenue Albert 31-33, 1190 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 277829 – T.V.A. 400.403.429

Assemblée générale extraordinaire, le 12 octobre 2001, à 10 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Décharge des administrateurs.
2. Nominations.
3. Ratification des décisions depuis l'assemblée générale de 1998.

(28068)

**Meubles Lardot, société anonyme,
rue de Wellin 10, 5574 Pondrome**

R.C. Dinant 21969 – T.V.A. 416.741.296

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 12 octobre 2001, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

(28069)

**Nettindus, société anonyme,
rue Armand Camphenhout 61, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 447035 – T.V.A. 423.399.555

Le quorum de présence n'étant pas atteint lors de l'assemblée du 28 septembre 2001, une nouvelle assemblée générale extraordinaire se tiendra le vendredi 12 octobre 2001, à 17 h 30 m, en l'étude du notaire

Pierre Paulus de Chatelet, rue de l'Eglise 34, à Rixensart, et délibérera valablement quel que soit le montant du capital représenté par les actionnaires présents, avec l'ordre du jour suivant :

1. Modification de l'article 5.

A. Augmentation du capital à concurrence de cinq millions cinquante-neuf mille quatre cent quatre-vingt-deux francs et cinquante centimes pour le porter de deux millions de francs à sept millions cinquante-neuf mille quatre cent quatre-vingt-deux francs et cinquante centimes par prélèvement de la dite somme sur les réserves disponibles de la société, telles qu'elles apparaissent dans la situation active et passive arrêtée au trente et un juillet deux mille un, sans création d'actions nouvelles.

B. Constatation de la réalisation effective de l'augmentation de capital.

C. Conversion du capital en cent septante-cinq mille euros.

D. Modification de l'article 5.

Pour le mettre en concordance avec la résolution ci-avant prise et ajout d'un paragraphe relatif à l'historique du capital.

2. Modification de l'article 7.

Suppression de la référence aux actions déposées en garantie des mandats d'administrateurs et de commissaires et ajout du paragraphe suivant : « Si une ou plusieurs actions appartiennent en indivision à plusieurs personnes, les droits y afférents seront suspendus jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant le propriétaire à l'égard de la société.

Si la propriété d'une action est démembrée entre un nu propriétaire et un usufruitier, tous les droits sociaux attachés à cette action seront exercés par l'usufruitier. Cependant, les droits attachés à l'augmentation, la diminution ou l'amortissement du capital, la mise en liquidation de la société seront exercés par le nu-propiétaire.

Quant au droit de préférence attaché aux actions grevées d'usufruit, il est exercé par le nu-propiétaire, sauf accord différent à notifier à la société au plus tard dans le mois de la signature de celui-ci par lettre recommandée ou conformément aux formalités prévues par l'article 1690 du Code civil. Si le nu-propiétaire ne fait pas usage de son droit, le droit de préférence pourra être exercé par l'usufruitier, les actions ainsi acquises appartiendront à la personne ayant exercé ce droit, en leine propriété.

Tous les autres droits attachés à la part sociale seront exercés par l'usufruitier. »

3. Modification de l'article 8.

Remplacement du contenu de la première phrase par le texte suivant : « Les héritiers, ayants cause ou créanciers ne peuvent sous aucun prétexte s'immiscer dans les affaires de la société. »

4. Modification de l'article 10.

Ajout de la phrase suivant :

« Toutefois lorsque, à une assemblée générale des actionnaires de la société, il est constaté que celle-ci n'a pas plus de deux actionnaires, le conseil d'administration pourra être composé de deux administrateurs. »

5. Modification de l'article 14.

Ajout au troisième paragraphe la phrase suivante :

« sauf lorsque le conseil d'administration n'est composé que de deux administrateurs. »

6. Modification de l'article 15.

Suppression de la référence au cautionnement des agents de la société.

7. Suppression de l'article 17.

8. Modification de l'article 18.

Suppression du dernier paragraphe relatif au cautionnement des commissaires.

9. Modification de l'article 30.

Suppression du contenu de cet article après la première phrase pour le remplacer par le texte suivant :

« A la fin de chaque exercice social, il est dressé, par les soins du conseil d'administration, un inventaire ainsi que les comptes annuels. Dans la mesure requise par la loi, les administrateurs établissent en outre un rapport dans lequel ils rendent compte de leur gestion. Ce rapport comporte un commentaire sur les comptes annuels en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des affaires et la situation de la société, ainsi que les autres éléments énumérés par le code des sociétés. »

10. Modification de l'article 31.

Suppression de tout le paragraphe concernant l'arrêté royal numéro 15 du neuf mars mil neuf cent quatre-vingt-deux.

11. Ajout dans l'ensemble des statuts de la référence aux articles du nouveau code des sociétés (à la place de la référence aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales).

12. Mise en concordance des articles des statuts avec les points ci-avant prévus et renumérotation subséquente desdits articles.

Pour assister aux assemblées, se conformer aux statuts. (28070)

**Immobilière Robin, société anonyme,
avenue Winston Churchill 11, bte 28, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 239459

L'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 20 septembre 2001 n'ayant pas réuni le quorum requis, MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 12 octobre 2001, à 11 heures, en l'étude du notaire Olivier de Clippele, à Bruxelles, avenue Louise 85, avec le même :

Ordre du jour :

1. Réduction du capital social à concurrence de 24 000 000 BEF pour le ramener de 40 000 000 BEF à 16 000 000 BEF par remboursement à chaque action d'une somme nette de 12 000 BEF et ce, sans modification du nombre d'actions.

2. Augmentation du capital social d'un montant de 135 960 BEF pour le porter de 16 000 000 BEF à 16 135 960 BEF, sans création d'action nouvelle, par incorporation des réserves disponibles.

3. Conversion du capital social en euro.

4. Décision de faire imprimer de nouveaux titres en remplacement des anciens et de conférer tous pouvoirs au conseil d'administration en vue de la création de multiples d'actons.

5. Modification des statuts en conséquence ainsi que mise en concordance avec le Code des sociétés.

6. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

Les actionnaires voudront bien se conformer aux statuts sociaux.
(28071) Le conseil d'administration.

**CWK Beheer, naamloze vennootschap,
De Roosen 9, 3910 Neerpelt**

H.R. Hasselt 89504 – BTW 455.070.154

Jaarvergadering op 12 oktober 2001, om 20 uur, op de zetel. —
Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2001. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (28072)

**Devorax, naamloze vennootschap,
Ringlaan 67, 3950 Bocholt**

H.R. Hasselt 87231 – BTW 453.333.359

Jaarvergadering op 12 oktober 2001, om 17 uur, op de zetel. —
Dagorde : 1. Verslagen raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2001. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (28073)

**Arvak, naamloze vennootschap,
Bosstraat 57, 3930 Hamont-Achel**

H.R. Hasselt 87783 – BTW 453.329.005

Jaarvergadering op 12 oktober 2001, om 17 uur, op de zetel. —
Dagorde : 1. Verslagen raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2001. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (28074)

**Archito, naamloze vennootschap,
Obterrestraat 65, 8972 Poperinge (Proven)**

H.R. Ieper 31969

Aangezien de eerste B.A.V. niet het vereiste aanwezigheidsquorum behaalde, worden de aandeelhouders uitgenodigd op een tweede buitengewone algemene vergadering ten kantore van Mr. Ann Allaer, notaris met standplaats te Ieper, D'Hondtstraat 21, op vrijdag 12 oktober 2001, om 11 uur, met volgende agenda :

1. Kapitaalsverhoging tot 11 254 832 BEF, en dit zonder nieuwe inbrengen en zonder creatie van nieuwe aandelen, doch door incorporatie van de reserves voor een bedrag van 4 832 BEF.

2. Vaststelling van de daadwerkelijke verwezenlijking van de kapitaalverhoging.

3. Omzetting van de uitdrukkingmunt van het kapitaal in euro.

4. Actualisering en coördinatie van de statuten aan het nieuwe Wetboek van vennootschappen.

5. Machtiging aan de raad van bestuur om alle genomen beslissingen uit te voeren en coördinatie van de statuten op te maken.

Om toegelaten te worden tot de vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de maatschappelijke zetel ten laatste vijf vrije dagen vóór de vergadering.

(28075)

De raad van bestuur.

**A.J.T. Beheer, naamloze vennootschap,
Sint-Franciscusstraat 9, 3920 Lommel**

H.R. Hasselt 12410 – BTW 455.070.055

Jaarvergadering op 12 oktober 2001, om 20 uur, op de zetel. —
Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2001. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (28076)

**Dakdek, naamloze vennootschap,
Evence Coppélaan 118, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 67644 – BTW 439.912.024

Buitengewone algemene vergadering op donderdag 11 oktober 2001, om 9 u. 30 m., op het kantoor notaris Ivo Vrancken te Genk, Grotestraat 124. — Agenda : 1. Kapitaalverhoging met 501 074 BEF door incorporatie van reserves om dit kapitaal te brengen van 2 000 000 BEF naar 2 501 074 BEF. 2. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in euro. 3. Invoering van een artikel 5bis in de statuten houdende de totstandkoming van het kapitaal. 4. Wijziging van artikel 1 van de statuten. 5. Wijziging van artikel 2 van de statuten. 6. Afschaffing van artikel 6 van de statuten in verband met het toegestaan kapitaal en van de artikelen 7, 8, 9 en 10 houdende kapitaalverhoging in geld; invoering van een nieuw artikel 6. 7. Wijziging van artikel 15 en 18 van de statuten houdende het bestuur. 8. Vervanging van het woord « afgevaardigd bestuurder » door het woord « gedelegeerd bestuurder » in artikel 21 van de statuten. 9. Afschaffing van de artikelen 24 en 25 van de statuten met betrekking tot het toezicht en invoering van een nieuw artikel 20. 10. Wijziging van artikel 35 van de statuten. 11. Wijziging van artikel 37 van de statuten. 12. Schrapping van de verwijzingen in de statuten de vennootschappenwet en het burgerlijk wetboek en aanpassing van de statuten. 13. Aanpassing van de statuten aan de besluiten; hernummering van statuten. 14. Opdracht aan raad van bestuur tot uitvoering van de genomen beslissingen en aan notaris tot coördinatie van de statuten. (28077)

**A.G., naamloze vennootschap,
Leeuwlanstraat 91, 2100 Antwerpen (Deurne)**

H.R. Antwerpen 265927 – BTW 435.522.476

Buitengewone algemene vergadering op 15 oktober 2001, om 10 uur, op het kantoor van notaris Marc Van Nuffel te Antwerpen, Jan van Rijswijklaan 24, met volgende agenda. 1. Kapitaalverhoging met 751 074 BEF door incorporatie van reserves, om het te brengen van 1 750 000 BEF naar 2 501 074 BEF of 62.000 €, door afboeking op de post « beschikbare reserves », zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 2. Volledige aanpassing van de regels mbt het maatschappelijk kapitaal, en de aandelen en obligaties van de vennootschap, het bestuur van de vennootschap, de aandeelhoudersvergadering en de vertegenwoordiging van de aandeelhouders, de jaarrekening, winstverdeling en reserve en van de regels met betrekking tot de ontbinding en vereffening van de vennootschap. 3. Aanvaarding van een volledig nieuwe tekst van statuten. 4. Volmachten. (28078)

**Immo-Peeters, naamloze vennootschap,
Vijverwegel 93, 9090 Melle**

H.R. Gent 104990 – BTW 406.863.827

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering voor donderdag 11 oktober 2001, om 9 uur, ter studie van notaris Joost Eeman, te 9000 Gent, Savaanstraat 90. — Dagorde : 1. Kapitaalverhoging ten belopen van 901 074 BEF door incorporatie van beschikbare reserves om het kapitaal te brengen op 2 501 074 BEF. 2. Omvorming van het kapitaal in 62.000 EUR. 3. Aanpassing van de statuten aan de reparatiewet van 13 april 1995 inzake gewijzigde vennootschapswetgeving en aanpassing van de statuten aan het nieuwe Wetboek van vennootschappen, in werking getreden op 6 februari 2001. 4. Aanneming van nieuw geformuleerde statuten (en terminologische aanpassing). 5. Volmacht inzake handelsregister en BTW aan Norbert Demeulemeester. 6. Varia.

(28079)

De raad van bestuur.

**Structo, naamloze vennootschap,
Noorweegse Kaai 19, 8000 Brugge**

H.R. Brussel 24666 – BTW 405.100.407

Aangezien een eerste buitengewone algemene vergadering opgevoerd op 11 september 2001 niet kon besluiten bij gebrek aan het wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht een tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op dinsdag 16 oktober 2001, om 18 uur, op de zetel van de vennootschap, en dewelke geldig zal kunnen beraadslagen en beslissen zonder dat het aanwezigheidsquorum dient te worden nachtgenomen, nopens volgende agenda. 1. Omzetting van het kapitaal in euro. 2. Goedkeuring van de jaarrekening van de vennootschap afgesloten op 31 maart 2001. 3. Kapitaalverhoging ten belope van 256.319,43 €, teneinde het kapitaal te brengen van 743.680,57 € op 1.000.000 €, zonder nieuwe inbrengen en zonder creatie van nieuwe aandelen, door incorporatie in het kapitaal van een som van 256.319,43 €, te nemen uit de beschikbare reserves van de vennootschap, zoals zij vermeld staan op de balans afgesloten op 31 maart 2001. 4. Vaststelling van de daadwerkelijke verwezenlijking van de kapitaalverhoging. 5. Wijziging vertegenwoordigingsbevoegdheid van de raad van bestuur, hetzij door twee bestuurders samen optredend; hetzij door het afzonderlijk optreden van een gedelegeerd-bestuurder, aangewezen door de raad van bestuur. 6. Aanneming van volledig nieuwe statuten, rekening houdend met de reeds genomen besluiten en actualisering & hernummering en vernieuwing van de tekst, schrapping van de overbodige bepalingen en aanpassing van de statuten aan de verschillende wijzigingen en codificatie van de vennootschappenwet en invoering van het Wetboek van vennootschappen. 7. Ontslag en kwijting bestuurders. (Her)benoeming bestuurders. 8. (Her)benoeming commissaris. 9. Bevoegdheden toegekend aan de raad van bestuur om de nodige beslissingen te nemen betreffende voorgaande aangelegenheden en om de statuten te coördineren. Om aan de algemene vergadering te kunnen deelnemen worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen conform de statuten. (28080)

**Pierson C'est Bon — Assureurs Conseils, société anonyme,
avenue de Jassans 58, 1342 Ottignies (Louvain-la-Neuve)**

R.C. Nivelles 45124 – T.V.A. 421.313.659

Assemblée générale extraordinaire le 11 octobre 2001, à 14 heures, en l'étude du notaire Yves Somville, chaussée de Bruxelles 10, à Court-Saint-Etienne. — Ordre du jour :

1. Augmentation de capital de 1 372 094 BEF par incorporation de réserves disponibles, pour le porter à 2 622 094 BEF sans création de titres nouveaux.

2. Constatation de la réalisation effective de l'augmentation de capital ci-dessus prévue.

3. Décision de conversion du capital en euro, soit 65.000 euros.

4. Modification des articles 5 (capital), 6 (formation du capital), 2 § 2 (légalisation linguistique en cas de transfert de siège), 15 (limitation possible à 2 administrateurs); 22 (représentation externe) 35 (suppression limt. de vote), et 46, § 2 (suppression frais lors de la constitution).

5. Décision d'adopter une nouvelle formulation des statuts n'apportant aucune modification ni aux activités, objet et capital sociaux (autres que la modification de capital prévue ci-avant), ni dans la répartition du capital social, pour tenir compte des dernières modifications du Code des Sociétés et pour intégrer les modifications décidées ci-avant.

6. Pouvoirs au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions qui précèdent. (28081)

Fimo, société anonyme, à 7700 Mouscron, rue Roger Salengro 39

R.C. Tournai 57150 – T.V.A. 406.532.047

Les actionnaires sont invités à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra à 8000 Brugge, Lauwerstraat 27, en l'étude du notaire Henry Van Caillie, le jeudi 11 octobre 2001, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Transfert du siège social de la société à Brugge.

2. Attribution de pouvoirs en vue de l'exécution des décisions prises.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont invités à se conformer aux règles des statuts.

(28082)

Le conseil d'administration.

**S.A. Vervaeke et Cie, société anonyme,
7090 Braine-le-Comte**

R.C. Mons 118792 – T.V.A. 436.962.630

Le conseil d'administration prie les actionnaires à assister à l'assemblée générale extraordinaire du lundi 8 octobre 2001, à 18 heures, au cabinet du notaire Lecomte, rue de Bruxelles 2, à braine-le-Comte, avec comme ordre du jour :

augmentation du capital social;

composition du conseil d'administration.

(28083)

**Mondello Immobilière Italo-Belge, société anonyme,
1130 Haeren (Bruxelles), avenue du Bourget 40**

R.C. Bruxelles 16476 – T.V.A. 403.399.145

Convocation d'assemblée ordinaire

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire, pour le 9 du mois de novembre 2001, à 11 heures, avenue du Bourget 40, Bruxelles, pour délibérer sur le suivant

Ordre du jour :

1. Continuation des sujets non traités lors de l'assemblée générale ordinaire du 29 juin 2001 pour l'examen et les délibérations concernant les exécutions prévues par l'article 26 des statuts de la société.

2. Examen et délibérations concernant d'ultérieures exécutions prévues par les statuts de la société et en particulier :

- a) nomination du président du conseil d'administration;
- b) nomination du conseiller coopté;
- c) nomination du commissaire réviseur;
- d) délégation des pouvoirs.

Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer à ce qui est prévu par l'article 25 des statuts sociaux. Les actions peuvent être déposées au siège social de Bruxelles et auprès de tout siège ou agence italien ou étrangères des établissements bancaires suivants :

1. Fortis Banque.
2. Banque de Bruxelles Lambert.
3. Monte dei Paschi di Siena.
4. Banco di Sicilia.

Le président du conseil d'administration Ing. Vincenzo Castellucci.
(28214)

Participations financières et immobilières, en abrégé : « Partfim », société anonyme, boulevard Anspach 111, bte 3, à 1000 Bruxelles

R.C. Bruxelles 456731 – T.V.A. 425.703.801

Assemblée générale ordinaire le 18 octobre 2001, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion et rapport du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2001. 3. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 4. Nominations statutaires. (28215)

Carum, naamloze vennootschap, Bijkhoevelaan 3, 2110 Wijnegem

H.R. Antwerpen 208848 – BTW 416.676.267

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten kantore van notaris Joseph Roevens, te Brasschaat, Door Verstraetelei 38, op donderdag 18 oktober 2001, om 9 u. 30 m.

De vergadering zal over volgende agenda moeten beraadslagen : 1. Kapitaalverhoging met 1 251 074 frank om het te brengen van 1 250 000 frank op 2 501 074 frank door incorporatie van overgedragen winst zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 2. Omzetting van het aldus verhoogde kapitaal in 62.000 euro. 3. Aanneming van een volledig nieuwe tekst der statuten waarin de voorstellen onder 1° en 2° reeds zijn opgenomen en tevens aangepast aan de gewijzigde vennootschaps-wetgeving; deze tekst zal vijf dagen vóór de vergadering ter beschikking zijn van de aandeelhouders op de zetel van de vennootschap. (28216)

Ruluk, naamloze vennootschap, Pieter Breughelstraat 32, 2900 Schoten

H.R. Antwerpen 222909 – BTW 420.292.783

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten kantore van notaris Joseph Roevens, te Brasschaat, Door Verstraetelei 38, op donderdag 18 oktober 2001, om 9 u. 15 m.

De vergadering zal over volgende agenda moeten beraadslagen : 1. Kapitaalverhoging met 1 251 074 frank om het te brengen van 1 250 000 frank op 2 501 074 frank door incorporatie van overgedragen winst zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 2. Omzetting van het aldus verhoogde kapitaal in 62.000 euro. 3. Aanneming van een volledig nieuwe tekst der statuten waarin de voorstellen onder 1° en 2° reeds zijn opgenomen en tevens aangepast aan de gewijzigde vennootschaps-wetgeving; deze tekst zal vijf dagen vóór de vergadering ter beschikking zijn van de aandeelhouders op de zetel van de vennootschap. (28217)

Wapro, naamloze vennootschap, Bijkhoevelaan 3, 2110 Wijnegem

H.R. Antwerpen 197016 – BTW 413.810.809

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten kantore van notaris Joseph Roevens, te Brasschaat, Door Verstraetelei 38, op donderdag 18 oktober 2001, om 8 u. 45 m.

De vergadering zal over volgende agenda moeten beraadslagen : 1. Kapitaalverhoging met 1 251 074 frank om het te brengen van 1 250 000 frank op 2 501 074 frank door incorporatie van overgedragen winst zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 2. Omzetting van het aldus verhoogde kapitaal in 62.000 euro. 3. Aanneming van een volledig nieuwe tekst der statuten waarin de voorstellen onder 1° en 2° reeds zijn opgenomen en tevens aangepast aan de gewijzigde vennootschaps-wetgeving; deze tekst zal vijf dagen vóór de vergadering ter beschikking zijn van de aandeelhouders op de zetel van de vennootschap. (28218)

Grosfruit, naamloze vennootschap, Pieter Breughelstraat 32, 2900 Schoten

H.R. Antwerpen 207793 – BTW 416.677.257

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten kantore van notaris Joseph Roevens, te Brasschaat, Door Verstraetelei 38, op donderdag 18 oktober 2001, om 8 u. 30 m.

De vergadering zal over volgende agenda moeten beraadslagen : 1. kapitaalverhoging met 201 074 frank om het te brengen van 2 300 000 frank op 2 501 074 frank door incorporatie van overgedragen winst zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 2. Omzetting van het aldus verhoogde kapitaal in 62.000 euro. 3. Aanneming van een volledig nieuwe tekst der statuten waarin de voorstellen onder 1° en 2° reeds zijn opgenomen en tevens aangepast aan de gewijzigde vennootschaps-wetgeving; deze tekst zal vijf dagen vóór de vergadering ter beschikking zijn van de aandeelhouders op de zetel van de vennootschap. (28219)

All in Food, naamloze vennootschap, afgekort : « Alinfo », Bijkhoevelaan 3, 2110 Wijnegem

H.R. Antwerpen 271963 – BTW 438.145.040

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten kantore van notaris Joseph Roevens, te Brasschaat, Door Verstraetelei 38, op donderdag 18 oktober 2001, om 9 uur.

De vergadering zal over volgende agenda moeten beraadslagen : 1. Kapitaalverhoging met 1 251 074 frank om het te brengen van 1 250 000 frank op 2 501 074 frank door incorporatie van overgedragen winst zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 2. Omzetting van het aldus verhoogde kapitaal in 62.000 euro. 3. Aanneming van een volledig nieuwe tekst der statuten waarin de voorstellen onder 1° en 2° reeds zijn opgenomen en tevens aangepast aan de gewijzigde vennootschaps-wetgeving; deze tekst zal vijf dagen vóór de vergadering ter beschikking zijn van de aandeelhouders op de zetel van de vennootschap. (28220)

Anfico, naamloze vennootschap, Lievenshoeklaan 27, 2950 Kapellen

H.R. Antwerpen 181410 — NN 406.778.903

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 15/10/2001 te 15 uur. AGENDA : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het

resultaat. 4. Kwijting van de bestuurders. 5. Ontslag van de bestuurder(s). 6. Statutaire (her)benoeming van (een) bestuurder(s). 7. Omvorming kapitaal in euro. 8. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (80652)

Constructie- & Bouwmaatschappij C & B, naamloze vennootschap,

Peter Benoîtlaan 21, 9800 Deinze

H.R. Gent 104845 — BTW 406.788.997

De aandeelhouders van de naamloze vennootschap Constructie & Bouwmaatschappij C & B, met maatschappelijke zetel te Deinze, Peter Benoîtlaan 21, worden hierbij opgeroepen tot de bijzondere algemene vergadering van de vennootschap welke zal plaatsvinden op 12 oktober 2001, ten maatschappelijke zetel, om 14 uur. — Agenda : Ontslag van bestuurders & benoeming nieuwe raad van bestuur. Om de vergadering bij te wonen dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (80653)

Delgeco, naamloze vennootschap,

Heusden-Zolder, Geenrijt 56

H.R. Hasselt 94738 — BTW 428.128.504

De aandeelhouders worden uitgenodigd om de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op maandag 15 oktober 2001, om 11 U. 30 m., op het kantoor van notaris Philippe Goossens te Grobbendonk, Wijngaardstraat 40. AGENDA : 1. Kapitaalverhoging met vijfduizend driehonderd drieëntwintig frank (5.323-F) om het te brengen van drie miljoen frank (3.000.000-F) op drie miljoen vijfduizend driehonderd drieëntwintig frank (3.005.323-F) door incorporatie van de bestaande reserves ten belope van voormeld bedrag zonder creatie van nieuwe aandelen. Uitdrukking van het kapitaal in euro. 2. Doelwijziging. 3. Vaststelling van de statuten om ze in overeenstemming te brengen met de door de vergadering getroffen beslissingen en aanpassing aan het Wetboek van Vennootschappen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80654)

Gasbottling, naamloze vennootschap,

Singel 33, te 9000 Gent

H.R. Gent 137107 — BTW 425.571.761

Jaarvergadering op 15/10/2001 te 14 uur, op de zetel. AGENDA : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Lezing en goedkeuring jaarrekening per 30/06/2001. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Diversen. Zich gedragen naar de statutaire voorschriften. (80655)

Gescourt, société anonyme,
rue de la Guérison 22, 7601 Roucourt

R.C. Tournai 200

Assemblée générale ordinaire le 13/10/2001 à 10 h, au siège social. — Ordre du jour : Rapport Conseil d'Administration. Approbation comptes annuels au 30/06/2001. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Proposition de la mise en liquidation de la société. Divers. (80656)

**Het Beste Brood, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Hoge Kaart 279, 2930 Brasschaat**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Antwerpen, nr. 1423

—
Jaarvergadering op 16/10/2001 op de zetel, te 14 u. AGENDA : 1. Goedkeuring der jaarrekening per 30/06/2001; 2. Bestemming van het resultaat; 3. Kwijting aan de bestuurders; 4. Omvorming kapitaal in euro; 5. Diversen. De aandelen dienen gedepeoneerd te worden minstens vijf dagen voor de vergadering op de zetel. (80657)

**Immo Centra, naamloze vennootschap,
Klein Antwerpenstraat 22, 9280 Lebbeke**

H.R. Dendermonde 49085 — NN 451.033.469

—
Jaarvergadering op 12/10/2001 om 10.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Varia. Zich richten naar de statuten. (80658)

**Inrichting voor Fruitverwerking Van Broechem,
in 't kort : « Fruitverwerking », naamloze vennootschap,**

Ranst (Broechem), Bistweg 60/62

H.R. Antwerpen 127180 — NN 404.020.044

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd om de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op maandag 15 oktober 2001, om 11.00 uur, op het kantoor van notaris Philippe Goossens te Grobbendonk, Wijngaardstraat 40.

Agenda :

1. Afschaffing type A & B en nominale waarde van de aandelen.
 2. Kapitaalverhoging met één miljoen tweehonderd eenenvijftigduizend vierenzeventig frank (1.251.074-F) om het te brengen van één miljoen tweehonderdvijftigduizend frank (1.250.000-F) tot twee miljoen vijfhonderd en éénduizend vierenzeventig frank (2.501.074-F) door incorporatie van de bestaande reserves ten belope van voormeld bedrag zonder creatie van nieuwe aandelen. Uitdrukking van het kapitaal in euro.
 3. Aanpassing vertegenwoordiging vennootschap.
 4. Vaststelling van de statuten om ze in overeenstemming te brengen met de door de vergadering getroffen beslissingen en aanpassing aan het Wetboek van Vennootschappen.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80659)

**Kaulindus, naamloze vennootschap,
Fabriekstraat 151, 3950 Bocholt**

H.R. Hasselt 76533 — BTW 441.157.681

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 18/10/2001 om 11 uur, ter maatschappelijke zetel, met als dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2001. 3. Resultaatverwerking. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Allerlei. Neerlegging der aandelen volgens de wettelijke en statutaire bepalingen. (80660)

M.J.K. Consult, naamloze vennootschap,**De Wijngaard 3, 3020 Herent**

H.R. Leuven 68649 — BTW 429.002.591

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 15/10/2001 om 11.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/04/2001. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (80661)

Madison, naamloze vennootschap,**Aalstersesteenweg 271, 9400 Ninove**

H.R. Aalst 60221 — BTW 444.856.054

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 18 oktober 2001 om 20 uur, op het kantoor van notaris Paul Van Hoken, te 1570 Galmaarden, Watermolenstraat 12, met volgende agenda : 1. een kapitaalverhoging door inbreng in natura; 2. het vaststellen van de aandelenruil; 3. omzetting van het kapitaal in euro; 4. aanpassing van de statuten aan de nieuwe vennootschappenwet; 5. Diversen. Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moet worden overgegaan tot het deponeren van de effecten op de maatschappelijke zetel, minimum vijf volle dagen voor de buitengewone algemene vergadering (art. 17 van de statuten). (80662)

Part-Selekt, naamloze vennootschap,**Bieststraat 1, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 73243 — NN 437.471.384

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen welke zal gehouden worden op het kantoor van notaris Ernst van Soest te Hasselt, Koningin Astridlaan 59, op 12 oktober 2001 om 11.00 uur, met als agenda : 1. Kapitaalverhoging door incorporatie van reserves en zonder uitgifte van nieuwe aandelen om het kapitaal te brengen van 1.250.000,- BEF naar 3.590.251,- BEF. 2. Omzetting van het kapitaal van Belgische franken in euro. 3. Beslissing tot schrapping van de bepalingen van de statuten omtrent het toegestaan kapitaal. 4. Wijziging van artikel 12 van de statuten betreffende het aantal bestuurders van de vennootschap. 5. Ingevolge de codificatie van de vennootschapsrechtelijke bepalingen, schrapping van verwijzing naar specifieke artikels uit de vennootschappenwet. 6. Aanpassing van de statuten aan de te nemen besluiten en aan de gewijzigde wetgeving. 7. Opdracht tot coördinatie van de statuten. 8. Ontslagen-Benoemingen. (80663)

Patsimmo, naamloze vennootschap,**Albert I-laan 70, 8630 Veurne**

H.R. Veurne 34662 — BTW 451.196.983

Jaarvergadering op 12/10/2001 om 16 uur, op de zetel. AGENDA : 1. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2001. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Diverse.

(80664)

De raad van bestuur.

**Sogedyl, société anonyme,
allée du Grand Cheniat 3, 6280 Loverval**

R.C. Charleroi 156184

Les actionnaires sont invités à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 12/10/2001 à 14 h, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Rapport du commissaire-reviseur. 3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30/06/2001. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Décharge au commissaire-réviseur. 7. Nominations statutaires. 8. Divers. Dépôt des titres cinq jours francs avant l'assemblée générale au siège social.

(80665)

Le conseil d'administration.

Administration publiques et Enseignement technique

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Universiteit Antwerpen

Instituut voor Ontwikkelingsbeleid -en beheer
website : <http://www.ruca.ua.ac.be> (zie onder diensten/bezoekers)

Zelfstandig academisch personeel (ZAP)

Met ingang van 1 oktober 2001 zijn binnen het Instituut voor Ontwikkelingsbeleid- en beheer, twee deeltijdse ZAP-mandaten van elk 10 %, die enkel onderwijs omvatten, vacant :

« Commerce international et politique commerciale » (30 u.);

« Coopération internationale et intégration économique » (30 u.).

De kandidaten moeten houder zijn van een diploma van doctor op proefschrift en een uitstekende kennis van gesproken en geschreven Frans. Zij moeten tevens aangetoonde ervaring en expertise hebben i.v.m. ontwikkelingslanden.

Het betreft een deeltijdse aanstelling in de graad van docent. Evenwel kan een hogere graad worden toegekend op basis van het dossier van de kandidaat. De aanstelling gebeurt voor een eventueel hernieuwbare periode van één jaar met ingang van 1 oktober 2001. Voor de bepaling van de financiële anciënniteit wordt rekening gehouden met de nuttige beroepservaring.

Kandidaturen, vergezeld van een uitgebreid *curriculum vitae* en de vereiste bekwaamheidsbewijzen, dienen toe te komen bij prof. dr. Alain Verschoren, rector van het RUCA, Groenenborgerlaan 171, 2020 Antwerpen, uiterlijk op 29 oktober 2001. (28084)

Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen

De Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen werft aan : deeltijds secretaris personeelsdienst (m/v).

Taakomschrijving :

Onthaal van personeelsleden en bezoekers.

Stroomlijning, systematisering en informatisering van de inkomende en uitgaande gegevens.

Administratief beheer van de personaliegegevens (invoer, rapportering, mailings,...).

Sociale administratie (tijdsregistratie, sociale documenten,...).

Documentatiebeheer dienstbibliotheek.

Aanwervingvereisten :

Diploma secundair onderwijs.

Duidelijke interesse voor administratieve informaticatoepassingen en sociale wetgeving.

Goede communicatieve vaardigheden, ook in het Frans en Engels (schriftelijk en mondeling).

Zin voor administratief werk, nauwkeurigheid en discretie.

Minimum vier dagen per week beschikbaar (totaal 26 uur per week) tussen 8 u. 30 m. en 17 uur.

Arbeidsvoorwaarden :

Arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur met proefperiode.

Aanstelling in graad 3.

Deeltijds : 65 % van een voltijdse betrekking.

Interessante loopbaanperspectieven bij uitstekend presteren.

Groepsverzekering.

Kandidaatstelling :

De sollicitatiebrieven met *curriculum vitae* dienen uiterlijk op 15 oktober 2001 toe te komen op de personeelsdienst UFSIA, t.a.v. Ilse Huyghe, Venusstraat 35, te 2000 Antwerpen. Voor bijkomende inlichtingen i.v.m. de functie kan u terecht bij de heer Philippe Van Hecke (tel. 03-220 45 11). (28085)

Lessius Hogeschool

Departement handelswetenschappen
website : <http://www.lessius-ho.be>

Het hogeschoolbestuur van de Lessius Hogeschool gaat over tot de vacantverklaring van volgende betrekkingen voor het academiejaar 2001-2002 :

De toewijzing voor dit ambt gebeurt door werving in tijdelijk verband.

Referentienummer : KNS/HW/OP/01-02/004

Deeltijds projectassistent in het project ElektraVoc II Spaans (m/v).

De opdracht is opsplitsbaar.

Opdrachtvolume 75 %.

Belast met :

De hoofdopdracht zal erin bestaan binnen het project « Elektra-Voc II » elektronische contrastieve bestanden aan te maken van de algemene en economische woordenschat Spaans-Nederlands (-Frans), alsook oefeningen.

Administratieve en communicatieve opdrachten in het kader van het project.

Profiel :

De kandidaten dienen in het bezit te zijn van een diploma van licentiaat in de Romaanse filologie major Spaans, licentiaat vertaler of tolk met uitstekende kennis van economisch Spaans en Nederlands, bij voorkeur ook van Frans.

Kennis van dataverwerking.

Kennis van woordenschatverwerving en lexicografie.

Zeer goede softwarekennis (MS Word & Access, mail- en browserprogramma's en, indien mogelijk, SGML en/of XML).

Teamgeest, maar ook zelfstandig kunnen werken. Snel, nauwgezet en planmatig kunnen werken.

Periode van aanstelling : met ingang van 1 oktober 2001 tot en met 30 september 2003.

Salarisschaal : 502.

Kandidatuurstellingen :

Schriftelijke, gemotiveerde sollicitaties met *curriculum vitae* en vermelding van referentienummer dienen uiterlijk vrijdag 5 oktober 2001 toe te komen op volgend adres : Lessius Hogeschool, prof. dr. Flora Carriijn, algemeen directeur, Jozef De Bomstraat 11, 2018 Antwerpen. (28086)

Stad Hoogstraten

Het stadsbestuur van Hoogstraten zal overgaan tot aanwerving in vast dienstverband en het aanleggen van een werfreserve voor een periode van drie jaar van een sportfunctionaris, niveau B (2^e oproep).

Taken en plaats in de organisatie :

De sportfunctionaris staat in voor de uitvoering en ondersteuning van het stedelijk sportbeleid. Hij/zij zorgt voor de sportpromotie. Hij/zij zal het sportleven in Hoogstraten animeren en stimuleren rekening houdend met de beschikbaar gestelde middelen (subsidies BLOSO) en in overleg met de sportraad.

Hij/zij draagt de eindverantwoordelijkheid inzake het beheer van het erkende sportcentrum, het recreatiecentrum De Mosten en de uitbouw van een sportacademie.

De sportfunctionaris rapporteert aan het afdelingshoofd Welzijnszaken en eventueel aan de schepen bevoegd voor sportzaken en functioneel aan de voorzitter van de sportraad.

Hij/zij geeft leiding aan het administratief en technisch personeel van de sportdienst.

Aanwervings- en diplomaverensten :

a) houder zijn van het diploma van geaggregeerde of gegradueerde voor het lager secundair onderwijs in de lichamelijke opvoeding;

b) bovendien houder zijn of uiterlijk vier jaar na de aanstelling op proef behaald hebben van het brevet van sportfunctionaris, afgeleverd door de Vlaamse Trainingsschool, of van één van de bekwaamheidsbewijzen die door de Vlaamse regering worden bepaald.

Voldoen aan de eisen gesteld inzake bijscholing.

Slagen in een vergelijkend aanwervingsexamen, bestaande uit een schriftelijk en mondeling gedeelte.

Het vereiste geschiktheidsprofiel voor de functie bekomen in een psychotechnische proef.

Kandidaatstelling :

U kan zich kandidaat stellen door uw sollicitatiebrief :

aangetekend te versturen, ofwel

door deze af te geven tegen een ontvangstbewijs op de personeelsdienst.

Uw sollicitatiebrief richt u aan het college van burgemeester en schepenen, Vrijheid 149, te 2320 Hoogstraten.

Bij deze brief voegt u :

een *curriculum vitae*;

een kopie van de gevraagde diploma's.

Uw sollicitatiebrief dient uiterlijk op 15 november 2001 verzonden te zijn.

Bijkomende inlichtingen (functiebeschrijving, examenprogramma, weddenschaal,...) kan u bekomen op de personeelsdienst, tel. 03-340 19 65. (28087)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Rotselaar

Aanwerving van een boekhouder (m/v)

Eén voltijdse betrekking in vast verband is thans vacant.

1. Taakomschrijving en profiel :

De boekhouder staat in voor de dagelijkse boekingen en helpt daarnaast bij de opmaak van inventaris, balansen en resultatenrekeningen.

Analyseren en optimaliseren van financieel-administratieve procedures maken eveneens deel uit van de opdracht.

Hij/zij rapporteert rechtstreeks aan de ontvanger en aan de secretaris.

Voor deze veeleisende doch uitdagende baan zoeken wij een gemotiveerde medewerker met een gedegen boekhoudkundige kennis en een uitgesproken interesse voor administratieve procedures en het inzetten van informatica.

2. Aanwervingsvoorwaarden :

houder van een HOBU-diploma boekhouding;

minstens twee jaar aantoonbare ervaring in een vergelijkbare functie;

houder van een rijbewijs B.

3. Aanbod :

verantwoordelijke functie in een klein doch gemotiveerd en dynamisch team;

competitief salaris : aanwerving in niveau B4-B5 (minimale bruto aanvangswedde aan de huidige index 88 450 BEF/maand);

nuttige ervaring wordt gevaloriseerd in de anciënniteit;

maaltijdcheques en hospitalisatieverzekering.

4. Kandidatuurstelling en selectieprocedure :

Uw schriftelijke kandidatuur met *curriculum vitae* richten aan de voorzitter van het O.C.M.W., Werchterplein 23, 3118 Rotselaar. Kopie van het vereiste diploma dient bijgevoegd.

Uiterste datum : 31 oktober 2001 (poststempel geldt als bewijs).

De selectieprocedure voorziet in een examen.

5. Bijkomende inlichtingen :

Een uitgebreide documentatiebundel kan u telefonisch aanvragen : 016-60 61 61 of per e-mail : stijn.caubergs@publilink.be (28088)

Aanwerving van een administratief medewerker (m/v)

Eén voltijdse betrekking is thans vacant.

1. Taakomschrijving en profiel :

De administratief medewerker staat in eerste instantie in voor het onthaal (telefoonreceptie en balie) en het voorbereiden en afwerken van de personeels- en loonadministratie.

Hij/zij wordt daarnaast ingezet voor diverse andere administratieve opdrachten.

Zin voor verantwoordelijkheid, administratieve nauwgezetheid en goede mondelinge communicatie zijn essentiële vereisten voor deze functie.

Daarnaast werkt u graag met de computer en hebt u minstens een basiskennis van courante bureauticoepassingen.

2. Aanwervingsvoorwaarden :

houder van een diploma hoger middelbaar onderwijs;

slagen in een aanwervingsexamen.

3. Aanbod :

gevarieerde job in een klein doch gemotiveerd en dynamisch team;

stabele tewerkstelling in gunstig sociaal statuut;

minimale bruto aanvangswedde aan de huidige index 57 597 BEF/maand;

maaltijdcheques en hospitalisatieverzekering.

4. Kandidatuurstelling en selectieprocedure :

Uw schriftelijke kandidatuur met *curriculum vitae* richten aan de voorzitter van het O.C.M.W., Werchterplein 23, 3118 Rotselaar. Kopie van het vereiste diploma dient bijgevoegd.

Uiterste datum : 31 oktober 2001 (poststempel geldt als bewijs).

De selectieprocedure voorziet in een examen.

5. Aanvullende inlichtingen :

Een uitgebreide documentatiebundel kan u telefonisch aanvragen : 016-60 61 61 of per e-mail : stijn.caubergs@publilink.be (28089)

Izegemse Huisvestingsdienst

De Izegemse Huisvestingsdienst werd opgericht ter coördinatie van een groot aantal initiatieven vanwege stadsbestuur en O.C.M.W. op het vlak van wonen en huisvesting. Voor de verdere uitbouw van de dienst wordt overgegaan tot contractuele aanwerving, met aanleg van een werfreserve van drie jaar, van 1 voltijds technisch instructeur (m/v) met kennis elektriciteit, sanitair en verwarming.

Functie :

Instaan voor de technische opleiding en begeleiding van langdurig werklozen en bestaansminimumtrekkers in het renoveren van woningen.

Verantwoordelijk voor de renovatie van woningen voor het Sociaal Verhuurkantoor.

Aanwervingsvoorwaarden :

Houder zij van vereist diploma.

Slagen voor aanwervingsexamen.

Nuttige ervaring kan gevalideerd worden in de geldelijke anciënniteit (tot maximum 15 jaar).

Diploma :

Diploma van hoger secundair technisch onderwijs (of gelijkgesteld).

Verloning :

Weddenschaal C1/C2, nuttige ervaring kan in aanmerking genomen worden (tot maximum 15 jaar).

Aanwervingsexamen :

Praktisch gedeelte op zaterdag 10 november 2001.

Mondeling gedeelte op zaterdag 17 november 2001.

Schriftelijke kandidaturen, vergezeld van kopij van diploma en *curriculum vitae*, dienen uiterlijk op 29 oktober 2001 aan te komen op de Izegemse Huisvestingsdienst, t.a.v. secretaris examencommissie, Stationsstraat 4, te 8870 Izegem.

Voor verdere inlichtingen betreffende examenprogramma en -reglement, functiebeschrijving en -profiel kan men terecht op tel. 051-32 16 22.

**Actes judiciaires
et extraits de jugements**

**Gerechtelijke akten
en uittreksels uit vonnissen**

Publication faite en exécution de l'article 490
du Code pénal

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490
van het Strafwetboek

Infractions liées à l'état de faillite
Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement

Tribunal de première instance de Charleroi

Du jugement contradictoire rendu par la dixième chambre correctionnelle du tribunal de première instance de Charleroi le 6 juin 2001, prononcé sur opposition recevable au jugement rendu par défaut le 29 septembre 1999, il appert que le nommé :

5779c01 : Poletto, Freddy Olivier Michel, né à Charleroi le 31 mars 1966, commerçant, domicilié à Châtelet (Châtelineau), rue Florent Malacord 144C;

a été condamné à une peine unique de douze mois d'emprisonnement principal avec sursis simple de cinq ans et 200 francs d'amende × 200 ou un mois d'emprisonnement subsidiaire :

du chef de :

matières économiques-omis de tenir une comptabilité adaptée à la nature et à l'étendue des activités de la société (2);

étant dirigeant de droit ou de fait de sociétés commerciales en état de faillite, avoir dans l'intention de retarder la déchéance de faillite, fait des achats pour revendre au-dessous du cours ou s'être livré à des emprunts ruineux (2);

étant dirigeant de droit ou de fait de sociétés commerciales en état de faillite, dans l'intention de retarder la déclaration de faillite, omis de faire aveu de la faillite dans le délai légal (2);

étant dirigeant de droit ou de fait de sociétés commerciales en état de faillite, avec l'intention frauduleuse ou à dessein de nuire, avoir détourné de l'actif;

étant dirigeant de droit ou de fait de sociétés commerciales en état de faillite, avec l'intention frauduleuse ou à dessein de nuire, avoir soustrait des livres comptables;

escroqueries (4);

chèques sans provision-chèques bancaires ou émission (9).

Faits commis à : entre le 1^{er} juin 1995 et le 4 juin 1996 (IC).

Pour extrait conforme délivré au Ministère Public, pour insertion le 14 septembre 2001.

Cette décision qui n'a été frappée d'aucun recours, est coulée en force de chose jugée.

Charleroi, le 14 septembre 2001.

Le greffier, (signé) R.-A. Fragapane. (28091)

Du jugement contradictoire rendu par la dixième chambre correctionnelle du tribunal de première instance de Charleroi le 6 juin 2001, prononcé sur opposition recevable au jugement rendu par défaut le 29 septembre 1999, il appert que le nommé :

5780c01 : Poletto, Adrien Hervé, né à Monceau-les-Mines (France) le 30 novembre 1940, commerçant, domicilié à Châtelet (Châtelineau), rue Florent Malacord 144C;

a été condamné à une peine unique de dix mois d'emprisonnement principal avec sursis simple de cinq ans et 200 francs d'amende × 200 ou un mois d'emprisonnement subsidiaire :

du chef de :

matières économiques-omis de tenir une comptabilité adaptée à la nature et à l'étendue des activités de la société;

étant dirigeant de droit ou de fait de sociétés commerciales en état de faillite, avoir dans l'intention de retarder la déchéance de faillite, fait des achats pour revendre au-dessous du cours ou s'être livré à des emprunts ruineux;

étant dirigeant de droit ou de fait de sociétés commerciales en état de faillite, dans l'intention de retarder la déclaration de faillite, omis de faire aveu de la faillite dans le délai légal;

étant dirigeant de droit ou de fait de sociétés commerciales en état de faillite, avec l'intention frauduleuse ou à dessein de nuire, avoir soustrait des livres comptables;

étant commerçant en état de faillite, dans l'intention de retarder la déclaration de faillite, omis de faire aveu de la faillite dans le délai légal;

escroqueries;

chèques sans provision-chèques bancaires ou émission (3).

Faits commis à : entre le 1^{er} juin 1995 et le 4 juin 1996 (IC).

Pour extrait conforme délivré au Ministère Public, pour insertion le 14 septembre 2001.

Cette décision qui n'a été frappée d'aucun recours, est coulée en force de chose jugée.

Charleroi, le 14 septembre 2001.

Le greffier, (signé) R.-A. Fragapane. (28092)

Du jugement par défaut rendu par la dixième chambre correctionnelle du tribunal de première instance de Charleroi le 27 juin 2001, il appert que le nommé :

6463c01 : Panier, Rudy Robert Berthe Simon Ghislain, né à Gosselies le 4 novembre 1963, administrateur de société, domicilié à 6230 Pont-à-Celles (Viesville), Résidence la Poudrière 8;

a été condamné à une peine unique de : quatre mois d'emprisonnement et deux cents francs d'amende × 200 ou un mois d'emprisonnement subsidiaire;

du chef de :

Pour extrait conforme délivré au Ministère Public, pour insertion, le

étant commerçant déclaré en faillite, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire avoir soustrait tout ou une partie des livres ou documents comptables;

étant commerçant déclaré en faillite, sans empêchement légitime, avoir omis d'exécuter les obligations prescrites par l'article 53 de la loi sur les faillites;

étant dirigeant de droit ou de fait de société commerciale faillie, avec intention frauduleuse ou à dessein de nuire avoir soustrait tout ou en partie des livres ou documents comptables;

étant dirigeant de droit ou de fait de société commerciale faillie, sans empêchement légitime, avoir omis d'exécuter les obligations prescrites par l'article 53 de la loi sur les faillites.

Faits commis à Charleroi, entre le 8 janvier 1997 et le 17 octobre 2000 (IC).

Pour extrait conforme délivré au Ministère Public, pour insertion le 21 septembre 2001.

Cette décision qui n'a été frappée d'aucun recours, est coulée en force de chose jugée.

Charleroi, le 21 septembre 2001.

Le greffier, (signé) R.-A. Fragapane. (28093)

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

—
*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*
—

Justice de paix du canton d'Auderghem
—

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Auderghem du 5 septembre 2001, Mme Doutrepont, Régine, née le 13 février 1915, résidant à 1170 Bruxelles, rue du Loutrier 69 (Résidence pour Seniors du C.P.A.S. de Watermael-Boitsfort), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'une administratrice provisoire des biens, étant : Mme Monique Schiets, domiciliée à 1170 Bruxelles, rue des Renoncules 7.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) A. Vandenbranden. (66702)

—
Justice de paix du canton de Bastogne
—

En suite à la requête déposée le 12 septembre 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Bastogne rendue le 21 septembre 2001, Mme Duchene, Marie-Jeanne, sans profession, domiciliée avenue Roi Baudouin 7, à 6600 Bastogne, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Moniotte, Jean-François, avocat, domicilié Thier de Luzery 1, à 6600 Bastogne.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Aernouts, Marie-Yvonne. (66703)

—
Justice de paix du canton de Dour-Colfontaine
—

Suite à la requête déposée le 5 septembre 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Dour-Colfontaine, siège de Dour, rendue le 13 septembre 2001, Mme Rastello, Marie-Thérèse, domiciliée rue des Andrieux 180, à 7370 Elouges, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Decraux, Evelyne, avocate, domiciliée rue E. Vandervelde 104, à 7033 Cuesmes.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Baudour, Maryse. (66704)

Suite à la requête déposée le 4 septembre 2001, par ordonnance du juge de paix suppléant, Olivier Bridoux, du canton de Dour-Colfontaine, siège de Dour, rendue le 13 septembre 2001, Mme Stievenart, Lucienne, domiciliée rue des Fleuristes 40, app. 99, à 1000 Bruxelles, résidant au home « La Bienvenue », rue de la Frontière 77, à 7370 Blaugies, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Bronsart, Yves, avocat, résidant à 7370 Dour, rue du Apirois 44.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Baudour, Maryse. (66705)

Suite à la requête déposée le 20 août 2001, par ordonnance du juge de paix suppléant, Olivier Bridoux, du canton de Dour-Colfontaine, siège de Dour, rendue le 13 septembre 2001, M. Piccirillo, Mario, né le 9 juin 1929, domicilié rue Latérale 2, à 7380 Quiévrain, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Piccirillo, Vincenzo, domicilié avenue Reine Astrid 38, à 7380 Quiévrain.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Baudour, Maryse. (66706)

—
Justice de paix du canton de Hamoir
—

Suite à la requête déposée le 12 septembre 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Hamoir rendue le 20 septembre 2001, Mme Thirion, Irène, née le 23 octobre 1923 à Ramelot, domiciliée Château d'Ochain, rue du Château 1, à 4560 Clavier, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Lehenerz, Claudette, sans profession, domiciliée boulevard Pieret 18, à 4180 Hamoir.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Simon, Maryse. (66707)

—
Justice de paix du canton d'Ixelles
—

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Ixelles en date du 20 septembre 2001, la nommée Koretzky, Natalia, née le 6 octobre 1937, retraitée, domiciliée à 1050 Ixelles, rue Forestière 20, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Delahaye, Thierry, avocat et juge de paix suppléant, ayant son cabinet à 1060 Bruxelles, avenue Brugmann 12a, bte 11.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Madeleine Cerulus. (66708)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Ixelles en date du 20 septembre 2001, le nommé Eberhart, Robert, né à Ixelles le 16 septembre 1961, domicilié à 1050 Ixelles, rue Eugène Cattoir 19, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Dutrieu, Philippe, avocat, dont le cabinet est sis à 1060 Bruxelles, rue Saint-Bernard 122.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Madeleine Cerulus. (66709)

—
Justice de paix du troisième canton de Liège
—

Suite à la requête déposée le 6 septembre 2001, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège rendue le 17 septembre 2001, Mme Sagl, Gabrielle, née le 1^{er} octobre 1923 à Vienne, domiciliée rue Hullos 64, 4000 Liège, résidant Clinique Le Peri, Montagne Sainte-Walburge 4bis, 4000 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Ligot, Léon, domicilié avenue du Luxembourg 15, 4020 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marzée Christiane. (66710)

Suite à la requête déposée le 7 août 2001, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège rendue le 17 septembre 2001, M. Baeten, Henri, né le 20 avril 1917 à Glain, Elisabeth Résidence, Montagne Sainte-Walburge 94, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Baudet, Gérard, domicilié rue du 8 mai 1945 159, 69100 Villeurbanne (France).

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marzée Christiane. (66711)

Suite à la requête déposée le 3 septembre 2001, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège rendue le 17 septembre 2001, M. Schmitz, Joann, né le 26 février 1983 à Rocourt, domicilié rue Saint-Laurent 126-128, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Chapelier, Joël, domicilié chaussée de Gaulle 20, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marzée Christiane. (66712)

Justice de paix du quatrième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 3 septembre 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Liège IV, rendue le 11 septembre 2001, M. Becker, Vincent Pierre Patrick, né le 22 juin 1974 à Chênée, célibataire, domicilié rue du Gravier 65, à 4032 Chênée, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Pirard, Chantal, commerçante, née le 5 octobre 1956 à Seraing, domiciliée rue du Gravier 65, à 4032 Chênée.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (66713)

Justice de paix du canton de Limbourg-Aubel

Par ordonnance du juge de paix du canton de Limbourg-Aubel, siège de Limbourg, en date du 19 septembre 2001, la nommée Deswysen, Carine, née à Eupen le 8 septembre 1970, domiciliée à 4841 Henri-Chapelle, rue Nishaye 36, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Gerardy, Lucie, avocate, domiciliée à 4880 Aubel, rue de la Station 47.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Myriam Sieberath. (66714)

Justice de paix du canton de Malmedy-Spa-Stavelot

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Malmedy-Spa-Stavelot, siège de Spa, rendue le 7 septembre 2001, M. Deblon, André, domicilié Troisfontaines 13, à 4845 Jalhay, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Lemaire, Marie, veuve de M. Georges Deblon, domiciliée Troisfontaines 13, à 4845 Jalhay.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Houyon, Chantal. (66715)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Malmedy-Spa-Stavelot, siège de Spa, rendue le 14 septembre 2001, Mme Boyens, Andrée, née le 12 novembre 1922 à Herstal, domiciliée à la maison de repos « Sainte-Joséphine », rue de la Chaussée 25, à 4910 Theux, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Nizet, Bernadette, domiciliée place Joseph Gérard 15, à 4910 Polleur (Theux).

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Houyon, Chantal. (66716)

Justice de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean

Suite à la requête déposée le 5 septembre 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean rendue le 26 septembre 2001, Lerminiaux, Amelie, domiciliée à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, rue Birmingham 103, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Six, Anne, avocate, dont le cabinet est établi à 1080 Bruxelles, chaussée de Ninove 153.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Rimaux, Martine. (66717)

Justice de paix du canton de Seraing

Suite à la requête déposée le 11 septembre 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing rendue le 21 septembre 2001, Mme Mean, Marie, de nationalité belge, née le 12 septembre 1913 à Ougrée, pensionnée, veuve, domiciliée rue du Mont Chera 4, à 4100 Seraing, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Bourgeois, Marie-Louise, épouse Lazare, domiciliée à 4100 Seraing, rue de la Vecquée 379.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jean-Marie Fouarge. (66718)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai rendue le 24 septembre 2001, Mme Fernez, Marie, née le 21 avril 1913 à Calonne, domiciliée à 7521 Tournai (Chercq), rue de Calonne 98, résidant C.H.R. site hôpital, chambre 807, boulevard Lalaing 39, à 7500 Tournai, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Pochart, Jean-Philippe, avocat, domicilié à 7500 Tournai, rue Childéric 47.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (66719)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai rendue le 24 septembre 2001, M. Decamps, Maurice, né le 20 août 1919, domicilié à 7500 Tournai, rue de l'Yser 15, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'une administratrice provisoire en la personne de Me Scoufflaire, Isabelle, domiciliée à 7500 Tournai, rue Albert Asou 56.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (66720)

Justice de paix du second canton de Verviers

Suite à la requête déposée le 28 août 2001, par ordonnance du juge de paix du second canton de Verviers rendue le 26 septembre 2001, M. Peters, Louis Henriette Josephine, Belge, époux de Privat, Marie Henriette, né le 31 août 1930 à Verviers, retraité (adjudant service de santé), domicilié rue Grandjean 29, 4800 Verviers, résidant Résidence Sainte-Elisabeth, rue de Pepinster 82, 4800 Verviers (Ensival), a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Tasquin, Bernadette, avocat, domiciliée et ayant son cabinet rue du Palais 58, 4800 Verviers.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Kempen, Daniel. (66721)

Friedensgericht des Kantons Eupen

Durch Beschluß des Friedensrichters des Kantons Eupen vom 17. September 2001 wurde Nassivera, Friedrich, geboren in Innsbruck am 24. Juni 1936, mit jetziger Aufenthaltsort in 4720 Kelmis, Brandenhövel 29, für unfähig erklärt seine Güter zu verwalten und nachbezeichneter Vermögensverwalter wurde für ihn ernannt: Kohnen, Claudia, Rechtsanwältin, wohnhaft in 4780 Sankt Vith, Major-Long-Straße 38.

Eupen, den 26. September 2001

Für die Richtigkeit dieses Auszuges, (gez.) H. Dupont, Chefgreffier. (66722)

Vrederecht van het tweede kanton Aalst

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Aalst, verleend op 25 september 2001, werd De Neef, Kris, geboren op 14 april 1963, gedomicilieerd te Aalst, Schietbaan 51, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Vermeulen, Benjamin, advocaat, wonend te Aalst, Leopoldlaan 32a.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Myriam Haegeman. (66723)

Vrederecht van het negende kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het negende kanton Antwerpen, verleend inzake R.V. 00B76 op 26 september 2001, werd Jordens, Rita Brigitta Maria A.L., geboren te Antwerpen op 20 juli 1954, invalide, wonende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Collegelaan 111/7, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Meylemans, Jef, advocaat, kantoorhoudende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Kroonstraat 44.

De beschikking heeft uitwerking vanaf 28 september 2001 tot en met 18 oktober 2001.

Borgerhout (Antwerpen), 26 september 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Dillen, Marcel. (66724)

Vrederecht van het vierde kanton Brugge

Bij beschikking van de vrederechter over het vierde kanton Brugge, verleend op 21 september 2001, werd Vanhoutte, Yolande, geboren te Meulebeke op 19 juli 1925, wonende in het Psychiatrisch Verzorgingsstehuis Sint-Augustinus, Hoog Brabantlaan 27, te 8200 Brugge (Sint-Andries), niet in staat verklaard haar goederen te beheren of over te beschikken, ook om niet en bij testament, en werd Missault, Francis, advocaat, wonende te 8000 Brugge, K. Elisabethlaan 34, aangewezen als voorlopig bewindvoerder.

Brugge, 26 september 2001.

De griffier, (get.) Gysen, Patrick. (66725)

Vrederecht van het eerste kanton Hasselt

De beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Hasselt, van 25 september 2001, gewezen op verzoekschrift van 13 september 2001, verklaart Peustjens, Constance, wonende te Hasselt, Sint-Elisabethruihuis, Demerstraat 80, niet in staat haar goederen te beheren en voegt haar toe als voorlopige bewindvoerder: Mr. Berghs, Hubert, Guffenslaan 84, 3500 Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) C. Vanheusden. (66726)

Vrederecht van het vijfde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het vijfde kanton Gent, verleend op 18 september 2001, werd Demeulenaere, Jacques, geboren te Oostende op 25 mei 1938, wonende te 9050 Gent, Sint-Danielstraat 21, verblijvende Kliniek Sint-Jozef, Kliniekstraat 27-29, te 9050 Gent (Gentbrugge), niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Balcaen, Laurent, Gebroeders Vandeveldestraat 99, 9000 Gent.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 4 september 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Aper, Chistelle. (66727)

Vrederecht van het eerste kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 20 september 2001, werd Verreyken, Victor, geboren te Antwerpen op 21 augustus 1967, wonende te 9100 Sint-Niklaas, G. Gezellelaan 6, bus 6, verblijvende P.S.Z. Sint-Lucia, Ankerstraat 91, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Pauwels, Francine, geboren te Sint-Niklaas op 10 november 1951, advocaat, met kantoor te 9100 Sint-Niklaas, Apostelstraat 29.

Sint-Niklaas, 26 september 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Moonen, Fanny. (66728)

Vrederecht van het kanton Zandhoven

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zandhoven, verleend op 25 september 2001, ingevolge het verzoekschrift ter griffie neergelegd op 20 september 2001, werd aan Bervoets, Julia Josepha Theresia, geboren te Borgerhout op 7 mei 1944, gescheiden, wonende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Vrijgeweide 42, thans verblijvende in Verpleegtehuis Joostens, Kapellei 133, 2980 Sint-Antonius-Zoersel, als voorlopig bewindvoerder toegevoegd, haar zoon: Janssens, Steven Bruno, geboren te Borgerhout op 29 mei 1975, technicus, wonende te 9200 Grembergen, Bakkerstraat 67.

Zandhoven, 25 september 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Van Thielen, Willy. (66729)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zandhoven, verleend op 25 september 2001, ingevolge het verzoekschrift ter griffie neergelegd op 10 september 2001, werd aan De Deken, Josephus Ludovicus Joannes, Belg, geboren te Mortsel op 18 januari 1929, weduwnaar, wonende te 2640 Mortsel, Deurnestraat 170, bus 45, verblijvende in Verpleegtehuis Joostens, Kapellei 133, 2980 Sint-Antonius-Zoersel, als voorlopig bewindvoerder toegevoegd, zijn zoon: De Deken, Patrick Francis Christiane, Belg, geboren te Mortsel op 4 november 1962, wonende te 2640 Mortsel, Pansgatelaan 13.

Zandhoven, 25 september 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Van Thielen, Willy. (66730)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zandhoven, verleend op 25 september 2001, ingevolge het verzoekschrift ter griffie neergelegd op 10 september 2001, werd aan Leeten, Egon, Belg, geboren te Heusden-Zolder op 17 mei 1982, ongehuwd, wonende te 3940 Hechtel-Eksel, Tarwestraat 4, thans verblijvende in het Revalidatiecentrum, Rebergenlaan 4, te 2242 Pulderbos (Zandhoven), als voorlopig bewindvoerder toegevoegd, zijn moeder: Roosen, Maria Augusta Elisabeth, Belg, geboren te Heusden op 15 augustus 1954, verkoopster, gescheiden, wonende te 3940 Hechtel-Eksel, Tarwestraat 4.

Zandhoven, 25 september 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Van Thielen, Willy. (66731)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle en date du 25 septembre 2001, il a été constaté que par le décès, survenu le 22 mars 2001, de M. Roisin, Jean-Pierre, né à Charleroi le 11 septembre 1930, domicilié à la Résidence les Fleurs d'Aubépine, chaussée de Waterloo 1525, à Uccle, il a été mis fin au mandat d'administrateur provisoire de Me Jean-Luc Burlion, avocat, ayant son cabinet à 1190 Bruxelles, avenue Brugmann 164.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (66732)

Justice de paix du deuxième canton de Liège

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège du 25 septembre 2001, il a été constaté que la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 19 décembre 2000 a pris fin suite au décès de Mme Puits, Jeanne Henriette, née le 18 février 1925 à Tilleur, domiciliée rue Neuve 5, à 4032 Chênée, résidant Résidence Bois d'Avroy, rue Julien d'Andrimont 27, à 4000 Liège.

M. l'avocat Wenric, Jean-Luc, dont le cabinet est sis boulevard Jules de Laminne 1, à 4000 Liège, a été déchargé de sa mission.

Liège, le 25 septembre 2001.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) Gillis, Monique. (66733)

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège du 25 septembre 2001, il a été constaté que la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 6 octobre 1998 a pris fin suite au décès de M. Vivroux, Marcel, Domaine des Alizés, chaussée Brunehault 475, à 4041 Vottem.

M. l'avocat Wenric, Jean-Luc, dont le cabinet est sis boulevard Jules de Laminne 1, à 4000 Liège, a été déchargé de sa mission.

Liège, le 25 septembre 2001.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) Gillis, Monique. (66734)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai en date du 19 septembre 2001, il a été constaté que la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 30 juillet 2001, a pris fin suite au décès de M. Gobert, Freddy, domicilié en son vivant à 7618 Rumes (Taintignies), rue El Bail 46, résidant C.H.R. Site Hôpital Civil, chambre 2 - 815, boulevard Lalaing 39, à 7500 Tournai, décédé à Tournai le 8 août 2001.

Par conséquence, après dépôt d'un rapport de gestion, il a été mis fin à la mission de son administrateur provisoire: Mme Bonnet, Gauthier, avocat, domicilié à 7501 Tournai (Orcq), Vieux Chemin de Lille 12.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) Nadine Morel. (66735)

Vrederegerecht van het kanton Zelzate

Bij beschikking van 9 september 1997, verleend door de vrederechter van het kanton Zelzate, werd Vanpuyvelde, Georges, Baron Empainlaan 123, te 2800 Mechelen, aangesteld als voorlopig bewindvoerder over Vanpuyvelde, Andreas, geboren te Moerbeke-Waas op 25 augustus 1906, verblijvende te 9180 Moerbeke-Waas, in het Moerbaartheem.

Door het overlijden van de beschermde persoon op 14 september 2001 werd ambtshalve een einde gesteld aan de opdracht van de voorlopige bewindvoerder met beschikking van 25 september 2001.

Zelzate, 26 september 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) K. Riesauw. (66736)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle en date du 25 septembre 2001, il a été mis fin au mandat de Me Régine Lefebvre, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Mlle Deleeuw, Valérie, née le 10 juillet 1977, domiciliée à 1090 Bruxelles, place Werrie 24.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à cette personne protégée, à savoir: Me Jean-Luc Burlion, avocat, ayant son cabinet à 1190 Bruxelles, avenue Brugmann 164.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (66737)

Justice de paix du premier canton de Mons

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons rendue le 19 septembre 2001, il a été procédé au remplacement de Me Xavier Maindiaux, avocat, décédé, dont le cabinet était sis à 7000 Mons, rue des Marcottes 30, par Me Luc Van Kerckhoven, avocat, dont le cabinet est sis à 7000 Mons, rue des Marcottes 30, en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Marie-Gabriella Pancione, née à Penne (Italie) le 29 juin 1940, séparée de Claude Couture, domiciliée et résidant à 7000 Mons, Hôpital Psychiatrique « Le Chêne-aux-Haies », chemin du Chêne-aux-Haies 24.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint, (signé) Véronique Henry. (66738)

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons rendue le 21 septembre 2001, il a été procédé au remplacement de Me Xavier Maindiaux, avocat, décédé, dont le cabinet était sis à 7000 Mons, rue des Marcottes 30, par Me Luc Van Kerckhoven, avocat, dont le cabinet est sis à 7000 Mons, rue des Marcottes 30, en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Claudine Matton, née à Dottignies le 19 septembre 1948, célibataire, domiciliée à 7021 Havre, chaussée du Rœulx 1034, et résidant à 7000 Mons, Hôpital Psychiatrique « Le Chêne-aux-Haies », chemin du Chêne-aux-Haies 24.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint, (signé) Véronique Henry. (66739)

Vrederegerecht van het kanton Zelzate

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zelzate, verleend op 27 april 1992, werd Elegheert, Georges, geboren te Zelzate op 31 januari 1952, en wonende te 9060 Zelzate, in het P.C. Saint-Jan-Baptist, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Van Belleghem, Willem, Krijgslaan 113, te Gent.

Bij beschikking van deze zetel d.d. 20 september 2001 werd voornoemde vervangen als voorlopige bewindvoerder door Elegheert, Hubert, Wachtebekestraat 6, te 9060 Zelzate, en Elegheert, Yvette, Oudenburgse Sluis 8, te 9185 Wachtebeke, en dit met ingang van 1 oktober 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) K. Riesauw. (66740)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zelzate, verleend op 16 maart 1992, werd De Brucker, Julien, geboren te Nieuwerkerken op 29 januari 1952, en wonende te 9060 Zelzate, in het P.C. Sint-Jan-Baptist, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Van Belleghem, Willem, Krijgslaan 113, te Gent.

Bij beschikking van deze zetel d.d. 20 september 2001, werd voornoemde vervangen als voorlopig bewindvoerder door Schelfhout, René, wonende te 9230 Aalst, Boomgaardstraat 6, en dit met ingang van 1 oktober 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) K. Ries-sauw. (66741)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

—
Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving
—

Tribunal de première instance de Charleroi
—

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 25 septembre 2001, pardevant Hugues Mathy, greffier adjoint, a comparu: Me Eric Herinne, dont le cabinet est établi à Charleroi, rue Tumelaire 23, bte 18, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Dupuis, Rose-Marie, domiciliée à Marcinelle, rue de Philippeville 6, et résidant à Charleroi, boulevard Zoé Drion, « Espace Santé Gailly », désigné en cette qualité par ordonnance de M. le juge de paix du second canton de Charleroi, en date du 23 septembre 1998, à ce dûment autorisé par ordonnance de M. le juge de paix dudit canton, en date du 20 septembre 2001, lequel comparant a déclaré, en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement, la succession de M. Vanderose, Emile, en son vivant domicilié à Marcinelle, avenue de Philippeville 6/1, et décédé à Namur le 13 avril 2001.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Eric Herinne, avocat à Charleroi, rue Tumelaire 23, bte 18.

Charleroi, le 25 septembre 2001.

Le greffier adjoint, (signé) H. Mathy. (28094)

Rechtbank van eerste aanleg te Hasselt
—

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt op 26 september 2001, blijkt dat:

de heer Kristof Van Dessel, notarieel jurist, wonende te 3500 Hasselt, Harpstraat 3/3, handelend als gevolmachtigde van:

Luts, Willy Jozef Franciscus Joannes, geboren te Diest op 7 november 1954, weduwnaar van Mevr. Renders, Olga Johanna Alfonsina, wonende te 3550 Heusden-Zolder, Kanunnik Davidlaan 19, handelend in eigen naam en in zijn hoedanigheid van vader-voogd van zijn minderjarig kind:

Luts, Evi, geboren te Heusden-Zolder op 14 november 1984, ongehuwd, wonende te 3582 Beringen (Koersel), Heerbaan 271,

hiertoe gemachtigd door de familieraad gehouden onder voorzitterschap van Mevr. de vrederechter van het kanton Beringen, bij beslissing van 7 maart 2001;

Luts, Saskia, geboren te Diest op 5 januari 1980, ongehuwd, wonende te 3970 Leopoldsburg, Fernand Vanbaelstraat 10, handelend in eigen naam,

in het Nederlands verklaart heeft de nalatenschap van wijlen Renders, Olga Johanna Alfonsina, geboren te Heusden (Limburg) op 30 maart 1955, in leven laatst wonende te 3550 Heusden-Zolder, Schansstraat 177, en overleden te Heusden-Zolder op 27 januari 2001, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving en teneinde dezer woonst te kiezen ter studie van de heer notaris Lambrecht, Jan, Ringlaan 20, 3560 Lummen.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van voornoemde notaris.

Hasselt, 26 september 2001.

De adjunct-griffier, (get.) L. Petrov. (28095)

Faillite – Faillissement
—

Rechtbank van koophandel te Brussel
—

Bij vonnis van 18 september 2001, uitgesproken door de vijfde kamer, zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, werden de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. Global Call Center, met maatschappelijke zetel te 1780 Wemmel, steenweg op Merchtem, gesloten verklaard wegens gebrek aan actief.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) A. De Ridder.

(Pro deo) (28096)

Bij vonnis d.d. 25 september 2001 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Pacart, met maatschappelijke zetel te 1500 Halle, Maasdam 29, H.R. Brussel 594058, BTW 455.747.075, met als handelsactiviteit: groot- en kleinhandel in papier en karton.

Rechter-commissaris: de heer Marc Geeraerts.

Curator: Mr. August De Ridder, Vrijheidslaan 34, 1081 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen: op woensdag 7 november 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) A. De Ridder.

(Pro deo) (28097)

Bij vonnis d.d. 25 september 2001 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Abotech, met maatschappelijke zetel te 1780 Wemmel, Obberg 18, H.R. Brussel 602224, BTW 457.821.885, met als handelsactiviteit: motorsleden voor elektrische motoren.

Rechter-commissaris: de heer Marc Geeraerts.

Curator: Mr. August De Ridder, Vrijheidslaan 34, 1081 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen: op woensdag 7 november 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) A. De Ridder.

(Pro deo) (28098)

Bij vonnis van 11 september 2001 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de N.V. De Grave Erik, met zetel te 1800 Vilvoorde, Mechelsesteenweg 281-283, voornaamste handelsactiviteit : indoor-carting, H.R. Brussel 579468, BTW 452.401.862.

Rechter-commissaris : de heer A. Coddens.

Curator : Mr. A.M. Vanderleenen, Ernest Allardstraat 35-37, 1000 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, 1000 Brussel, en dit binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 24 oktober 2001, te 14 uur, in zaal G, niveau 01.

De curator, (get.) A.M. Vanderleenen. (Pro deo) (28099)

Faillissement : N.V. Vosters Belgian Converting, Burggrachtstraat 14, 1930 Zaventem, H.R. Brussel 495272, BTW 431.804.111.

Vonnis rechtbank van koophandel te Brussel : 18 september 2001.

Rechter-commissaris : J. De Boeck.

Curator : D. De Maeseneer, Predikherenstraat 20, 3000 Leuven.

Indienen schuldvorderingen : vóór 18 oktober 2001.

Nazicht schuldvorderingen : 31 oktober 2001, te 14 uur.

De curator, (get.) Dirk De Maeseneer. (28100)

Bij vonnis d.d. 18 september 2001 werd het faillissement van de B.V.B.A. M-Products, met maatschappelijke zetel te 1602 Vlezenbeek, Schaliestraat 8, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

Bij ditzelfde vonnis werd de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend echt uittreksel : de curator, (get.) N. Molekens. (Pro deo) (28101)

Bij vonnis d.d. 18 september 2001 werd het faillissement van de B.V.B.A. T.M.K.S., met maatschappelijke zetel te 1830 Machelen, Bessenveldstraat 25A, gesloten verklaard wegens gebrek aan actief.

Bij ditzelfde vonnis werd de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend echt uittreksel : de curator, (get.) N. Molekens. (Pro deo) (28102)

In datum van 11 september 2001 werd uitgesproken de faillietverklaring, op dagvaarding, van de heer Sulon, Jean-Pierre, geboren op 16 september 1966, wonende te 1120 Neder-Over-Heembeek, Generaal Biebuyckstraat 34/B3C, H.R. Brussel 557717, BTW onbekend, voornaamste handelsactiviteit : tuinbouwonderneming.

Rechter-commissaris : de heer C. De Backer.

Curator : Mr. Billiet, Johan, Louizalaan 148, 1050 Brussel-5.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 24 oktober 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Johan Billiet. (Pro deo) (28103)

In datum van 11 september 2001 werd uitgesproken de faillietverklaring, op dagvaarding, van de B.V.B.A. Invest en Construction, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1020 Brussel, Jan Sobieskilaan 62, bus 11, H.R. Brussel 545607, BTW 444.046.402, voornaamste handelsactiviteit : aannemingsbedrijf.

Rechter-commissaris : de heer C. De Backer.

Curator : Mr. Billiet, Johan, Louizalaan 148, 1050 Brussel-5.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 24 oktober 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Johan Billiet. (Pro deo) (28104)

In datum van 11 september 2001 werd uitgesproken de faillietverklaring, op dagvaarding, van de N.V. JC Transport, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1170 Watermaal-Bosvoorde, Aartshertogenlaan 34, H.R. Brussel 633575, BTW 465.127.173, voornaamste handelsactiviteit : transportsector.

Rechter-commissaris : de heer C. De Backer.

Curator : Mr. Billiet, Johan, Louizalaan 148, 1050 Brussel-5.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 24 oktober 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Johan Billiet. (Pro deo) (28105)

In datum van 11 september 2001 werd uitgesproken de faillietverklaring, op dagvaarding, van de heer Kaya Ishan, geboren op 30 september 1968, wonende te 1030 Schaarbeek, Leuvensesteenweg 281, H.R. Brussel 632512, BTW onbekend, voornaamste handelsactiviteit : bouwondernemer.

Rechter-commissaris : de heer C. De Backer.

Curator : Mr. Billiet, Johan, Louizalaan 148, 1050 Brussel-5.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 24 oktober 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Johan Billiet. (Pro deo) (28106)

In datum van 11 september 2001 werd uitgesproken de faillietverklaring, op dagvaarding, van de B.V.B.A. Generation Kid's, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1050 Elsene, Baljuwstraat 70, H.R. Brussel 621806, BTW 462.645.359, voornaamste handelsactiviteit : import-export.

Rechter-commissaris : de heer C. De Backer.

Curator : Mr. Billiet, Johan, Louizalaan 148, 1050 Brussel-5.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 24 oktober 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Johan Billiet. (Pro deo) (28107)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 25 septembre 2001 a été déclarée ouverte, sur assignation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée North American Representatives Belgium, dont le siège social est établi à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, centre et passage international Rogier 29, R.C. Bruxelles 531305, T.V.A. 438.313.801, avec activité commerciale : agence immobilière/agence de voyage.

Juge-commissaire : M. Marc Geeraerts.

Curateur : Me August De Ridder, avenue de la Liberté 34, à 1081 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 novembre 2001, à 14 heures, à la salle G.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. De Ridder.
(Pro deo) (28108)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 25 september 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid North American Representatives Belgium, met maatschappelijke zetel te 1210 Sint-Joost-ten-Node, Internationaal Rogiercentrum 29, H.R. Brussel 531305, BTW 438.313.801, met als handelsactiviteit : immobiliënagentschap/reisagentschap.

Rechter-commissaris : de heer Marc Geeraerts.

Curator : Mr. August De Ridder, Vrijheidslaan 34, 1081 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 november 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder.
(Pro deo) (28108)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 25 septembre 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société anonyme Verniers, dont le siège social est établi à 1050 Ixelles, avenue des Saisons 100/102, R.C. Bruxelles 625276, T.V.A. 442.032.760, avec activité commerciale : location des grues.

Juge-commissaire : M. Marc Geeraerts.

Curateur : Me August De Ridder, avenue de la Liberté 34, à 1081 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 novembre 2001, à 14 heures, à la salle G.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. De Ridder.
(Pro deo) (28109)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 25 september 2001 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de naamloze vennootschap Verniers, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Jaargetijdenlaan 100/102, H.R. Brussel 625276, BTW 442.032.760, met als handelsactiviteit : kraanverhuur.

Rechter-commissaris : de heer Marc Geeraerts.

Curator : Mr. August De Ridder, Vrijheidslaan 34, 1081 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 november 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder.
(Pro deo) (28109)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 25 septembre 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société anonyme John, dont le siège social est établi à 1050 Ixelles, avenue des Saisons 100/102, R.C. Bruxelles 625275, T.V.A. 442.067.305, avec activité commerciale : entreprise de pompes funèbres et fleurs.

Juge-commissaire : M. Marc Geeraerts.

Curateur : Me August De Ridder, avenue de la Liberté 34, à 1081 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 novembre 2001, à 14 heures, à la salle G.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. De Ridder.
(Pro deo) (28110)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 25 september 2001 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de naamloze vennootschap John, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Jaargetijdenlaan 100/102, H.R. Brussel 625275, BTW 442.067.305, met als handelsactiviteit : begrafenisondernemer + bloemen.

Rechter-commissaris : de heer Marc Geeraerts.

Curator : Mr. August De Ridder, Vrijheidslaan 34, 1081 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 november 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder.
(Pro deo) (28110)

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

Par jugement du 18 septembre 2001, prononcé par la cinquième chambre, salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, les activités de la faillite de Food Choice Benelux Inc C/O Buitenlandse Vennootschap, avec siège social à 1000 Bruxelles, rue de la Presse 4, ont été clôturées par absence d'actif.

Le tribunal déclare la faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. De Ridder.
(Pro deo) (28111)

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis van 18 september 2001, uitgesproken door de vijfde kamer, zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, werden de verrichtingen van het faillissement van Food Choice Benelux Inc C/O Buitenlandse Vennootschap, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Drukpersstraat 4, gesloten verklaard wegens gebrek aan actief.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder.
(Pro deo) (28111)

Tribunal de commerce de Charleroi

—

Par jugement du 24 septembre 2001, le tribunal de commerce de Charleroi (première chambre), a déclaré la faillite de la S.P.R.L.U. Target, dont le siège social est sis à 6000 Charleroi, avenue des Alliés 42, T.V.A. 463.891.216.

Son activité commerciale se situait dans le secteur de la décoration.

Par même jugement, le tribunal a fixé la date provisoire de cessation des paiements au 14 septembre 2001.

Les créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce à Charleroi, boulevard Général Michel 1, à 6000 Charleroi, pour le 23 octobre 2001 au plus tard.

Le procès-verbal de vérification des créances sera clos le 27 novembre 2001, à 8 h 30 m, en l'auditoire de la première chambre du tribunal de commerce, palais de justice, à Charleroi.

Le jugement désigne comme juge-commissaire, M. Jean-Charles Alpi, et comme curateur, Me Stéphane Vidaich, avocat à 6280 Loverval, allée Notre-Dame de Grâce 2.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Stéphane Vidaich.
(Pro deo) (28112)

Tribunal de commerce de Liège

—

Par jugement du 24 septembre 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur citation, de la S.P.R.L. Car Services, dont le siège social est établi rue Chaussée 99, à 4342 Awans (Hognoul), R.C. Liège 185995, pour l'exploitation d'un commerce de gros avec import-export de véhicules à moteur neufs et d'occasions à l'exclusion du commerce de détail, T.V.A. 451.837.084.

Date du début de l'activité commerciale : le 25 janvier 1994.

Juge-commissaire : M. Georges Libert.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 13 novembre 2001, à 9 h 30 m, dans le bureau de Mme le greffier en chef du tribunal de commerce.

Les déclarations de créance doivent être déposées pour le 24 octobre 2001 au plus tard.

Les curateurs, (signé) Pierre Cavenaile et Koenraad Tanghe, avocats, rue Julien d'Andrimont 23/25, à 4000 Liège. (Pro deo) (28113)

Par jugement du 24 septembre 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.P.R.L. Regence Bas, ayant son siège social à 4000 Liège, rue de la Boucherie 17, R.C. Liège 137629, T.V.A. 421.326.131.

Date du début de l'activité commerciale : le 1^{er} janvier 1981.

Juge-commissaire : M. René Lejeune.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 13 novembre 2001, à 9 h 30 m.

Les curateurs, (signé) Mes Jean-Marie Rikkers et Joëlle Overath, avocats, rue de Chaudfontaine 13, à 4020 Liège. (28114)

Par jugement du 24 septembre 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de M. Michel Marcy, né à Liège le 23 juillet 1953, époux de Sequaris, Rolande, avec contrat de séparation de biens, domicilié à 4630 Soumagne, rue Célestin Demblon 100, R.C. Liège 186209, T.V.A. 598.590.859, activité : exploitation d'une salle de vente et d'exposition à 4020 Liège, rue de la Commune 1, et ayant l'activité d'intermédiaire commercial à 4600 Visé, rue Paradis 149.

La date de début des opérations commerciales : le 4 mars 1994.

Juge-commissaire : M. André Close.

Procès-verbal de vérification des créances : le 13 novembre 2001, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef, tribunal de commerce de Liège.

Les déclarations de créance doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, de et à 4000 Liège, dans les trente jours à dater du jugement déclaratif de faillite.

Les curateurs, (signé) Me E. Chartier, avocat, quai des Ardennes 7, à 4020 Liège; Me Jean-Pierre Van Durme, rue de Joie 56, à 4000 Liège. (Pro deo) (28115)

Par jugement du 24 septembre 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur citation, de M. Gilles, Jean-Claude, domicilié à 4671 Blégny, rue Vieille Voie d'Ardenne 16, R.C. Liège 196626, exploitant une entreprise de construction, de réfection et entretien des routes, plafonneur, et cimentier.

Date du début des activités commerciales : le 17 février 1997.

Juge-commissaire : M. Jacques Moureau.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 13 novembre 2001, au cabinet de Mme le greffier en chef du tribunal de commerce.

Les déclarations de créances doivent être déposées au plus tard pour le 6 novembre 2001 au greffe du tribunal de commerce.

Le curateur, (signé) Me Georges Rigo, avocat, rue Beeckman 14, à 4000 Liège. (Pro deo) (28116)

Tribunal de commerce de Mons

—

Par jugement du 24 septembre 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur aveu, M. Sicorello, Antonino, né à San Elisabetta (Italie) le 10 décembre 1958, domicilié à 7060 Soignies, rue Grégoire Wincqz 155, exerçant les activités de friterie à Soignies, rue Emile Vandervelde, parking du terrain de football, R.C. Mons 126188, T.V.A. 669.303.364.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 55.

Dépôts des déclarations de créances pour le 24 octobre 2001 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 20 novembre 2001, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (Pro deo) (28117)

Par jugement du 24 septembre 2001 du tribunal de commerce de Mons a été déclarée la faillite de la S.P.R.L. Le Centre 85, dont le siège social est à 7000 Mons, Grand-Place 17, ayant exploité à cette adresse un débit de boissons sous dénomination « Le Centre Ville », R.C. Mons 108553, T.V.A. 426.891.159.

Date de cessation des paiements : provisoirement le 24 septembre 2001.

Curateur : Me Pierre-Henry Bataille, avocat, rue des Telliers 20, à 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent parvenir au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, au plus tard pour le 24 octobre 2001.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au tribunal de commerce de Mons, à 8 h 30 m, le 26 novembre 2001.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.H. Bataille. (28118)

Par jugement du 24 septembre 2001 du tribunal de commerce de Mons a été déclarée la faillite de la S.P.R.L. Indigo Europe, dont le siège social est à 7033 Cuesmes, avenue J. Wauters 135, étage 2, ayant exercé l'activité d'import-export d'articles textiles-cuirs, R.C. Mons 141117, T.V.A. 466.031.253.

Date de cessation des paiements : provisoirement le 24 septembre 2001.

Curateur : Me Pierre-Henry Bataille, avocat, rue des Telliers 20, à 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent parvenir au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, au plus tard pour le 24 octobre 2001.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au tribunal de commerce de Mons, à 8 h 30 m, le 26 novembre 2001.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.H. Bataille. (28119)

Tribunal de commerce de Neufchâteau

Par jugement du 25 septembre 2001, le tribunal du commerce de Neufchâteau a prononcé la faillite de la S.C.R.L. Occameuble, dont le siège social est sis à 6880 Bertrix, rue des Corettes 175A, R.C. Neufchâteau 16443, T.V.A. 430.374.548, pour le commerce de gros et de détail en meubles, en meubles de bureau, en articles d'ameublement, fabrication et garnissage de meubles non métalliques, commerce de gros et de détail en matériel électroménager.

Juge-commissaire : M. le juge consulaire A. Closset.

Curateur : Me Dimitry Fourny, avocat à 6840 Neufchâteau (Massul), route Saint-Monon 79.

Le tribunal a fixé au 26 avril 2001 l'époque de la cessation des paiements.

Les créanciers doivent faire au greffe du tribunal de commerce de Neufchâteau, rue Franklin Roosevelt 33, la déclaration de leur créances avant le 25 octobre 2001.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au vendredi 9 novembre 2001, à 16 heures, en l'auditoire du tribunal de commerce de Neufchâteau, palais de justice, place Charles Bergh, à 6840 Neufchâteau.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Dimitri Fourny. (28120)

Tribunal de commerce de Nivelles

Le 17 septembre 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. European Business Lighting, dont le siège est sis à Genval, rue de Rixensart 18-19, R.C. Nivelles 85867, activité principale : vente de matériel d'éclairage, T.V.A. 438.324.588, siège d'exploitation : même adresse que le siège social.

Curateur : Me D. Jossart, avocat à Genappe, rue des Marchats 7.

Date limite pour le dépôt des déclarations de créances : le 17 octobre 2001, clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 5 novembre 2001, à 10 h 30 m, au tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21.

Le curateur : (signé) D. Jossart. (28121)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 20 septembre 2001, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de M. Jacques Pierard, né à Auvelais le 3 août 1945, domicilié à 5060 Auvelais, rue d'Hamion 17/4, exploitant une entreprise de fabrication de charpentes en menuiserie métallique, R.C. Namur 71982, T.V.A. 750.366.660.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 20 septembre 2001, l'époque de la cessation des paiements, et ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leur créance dans les trente jours.

Juge-commissaire : Mme Nicole Dethinne, juge-consulaire.

Curateur : Me Thibault Bouvier, rue Saint-Nicolas 33, à 5000 Namur.

Procès-verbal de vérification des créances : le 15 novembre 2001, à 10 heures, au palais de justice de cette ville, premier étage.

Le curateur, (signé) Me Thibault Bouvier. (Pro deo) (28122)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement rendu le 20 septembre 2001, le tribunal de commerce de Tournai a prononcé la faillite de la S.C.R.L. Gespar, dont le siège social est situé à 7500 Tournai, rue Du Quesnoy 19/4, R.C. Tournai 71363, T.V.A. 441.098.194, ayant pour objet social les services informatiques.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, pour le 20 octobre 2001).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixé au 19 novembre 2001, à 9 heures, en chambre du conseil du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Le curateur : Me Gauthier Lefebvre, avocat à 7500 Tournai, rue de l'Athénée 38. (28123)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Business Marketing Research, met zetel te 2630 Aartselaar, Antwerpsesteenweg 38.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20bis, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 uur voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28124)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Ternesse, met zetel te 2930 Brasschaat, Frilinglei 173.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal *20bis*, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 u. 30 m. voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28125)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement N.V. Park en Spel/Lappset, met zetel te 2018 Antwerpen, Plantin en Moretuslei 37.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal *20bis*, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 u. 30 m. voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28126)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Giko, met zetel te 2930 Brasschaat, Bredabaan 863.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal *20bis*, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 u. 30 m. voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28127)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement N.V. Chaval, met zetel te 2000 Antwerpen, Vlaamse Kaai 90.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal *20bis*, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 u. 30 m. voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28128)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. All Engineering International, met zetel te 2140 Borgerhout, Stenenbrug 16.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal *20bis*, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 u. 30 m. voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28129)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Hersch, met zetel te 2000 Antwerpen, Grote Markt 12.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal *20bis*, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 u. 30 m. voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28130)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Debos, met zetel te 2070 Burcht (Zwijndrecht), Beversebaan 43.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal *20bis*, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 u. 30 m. voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28131)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement N.V. Antwerp City Bond, met zetel te 2000 Antwerpen, Ledeganckkaai 7.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal *20bis*, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 u. 30 m. voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28132)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement N.V. Pagina, met zetel te 2600 Berchem, Frans Van Hombeekplein 33-35.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal *20bis*, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 u. 30 m. voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28133)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Cesar Business, met zetel te 2242 Pulderbos (Zandhoven), Kleinheide 24G.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal *20bis*, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 uur voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28134)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement N.V. Zagerij Storms, in vereffening, met zetel te 2000 Antwerpen, Frankrijklei 111.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20bis, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 uur voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28135)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement N.V. C.T.S. Verbouwwerken, met zetel te 2018 Antwerpen, Door Verstraetenplaats 4.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20bis, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 uur voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28136)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement C.V. met onbeperkte en hoofdelijke aansprakelijkheid C.A.B., met zetel te 2180 Ekeren, Driehoekstraat 44.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20bis, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 uur voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28137)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement Moerman, Frank Lucien Cornelius, geboren te Oostende op 30 december 1962, wonende en handeldrijvende te 2018 Antwerpen, Ballaarstraat 71, onder de benaming « A Point ».

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20bis, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 uur voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28138)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement N.V. Drepa, met zetel te 2627 Schelle, Boomsesteenweg 28.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20bis, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 uur voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28139)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement N.V. General Meat, met zetel te 2018 Antwerpen, Koningin Astridplein 38.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20bis, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 uur voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28140)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Karma, met zetel te 2170 Merksem, Lode Geysenstraat 9.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20bis, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 uur voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28141)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement Burmann, Hedwig Elly Stephanus, geboren te Antwerpen op 27 oktober 1964, wonende te 2660 Hoboken, Draaiboornstraat 132, en handeldrijvende te 2660 Hoboken, Kapelstraat 100-102, onder de benaming « Shoe Post ».

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20bis, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 uur voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28142)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement N.V. Gino Trans, met zetel te 2100 Deurne, Karel Van Overmeirelaan 45-47.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20bis, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 uur voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28143)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement Yearwood, Kentroy P., geboren te Curacao op 29 april 1968, wonende te 2018 Antwerpen, Jozef De Bomstraat 21, en er handeldrijvende onder de benaming Yearwood & C°.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20bis, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 u. 30 m. voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28144)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Uysal, met zetel te 2650 Edegem, Mechelsesteenweg 118.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20bis, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 u. 30 m. voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28145)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Dimeva, met zetel te 2100 Deurne, Turnhoutsebaan 106.

Conform artikel 76 van de faillissementswet zijn de schuldeisers, bij beschikking van de rechter-commissaris, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20bis, gerechtsgebouw, tweede verdieping, ingang Stockmansstraat, op vrijdag 9 november 2001, te 9 u. 30 m. voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Deze bekendmaking geldt als verwittiging van de schuldeisers.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (28146)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij vonnis van 25 september 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, tijdelijke eerste kamer bis, de heer Hendrik Halewyck, op eigen verzoek ontslag verleend als curator van het faillissement van Golden Eagle B.V.B.A., met zetel gevestigd te 8000 Brugge, Sint-Gilliskerkstraat 13, bus 2, failliet verklaard door deze rechtbank op 13 januari 2000.

Mr. Alex Vrombaut, advocaat te 8000 Brugge, Bevrijdingslaan 4, bus 1, werd in zijn vervanging aangesteld.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) L. Demets. (28147)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Bij vonnis d.d. 21 september 2001 van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, werd op bekenenis, failliet verklaard de B.V.B.A. Savanna, met zetel te 8820 Torhout, Markt 20, H.R. Oostende 55559, voor verbruiksalon, spijshuis, restauratiehouder onder de benaming « Savanna », BTW 463.100.467.

Staking van de betalingen: 21 september 2001.

Termijn om aangifte van schuldvordering te doen: vóór 20 oktober 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende.

Verificatie van de schuldvorderingen: 9 november 2001, om 16 u. 30 m., voor de rechtbank van koophandel te Oostende, Canada-plein (eerste verdieping), te 8400 Oostende.

Rechter-commissaris: de heer Norbert Haesaert.

Curator: Mr. Michel Landuyt, advocaat te 8400 Oostende, er kantoorhoudende Van Iseghemlaan 149, bus 1.

De curator, (get.) M. Landuyt. (28148)

Vebeterend bericht

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 269, tweede uitgave, van 25 september 2001, blz. 32185, bericht nr. 27514, gelieve men te lezen: « Frank Leleu », in plaats van « Frank Deleu ». (28149)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij vonnis van 17 september 2001 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, werd het faillissement van de C.V.B.A. Intesa, met zetel te 9230 Wetteren, F. Beernaertsplein 54/1, H.R. Dendermonde 44449, failliet verklaard bij vonnis van 21 december 1998, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De rechtbank zegt dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

De curator, (get.) Marc Peeters, advocaat te 9200 Dendermonde, Kerkstraat 52. (Pro deo) (28150)

Bij vonnis van 17 september 2001 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, werd het faillissement van de B.V.B.A. Passarella, met zetel te 9230 Wetteren, Kapellendries 42, H.R. Dendermonde 49018, failliet verklaard bij vonnis van 16 november 2000, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De rechtbank zegt dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

De curator, (get.) Marc Peeters, advocaat te 9200 Dendermonde, Kerkstraat 52. (Pro deo) (28151)

Bij vonnis van 17 september 2001 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, werd het faillissement van de B.V.B.A. Marovino, met zetel te 9240 Zele, Dr. Armand Rubbensstraat 68, H.R. Dendermonde 48691, failliet verklaard bij vonnis van 12 juni 1998, gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief.

De rechtbank zegt dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

De curator, (get.) Marc Peeters, advocaat te 9200 Dendermonde, Kerkstraat 52. (Pro deo) (28152)

Bij vonnis van 17 september 2001 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, werd het faillissement van de C.V.B.A. Immob-Assur, met zetel te 9290 Berlare (Overmere), Lindestraat 38A, niet ingeschreven in het H.R. Dendermonde en gekend onder administratief nummer A/7331, failliet verklaard bij vonnis van 16 oktober 2000, gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief.

De rechtbank zegt dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

De curator, (get.) Marc Peeters, advocaat te 9200 Dendermonde, Kerkstraat 52. (Pro deo) (28153)

Bij vonnis van 17 september 2001 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, werd het faillissement van de C.V. Ter Heide, met zetel te 9250 Waasmunster, Fortenstraat 111, H.R. Dendermonde 43110, failliet verklaard bij vonnis van 17 januari 2000, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De rechtbank zegt dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

De curator, (get.) Marc Peeters, advocaat te 9200 Dendermonde, Kerkstraat 52. (Pro deo) (28154)

De rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, heeft bij vonnis van 25 september 2001, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard De Wilde, Werner Tobias, gevestigd te 9200 Dendermonde, Zandstraat 21/4, handeldrijvende onder de benaming « Werner Plastiek », H.R. Dendermonde 41916, BTW 763.080.291. handelsactiviteit : groot- en kleinhandel in PVC-materialen.

Rechter-commissaris : de heer Marc Tackaert.

Tijdstip ophouden van betaling : 25 september 2001.

Curator : Marga Pieters, advocaat te Aalst, Affligemdreef 144.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, afdeling Dendermonde, Noordlaan 31, 9200 Dendermonde, vóór 25 oktober 2001.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : vrijdag 9 november 2001, om 9 u. 15 m., in de gewone gehoorzaal, rechtbank van koophandel, Noordlaan 31, te 9200 Dendermonde.

Voor gelijkvormig uittreksel : (get.) Marga Pieters, curator. (28155)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

Bij vonnis d.d. 24 september 2001 van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, werd, op bekenenis, het faillissement geopend verklaard van B.V.B.A. Drukkerij De Kern, met zetel te 9300 Aalst, De Gheeststraat 16, H.R. Aalst 57613, BTW 437.215.820.

Rechter-commissaris : de heer C. Meert.

Curator : Mr. Philippe Baillon, advocaat te Dendermonde, Noordlaan 172.

De datum van ophouding van betaling door de gefailleerde wordt vastgesteld op 24 september 2001, onder voorbehoud dit op een andere datum te brengen in toepassing van art. 12, lid 2 F.W.

De schuldeisers van de gefailleerde dienen hun schuldvorderingen in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Graanmarkt 3, 9300 Aalst, en dit binnen de dertig dagen vanaf het faillissementsvonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen is vastgesteld op donderdag 8 november 2001, te 9 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Graanmarkt 3, 9300 Aalst.

De curator, (get.) Ph. Baillon. (28156)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis d.d. 26 september 2001, gewezen door de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd open verklaard, op aangifte, het faillissement van de B.V.B.A. G. Flexservice, transportonderneming, met maatschappelijke zetel gevestigd te Sint-Niklaas, Colmarstraat 27, H.R. Sint-Niklaas 58727, BTW 462.568.353.

Staking van de betalingen vastgesteld : op 26 september 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : uiterlijk op 26 oktober 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : op 7 november 2001, te 15 uur.

Rechter-commissaris : Mevr. Marianne Buyse, rechter in handelszaken.

Curator : (get.) Mr. Herman Willems, advocaat te Sint-Niklaas, Tereken 91.

De curator, (get.) H. Willems. (28157)

Bij vonnis d.d. 26 september 2001, gewezen door de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd open verklaard, op aangifte, het faillissement van de B.V.B.A. Mogamo, uitbating van een taverne onder de benaming « El Patio », met maatschappelijke zetel gevestigd te Temse, Vrijheidstraat 15, H.R. Sint-Niklaas 61118, BTW 470.256.691.

Staking van de betalingen vastgesteld op 26 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : uiterlijk op 26 oktober 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : op 7 november 2001, te 15 uur.

Rechter-commissaris : Mevr. Marianne Buyse, rechter in handelszaken.

Curator : (get.) Mr. Herman Willems, advocaat te Sint-Niklaas, Tereken 91.

De curator, (get.) H. Willems. (Pro deo) (28158)

Bij vonnis van 14 september 2001 werd het faillissement open verklaard, op dagvaarding, H.B.K. Belgium B.V.B.A., met maatschappelijke zetel gevestigd te Sint-Niklaas, Hofstraat 22 (in feite 82), uitbating van een drankgelegenheid onder de benaming « Place To Be », H.R. Sint-Niklaas 61123, BTW 447.699.738.

Staking van betalingen vastgesteld op 14 september 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 14 oktober 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, 9100 Sint-Niklaas.

Nazicht van de schuldvorderingen : op 24 oktober 2001, te 15 uur.

Rechter-commissaris : de heer Philippe Van Haute.

Curator : Mr. Marc Schoenmaekers, advocaat, kantoorhoudende te 9100 Sint-Niklaas, Pr. Jos. Charlottelaan 71.

De curator, (get.) M. Schoenmaekers. (28159)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 25 september 2001, op bekenenis, derde kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake B.V.B.A. « 't Peenegoed », patrimoniumvennootschap met het oog op het exploiteren van onroerende goederen, met maatschappelijke zetel te 9185 Wachtebeke, Peene 5, H.R. Gent 191308, zonder BTW-nummer.

Rechter-commissaris : de heer Daniel De Veusser.

Datum staking van de betalingen : 25 september 2001.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 23 oktober 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 6 november 2001, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Veronique Van Asch, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Sint-Annalein 34.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (28160)

Bij vonnis d.d. 25 september 2001, op bekenenis, derde kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake B.V.B.A. Houthandel Bols-Verhoeven, in- en uitvoerhandel van diverse goederen, met maatschappelijke zetel te 9185 Wachtebeke, Peene 5, H.R. Gent 192846, BTW 465.843.092.

Rechter-commissaris : de heer Daniel De Veusser.

Datum staking van de betalingen : 25 september 2001.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 23 oktober 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 6 november 2001, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Veronique Van Asch, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Sint-Annaplein 34.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (28161)

In het faillissement Events For You B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Blekerijstraat 77, bus 31, H.R. Gent 183423, in staat van faillissement verklaard bij vonnis d.d. 18 september 1998, werd bij beschikking van de rechter-commissaris van 25 september 2001, de datum van de vergadering der schuldeisers ingevolge art. 76 F.W., nopens het vereffeningverslag, bepaald op dinsdag 30 oktober 2001, te 9 uur, in de gewone zittingszaal van de rechtbank van koophandel te Gent, Oude Schapmarkt 22.

De curator : Mr. P. Van Caenegem, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Savaanstraat 7.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (28162)

In het faillissement C.V. Impoex, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Pijlstraat 2, H.R. Gent 185470, BTW 437.267.288, in staat van faillissement verklaard bij vonnis d.d. 11 september 1998, werd bij beschikking van de rechter-commissaris van 25 september 2001, de datum van de vergadering der schuldeisers ingevolge art. 76 F.W., nopens het vereffeningverslag, bepaald op donderdag 30 oktober 2001, te 9 uur, in de gewone zittingszaal van de rechtbank van koophandel te Gent, Oude Schapmarkt 22.

De curator : Mr. K. Steenbrugge, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Gouvernementstraat 20.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (28163)

Bij vonnis d.d. 25 september 2001, op bekentenis, derde kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake B.V.B.A. Trading Lines Int., in- en uitvoerhandel van diverse goederen, met maatschappelijke zetel te 9185 Wachtebeke, Peene 5, H.R. Gent 192844, BTW 465.842.894.

Rechter-commissaris : de heer Daniel De Veusser.

Datum staking van de betalingen : 25 september 2001.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 23 oktober 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 6 november 2001, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Veronique Van Asch, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Sint-Annaplein 34.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (28164)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

Bij vonnis d.d. 20 september 2001 van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt, werd het faillissement van Unal Hidir, Van Eycklaan 45, 3590 Diepenbeek, uitbatingszetel Dorpsstraat 45, 3590 Diepenbeek, H.R. Hasselt 90848, kebabzaak.

Faillissementsvonnis d.d. 30 mei 2000.

Met als curatoren Mr. Herman Driessen, advocaat te 3500 Hasselt, en er kantoorhoudende aan de Residentie Prinsenhof, Catharinaplein 15, en Mr. Hubert Berghs, advocaat te 3500 Hasselt, en er kantoorhoudende aan de Guffenslaan 84.

Gesloten na vereffening.

Het vonnis ontlast de curatoren van hun opdracht.

De gefailleerde wordt niet verschoonbaar verklaard.

Het vonnis beveelt de publicatie bij uittreksel door de curatoren in het *Belgisch Staatsblad*.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Herman Driessen; Hubert Berghs. (Pro deo) (28165)

Rechtbank van koophandel te Ieper

Bij beschikking d.d. 25 september 2001 van de heer Jean-Pierre Noyez, rechter-commissaris over het faillissement van de B.V.B.A. Bio-Lin, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Ieper, in datum van 19 oktober 1998, wordt de datum tot het houden van een vergadering in toepassing van artikel 76 van de Faillissementswet (verslag van de curator nopens de toestand van de vereffening van het faillissement) bepaald op woensdag 28 november 2001, om 10 uur.

De schuldeisers worden opgeroepen op deze vergadering aanwezig te zijn.

De griffier, (get.) Wim Orbie. (28166)

Bij beschikking d.d. 25 september 2001 van Mevr. Diane Tytgat, rechter-commissaris over het faillissement van de B.V.B.A. Saditex, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Ieper, in datum van 19 oktober 1998, wordt de datum tot het houden van een vergadering in toepassing van artikel 76 van de Faillissementswet (verslag van de curator nopens de toestand van de vereffening van het faillissement) bepaald op woensdag 28 november 2001, om 10 u. 30 m.

De schuldeisers worden opgeroepen op deze vergadering aanwezig te zijn.

De griffier, (get.) Wim Orbie. (28167)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, d.d. 7 september 2001, werd het faillissement van de B.V.B.A. « Truck & Trailer Renting Martijn », met maatschappelijke zetel te 8930 Menen, Lar Blok E 1, H.R. Kortrijk 141596, BTW 461.230.149, uitgesproken op dagvaarding bij vonnis van 26 maart 1999, gesloten verklaard wegens gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Martine Damman, advocaat te 8500 Kortrijk, Elzenlaan 34. (Pro deo) (28168)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, tweede kamer, van 11 september 2001, werd in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Heveho, in vereffening, met maatschappelijke zetel te 8520 Kuurne, Montgommerystraat 22, H.R. Kortrijk 119476, BTW 425.316.789, hebbende als activiteit : kleinhandel in motorvoertuigen.

Het tijdstip van de ophouding van de betalingen werd vastgesteld op datum vonnis.

De pro deo wordt toegestaan.

Rechter-commissaris : de heer Marcel Holvoet, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Filip Deboutte, advocaat te 8800 Roeselare, Westlaan 358.

De schuldeisers worden verzocht hun verklaring van schuldverdring in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, vóór 9 oktober 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen : vrijdag 9 november 2001, om 14 u. 45 m., op de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A, te Kortrijk.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) F. Deboutte. (28169)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 25 september 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. Dibreldi en Cie, met maatschappelijke zetel te 3290 Diest, Parelsbergstraat 53, studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale aangelegenheden, H.R. Leuven 95604, BTW 459.018.945.

Rechter-commissaris : de heer F. De Baerdemaeker.

Curator : Mr. K. Vanstipelen, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108/a.

Staking van de betalingen : 25 september 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 19 oktober 2001, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 3, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 29 oktober 2001, te 14 u. 30 m.

Datum oprichting bedrijf : 1 oktober 1996.

De curator, K. Van Stipelen. (Pro deo) (28170)

Bij vonnis d.d. 25 september 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. Vernibo, met maatschappelijke zetel te 3270 Scherpenheuvel-Zichem, Basiliëklaan 26A, tekenen en ontwerpen van gebouwen, bouwkundig tekenaar, bouwmaterialen en producten, algemene aanneming beperkt tot de coördinatie van verschillende bouwwerkzaamheden, de aan- en verkoop van alle roerende goederen, H.R. Leuven 105962, BTW 473.820.155.

Rechter-commissaris : de heer F. De Baerdemaeker.

Curator : Mr. K. Vanstipelen, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108/a.

Staking van de betalingen : 25 september 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 19 oktober 2001, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 3, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 29 oktober 2001, te 14 u. 45 m.

Datum oprichting bedrijf : 4 januari 2001.

De curator, K. Van Stipelen. (Pro deo) (28171)

Bij vonnis d.d. 25 september 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van Jadoul, Patricia, geboren te Tienen op 26 juli 1954, en wonende te 3400 Landen, Kruiskensstraat 12, voordien handeldrijvende te 3440 Zoutleeuw, Ossewegstraat 70, onder de benaming « Het Vinne », taverne, H.R. Leuven 93987, doch geschrapt op 10 juni 2001, BTW 777.149.944.

Rechter-commissaris : de heer F. De Baerdemaeker.

Curator : Mr. K. Vanstipelen, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108/a.

Staking van de betalingen : 25 september 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 19 oktober 2001, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 3, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 29 oktober 2001, te 15 uur.

Datum oprichting bedrijf : 1 maart 1996.

De curator, K. Van Stipelen. (Pro deo) (28172)

Bij vonnis d.d. 25 september 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. Hago-Express, met zetel te 3210 Lubbeek, Korenbloemstraat 6, koerierdienst voor briefwisseling, documenten & colli's, vervoer voor rekening van derden, nationaal & internationaal, de verhuur van alle roerende en onroerende goederen en in het bijzonder van vrachtwagens, kraanwagens, enz., H.R. Leuven 75620, BTW 438.816.221.

Rechter-commissaris : de heer F. Heps.

Curator : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108/a.

Staking van de betalingen : 25 september 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 19 oktober 2001, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 3, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 29 oktober 2001, te 14 u. 15 m.

Datum oprichting bedrijf : 15 december 1989.

De curator, M. Dewael. (Pro deo) (28173)

Bij vonnis d.d. 25 september 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van Van den Eynde, Maria, geboren te Lier op 17 mei 1964, en wonende te 3070 Kortenberg, Leuvensesteenweg 214, kleinhandel in geassorteerde textielwaren, kleding en schoeisel, handeldrijvende onder de naam « Be Cool », H.R. Leuven 91776, BTW 733.357.414.

Rechter-commissaris : de heer W. Denon.

Curator : Mr. A.M. Huygens, advocaat te 3053 Haasrode, Bovenbosstraat 59.

Staking van de betalingen : 25 september 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 19 oktober 2001, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 29 oktober 2001, te 14 uur.

Datum oprichting bedrijf : 18 augustus 1995.

De curator, A.M. Huygens. (Pro deo) (28174)

Faillissement : Pypops, Marc, geboren te Tienen op 30 augustus 1965, wonende 3200 Aarschot, J. Tullemansstraat 36, handeldrijvende te 3200 Aarschot, Theo Debeckersstraat 11, H.R. Leuven 104899, BTW 636.695.726.

Vonnis rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 21 september 2001.

Rechter-commissaris : B. Leeman.

Curator : D. De Maeseneer, Predikherenstraat 20, 3000 Leuven.

Indienen schuldvorderingen : vóór 12 oktober 2001.

Nazicht schuldvorderingen : 22 oktober 2001, te 15 u. 30 m.

De curator, (get.) D. De Maeseneer. (28175)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 24 september 2001, werd B.V.B.A. Every Wear Lier, Antwerpsestraat 43, te Lier, H.R. Mechelen 83956, BTW 463.912.495, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. J. Gils.

Staking van betaling : op 24 september 2001.

Curator : Mr. Willy Vets, advocaat te Mechelen, Louizastraat 35.

Indienen van de schuldvorderingen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, vóór 25 oktober 2001.

Afsluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 5 november 2001, te 9 uur, op de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Willy Vets. (28176)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 24 september 2001, werd B.V.B.A. Carte Blanche, Kartuijzervest 45, te Lier, H.R. Mechelen 75203, BTW 451.722.862, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. J. Gils.

Staking van betaling : op 24 september 2001.

Curator : Mr. Willy Vets, advocaat te Mechelen, Louizastraat 35.

Indienen van de schuldvorderingen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, vóór 25 oktober 2001.

Afsluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 5 november 2001, te 9 uur, op de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Willy Vets. (28177)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 24 september 2001, werd B.V.B.A. De Laet Van Goethem, Nieuwstraat 70, te Bornem, H.R. Mechelen 86810, BTW 419.321.003, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. J. Gils.

Staking van betaling : op 24 september 2001.

Curator : Mr. Willy Vets, advocaat te Mechelen, Louizastraat 35.

Indienen van de schuldvorderingen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, vóór 25 oktober 2001.

Afsluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 5 november 2001, te 9 uur, op de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Willy Vets. (28178)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis d.d. 20 september 2001 van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, werd het faillissement Hoeree, Veerle (Schoenen Sorrento), met zetel te 9700 Oudenaarde, Nestor de Tièrestraat 143, afgesloten door vereffening.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Jan Lamon. (28179)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van 18 juni 2001 werd door de rechtbank van koophandel te Tongeren de gerechtelijke vereffening van de B.V.B.A. Amar, H.R. Tongeren 71223, Steegstraat 11, 3630 Maasmechelen, voor gesloten verklaard.

(Get.) B. Mailleux, vereffenaar. (28180)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bij vonnis van 25 september 2001, werd de datum van staking van betaling van faillissement Firmacoo B.V.B.A., Kloosterstraat 5, bus 3, 2470 Retie, H.R. Turnhout 89676, failliet verklaard op 8 augustus 2001, teruggebracht op 21 februari 2001.

De curator, (get.) Mr. Van Rompaey, de Merodedreef 89/F, 2260 Westerlo. (28181)

Bij vonnis van 25 september 2001, werd de datum van staking van betaling van faillissement Invesco Antwerp B.V.B.A., Kapelstraat 1, 2260 Westerlo, H.R. Turnhout 77649, failliet verklaard op 13 maart 2001, teruggebracht op 13 september 2000.

De curator, (get.) Mr. Van Rompaey, de Merodedreef 89/F, 2260 Westerlo. (28182)

Rechtbank van koophandel te Veurne

Bij vonnis d.d. 26 september 2001 werd, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard, de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Sam-Light, met maatschappelijke en uitbatingszetel te 8660 De Panne, Marktplein 6, handeldrijvende onder de benaming « Vivaldi » en « Sam-Light Computing », H.R. Veurne 31232, met uitbatingsactiviteiten volgens verklaring van de zaakvoerder : café-restaurant en groothandel in computer hardware, BTW 435.502.779.

Staking van betalingen : op 13 september 2001.

Rechter-commissaris : de heer M. D'Hooge.

Curator : Mr. Lut Godderis, advocaat te 8630 Veurne, Zuidstraat 22.

Indiening van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 oktober 2001.

Nazicht dezer : op maandag 5 november 2001, om 10 u. 30 m.

De curator, (get.) L. Godderis. (28183)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par requête du 25 septembre 2001, M. Dezutter, Patrick, né à Charleroi le 8 février 1966, et son épouse, Mme Coulon, Christine Andréa Ghislaine, née à Charleroi le 7 octobre 1965, domiciliés ensemble à 5670 Nismes (Viroinval), rue Ainseveau 57, mariés à Charleroi, première division, le 23 novembre 1985, sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage, ont introduit devant le tribunal de première instance de Dinant, l'homologation de l'acte passé devant Me Gigot, à Walcourt, le 25 septembre 2001, portant modification de leur régime en un régime de séparation de biens pure et simple.

Walcourt, le 25 septembre 2001.

(Signé) G. Gigot, notaire à Walcourt. (28184)

Par requête en date du 28 juin 2001, les époux, Peeters, Charles - Bayad, Hakima, domiciliés ensemble à Thy-le-Château (Walcourt), rue des Gnolys 1, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Dinant, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par le notaire Vincent Baelden, de Thy-le-Château (Walcourt), en date du 28 juin 2001.

Cet acte contient le maintien du régime légal avec apport immobilier au patrimoine commun d'un bien propre à l'époux.

(Signé) V. Baelden, notaire. (28185)

Par requête en date du 10 septembre 2001, M. Jean Paul Legrand, administrateur de société, né à Schaerbeek le 5 août 1957, et son épouse, Mme Cynthia Mommerency, administrateur de société, née à Roeselare le 13 décembre 1958, domiciliés à 1325 Chaumont-Gistoux, rue des Papeteries 36, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Nivelles une requête en homologation de l'acte modificatif de leur contrat de mariage reçu par acte du notaire Olivier Jamar, à Chaumont-Gistoux, le 10 septembre 2001. Le contrat modificatif a pour objet l'apport à la communauté d'un immeuble appartenant en propre à M. Jean Paul Legrand.

Pour les époux, (signé) Olivier Jamar, notaire. (28186)

Par jugement du 17 septembre 2001, le tribunal de première instance de Namur a homologué l'acte reçu par le notaire Stéphane Watillon, à Namur, le 28 mai 2001, aux termes duquel M. Gérard Lejeune, et son épouse, Mme Berthe Legrain, demeurant ensemble à Namur (Malonne), rue du Broctia 46, mariés à Arlon le 6 août 1974, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat de mariage reçu par le notaire Michel Pirson, à Namur, le 9 juillet 1974, régime matrimonial non modifié jusque' alors, ont fait apport à la dite communauté d'un bien immeuble propre.

Namur, le 21 septembre 2001.

(Signé) S. Watillon, notaire. (28187)

Suivant jugement prononcé le 19 septembre 2001 par la quatrième chambre du tribunal de première instance de Tournai, la modification du régime matrimonial entre M. Albert De Bruyne, et son épouse, Mme Geneviève Dervaux, demeurant ensemble à 7781 Houthem, Sentier de la Place 7, dressée par acte du notaire Anthony Leleu, à Comines, le 21 mars 2001, a été homologuée.

(Signé) Anthony Leley, notaire. (28188)

Par requête du 31 août 2001, les époux, Eric Michel Marc Nicolas Ghislain Marechal, ingénieur civil, né à Waremme le 27 septembre 1958, et son épouse, Mme Chantal Marie Françoise Delcommune, infirmière, née à Liège le 20 avril 1963, demeurant et domiciliés ensemble à 4357 Donceel, rue Gilles Ghaye 3, ont introduit devant le tribunal civil de Liège une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial reçu par le notaire Philippe Crismer, à Fexhe-le-Haut-Clocher, le 2 mai 2001, contrat portant transformation du régime de la communauté légale en régime de la séparation de biens pure et simple.

(Signé) P. Crismer, notaire. (28189)

Par requête datée du 25 septembre 2001, M. Engelbert, Joseph Alphonse Victor, demandeur d'emploi, né à Waremme le 1^{er} mai 1948, de nationalité belge, et son épouse, Florine, Marie Géraldine, sans profession, née à Port Louis (Ile Maurice) le 16 septembre 1972, demeurat tous deux à 4252 Geer (Omal), rue Jules Stiernet 6, ont introduit devant le tribunal de première instance de Liège, une requête en homologation de la modification apportée à leur régime matrimonial aux termes d'un acte reçu par le notaire Olivier de Laminne de Bex, de Waremme, en date du 25 septembre 2001. M. et Mme Englebert-Florine ont maintenu le régime de la communauté légale mais M. Englebert a apporté certains biens propres à la communauté.

Waremme, le 25 septembre 2001.

(Signé) Olivier de Laminne de Bex, notaire à Waremme. (28190)

Blijkens vonnis uitgesproken door de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, op 5 juni 2001, werd de akte van wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Renquin, Paul François, zonder beroep, geboren te Sint-Truiden op 29 december 1941, en zijn echtgenote, Mevr. Neven, Carina Armanda Bertha Josepha, arbeidster, geboren te Sint-Truiden op 8 augustus 1961, samenwonende te 3800 Sint-Truiden, Relindisstraat 3, gehomologeerd.

Deze wijziging houdt in dat voornoemde echtgenoten het stelsel van de wettelijke gemeenschap behouden, maar waarbij het onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen wordt ingebracht in het eigen vermogen van Mevr. Neven.

Voor ontledend uittreksel : (get.) Pierre Daenen, notaris. (28191)

Bij vonnis gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, in datum van 21 september 2001, werd de akte gehomologeerd, verleden voor notaris René Van Kerkhoven, te Broechem (Ranst), op 23 maart 2001, waarbij de heer Verstraeten, Jules Rosa Kamiel, technisch bediende, en zijn echtgenote, Mevr. Cools, Monique Alcidia Honorine, huisvrouw, samenwonende te Broechem (Ranst), Kruizemuntlaan 7, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden. Bij gezegde wijziging hebben de echtgenoten Verstraeten-Cools hun stelsel van gemeenschap beperkt tot de aanwinsten gewijzigd in het stelsel van zuivere scheiding van goederen.

(Get.) R. Van Kerkhoven, notaris. (28192)

Bij verzoekschrift van 31 augustus 2001, hebben de heer Schurm, Patrick Henri Diane, metser-ploegleider, rijksregisternummer 691217-273.71, geboren te Kortrijk op 17 december 1969, en zijn echtgenote, Mevr. Verstraete, Veerle Mia, bediende, rijksregisternummer 710509-260.26, geboren te Menen op 9 mei 1971, samenwonende te Menen (Lauwe), Larstraat 31, gehuwd onder het wettelijk stelsel bij gebrek aan

huwelijkscontract, aan de rechtbank van eerste aanleg te Ieper homologatie gevraagd van de akte, verleden voor notaris Eric Himpe, te Ieper, op 31 augustus 2001, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

De echtgenoten Patrick Schurm-Verstraete hebben één gemeenschappelijk kind, te weten : Thibault Schurm, geboren te Roeselare op 9 mei 1998.

(Get.) Patrick Schurm; Veerle Verstraete. (28193)

Bij vonnis verleend door de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, op 19 september 2001, werd de akte tot wijziging van huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Luc Moortgat, te Geel, op 29 maart 2001, tussen de heer Vos, Alfons, gepensioneerde, geboren te Meerhout op 30 augustus 1930, en zijn echtgenote, Mevr. Steemans, Rosalia Yvonna, gepensioneerde, geboren te Geel op 9 oktober 1931, samenwonende te 2450 Meerhout, Olmsebaan 27, inhoudende de inbreng door de heer Vos, voornoemd, van zijn persoonlijk goed in de gemeenschap, gehomologeerd.

Geel, 25 september 2001.

Voor de verzoekers, (get.) Luc Moortgat, notaris te Geel. (28194)

Bij vonnis verleend door de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, op 19 september 2001, werd de akte tot wijziging van huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Luc Moortgat, te Geel, op 27 maart 2001, tussen de heer Willems, Eric Louis Maria, technisch bediende, geboren te Turnhout op 14 maart 1959, en zijn echtgenote, Mevr. Dekkers, Rita Clementina Gusta, bediende, geboren te Herentals op 16 april 1961, samenwonende te 2450 Meerhout, Vloei 49, inhoudende inbreng door Mevr. Dekkers, voornoemd, van haar persoonlijk goed in de gemeenschap, gehomologeerd.

Geel, 25 september 2001.

Voor de verzoekers, (get.) Luc Moortgat, notaris te Geel. (28195)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, op 12 september 2001, werd gehomologeerd de akte, verleden voor notaris Philippe Goossens, te Grobbendonk, op 18 juli 2000, waarbij de heer Goossens, Frédéric Maria Daniëlle Gonzague, animator, geboren te Antwerpen op 11 november 1967, en zijn echtgenote, Mevr. Verellen, Kristel, lerares, geboren te Herentals op 9 augustus 1969, samenwonende te 2440 Geel, Rauwelkoven 104, gehuwd onder het stelsel van zuivere scheiding van goederen ingevolge huwelijkscontract, verleden voor notaris Philippe Goossens, te Grobbendonk, op 21 juni 1999, hun huwelijksvermogensstelsel hebben gewijzigd bedingende dat zij het wettelijk stelsel aannemen, waarbij door Mevr. Verellen de volgende goederen werden ingebracht in het gemeenschappelijk vermogen : onder de gemeente Geel, vierde afdeling te Geel, een perceel bouwgrond, palende aan de Ganzenstraat, sectie E, nr. 352/B, 2 406 m², en een schuld ten opzichte van de HBK Bank voor een bedrag in hoofdsom van 700 000 frank.

(Get.) Philippe Goossens, notaris. (28196)

Bij verzoekschrift van 25 september 2001, hebben Goffin, Henri Joseph Edgard, gepensioneerde, geboren te Sint-Truiden op 1 september 1917, en zijn echtgenote, Coessens, Francisca Arseen Antonia, zonder beroep, geboren te Mechelen op 1 april 1923, te 3800 Sint-Truiden, Gorseweg 15, bij de rechtbank te Hasselt verzocht om homologatie van de akte, verleden voor notaris Odeurs, te Sint-Truiden, op datum van 25 september 2001, deze akte houdende de inbreng van zekere onroerende goederen in de huwgemeenschap.

Sint-Truiden, 25 september 2001.

Voor de verzoekers, (get.) Philip Odeurs, notaris. (28197)

Bij verzoekschrift van 3 augustus 2001, hebben de heer Seynaeve, Gilbert Constant Emiel, burgemeester, en zijn echtgenote, Mevr. Vanden Bulcke, Michèle Anais Andrée, ere-notaris, samenwonende te Wevelgem, deelgemeente Moorseele, Caesar Gezellestraat 56, bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, verzocht om de

homologatie van de akte, verleden voor notaris Pierre Vander Stichele, te Moorsele (Wevelgem), op 3 augustus 2001, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel door het toevoegen aan het stelsel van scheiding van goederen van een beperkte gemeenschap.

Moorsele (Wevelgem), 25 september 2001.

Namens de echtgenoten Gilbert Seynaeve-Vanden Bulcke, Michèle, (get.) Pierre Vander Stichele, notaris te Moorsele (Wevelgem). (28198)

Uit een verzoekschrift gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, blijkt dat de heer Van Cauwelaert, Luciaan, en zijn echtgenote, Vanvaerenbergh, Rosalia Josephina, verzocht hebben tot de homologatie van de akte, die verleden werd door notaris Jacques Van Bellinghen, te Ternat, op 6 september 2001, inhoudende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, nl. behoud van hun huidig wettelijk stelsel der gemeenschap met toebedeling van die gemeenschap aan de langstlevende echtgenoot, de heer Luciaan Van Cauwelaert verklaart een onroerend goed die zich in zijn eigen vermogen bevindt in de huwgemeenschap te brengen.

(Get.) J. Van Bellinghen, notaris. (28199)

Bij verzoekschrift ondertekend op 24 september 2001, hebben de echtgenoten, Bosman Gunther Peter Cordula en Rossou, Annick Lydie August, samenwonende te Beveren, Haasdonk, Bankstraat 24, de homologatie gevraagd aan de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde van de akte, verleden voor notaris Van der Veken, Eduard, te Kruibeke, op 24 september 2001, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel met inbreng van een eigen persoonlijk goed (woonhuis te Beveren, Haasdonk, Bankstraat 24), door de echtgenoot in de huwelijksgemeenschap met inlassing van een verblijvingsbeding.

Voor de verzoekers, (get.) Eduard Van der Veken, notaris. (28200)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Suivant l'ordonnance de M. le président du tribunal de première instance de Verviers du 4 septembre 2001, à dater du 21 septembre 2001, Me François-Xavier Groulard, avocat à 4801 Stembert, rue du Tombeux 43, est déchargé de son mandat d'administrateur provisoire de la succession de Mme Delhaye, Léontine Marie Odile, née à Verviers le 19 mars 1902, veuve de Ramet, Fernand Michel Antoine, et décédée à Dison le 14 mai 2000.

(Signé) François-Xavier Groulard. (28201)

Par ordonnance du 19 septembre 2001 du tribunal de première instance de Namur, Me Patrick Buysse, avocat, chaussée de Dinant 776, à 5100 Namur, a été désigné en qualité d'administrateur judiciaire à la succession de Mme Bertha Geraerts, née à Hamois le 7 août 1923, domiciliée de son vivant place d'Hastedon 21, à Namur, et résidant au « Home Saint-Antoine », rue Verte 27, à 5100 Jambes, et décédée à Namur le 7 juin 2001.

(Signé) Patrick Buysse. (28202)

Par ordonnance du 19 septembre 2001 du tribunal de première instance de Namur, Me Patrick Buysse, avocat, chaussée de Dinant 776, à 5100 Namur, a été désigné en qualité d'administrateur judiciaire à la succession de feu, Mme Adélaïde Levaque, née à Moustier-sur-Sambre le 4 octobre 1920, domiciliée de son vivant rue de Jemeppe 64, à Jemeppe-sur-Sambre, et décédée à Fosses-la-Ville le 27 septembre 2001.

(Signé) Patrick Buysse. (28203)

Par ordonnance du 19 septembre 2001 du tribunal de première instance de Namur, Me Patrick Buysse, avocat, chaussée de Dinant 776, à 5100 Namur, a été désigné en qualité d'administrateur judiciaire à la succession de Lepage, Ephrem, né à Wanfercée-Baulet le 12 septembre 1920, décédé à Sambreville le 3 avril 2000, et de Bodart, Denise, née à Wanfercée-Baulet le 26 novembre 1920, décédée à Sambreville le 27 décembre 2000, tous deux domiciliés de leur vivant rue de Fleurus 202, à Sambreville.

(Signé) Patrick Buysse. (28204)

Par ordonnance du 19 septembre 2001 du tribunal de première instance de Namur, Me Patrick Buysse, avocat, chaussée de Dinant 776, à 5100 Namur, a été désigné en qualité d'administrateur judiciaire à la succession de feu, Mme Lucie Dumont, née à Vonêche le 5 février 1897, domiciliée de son vivant rue des Déportés 15, à Floreffe, et décédée à Fosses-la-Ville le 27 janvier 2001.

(Signé) Patrick Buysse. (28205)

Bij verklaring, neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent d.d. 24 september 2001, heeft Mevr. Gwendolina Erika Antoinette Dellaert, bediende, wonende te 9860 Oosterzele, Eendenweg 7, handelend in haar hoedanigheid van langstlevende ouder over haar minderjarige dochter Oceanie Noëlla Elisabeth Vanmeenen, leerling, geboren te Oostende op 30 april 1993, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving te aanvaarden de nalatenschap van wijlen de heer Jean-Paul Eddie Vanmeenen, bediende, geboren te Etterbeek op 27 november 1964, laatst wonende te 9040 Sint-Amandsberg, Staf Bruggenstraat 52, overleden te Gent op 13 juni 2001.

Woonplaats werd gekozen op het kantoor van notaris François Bouckaert, te Oosterzele, Voordries 5, waar alle schuldeisers en legatarissen gemachtigd werden hun rechten te doen kennen.

(Get.) François Bouckaert, notaris. (28206)

Bij verklaring, afgelegd op 19 september 2001 ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, akte nr. 01-1145, heeft de heer Marc Bogaert, notaris te Geel, handelend in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over Mevr. Blommaert, Jacqueline Eugene Irene, zonder beroep, geboren te Antwerpen op 7 januari 1951, ongehuwd, gedomicilieerd te Geel, Pas 200, in zijn naam de nalatenschap van wijlen Verhaegen, Maria Bertha, geboren te Antwerpen op 17 april 1930, laatst wonende te Zoersel, Andreas Vesaliuslaan 39, overleden te Malle op 17 februari 2001, onder voorrecht van boedelbeschrijving aanvaard.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, bij aangetekend schrijven, binnen de drie maanden volgend na deze publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, hun vorderingen te doen kennen aan de heer Bogaert, Marc, notaris te Geel, Pas 264.

Geel, 20 september 2001.

(Get.) M. Bogaert, notaris. (28207)

Bij verklaring, afgelegd op 19 september 2001 ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, akte nr. 01-1143, heeft de heer Marc Bogaert, notaris te Geel, handelend in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over Mevr. Matthijnsens, Maria Marcelle, zonder beroep, geboren te Duffel op 26 september 1959, gedomicilieerd en verblijvend te 2440 Geel, Pas 200, in zijn naam de nalatenschap van wijlen Matthijnsens, Frans Henri Bertha, geboren te Walem op 17 april 1927, laatst wonende Biartstraat 51, te 2018 Antwerpen, en overleden te Antwerpen op 15 oktober 1997, onder voorrecht van boedelbeschrijving aanvaard.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, bij aangetekend schrijven, binnen de drie maanden volgend na deze publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, hun vorderingen te doen kennen aan de heer Bogaert, Marc, notaris te Geel, Pas 264.

Geel, 20 september 2001.

(Get.) M. Bogaert, notaris. (28208)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op 11 mei 2001 verleende de tweede B-kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een vonnis waarbij Mr. Marleen Van Loon, advocaat en plaatsvervangend rechter te Antwerpen, kantoorhoudende te 2170 Antwerpen, du Chastellei 45, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Mevr. Liekens, Anna Maria, geboren te Bonheiden op 22 december 1916, weduwe van de heer Valgaerts, François Marie, laatst wonende in het R.V.T. Europasquare, te 2100 Deurne, Ruggeveldlaan 26, en overleden te Deurne op 31 augustus 1999.

Antwerpen, 25 september 2001.

De griffier, (get.) An Rasschaert. (28209)

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Beschikking uitgesproken in het gerechtsgebouw Het Kasteel, te Turnhout, op woensdag 19 september 2001, in raadkamer van de eerste kamer van de rechtbank van eerste aanleg van het gerechtelijk arrondissement Turnhout, alwaar zetelden :

Vanderhaeghen, enig rechter;

J. Beliën, griffier.

Gezien het aangehecht verzoekschrift en de bijgevoegde stukken, bevattende de opgestelde vereffeningstaat;

Gehoord in raadkamer ter zitting van heden, verzoekster in haar middelen en uitleg;

Overwegende dat het verzoek ontvankelijk en gegrond voorkomt;

Om deze redenen;

Gezien de bepalingen van artikelen 2, 9, 34, 37 en 41, der wet van 15 juni 1935,

De rechtbank,

Keurt de vereffeningstaat, zoals opgenomen in aangehecht verzoekschrift, goed.

Ontlast de curator van haar mandaat over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Mevr. Louisa Meir.

(Get.) J. Beliën, griffier; Vanderhaeghen, enig rechter. (28210)

ANNEXE au *Moniteur belge* du 3 octobre 2001 – BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 3 oktober 2001

Christelijke Mutualiteit — Landsbond

Bestuurders/administrateurs :

De heer Boedts, Herman, Burgemeester Bertenplein 25, 8970 Poperinge.

De heer Boon, Willy, Stationsstraat 44, 9080 Lochristi.

De heer Botterman, Chris, Molenweg 4, 8720 Dentergem.

De heer Bradt, Eric, J. De Blockstraat 53, 2830 Tisselt-Willebroek.

Mevr. Brion, Lis, Van de Reydtlaan 23, 2960 Brecht.

De heer Ceyssens, Jos, Arendstraat 1, 3920 Lommel.

De heer Clemens, Johan, Pastorijstraat 9, 2820 Bonheiden.

De heer Coppens, Georges, Kwekestraat 23, 8791 Beveren-Leie.

De heer Cornelissen, Hugo, J. Englishstraat 63, bus 14, 2140 Borgerhout.

Mevr. Crauwels-Bosseloo, Ann, Sint-Reinhildisstraat 17, 2640 Mortsel.

De heer Crickemans, Frans, Dr. M. Timmermanslaan 85, 2170 Merksem.

Mme Danieli, Marie-José, rue du Paradis 48, 5100 Namur-Jambes.

M. De Coninck, Jean-Pierre, route du Canada 189, 4910 La Reid.

De heer De Croock, Frans, Populierenstraat 9, 9340 Lede.

Mevr. De Pestel, Christelle, Veldstraat 111, 8530 Harelbeke.

Mevr. De Soete-Van Wouwe, Georgette, Zamanstraat 3, 9160 Lokeren.

De heer De Wilde, Guido, Keistraat 2, 9830 Sint-Martens-Latem.

Mevr. De Winter, Betty, Grote Hulststraat 3, 8700 Tielt.

Mevr. Deforche, Christine, Lagebekeweg 1, 8200 Brugge.

De heer Deman, Patrick, O.L.-Vrouwstraat 26, 8850 Ardooie.

M. Demanet, Benoit, rue Haute 83, 1435 Corbais.

De heer Depondt, Geert, Beverensteenweg 174, 8800 Roeselare.

M. Detienne, Philippe, rue du Bois 5, 1460 Ittre.

Mme Empain, Annick, avenue Sleenckx 102, 1030 Schaerbeek.

De heer Geys, Ludo, Koeputten 12, 2970 Schilde.

Mme Gobin, Christine, rue Sainte-Philomène 33, 7080 Frameries.

Mme Hannosset, Josianne, rue Boca de Waremmes 6, 4317 Faimies.

Mevr. Hebbrecht, Lyliane, Doornstraat 40, 9940 Evergem.

De heer Heeman, Jozef, Nijverheidsstraat 30, 9100 Sint-Niklaas.
De heer Helsen, Guido, Neerstraat 20, 2230 Herselt.
M. Herickx, Luc, drève du Château 45, 1083 Ganshoren.
M. Incourt, Michel, Grand'Rue-Piedmont 43, 54350 Mont Saint-Martin.
De heer Kloeck, J. Rozekapellestraat 56, 2150 Borsbeek.
M. Kos, Léon, rue Ferrer *5bis*, 4460 Grâce-Hollogne.
De heer Laleman, Dirk, Permekelaan 13, 8480 Ichtegem.
Mevr. Lamal, Liliane, Daleborreweg 6, 3090 Overijse.
Mme Lauraine, Marie-Ange, rue Romaine 87, 7780 Comines.
M. Lebegue, André, rue les Battis 33, 5651 Lanefte.
M. Legrand, Dominique, avenue de la Résistance 358, 4630 Soumagne.
M. Lesne, Michel, avenue Saint-Pancrace 33/8, 1950 Kraainem.
Mevr. Leysen, Frieda, Markgravenstraat 189, 2200 Herentals.
De heer Loncke, Julien, Dorpsstraat 111, 8432 Leffinge.
de heer Malysse, Luc, Crynnasiastraat 21, 8510 Marke.
M. Marin, Louis, rue Barbet 38, 7021 Wavre.
De heer Messiaen, Piet, Ter Eikenlaan 17, 1851 Grimbergen.
M. Namurois, Jean-Michel, rue Poète Ch. Michel 71, 6224 Wanfercée.
De heer Paps, Marcel, J. de Kerckhovestraat 63, 1820 Steenokkerzeel.
De heer Peeters, Karel, Pannewinningstraat 4, 3560 Lummen.
Mme Rigaut, Christine, chemin Saint-Martin 8, 7618 Taintignes.
De heer Roelandts, Dominiek, Langeveld 128, 3220 Holsbeek.
De heer Sagaert, Erik, Spoorwegstraat 108, 8200 Sint-Michiels-Brugge.
De heer Schacht, Antoon, Patrijzenlaan 1, 8300 Westkapelle.
De heer Schellekens, Jozef, Loenhoutseweg 34, 2320 Hoogstraten.
De heer Schrijnemakers, Jan, Kapelveldstraat 2, 3500 Hasselt.
De heer Serck, Yves, Zevenkerken 4, 8200 Brugge.
M. Simon, André, rue de Monthessal 13, 5300 Seilles.
De heer Sobry, Daniel, Bad Godesberglaan 23, 8500 Kortrijk.
Mme Tecchiato, Christel, rue des Erables 5, 4122 Neupré.
De heer Temmerman, Eddy, Rode Kruisstraat 44, 9900 Eeklo.
De heer Temmerman, Chris, Naastveldstraat 55, 9160 Lokeren.
Mme Tordeur, Cécile, Clos Sainte-Rita 29, 1420 Braine-l'Alleud.
De heer Van Casteren, Luciaan, Kwijtveldstraat 8, 3190 Boortmeerbeek.
De heer Van Hecke, Etienne, Perrebroek 5, 9200 Dendermonde.
Mevr. Van Wolputte, Marietje, Krakelaarsveld 28, 2200 Herentals.
De heer Vandevoorde, Guy, Centrumlaan 4, 9400 Ninove.
Mevr. Vandeweyer, Hilde, Willekensmolenstraat 23, 3500 Hasselt.
De heer Vereecke, Paul, Rijselstraat 38, 3583 Beringen.
De heer Vermost, Luc, Hogeweg 165, 2800 Mechelen.
De heer Verniest, Raf, J. Monnetstraat 12, 9600 Ronse.
De heer Wouters, Rik, Veldekensweg 3, 2300 Turnhout.
M. Yernaux, Jean-Pierre, place des Combattants 11, 6230 Viesville.

(28211)